

**Hirak en Algérie**



# **Hirak en Algérie**

## **L'invention d'un soulèvement**

Zineb Azouz, Houari Barti, Abdelghani Badi,  
Omar Benderra, Amine Bendjoudi, Hocine Dziri,  
José Garçon, François Gèze, Hadj Ghermoul,  
Rafik Lebdjaoui, Hocine Malti, Hassina  
Mechai, Mohamed Mehdi, Salima Mellah,  
Ahmed Selmane, Habib Souaïdia

**La fabrique**  
éditions

© **La Fabrique éditions, 2020**

**[www.lafabrique.fr](http://www.lafabrique.fr)**

**[lafabrique@lafabrique.fr](mailto:lafabrique@lafabrique.fr)**

Conception graphique :

Jérôme Saint-Loubert Bié

**ISBN : 978-2-35872-192-9**

**La Fabrique éditions**

64, rue Rébeval

75019 Paris

[lafabrique@lafabrique.fr](mailto:lafabrique@lafabrique.fr)

**Diffusion : Les Belles Lettres**

## Sommaire

Introduction. Le *hirak* du peuple algérien, un tournant historique, *par Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebджаoui, Salima Mellah* — 7

### **I. Aux origines du mouvement** — 13

1. Le rôle majeur du traumatisme de la « sale guerre » des années 1990, *par Salima Mellah* — 15
2. Un régime opaque et corrompu, habité d'un profond mépris du peuple, *par José Garçon* — 33
3. Une démocratie de façade, une société verrouillée, *par François Gèze* — 49
4. La banqueroute au bout de la dictature, *par Omar Benderra* — 63
5. Une insurrection qui n'est pas tombée du ciel, *par Ahmed Selmane* — 79

### **II. Un mouvement d'une puissance extraordinaire** — 93

6. À Constantine, le réveil politique de la cité, *par Zineb Azouz* — 95
7. « À Oran, le *hirak* nous a réveillés de notre torpeur », *par Houari Barti* — 103
8. Quand les artistes deviennent partie prenante du *hirak*, *par Rafik Lebджаoui* — 109
9. Trois fragments de vie à l'ombre du *hirak*, *par Mohamed Mehdi* — 117
10. La résurgence de la mémoire de la lutte contre le colonialisme français, *par Hassina Mechai* — 125

## **Hirak en Algérie**

11. Entretien : une répression ciblée, la justice instrumentalisée, *par M<sup>e</sup> Abdelghani Badi* — 145

12. Entretien : «Ce peuple ne rentrera pas chez lui tant qu'il n'aura pas trouvé sa dignité», *par Hadj Ghermoul* — 153

13. La couverture très orientée du *hirak* par les médias algériens, *par Hocine Dziri* — 157

14. Les «mouches électroniques» de la police politique sur les réseaux sociaux, *par Amine Bendjoudi* — 177

### **III. Les réactions du régime et des puissances étrangères** — 185

15. La spectaculaire et ambivalente offensive anticorruption, une grande victoire du *hirak*, *par Hocine Malti* — 187

16. Face à la mobilisation populaire, un pouvoir fragilisé par les luttes de clans, *par Habib Souaïdia* — 207

17. La périlleuse mise à nu d'un ordonnancement mafieux, *par José Garçon* — 225

18. Le *hirak* sur la scène internationale, *par Omar Benderra* — 233

Février-novembre 2019 : chronologie de la révolte populaire contre le régime algérien, *par Salima Mellah* — 249

Le lexique du *hirak* : la bataille des mots, *par Rafik Lebджаoui* — 263

Pour en savoir plus sur l'Algérie et son histoire — 269

Les auteurs — 277

Notes — 280

## **Introduction. Le *hirak* du peuple algérien, un tournant historique**

*par Omar Benderra, François Gèze,  
Rafik Lebджаoui, Salima Mellah*

À partir du 22 février 2019, les Algériennes et les Algériens ont occupé plusieurs mois durant chaque vendredi, souvent par millions, les rues de toutes les villes du pays pour réclamer le départ du régime en place depuis l'indépendance : « Qu'ils dégagent tous ! », « Les généraux à la poubelle ! » Un *hirak* – « mouvement » en arabe – d'une ampleur inédite dans l'histoire du monde contemporain : on n'a jamais vu en effet une très grande partie de la population d'un pays manifester ainsi pacifiquement pendant des mois pour exiger une authentique démocratie. Et une gestion plus juste des ressources, la fin de la corruption et l'application effective du principe de souveraineté. Mais loin d'être dans une posture de confrontation, comme on a pu le voir dans nombre d'autres pays à la même période, les manifestants se sont affirmés en puissance de proposition pour instituer un rapport de force non violent avec le commandement militaire, lui-même contraint de ce fait à la retenue. Une situation là encore exceptionnelle, qui ouvrait le champ des possibles.

Conçu à l'initiative des animateurs d'Algeria-Watch, association de défense des droits humains en Algérie<sup>1</sup>, ce livre se propose de rendre compte de cette extraordinaire ébullition, qui a surpris tous les observateurs. L'accent y est mis, dans les neuf chapitres de la deuxième partie, sur la relation directe

des événements par des contributions de journalistes, d'activistes et de citoyens algériens ayant suivi sur place le mouvement au jour le jour. Ayant vécu au fil des semaines et des mois les mobilisations successives, ils étaient les mieux placés pour rendre compte, d'abord, de la surprenante créativité des manifestants. Jeunes et anciens, femmes et hommes, issus des classes moyennes ou des couches sociales les plus défavorisées, tous ont produit, en arabe, en français ou en kabyle, une foison phénoménale de slogans, de chansons, d'affiches, de banderoles, de vidéos, de tweets, etc. Souvent teintées d'humour et de poésie, ces expressions témoignent surtout, comme on le verra, d'une lucidité remarquable sur la nature du régime algérien, dirigé par une coupole mafieuse constituée des généraux de l'armée et de la police politique<sup>2</sup>, relayés par leurs clientèles civiles, patrons de presse, agitateurs aux ordres et oligarques. Organisée en réseaux parfois concurrents, cette caste est tout entière définie par ses pratiques de captation des richesses nationales, entre corruption et détournements. Le pouvoir en dernière instance, celui des « décideurs » militaires, se dissimule derrière une façade institutionnelle artificielle aux apparences démocratiques organisée autour de ministres et de partis, « laïques » ou « islamistes », sans aucune autonomie. À la différence de nombre d'observateurs étrangers, tous les Algériens connaissent précisément ce système, son fonctionnement et ses personnels, celui qu'ils ont dénoncé dans les manifestations hebdomadaires en réclamant une « deuxième libération », celle du peuple après celle du pays libéré du joug colonial en 1962.

Cette lucidité explique la formidable détermination des « marcheurs » pacifiques du vendredi (et des mardis pour les étudiants), décidés à continuer, malgré la répression et les manœuvres du pouvoir,



jusqu'à ce qu'ils «dégagent tous». Certes, à partir du printemps 2019, les généraux de l'état-major de l'armée ont répondu à la mobilisation populaire par d'importantes concessions: abandon de la candidature pour un cinquième mandat du président grabataire Abdelaziz Bouteflika, gouvernement remanié, report à deux reprises de l'élection présidentielle. Puis en procédant à de très nombreuses arrestations d'hommes d'affaires et d'anciens ministres accusés de corruption – y compris deux anciens Premiers ministres! Mais aussi de hauts responsables de la police politique, dont celui qui avait été l'un des piliers du pouvoir pendant vingt-cinq ans, le sinistre général Mohammed «Tewfik» Médiène, accusés quant à eux de «complot<sup>3</sup>».

Mais si elle s'est évidemment réjouie de ces mesures, la population insurgée n'a pas pour autant été dupe, bien consciente que ces concessions avaient avant tout pour objet de préserver le pouvoir des généraux de l'état-major, qui ont instrumentalisé la crise politique pour éliminer les groupes d'intérêts concurrents. En témoignait par exemple le texte de cette pancarte brandie lors de la marche du trente-cinquième vendredi, le 18 octobre 2019: «Bouteflika est parti, le système est toujours là. Ce dernier a détruit tous les fondements d'un État, l'Algérie est en danger (décadence et déliquescence). La solution: l'application des articles 7 et 8 [de la Constitution] pour reconstruire à nouveau notre bien-aimée Algérie<sup>4</sup>».

Pour permettre au lecteur de comprendre les origines profondes de ce soulèvement aussi inattendu que hors norme, il nous a paru important d'ouvrir ce livre par une première partie où cinq chapitres apportent un éclairage contrasté sur la prégnance toujours très forte de la mémoire de l'atroce «guerre contre les civils» des années 1990, sur la nature d'un

régime particulièrement opaque et sur le marasme d'une économie excessivement dépendante des hydrocarbures. Ainsi que sur les multiples mobilisations populaires des années 2000 et 2010, souvent sous forme d'émeutes, contre les dirigeants responsables de toutes ces régressions, dont la culture politique d'essence coloniale est caractérisée par un profond mépris du peuple. Dans la troisième partie, enfin, quatre chapitres reviennent en détail sur les réactions du pouvoir au *hirak*, ainsi que sur celles des principales grandes puissances<sup>5</sup>.

À la fin 2019, la mobilisation populaire était intacte, toujours porteuse d'espoir, alors même que l'horizon était obscurci par de sombres perspectives économiques. D'un côté, un acquis historique du mouvement contestataire a en effet été la découverte, recommencée tous les vendredis des mois durant, de la diversité et de la pratique du consensus : de ce fait, la puissance et la durée de cette mobilisation, quelle qu'en soit l'issue, resteront pendant des décennies dans la mémoire des Algériens de toutes les générations et en façonneront inévitablement, pour le bien de tous, les comportements politiques et sociaux.

Car, loin des «révolutions de couleur» sponsorisées et sans l'intervention d'aucune «main de l'étranger» comme voulaient le faire accroire les propagandistes du régime, cette expérience partagée a été en soi un précieux apprentissage de l'expression publique des souffrances subies par les victimes du terrorisme d'État et de la compréhension de celles subies par celles du terrorisme des groupes armés se réclamant de l'islam. Cette formidable rencontre de vécus différents et parfois antagoniques augurait d'une capacité de reconnaissance des persécutions de part et d'autre, à même d'affronter le passé des «années noires» de la décennie 1990 afin de clarifier les responsabilités. Comment surmonter les séquelles des

crimes subis ? Suffira-t-il d'établir la vérité ou faudra-t-il que des responsables rendent des comptes devant la justice ? Le *hirak* a semé en tout cas les germes d'une authentique «réconciliation nationale», dont les modalités restaient encore à définir.

Mais d'un autre côté, à plus court terme, la stagnation des cours des hydrocarbures – principale ressource du pays – et la probable contraction du PIB en 2019 confirmaient alors le ralentissement général des activités. Avec pour conséquence première l'aggravation d'un chômage au niveau déjà très préoccupant, en particulier chez les jeunes diplômés. Le navire Algérie se dirigeait donc vers des eaux traîtresses, sans perspectives de modifier sa trajectoire tant que restait en place un système honni, caractérisé par une stupéfiante faillite morale, une insondable médiocrité et une incompetence effarante. Devant cette réalité dévastée et face à des lendemains incertains, les «marcheurs» du *hirak* ont réaffirmé avec constance qu'il n'était d'autre issue que la réhabilitation du politique, par le respect des choix populaires. Unique voie pour le retour de la confiance et de l'espoir dans un avenir de tous les possibles, la légitimation des institutions par le peuple souverain demeurant la condition préalable au redressement économique et social.

Le *hirak*, souffle libérateur du peuple algérien, a ainsi porté haut une vérité essentielle : hors de l'État de droit et du respect des libertés démocratiques, point de salut !

# **I. AUX ORIGINES DU MOUVEMENT**



## **1. Le rôle majeur du traumatisme de la «sale guerre» des années 1990**

*par Salima Mellah*

*Entre 1992 et le début des années 2000, l'Algérie a connu une guerre contre les civils qui a causé environ 200 000 morts, près de 20 000 disparus, des centaines de milliers de déplacés, des dizaines de milliers de torturés et de déportés. S'il est indéniable qu'une partie de ces violences a été le fait de groupes armés se réclamant de l'islam, les principaux responsables ont été les forces spéciales de l'armée, les services de renseignements, les milices, les escadrons de la mort ou les faux groupes armés. Avec le président Abdelaziz Bouteflika, la «réconciliation nationale» de 2006 a codifié l'impunité pour tous les criminels, militaires ou non. La société algérienne subit encore ce lourd passif de ces années sanglantes, dont la mémoire est présente dans toutes les familles qui se sont mobilisées dans le hirak.*

Timidement, au sein du spectaculaire mouvement de contestation vécu par l'Algérie depuis février 2019, plusieurs de ses actrices et acteurs se sont frayé un chemin pour faire entendre leurs voix faites de souffrances mais aussi de combat et d'espoir : elles et ils ont rappelé que l'Algérie a subi à partir de 1992 les affres d'une guerre dont les stigmates n'étaient pas prêts de s'estomper. Des familles de «disparus», enlevés par les forces de l'ordre, se joignent tous les vendredis aux manifestations pour exiger la vérité sur le

sort de leurs parents. D'autres participants fustigent certains généraux emblématiques de cette période, parmi lesquels Mohammed Médiène (quatre-vingts ans), dit « Tewfik », et Athmane Tartag (soixante-neuf ans), dit « Bachir » (de son vrai nom El-Bachir Sahraoui), respectivement tout-puissant chef de la police politique du régime (le DRS, Département de renseignement et de sécurité) de 1990 à 2015 et ex-responsable d'un des plus importants centres de torture et d'exécutions extrajudiciaires du DRS durant les années 1990, celui de Blida<sup>6</sup>. Mais si l'un et l'autre ont été mis sous les verrous en mai 2019, ce n'est pas pour les crimes qu'ils ont commis durant cette période mais pour préparation supposée d'un coup d'État et « trahison » à la suite de la destitution/démission du président Abdelaziz Bouteflika le 2 avril 2019 (voir chapitre 16). Un troisième nom récurrent est celui de Khaled Nezzar (quatre-vingt-un ans), responsable en octobre 1988, en tant que chef d'état-major de l'armée, de la répression qui a fait plus de cinq cents morts à Alger. Il a été ensuite ministre de la Défense (de 1990 à 1993) et l'un des responsables du putsch de janvier 1992 et de la violence d'État qui s'est ensuivie. Il a fui en Espagne en juin 2019 et il était recherché depuis pour les mêmes chefs d'accusation que ses comparses, tandis qu'une procédure engagée contre lui en 2011 par la justice suisse, pour tortures, était toujours pendante.

*La leçon tirée de la période démocratique de 1989-1991, puis des « années de sang »*

Si le profond traumatisme de la « décennie de sang » est sous-jacent au mouvement populaire de 2019, son expression reste souvent allusive et subtile. Alors que des manifestants scandent « Pouvoir assassin ! » en écho à la répression subie en Kabylie et à Alger

en 2001, les crimes commis durant cette période ne sont que rarement évoqués, à l'exception des « disparitions forcées ». La torture systématique, les camps de concentration, les exécutions sommaires et les massacres, violations commises par des agents de l'État, des milices et des groupes armés contrôlés par l'État ou autonomes, ne font pas l'objet de slogans ou de pancartes. Étonnamment, il n'est que peu question d'établir la vérité sur les violences subies, alors que depuis vingt-cinq ans, le récit officiel ne martèle qu'une version des faits : les islamistes sont les seuls responsables de la « tragédie nationale ». Les manifestants évitent-ils en ce moment crucial la dénonciation de l'institution militaire ? Lors des marches, on constate en tout cas un souci accru de refondation d'une cohésion nationale malmenée et de recherche d'un consensus comme pour dépasser les fractures sociales et idéologiques. Les expressions les plus emblématiques sont *Silmiya!* (Pacifique !) et *Khawa! Khawa!* (Frères ! Frères !), adressées notamment aux forces de l'ordre massivement présentes, en particulier à Alger, pour les inviter à fraterniser avec les manifestants mais également à ne pas les réprimer. Conjurant ainsi la violence d'État témoigne d'une maturité qui promet une capacité de panser les blessures de la « sale guerre » de manière constructive, à condition que le pouvoir entende l'appel à participation des manifestants. Lequel fait directement écho aux espoirs avortés des années 1989-1991, que les plus jeunes et les plus actifs n'ont pas connus, mais que leurs aînés leur ont transmis.

Au lendemain des révoltes d'octobre 1988, le pluralisme voit le jour. Journaux, associations et partis éclosent et la population manifeste un dynamisme prometteur : des débats sur des projets de société se propagent avec l'enthousiasme d'une liberté recouvrée<sup>7</sup>. Trois grands courants politiques émergent et



se développent : les nationalistes, les républicains « laïques » (appelés démocrates) et les islamistes. Le premier est représenté par le FLN réformé ; les seconds par le Front des forces socialistes (FFS, créé en 1963 mais clandestin jusque-là) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, nouveau parti libéral laïque créé en janvier 1989 à l'initiative du régime), ainsi qu'une ribambelle de mini-partis ; et le troisième par le Front islamique du salut (FIS), grand parti de masse, officialisé en septembre 1989 et dont l'existence va fortement déterminer le cours des événements.

Une grande partie des débats politiques se focalise alors sur ce parti à la fois très populaire dans une large frange de la population et honni ou craint par une autre partie. Du coup, les débats si fructueux du début de l'ouverture politique tournent de plus en plus autour des mesures à prendre en cas d'accès au pouvoir du FIS, les uns prêchant une moralisation de la société pas suffisamment musulmane à leur goût, les autres érigeant le FIS en épouvantail qui interdirait toute liberté, en particulier pour les femmes. L'urgence des échéances électorales étouffe toute initiative de rapprochement entre des courants s'arc-boutant sur des positions opposées. Les nécessaires débats sur l'édification d'une société, ses fondements et ses valeurs communes à l'issue d'une période coloniale particulièrement longue et destructrice puis d'une phase de construction d'un socle national en partie dévoyé ne peuvent avoir lieu, se réduisant chez les uns comme chez les autres à des réglementations vestimentaires et autres questions subalternes.

Suite à la victoire écrasante du FIS aux élections communales en juin 1990 – il contrôle 853 assemblées communales sur les 1 540 et 32 assemblées de wilaya sur les 48 que compte le pays –, le

commandement militaire craint pour son pouvoir s'il remportait les prochaines élections législatives. Les futurs putschistes commencent à placer leurs hommes aux postes clés et mettent en œuvre un plan élaboré secrètement sous l'impulsion du général Nezzar, ministre de la Défense, dès décembre 1990. Les autres hommes forts du moment sont notamment : le général Abdelmalek Guenaïzia, chef d'état-major ; le général Mohamed Lamari, commandant des forces terrestres puis chef d'état-major de l'armée ; le général Mohamed Touati, chef du Département des opérations à l'état-major ; le général Benabbès Ghezaïel, commandant de la gendarmerie ; le général Mohammed Médiène, responsable des services de sécurité de l'armée ; le général Larbi Belkheir, le plus important de tous, depuis des années secrétaire général de la Présidence et ministre de l'Intérieur à partir du 18 octobre 1991.

La grève générale du FIS en juin 1991, organisée dans le but d'imposer une nouvelle loi électorale et des élections présidentielles anticipées, est violemment matée, ses dirigeants sont arrêtés et les élections législatives sont fixées au 26 décembre 1991. Les responsables militaires considèrent avoir verrouillé le champ pour contrecarrer une nouvelle victoire du FIS. Mais dès le premier tour, le 26 décembre 1991, il remporte 188 sièges de députés sur 430. Le second tour, prévu le 16 janvier 1992, augure d'une très probable victoire du FIS avec deux tiers des sièges. Mais il n'aura jamais lieu : le 11 janvier, le président de la République Chadli Bendjedid, acculé par les décideurs militaires, est contraint de dissoudre l'Assemblée et de démissionner. À l'issue de ce coup d'État, l'armée prend quasi directement le pouvoir puisque c'est le Haut Conseil de sécurité (HCS), composé de six membres dont trois militaires, qui dictera la conduite à suivre. Y sont représentés

le ministre de l'Intérieur Larbi Belkheir, celui de la Défense Khaled Nezzar et le chef d'état-major Abdelmalek Guenaïzia<sup>8</sup> – ceux qui, avec leurs pairs putschistes, seront appelés les «janviéristes».

Plus d'un quart de siècle après, l'expérience douloureuse de l'interruption des premières élections législatives pluralistes en janvier 1992 et de la violence inouïe qui la suivra continue de marquer la société algérienne. Si dans les manifestations de 2019, au-delà des slogans rassembleurs, très peu de particularités partisans sont exprimées, c'est bien en raison des déchirements passés vécus comme une *fitna* (discorde) à éviter. Dans les rassemblements, se côtoient des personnes qui manifestement ne partagent pas les mêmes idéaux politiques, mais se rejoignent sur un certain nombre de revendications et certainement de valeurs. Si tel est le cas, il faut souligner le chemin parcouru : la «sale guerre» est passée par là et, au-delà des dommages physiques et matériels, a causé des ravages dans la cohésion sociale. Pour comprendre la profondeur du traumatisme, il est important de revenir sur les événements qui ont marqué la période ayant suivi l'effervescence démocratique.

### *Le coup d'État de janvier 1992 et la mise à nu du pouvoir militaire*

Suite à la suspension des institutions constitutionnelles en janvier 1992, le HCS prend l'initiative de créer un «Haut Comité d'État», une direction dite collégiale dans laquelle est notamment nommé Khaled Nezzar comme représentant de l'armée et dont le président, faisant fonction de chef d'État, est Mohamed Boudiaf, chef historique de la guerre de libération rappelé de son exil marocain. Mais ce dernier, qui commençait à s'attaquer aux circuits

de corruption contrôlés par les caciques du régime, est assassiné six mois plus tard, en juin 1992, alors qu'il prononçait un discours retransmis à la télévision. Par l'onde de choc ainsi provoquée, les commanditaires de cet acte, les généraux janviéristes qui avaient espéré faire de Boudiaf une simple marionnette, ont signalé que rien ne pouvait freiner leur détermination.

Afin de masquer la dissolution du Parlement, le HCS crée également le Conseil national de transition, sorte d'ersatz de Parlement dont il désigne les soixante membres. Le 30 janvier 1994 sera nommé à la tête de l'État le général Liamine Zéroual, plébiscité président de la République le 16 novembre 1995 lors d'élections truquées. Ce n'est qu'en juin 1997 que le Parlement sera rétabli, après des élections législatives tout aussi frauduleuses.

Après le coup d'État, la répression se déchaîne contre les responsables, représentants communaux et futurs députés du FIS, mais également contre tous ceux soupçonnés d'avoir voté pour lui. Dès le 20 janvier, est promulguée une loi qui interdit les rassemblements aux abords des mosquées, des milliers de fidèles sont interpellés, emprisonnés – certains sont tués. Le parti est formellement interdit début mars et la chasse à ses membres est ouverte. Des milliers d'hommes vont être arrêtés, torturés, déportés vers les « camps du Sud », dans le Sahara, où ils resteront détenus sans jugement des années dans des conditions inhumaines. Les campagnes d'arrestations se déroulent dans le cadre de l'état d'urgence imposé le 9 février 1992, du décret sur la lutte antiterroriste promulgué le 30 septembre et de l'instauration du couvre-feu à partir du 5 décembre de la même année. Ces dispositions permettent aux forces de l'ordre d'agir sous couvert de la loi, tandis que les pratiques illégales s'établissent comme normes :

arrestations arbitraires, détentions administratives, tribunaux d'exception, exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, etc.

Du côté des opposants islamistes, certains, peu nombreux, font le choix de la lutte armée, en général de petits groupes en rupture avec le FIS qui s'étaient constitués clandestinement avant l'arrêt des élections en janvier 1992. En effet, aucune disposition n'avait été prise par les responsables du FIS pour organiser une résistance armée (et ceux qui la rejoindront par la suite n'y étaient nullement préparés). Ces bandes, souvent constituées d'anciens combattants en Afghanistan contre l'occupation soviétique dans les années 1980, agissent ainsi alors sans stratégie ni programme élaborés en commun, parfois déjà manipulés par des agents du DRS. Ils s'attaquent aux forces de l'ordre, de préférence aux simples policiers de quartier pour récupérer des armes, à des banques et des commissariats ou brigades de gendarmerie. Les premiers fonctionnaires civils sont tués.

Des deux côtés, 1992 est une année de «préparation». Les forces de l'ordre ne maîtrisent pas les quartiers et localités à majorité islamiste, dans lesquels les groupes vont se former et imposer leur contrôle. Présence facilitée par la résistance passive qu'oppose une partie significative de la population aux représentants de l'État et du fait de sa sympathie pour les insurgés, qui sont souvent ses enfants. Mais l'emprise est également accentuée par des mesures restrictives et des interdictions émis par ces mêmes hommes armés, qui n'hésitent pas à tuer pour imposer leur conception de la société islamique. Ce processus prend un certain temps, et ce n'est que vers la mi-1993 qu'on peut parler de «zones contrôlées» par les islamistes. Il s'agit notamment de la périphérie d'Alger, des villes de Blida et de Larbaâ, Meftah, etc.

Toutefois, très tôt, les stratèges janviéristes ont recours aux méthodes de la guerre « antisubversive » héritées de la « doctrine de la guerre révolutionnaire » théorisée par des officiers français dans les années 1950, qu'ils avaient mises en œuvre contre les nationalistes algériens pendant la guerre de libération<sup>9</sup>... Les dirigeants du DRS organisent ainsi clandestinement des attentats meurtriers attribués aux islamistes, dans le but de retourner contre ces derniers les catégories ciblées, comme l'attaque contre sept policiers dans la rue Bouzrina à la Casbah, le 9 février 1992, ou le terrible attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger, qui tue neuf civils le 26 août 1992. Des dizaines de personnalités, journalistes, universitaires, syndicalistes, imams, étrangers, artistes, hommes politiques, etc., sont assassinées, en particulier entre 1993 et 1996. Tous ces meurtres sont systématiquement attribués aux islamistes sans que des enquêtes sérieuses soient jamais diligentées et les responsabilités établies. Des dizaines d'innocents ont en revanche été condamnées à de lourdes peines lors de mascarades de procès, comme ceux relatifs aux assassinats des journalistes Tahar Djaout et Saïd Mekbel, du psychiatre Mahmoud Boucebcı, du syndicaliste Abdelhak Benhamouda, de l'ex-dirigeant du FIS Abdelkader Hachani, pour n'en citer que quelques-uns.

Progressivement, surtout à partir du printemps 1994, quand le pouvoir putschiste commence à bénéficier d'un franc soutien, notamment financier, des Occidentaux dans sa « lutte contre le terrorisme », celui-ci consolide son contrôle de la situation. Les militaires intensifient alors considérablement leurs opérations violentes de ratissages et d'arrestations, qui se soldent par des dizaines de morts quotidiens parmi les civils. Dès cette date, différents acteurs agissent sur le terrain : forces de l'ordre régulières

(régiments des forces spéciales de l'armée, unités spéciales de la police et de la gendarmerie), groupes paramilitaires liés au DRS s'affichant comme anti-islamistes ou se faisant passer au contraire pour des islamistes (escadrons de la mort), groupes armés islamistes véritablement autonomes et d'autres manipulés ou constitués par le DRS (ceux que la population appellera «groupes islamiques de l'armée») et, enfin, milices de «patriotes» qui se créent dès mars 1994 à l'initiative des janviéristes. À l'exception de quelques poches encore contrôlées par des groupes armés islamistes indépendants, la situation sécuritaire est très largement maîtrisée par le régime à partir de 1995-1996, d'autant plus que, on l'a vu, les structures du FIS et le réseau d'associations proches de celui-ci avaient été très tôt démantelés et ses membres systématiquement poursuivis. Et pourtant, la terreur continue de sévir massivement sous forme de représailles collectives, de tueries de masse, de disparitions forcées, d'attentats à la bombe et de massacres de civils. Pourquoi, dès lors, la poursuite de ce déchaînement de violence d'État?

Les généraux janviéristes, qui étaient aux commandes de ce terrorisme d'État, y voyaient un moyen privilégié d'assurer la permanence de leur domination. La démonstration de cette réalité, aux antipodes du *storytelling* falsificateur fabriqué par le service d'action psychologique du DRS (voir chapitre 3), est plus complexe à établir. Mais l'analyse des nombreuses informations disponibles peut permettre de reconstituer un puzzle donnant une idée assez claire de cette histoire tragique.

Avec la distance, de nombreux observateurs scrupuleux ont ainsi pu attester que la lutte armée embryonnaire des années 1992-1994 s'était surtout développée en raison de la répression massive pilotée par les généraux, dans le but de militariser le conflit

politique qui l'opposait à la population. C'était en effet bien plus cette dernière qu'ils considéraient comme un danger que les cadres des formations islamistes, lesquels ont été rapidement identifiés et mis hors circuit (emprisonnés, éliminés ou poussés à l'exil pour beaucoup d'entre eux, retournés pour bien d'autres). Pour les janviéristes, il fallait mater l'importante partie de la population qui avait basculé dans l'insoumission à leur diktat d'une démocratie de façade. Et pour se donner une légitimité, ils n'ont pas ménagé leurs efforts – via les opérations d'« action psychologique » et de désinformation du DRS – afin de rallier à leur projet d'« éradication » un éventail de courants politiques algériens, de la petite frange des intellectuels et militants laïques et francophones jusqu'à certains nationalistes arabophones. Sans oublier les journalistes de la presse francophone, dont certains ont joué un rôle important pour relayer les désinformations « *made in DRS* » auprès de leurs collègues français.

### *Terrorisme d'État: de la « machine de mort » de 1992 aux grands massacres de 1997-1998*

Il est possible de comparer la situation post-22 février à celle de la période de l'après-coup d'État de 1992, dans la mesure où le commandement militaire a été confronté en 2019 à une résistance massive et pacifique d'une population sur laquelle, comme dans les années 1990, son contrôle n'était plus assuré. Elle n'a pu être assujettie malgré la terreur et les massacres des années 1990 et depuis, plus mature, elle a appris à défier le pouvoir par des manifestations pacifiques spectaculaires, des slogans tranchants et des pancartes aussi éloquentes que révélatrices de la nature de ce pouvoir, qui racontent fort justement, à leur manière, l'histoire tragique de ces « années de sang » que nous résumons ici, références à l'appui<sup>10</sup>.



Dès septembre 1992, les janviéristes ont mis secrètement en place une organisation complexe à laquelle ils ont intégré différentes structures sécuritaires et que nous avons qualifiée en 2003 de « machine de mort<sup>11</sup> ». Le centre de ce dispositif répressif était constitué par les services secrets de l'armée, le DRS, dirigé par le général Mohammed « Tewfik » Médiène et qui dépendait alors du ministère de la Défense. Dès janvier 1992, le DRS coordonnait toute la lutte « antiterroriste », en collaboration avec le général Mohamed Lamari, commandant des forces terrestres au sein de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) qui était chargé par le général-major Khaled Nezzar de créer la nouvelle structure de « lutte contre le terrorisme », le « Centre de conduite et de coordination des actions de lutte antisubversive » (CCC/ALAS, en abrégé CLAS), opérationnel à partir de septembre 1992.

Sans entrer ici dans les détails de la composition des structures de répression (fournis dans notre rapport de 2003), il est néanmoins important d'en évoquer quelques-unes pour préciser la nature trop méconnue de la « machine de mort » qui sera au cœur de cette guerre menée contre les civils. Le DRS était constitué de trois directions principales, dont deux disposaient de centres de torture : la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), dirigée de septembre 1990 à fin 1999 par le colonel (puis général) Kamel Abderrahmane et dont dépendait le Centre principal militaire d'investigation (CPMI) de Ben-Aknoun, dans la banlieue d'Alger (dirigé de 1990 à 2001 par le colonel (puis général) Athmane Tartag, dit « Bachir ») ; et la Direction du contre-espionnage (DCE), dirigée depuis septembre 1990 par le colonel (puis général) Smaïl Lamari, dit « Smaïn », décédé en 2007<sup>12</sup>, disposant d'antennes dans les six régions militaires, les centres territoriaux de recherche et

d'investigation (CTRI). Ces centres ont joué un rôle central à partir de 1994 dans la manipulation des groupes armés islamistes contrôlés par le DRS et dans les arrestations, tortures et liquidations de dizaines de milliers de civils, dont beaucoup figurent aujourd'hui sur les listes de «disparus». Les centres principaux étaient ceux de Blida, de Constantine et d'Oran.

Le CLAS coordonnait également les cinq régiments de forces spéciales de l'ANP impliqués en première ligne dans la répression : trois régiments de parachutistes (le 4<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> RAP, le 12<sup>e</sup> RPC), un bataillon de police militaire (le 90<sup>e</sup> BPM) et un régiment de reconnaissance (le 25<sup>e</sup> RR). Ces régiments, qui ont commis alors les pires atrocités, étaient commandés par des officiers criminels qui occupent aujourd'hui des rôles clés à la tête de l'ANP et donc dans la gestion de la crise du *hirak* (voir chapitre 16). Le rôle du CLAS a été essentiel, car ses «secteurs opérationnels» dans les principales *wilayat* chapeautaient localement la police, la gendarmerie, les détachements de l'ANP, les gardes communaux et, plus tard, des milices constituées de civils armés. Ses unités, formées de membres du DRS et des forces spéciales, agissaient dans le secret et dans l'impunité totale.

Sous la direction du CLAS, la guerre va prendre progressivement des proportions inouïes : des assassinats ciblés dans de multiples secteurs de la population (policiers, journalistes, étrangers, syndicalistes, imams, opposants politiques, commis de l'État, etc.), elle passe à partir de 1995 aux attentats «aveugles» à la bombe qui font des milliers de victimes dans des bus, des marchés, des trains, etc. Durant les années 1994-1996, des centaines d'établissements scolaires, usines, magasins, bâtiments administratifs sont détruits. Il est de moins en moins possible d'identifier les exécutants et encore moins les commanditaires. De plus en plus de groupes armés

inconnus surgissent et s'installent dans des villages ou banlieues. Ceux qui se distinguent sont les GIA (Groupes islamiques armés). Fortement infiltrés, puis contrôlés, par des agents du DRS, ils s'attaquent aux populations suspectées de soutenir les groupes armés locaux autonomes. Parallèlement, les militaires, grâce aux moyens matériels octroyés début 1994, reconquièrent peu à peu le terrain et finissent par contrôler en 1996 tout à fait les plaines et les villes, tandis que les GIA s'affrontent aux groupes armés autonomes, qu'ils déciment ou prennent sous leur coupe. Dès que l'Armée islamique du salut (AIS) se crée en juillet 1994 comme bras armé du FIS, elle devient une des cibles privilégiées des GIA.

À partir de 1995-1996, les régions dans lesquelles la rébellion était auparavant la mieux implantée font l'objet d'attaques de groupes armés non identifiés, présentés dans les médias algériens et leurs relais français et occidentaux comme étant islamistes, généralement des GIA. Il s'ensuivra des déplacements massifs de populations : fuyant les « égorgeurs », des centaines de milliers de civils des régions touchées choisiront en 1996 et 1997 l'exode vers les villes, où ils s'entasseront dans des bidonvilles, dans des conditions effroyables.

Durant l'année 1996, l'armée reprend le contrôle total de la région du grand Alger, de la plaine de la Mitidja aux montagnes du sud de Médéa. Et pourtant, l'année 1997 va être la plus sanglante : dès le début de l'année, pas un jour ne passe sans qu'un massacre soit perpétré. Les *wilayat* les plus touchées sont d'abord celle d'Alger (le Sud-Est), puis les voisines (Blida, Boumerdès, Bouira, Tipaza) et celles de Médéa, Aïn-Defla, Djelfa et Biskra. Beaucoup de ces tueries se déroulent dans la 1<sup>re</sup> région militaire, qui comprend la plus forte concentration de soldats et de casernes. D'autres tueries seront ensuite perpétrés

à l'ouest, dans les campagnes de Relizane, où à la fin 1997 et début 1998 ils feront en deux nuits plus de 1 000 victimes. Ces massacres continueront toute l'année 1998 avant de s'espacer progressivement jusqu'en 2002, voire au-delà. Ces violences ne cesseront donc pas avec l'élection de Bouteflika en 1999, comme on l'a communément prétendu.

Mais la question demeure : pourquoi ces massacres, alors que les forces de sécurité contrôlaient complètement les régions où ils ont eu lieu et que les groupes armés autonomes se réclamant de l'islam étaient maîtrisés ? La seule explication plausible, effroyable, est celle de l'utilisation par les chefs du DRS de leurs « groupes islamiques de l'armée » pour tenter de régler, par massacres interposés, leur conflit au sommet avec le chef de l'État Liamine Zéroual afin de montrer qu'il était incapable de mettre fin à la « violence islamiste »<sup>13</sup>. Les massacres s'intensifient en effet à partir d'août 1996, alors que ce dernier engage des négociations avec les partis d'opposition dans le but de préparer une « conférence de l'entente nationale ». Ses adversaires janviéristes voient d'un mauvais œil cette initiative, d'autant plus que, fin 1996, le président fait voter par référendum une nouvelle Constitution sur mesure et crée un nouveau parti politique (le Rassemblement national démocratique, RND) pour s'engager dans les élections communales et législatives prévues en 1997. Parallèlement, il organise des contacts avec l'AIS, ce qui, s'ils aboutissaient, lui octroierait une carte supplémentaire face au clan rival. Même s'il n'est pas question pour le clan Zéroual de trouver un accord avec le FIS, mais plutôt de le marginaliser en domestiquant l'AIS, cette perspective d'un arrangement avec l'opposition, islamiste incluse, est inacceptable pour les tenants de la « guerre totale ». Pour contrecarrer ces pourparlers, le général Smaïn

## Hirak en Algérie

Lamari court-circuite la présidence et les dirigeants du FIS en rencontrant secrètement le chef de l'AIS en mars 1997. Mais en juin, le RND remporte les élections législatives et le président libère deux des dirigeants historiques du FIS, Abdelkader Hachani en juin et Abassi Madani en juillet, après avoir limogé le même mois le commandant de la gendarmerie, le «putschiste» Abbas Ghezaïel.

D'où l'intensification par les chefs du DRS des massacres et attentats à la bombe «islamistes», utilisés dans cette «guerre des clans» qui se solde par la défaite de Zéroual, lequel finit par démissionner en septembre 1998. Les «janviéristes» ont gagné. Ils imposent Abdelaziz Bouteflika, mal élu en avril 1999, qui sera présenté comme l'artisan de la «réconciliation nationale», vaste opération d'amnistie et tentative d'imposer l'amnésie à l'ensemble de la population. Laquelle montrera pourtant, vingt ans plus tard, qu'elle n'a jamais été dupe et que les anciens ont su transmettre aux plus jeunes, moteurs premiers du *hirak*, la mémoire de cette imposture.

### *Le simulacre de la fausse «réconciliation nationale»*

Une fois Abdelaziz Bouteflika élu président de la République, la page de la «sale guerre» est déclarée tournée. Avec la loi de la «concorde civile» de juillet 1999, le pouvoir décrète que le terrorisme est sur le point d'être vaincu et que tous les crimes commis lors de la «sale guerre», quels qu'en soient les auteurs, doivent être amnistiés. Les janviéristes entendent ainsi surtout garantir leur propre impunité, ainsi que celle de leurs subordonnés et de leurs complices au sein des partis politiques ornant la façade pseudo-démocratique du régime ou des médias qui ont relayé fidèlement la désinformation

«*made in DRS*». Cela d'autant plus que, dans les années précédentes, des familles de victimes avaient porté plainte en France, en vain, contre certains responsables militaires. Et en février 2006, est promulguée la loi de la «réconciliation nationale», présentée par certains officiels comme une forme de «justice transitionnelle»<sup>14</sup>.

Les deux textes prévoient un abandon des poursuites de membres des groupes armés et l'exonération de peine ou leur libération de prison s'ils n'ont pas participé à des massacres collectifs, des attentats à la bombe ou des viols. En pratique, les modalités d'application de ces dispositions permettent surtout d'exfiltrer les agents du DRS infiltrés dans les maquis et d'épargner les «repentis» des groupes armés, retournés par les agents du DRS. Le texte de 2006 constitue en outre une amnistie générale pour les membres des forces de sécurité «toutes composantes confondues», contre qui «toute dénonciation ou plainte doit être déclarée irrecevable par l'autorité judiciaire compétente» (décret de mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale). Et enfin, toute déclaration non conforme à la version officielle de la «tragédie nationale» est passible d'une peine de prison.

Treize ans après, aucun procès équitable ne s'est déroulé en Algérie afin d'établir les responsabilités des déportations, détentions arbitraires, tortures, disparitions forcées et assassinats commis durant la «sale guerre», crimes perpétrés par des agents de l'État ou par des membres de groupes armés se réclamant de l'islam. La vérité sur les massacres ne pouvait toujours pas être exprimée ouvertement, sous peine de poursuites. Si la plupart des généraux responsables du coup d'État en 1992 ne sont plus en fonction ou sont décédés, nombre de leurs subalternes, aujourd'hui généraux-majors, sont encore en activité ;

## **Hirak en Algérie**

tandis que, on l'a vu, Mohammed Médiène et Athmane Tartag ont été incarcérés (mais pas pour leurs crimes) et que Khaled Nezzar a fui en Espagne.

À la fin 2019, plus que jamais, la quête pour la vérité et la justice des familles de victimes de la guerre contre les civils des années 1990 restait à l'ordre du jour des manifestations du *hirak*. Pour éclairer les enjeux de cette expectation incertaine, il est essentiel de rappeler les « constantes » d'un régime particulièrement opaque, dont les réalités et les codes échappent souvent aux observateurs étrangers. C'est l'objet des trois chapitres qui suivent.

## **2. Un régime opaque et corrompu, habité d'un profond mépris du peuple**

*par José Garçon*

*Les slogans des manifestations du hirak ont révélé la remarquable lucidité du peuple sur la nature du régime. Ils expriment parfaitement que, depuis l'indépendance, les chefs de l'armée et de la police politique contrôlent seuls le pouvoir. Et que, depuis les années 1980, ils sont devenus une coupole mafieuse, réunis autour du partage des milliards de dollars de la corruption et d'un profond mépris de la population. Malgré les «luttres de clans» permanentes au sein de la coupole, celle-ci est longtemps restée unie autour de l'essentiel : préserver la captation de la rente. Mais après avoir installé en 1999 Abdelaziz Bouteflika à la tête de la vitrine civile du régime, les «clans» ne sont pas parvenus à s'entendre pour lui trouver un successeur, d'où sa reconduction au fil d'élections truquées, alors même qu'il était devenu aphasique en 2013. L'absurdité de l'élection, prévue le 18 avril 2019, de Bouteflika pour un «cinquième mandat» aura été le déclencheur du hirak.*

C'est le drame d'un pays immensément riche dont les recettes en hydrocarbures ont été évaluées à quatre fois le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe. Mais c'est aussi l'histoire d'un régime incapable de dépenser rationnellement cet argent pour le bien public. Depuis l'indépendance en 1962, il a en effet dirigé de plus en plus selon une logique qui ne vise à



construire ni un État ni une économie durable, mais qui obéit à un double impératif : édifier une (fragile) économie de rente au bénéfice de la nomenklatura et de ses réseaux clientélistes et neutraliser, fragmenter et isoler un peuple qu'il méprise.

Rarement système se sera érigé à ce point *contre* une société. Des décennies durant, les simples citoyens ont été contraints à l'attente infinie d'une conduite d'eau, de gaz ou de logements sociaux, attribués souvent d'ailleurs aux moins nécessiteux ; à subir pénuries alimentaires et de médicaments et à endurer des accidents mortels provoqués par des routes crevassées. Sans parler des maisons fissurées par la dynamite employée dans des carrières trop proches et de l'asthme des enfants provoqué par la poussière. Combien de familles ont eu par ailleurs à pleurer la mort d'un proche aux mains des forces de sécurité dans des conditions invraisemblables, comme – exemple parmi tant d'autres – cet homme retrouvé étranglé en 2005 avec ses lacets dans les locaux de la sûreté de Constantine ? Et que dire de la retransmission par la télévision nationale de matchs de football sans le son pour empêcher qu'on entende hurler depuis les gradins le fameux « Pouvoir assassin<sup>15</sup> ! », parfait raccourci de l'idée que la société se fait de ceux qui la dirigent...

Ce dédain ne s'affiche pas dans le seul gouffre existant entre l'Algérie officielle et les difficultés quotidiennes d'une société dont des pans entiers sont réduits au chômage et à la misère ; et d'une jeunesse qui, en plus, crève d'ennui. Il s'énonce aussi dans les mots. Et les dates. On ne les compte plus. Mais citons-en seulement six, des années 1980 aux années 2010. Ces « moments » sont très différents. Mais ils racontent la même chose : le mépris, teinté de violence et de mensonge éhonté, dans lequel les dirigeants algériens tiennent les Algériens.

*Les mots du mépris*

*Avril 1987.* Un tueur algérien, mandaté par la Sécurité militaire, assassine en plein Paris, dans le hall de son immeuble, Ali Mécili, bras droit d'Hocine Aït-Ahmed, l'un des dirigeants historiques de la guerre d'indépendance, de très longue date le principal adversaire du régime. Le tueur est un petit proxénète. Mais le doute concernant ses commanditaires est si peu permis que Paris, toujours prompt à ménager Alger, réexpédie l'assassin en «urgence absolue» en Algérie. Pas suffisant toutefois pour faire taire la famille et les (rares) journalistes trop curieux. Rencontrant une amie proche de l'opposant abattu, un haut responsable algérien tente de la convaincre de l'«ineptie» des accusations contre Alger : «Si la Méditerranée pouvait parler, elle dirait tous les types qu'on a envoyés par le fond attachés à des blocs de béton», lui assène-t-il. Avant de poursuivre posément : «Quand on veut se débarrasser de quelqu'un, on sait faire... Alors, pourquoi aller liquider un opposant en plein Paris ? » Depuis, le tueur coule des jours suffisamment tranquilles dans son pays et n'a pas hésité à vouloir se présenter en 2017 à un scrutin municipal sur la liste de l'un des deux partis au pouvoir dans la commune de Aït R'zine.

*Octobre 1988.* Vingt-trois ans avant les « printemps arabes », la jeunesse algérienne, excédée par la malvie et la *hogra*, terme désignant le mépris des dirigeants vis-à-vis de la population, mêlant abus de pouvoir, arbitraire, humiliation et injustice, déferle dans tout le pays aux cris, qui en disent déjà long, de : « Nous sommes des hommes ! Nous sommes des hommes ! » Un ministre important en poste à l'époque nous fait alors part d'une stupéfaction vaguement inquiète : « Vous les avez vus ? On ne savait pas qu'«ils» sont comme ça... Ce sont des gueux... C'est la

plèbe qui est sortie et qui brûle nos voitures.» Un discours souvent entendu dans la bouche de dirigeants qualifiant leurs compatriotes désargentés au mieux d'« indigènes », au pire de « bougnoules », sinistre résurgence de la perception des Algériens par les colons français<sup>16</sup>...

*Mai 1992.* Alors que commencent les affrontements de la décennie noire, le commandement militaire et les chefs des services de sécurité ne cachent pas leur détermination à liquider les islamistes. « Je suis prêt et décidé à éliminer 3 millions d'Algériens s'il le faut pour maintenir l'ordre que les islamistes menacent », déclare devant ses cadres le colonel Smaïn Lamari, numéro deux de la police politique<sup>17</sup>, tandis que les ordres du chef d'état-major d'alors, le général Mohamed Lamari, sont aussi peu ambigus : « Je ne veux pas de prisonniers, je veux des morts<sup>18</sup> ! »

*1999.* L'Algérie vit les derniers mois d'une terrible guerre contre les civils. Le commandement militaire est tétanisé par la peur de devoir un jour s'expliquer sur cette « sale guerre » et sur des tueries qui, en 1997 notamment, se sont déroulées à deux pas de casernes des troupes d'élites des services de sécurité. Il installe au pouvoir Abdelaziz Bouteflika dont la fidélité au système est garante du *statu quo*. Le retour de celui qui dirigea pendant seize ans la très tiers-mondiste diplomatie algérienne a un furieux air d'années 1970 : il est « élu » comme sous le parti unique, sans opposants, tous ses adversaires s'étant retirés pour cause de fraude annoncée. Et qu'importe l'annonce d'un score à la nord-coréenne quand le taux de participation ne dépasse pas 20 % ? Il est le « meilleur contre-feu diplomatique », précise benoîtement le général Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense. Rien ne sera alors épargné aux Algériens en matière de déni et de dédain des souffrances endurées pendant la décennie 1990 : ni une disposition

de la loi dite de la « concorde civile » qui assure *de facto* l'impunité des forces de l'ordre et de leurs alliés (voir chapitre précédent). Ni une sortie triviale de Bouteflika interpellé au cours d'un meeting par une mère de disparu sur le sort de son fils. « Les disparus, les disparus... Ils ne sont pas dans ma poche », s'écrie le président en retournant grossièrement les poches vides de son pantalon.

*Milieu des années 2000.* Les péripéties de la construction par les Chinois et les Japonais de la gigantesque autoroute Est-Ouest défraient la chronique, entre mal-façons sur les tronçons ouverts à la circulation et spectaculaire entreprise de corruption. Interrogé sur les raisons de la quasi-absence de la main-d'œuvre algérienne sur ce méga-chantier, le président Bouteflika s'agace : « Si on l'avait confiée à des Algériens, il aurait fallu vingt-cinq ans pour la construire. »

*2019 enfin.* Bouteflika, impotent, quasi mutique depuis six ans, achève son quatrième mandat. Incapables de s'entendre pour lui trouver un successeur, les « clans », en premier lieu le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah, tentent de faire passer en force une momie recroquevillée dans son fauteuil roulant pour un... cinquième mandat. Humiliation ultime infligée à un pays où 45 % de la population a moins de vingt-cinq ans et 54 % moins de trente ans : les Algériens sont appelés un peu partout à des cérémonies de soutien à sa candidature organisées autour du portrait encadré de l'absent ! Cette absurdité ne fait pas que « signer » le mépris sans limite du pouvoir. Elle sera l'élément déclencheur du *hirak* le 22 février 2019.

### *L'opacité, garantie d'impunité*

« Vous avez fait de nous la risée du monde », clament alors deux slogans parmi la myriade de ceux qui

émergent de ces manifestations gigantesques porteuses d'un enseignement sans équivoque : la lucidité des Algériens sur la nature du régime qui règne sur leur pays. « Opaque », « dictatorial », « corrompu » et « arrogant », formulent les analystes quand la créativité de la rue rétorque, stimulée par son rejet profond et généralisé du système : « Plus jamais d'ordures, ni dans la rue ni au pouvoir » ; « Gardez l'argent, rendez-nous l'Algérie » ; « On vous connaît très bien, mais vous ne nous connaissez pas du tout. »

Mieux que tous les discours, ces slogans montrent qu'aux yeux des Algériens le régime ne se différencie guère de ses pairs les plus autoritaires et corrompus de la région. Par son inventivité, la population signifie qu'elle n'est pas dupe des « singularités » qui, sur la scène internationale, ont trop longtemps valu au pouvoir certificat de démocratie : une discrétion des chefs militaires proche de la clandestinité ; une propension à préférer les révolutions de palais aux coups d'État à la Pinochet ; une habileté à se peaufiner une façade « démocratique » grâce notamment à des élections truquées, des lobbies très efficaces et un « savoir-faire » en matière de répression pour faire taire les voix discordantes et tuer dans l'œuf tout soulèvement à caractère politique (voir chapitre suivant).

Ces faux-semblants expliquent la difficulté à pénétrer les arcanes de ce système qu'on pourrait appeler au choix « démocrature » ou « dictature paradoxale », où la politique s'est toujours faite dans les états-majors, en coulisses, et s'articule autour de trois pôles : une apparence de pouvoir civil qui joue les fusibles quand c'est nécessaire, les chefs de l'armée et la toute-puissante police politique (les vrais « décideurs », comme on a longtemps appelé ceux qui, civils ou militaires, ne figurent généralement pas sur les organigrammes officiels ou publics).

Quel est en effet l'organigramme précis d'El-Mouradia, le palais présidentiel ? On ne sait pas. Qui décide ? Par quel mécanisme interne ? Selon quelle logique ? Difficile à dire. Comme si la nécessité impérieuse du secret, forgée pendant la guerre clandestine contre l'occupant français, était devenue l'essence même de l'exercice du pouvoir. Comme si gérer un pays était équivalent à mener une guerre. Sauf qu'à la place du colon français et de son armée, il n'y a qu'une masse : le peuple algérien. Si cette organisation est si complexe à décrypter, c'est qu'elle s'est toujours dissimulée derrière de multiples feuilles de vigne. Hier, le FLN cantonné à la gestion des tâches politico-administratives, aux embarras du pouvoir et à sa représentation. Jusqu'à ce que le parti unique apparaisse, lors de la première grande secousse qu'auront été les sanglantes émeutes d'octobre 1988, pour ce qu'il était devenu après un quart de siècle d'hégémonie : une coquille vide. Ce séisme de 1988 et le réveil de toute la société contraindront à échafauder une libéralisation en trompe-l'œil : elle prendra, à partir de 1989, le visage du multipartisme (voir chapitre 4). Ce sera un pluralisme de façade organisé à partir d'une multitude de partis sans militants, d'autant plus trompeur et prégnant que « couvert » par la complaisance prudente et apeurée des « partenaires étrangers » de l'Algérie.

Cette opacité façonne le jeu et les pratiques politiques. Ainsi les justifications officielles des actes politiques répondent toujours à une double exigence : mêler le vrai et le faux pour rendre crédible l'incroyable et mettre en avant des motivations nobles pour masquer des buts souvent inavouables. L'histoire récente en fourmille d'exemples. En octobre 1988, des émeutes secouent tout le pays. Vrai. Spontanément ? Faux ! Car en réalité, l'un des clans du régime avait cru pouvoir régler son différend avec l'autre en poussant à une

révolte et une colère populaires qui ne demandaient par ailleurs qu'à éclater. Juin 1991 : report des élections législatives. À cause d'une grève générale des islamistes qui menaçait de tourner à l'insurrection ? Vrai. À cause des seuls islamistes ? Non. L'opération visait aussi à se débarrasser du Premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche coupable d'avoir procédé – selon l'expression de Hocine Aït-Ahmed – à une « ouverture par effraction » et dont l'équipe d'économistes s'était vu assigner une mission impossible : moderniser l'économie sans toucher aux privilèges et aux commissions de la nomenklatura. Janvier 1992 enfin, annulation du premier scrutin législatif pluraliste de l'histoire du pays remporté par les islamistes (voir chapitre précédent). Pour empêcher le FIS d'arriver au pouvoir ? Vrai, bien sûr. Mais il fallait aussi contraindre le président Chadli à le quitter. Ce sera le début d'une décennie d'affrontements et d'une guerre de l'ombre avec son lot de manipulations imputables aux services de sécurité. Une tragédie dont les civils paieront le prix fort, otages des exactions des islamistes armés et de celles, tout aussi féroces et massives, des forces de l'ordre et des dizaines de milliers de « patriotes » (miliciens) armés par le pouvoir (voir chapitre précédent).

Caractéristique première du régime, cette opacité le fait ressembler à un théâtre d'ombres. Elle a valu garantie d'impunité pour des « décideurs » qui se sont tout approprié mais ont toujours veillé à rester une société anonyme pour n'avoir jamais à rendre de comptes.

*Depuis la guerre d'indépendance,  
la primauté du militaire*

Leur hantise remonte à loin. Les militaires avaient la légitimité du combat de la révolution. Il leur revenait

donc de gérer le futur État. Cette logique repose sur un double «péché originel» qui marquera très profondément l'Algérie indépendante : la confiscation de la «légitimité historique» par une petite minorité et la glorification de la lutte armée par une histoire officielle qui a soigneusement effacé tout rôle de l'action politique dans la libération du pays. Quand, avant l'indépendance, les «politiques» ont cherché à contester ce pouvoir aux militaires, ils l'ont payé de leur vie, à l'instar en décembre 1957 d'Abane Ramdane, la «tête pensante» du FLN. Étranglé à trente-sept ans avec un fil de fer au Maroc par les hommes d'Abdelhafid Boussouf, le chef des services de renseignements de la révolution algérienne. L'assassinat par ses frères d'armes, en pleine guerre de libération, de celui qui avait unifié et politisé la résistance contre le colonialisme et qui avait voulu imposer la «primauté du politique sur le militaire» marquera le début de l'ascension des «seigneurs de la guerre» et du pouvoir de l'armée. Cette exécution, tragiquement annonciatrice de la future prééminence des services secrets, sera un message des plus clairs : l'espace des «politiques» s'arrête là où commence celui des militaires<sup>19</sup>.

C'est aux frontières du pays, au Maroc et en Tunisie, loin des maquis de l'intérieur, que cette primauté s'est ensuite constituée au sein de l'Armée de libération nationale (ALN), dont les chefs confisqueront le pouvoir au Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) par un coup d'État dès l'été 1962<sup>20</sup>. Et réécriront après cette histoire, comme l'a souligné l'historien Mohammed Harbi : «La mémoire officielle algérienne s'est constituée à l'ombre de la guerre d'indépendance. Son dessein est conforme au slogan du fameux roman de George Orwell, 1984 : "Qui a le contrôle du passé a le contrôle de l'avenir ; qui a le contrôle du présent a le contrôle



du passé”<sup>21</sup>. » De fait, l’armée se considère comme le pays et l’Algérie est son État. Depuis 1962, personne d’autre que cette armée-État n’a exercé la réalité du pouvoir : c’est le militaire qui donne mandat aux civils et non les citoyens. Tous les gouvernements successifs tiennent leurs mandats des militaires et ne sont donc pas comptables devant le peuple.

Choisi par ses pairs, le président – militaire ou civil – se doit d’être l’expression d’un (fragile) équilibre au sein du collège des « décideurs » militaires (le terme de « coupole », au sens mafieux du terme, conviendrait mieux). Il n’incarne en fait qu’une unité de façade, maintenue au fil des années à coups d’éloignement des gêneurs, mais ne doit jamais prétendre devenir le chef à part entière. Car, sans surprise, chaque président cherche, après son intronisation, à augmenter sa marge de manœuvre pour réduire sa dépendance à l’égard de ceux qui l’ont fait roi. Mohammed Boudiaf, le seul « étranger » à la famille, a payé de sa vie d’avoir eu l’ingénuité de croire qu’il pouvait transgresser cette règle (voir chapitre précédent)<sup>22</sup>. Cette volonté de ne jamais laisser un chef de l’État outrepasser ce rôle est à l’origine de la plupart des conflits qui s’expriment au sommet de l’État. Et d’un record : entre 1991 et 1999, date de l’arrivée au pouvoir d’Abdelaziz Bouteflika, quatre présidents se sont succédé. Aucun n’a terminé son mandat.

*« La Sécurité militaire ? En termes de créativité, chapeau ! »*

Connaissant le système comme personne après son long compagnonnage avec Houari Boumediene, Abdelaziz Bouteflika aura réussi lors de son premier mandat (1999-2004) à élargir sa marge de manœuvre. Notamment en exerçant un chantage aux poursuites pénales internationales sur les généraux mouillés

dans la répression et les exactions de la décennie noire. Ce qui en dit long sur leur responsabilité en la matière. «Je n'étais pas là dans les années 1990, ne s'est-il pas privé de lancer parfois au cours de meetings publics. Ce n'est donc pas moi qui devrais répondre devant une cour pénale internationale.»

La fiction d'un pouvoir civil ne remet pas en cause une règle d'airain : l'armée exerce ce pouvoir sans partage. Sauf avec la Sécurité militaire (la «SM», baptisée «Sport et musique» par la *vox populi*), police politique héritière du MALG (ministère de l'Armement, des Liaisons générales et des communications), les services spéciaux créés en 1958 aux premières années de la guerre de libération. Ces «services», formés en Allemagne de l'Est et dans l'ex-URSS par la Stasi et le KGB – on appellera «Tapis rouge» leur première promotion sortie de Moscou en 1958 –, ont tout fait pour quadriller étroitement la population. Pénétrant l'administration, le FLN, les entreprises nationales<sup>23</sup>, les syndicats, la police, les médias, ses agents sont passés maîtres dans l'art d'infiltrer et d'organiser provocations et complots préventifs pour débusquer et détruire un adversaire doté de visages multiples : «agents infiltrés», «contre-révolutionnaires», «bourgeoisie», «spéculateurs» et l'«ancien système», présenté systématiquement comme responsable de tous les maux du pays et remis au goût du jour comme jamais depuis le déclenchement du *hirak* en 2019. Comme si jeter l'anathème sur les dirigeants d'hier suffirait à satisfaire l'aspiration au changement des Algériens. Et surtout comme si ces derniers, frappés d'amnésie, étaient dupes du grand «jeu de chaises musicales» entre dirigeants et opposants du sérail qu'on leur sert depuis l'indépendance.

Depuis des décennies, ces «services» – qui ont changé plusieurs fois de nom, la SM devenant DRS

en 1990, puis DSS en 2015, sans rien perdre de son pouvoir – n'ont pas leur pareil pour désinformer et intoxiquer l'opinion, comme d'ailleurs les présidents, à coups de rapports erronés ou alarmistes conçus pour orienter la décision. Chaque fois qu'une résistance se manifeste, une véritable culture de la rumeur salit et décrédibilise tel leader de l'opposition, tel militant ou tel clan opposé dans le sérail. À moins qu'on ne désigne un « ennemi intérieur » ou un diable pervers pour dresser les Algériens les uns contre les autres, particulièrement en jouant sur le régionalisme et pour étouffer toute possibilité de discussion ou d'arbitrage. Cette « culture » des dirigeants algériens est assez unique sur la scène internationale, car elle s'inscrit dans une histoire de désinformation d'État bien plus ancienne que celle des *fake news* favorisées par Internet. C'est pourquoi elle a pu duper tant de journalistes étrangers et s'est transformée en arme de combat, particulièrement pendant la sale guerre des années 1990 (voir chapitre suivant). Une autre technique a fait ses preuves : l'organisation de la confusion (par la diffusion de rumeurs contradictoires, les manipulations tous azimuts, y compris de la violence islamiste, et la multiplication des coups tordus). Celle-ci est même devenue un véritable mode de gestion du champ politique et de préservation des apparences. Au point d'inspirer ce mot à un ancien chef du renseignement français : « La Sécurité militaire, en termes de créativité, chapeau ! »

Ces « apparences » sont fondamentales, car les généraux algériens, formés pour nombre d'entre eux à l'école républicaine française, se veulent très légalistes et nourrissent une obsession de l'image de marque de leur pays. Cette « image » a cependant évolué au fil des décennies : l'Algérie officielle s'est d'abord présentée comme le « phare du tiers-monde ». Avec un corollaire pervers : contester les

dirigeants algériens reviendrait à remettre en cause la lutte de libération et l'indépendance elle-même. Un nationalisme sourcilieux qui sert aujourd'hui encore à verrouiller toute critique, et pas seulement quand elle vient de l'ancien colonisateur.

Alger s'est ensuite présentée comme le champion d'une diplomatie secrète en servant d'intermédiaire dans plusieurs affaires de terrorisme et d'enlèvements d'Occidentaux dans le monde arabe, grâce à des réseaux créés pendant la guerre d'indépendance. Et à partir du 11 Septembre, le régime se drapera dans le rôle d'« ultime rempart contre l'intégrisme islamiste », avant d'agiter sans vergogne le spectre d'un retour des violences de la guerre contre les civils des années 1990 : dans un premier temps pour étouffer dans l'œuf toute velléité de soulèvement, ensuite pour tenter de diviser en 2019 les rangs du *hirak*. Car dans la vision du monde bureaucratique et sécuritaire du haut commandement militaire, il ne s'agit toujours que de parer au plus urgent, de réagir plus que d'agir, d'avancer ses pions quand on le peut, de changer son fusil d'épaule quand les circonstances l'exigent. Ou d'attendre de « voir venir » en cas de mauvais vents internationaux. Ils ne cherchent que des palliatifs pour gagner du temps, jamais des solutions répondant à la gravité de la situation, persuadés que la manne pétrolière et le pouvoir de nuisance du système redouté par les « partenaires étrangers » de l'Algérie, notamment la France, permettront leur impunité éternelle.

### *Des clans militaires aux allures de groupes d'intérêts*

Ces postures successives cachent mal des antagonismes inter-claniques, qui peuvent être féroces. Ces derniers sont toutefois rarement idéologiques, même si l'idéologie est souvent mise en avant. Car derrière

la rhétorique nationaliste permanente, resservie *ad nauseam* quand rien ne va plus, et le credo «moderniste» – comprendre antiterroriste – d’aujourd’hui, les préoccupations des généraux du commandement militaire sont avant tout d’ordre matériel. Rarement la malédiction du pétrole aura meurtri de manière aussi caricaturale l’économie et les hommes, faisant le malheur d’un pays tout entier. Elle a engendré un juteux système baptisé d’«import-import» – il n’y a rien à exporter hors les hydrocarbures –, modèle qui a permis la survie du régime durant plus d’un demi-siècle et d’alimenter ses réseaux clientélistes en les élargissant au fil du temps (voir chapitre 4).

Les chefs des clans qui dominent l’armée et la police politique ressemblent en effet à s’y méprendre à des groupes d’intérêts. Leurs conflits, qui se gèrent par responsables politiques civils ou dirigeants de médias interposés, se résument généralement à des luttes d’influence et à des problèmes liés au partage des flux financiers et de la rente, objet de toutes les luttes au sommet. Les circuits de l’argent noir, fruit des commissions prélevées sur les exportations d’hydrocarbures et les importations (d’équipements, y compris militaires<sup>24</sup>, et de biens de consommation), ont il est vrai de quoi donner le vertige. Ils ont permis le détournement de milliards de dollars au profit des chefs militaires, puis des oligarques qui leur sont liés et ont érigé d’immenses fortunes à l’ombre du régime Bouteflika. Un chiffre et un classement suffisent à en donner la mesure : 10 % à 15 % de la somme des importations alimenteraient les circuits de la corruption, en Algérie et dans les pays exportateurs, tandis que Transparency International classait en 2019 l’Algérie au 105<sup>e</sup> rang mondial de son «indice de perception de la corruption», loin derrière la Tunisie et le Maroc, qui occupaient conjointement la 73<sup>e</sup> place<sup>25</sup>.

Cette banalisation de la corruption n'est pas sans conséquences sur la société. Elle a fini par en irriguer de larges couches, y compris populaires, augmentant d'année en année, de manière inquiétante, de multiples pratiques : pots-de-vin, bakchichs partout et pour tout, détournements de fonds publics par des fonctionnaires qui abusent de leur fonction et de leur autorité, trafics d'influence et de faux billets de banque, blanchiment d'argent, malversations en tout genre<sup>26</sup>. « Il ne reste que deux acteurs majeurs : l'argent et la force », résumait il y a plusieurs années déjà la journaliste Salima Ghezali. Plus prosaïque, le haut fonctionnaire Amid Lartane (un pseudonyme) a livré en 2007 un raccourci saisissant de la situation dans son polar *L'Envol du faucon vert*, citant de façon fort réaliste un président de banque qui confessait « exercer surtout des fonctions de maquilleur public<sup>27</sup> »...

Cet ordonnancement délétère explique notamment l'immobilisme d'un système verrouillé, où la relève des postes de commandement se fait uniquement par cooptation<sup>28</sup>. Chaque clan, chaque haut gradé y tente de s'autonomiser et de renforcer son pouvoir, par tous les moyens. Mais avec une limite à ne jamais franchir : remettre en cause un minimum de cohésion, conditions *sine qua non* de la pérennité du système. Depuis des décennies, le haut commandement de l'armée et des « services » présente ainsi les caractéristiques d'une société secrète dont les membres testent constamment leur force, s'équilibrent, se surveillent, coopèrent, s'affrontent et se neutralisent mutuellement. Pour une seule et unique raison : la nécessité de rester solidaire face à l'adversité, incarnée par une population méprisée et crainte tout à la fois. Car ces dirigeants, qui peuvent se déchirer, considèrent qu'ils font partie d'une même famille, comme nous le disait un « décideur » militaire

après l'éviction de Mouloud Hamrouche en 1991 : « Pendant trente ans, nous avons pu nous planter des couteaux dans le dos, sacrifier ou marginaliser certains d'entre nous, mais nous avons toujours veillé à faire en sorte de rester unis malgré tout, car nous étions liés par une certitude : c'est à cette condition que nos enfants pourront un jour nous succéder. » Leur peur d'une rue qui menacerait l'immutabilité du régime est régulièrement ressuscitée par les grands soubresauts internationaux. Exemple le plus récent, les « printemps arabes » de 2011 ne sont pas le seul. Un 25 décembre 1989 déjà, les images de l'exécution du président roumain Nicolae Ceausescu et de son épouse Elena matérialisaient leur pire cauchemar : que « cela puisse un jour arriver ici », comme le lâchait alors en privé un haut gradé, blême.

Imaginait-il alors que l'acharnement à diviser et à casser l'opposition, à tout faire pour décrédibiliser le politique et jusqu'à l'idée même de démocratie, laisserait le régime, trente ans plus tard, seul face à sa hantise : une société qui remettrait en cause, de manière radicale, sa domination ? Cette nomenklatura vieillie, retranchée dans ses villas, ses voitures blindées et son arsenal antiguérilla, pouvait-elle concevoir qu'en concédant toujours trop peu et trop tard, elle réduisait sans cesse son espace de négociation – et donc d'action ? Avec un prix toujours plus élevé pour le pays. Pouvait-elle comprendre que le recours lors de chaque crise à ses éternels « leviers » – tentatives de division, coups tordus et instauration de la peur – pour éviter la révision déchirante qui s'impose depuis si longtemps ne garantirait plus forcément au régime de durer quel qu'en soit le prix, son unique et éternelle obsession ?

### **3. Une démocratie de façade, une société verrouillée**

*par François Gèze*

*Après la «sale guerre» des années 1990, le régime algérien a mis en place une nouvelle façade politique civile composée de représentants des partis officiels. Mais ces acteurs n'ont aucune autonomie réelle, pas plus que ceux constituant la prétendue «opposition» parlementaire: tous sont cantonnés (comme les médias réputés «indépendants») par les «décideurs» militaires dans un espace aux «lignes rouges» étroitement définies. Parallèlement, les tentatives de création d'organisations vraiment indépendantes (syndicats autonomes, mouvements de jeunesse, comités de chômeurs, etc.) n'ont pas manqué depuis vingt ans. Mais à chaque fois, les initiateurs de ces groupes ont été sévèrement réprimés par la police; ou alors, leur organisation a été neutralisée par la technique du «clonage». Un très étrange paysage politique que les médias internationaux, en particulier français, cible de la désinformation efficace organisée par la police politique du régime, ont trop souvent peiné à décrypter.*

Dans la presse algérienne comme dans les médias internationaux, aux débuts du *hirak*, il était frappant de lire qu'il s'agissait d'un mouvement de révolte contre la «volonté d'Abdelaziz Bouteflika de briguer un cinquième mandat», ou de savantes analyses prétendant expliquer le fonctionnement du «système



Bouteflika». Ou encore : «Bouteflika a décidé que...», «Selon le président Bouteflika...», etc. Autant de notations sidérantes pour ceux qui suivaient avec un minimum d'attention l'actualité du régime, à commencer par l'immense majorité des Algériens. Depuis des années, il était en effet de notoriété publique qu'après sa première longue hospitalisation à Paris en 2005 (à l'âge de soixante-huit ans), il a été physiquement et mentalement très diminué ; et surtout qu'après son grave AVC de 2013, il a été réduit à un état purement végétatif, incapable de prendre la moindre décision, comme en ont attesté quelques rares et pathétiques exhibitions officielles (dont la dernière en date le 1<sup>er</sup> novembre 2018).

Mais il faut dire que ce mythe d'un « régime Bouteflika » – puis, d'un « clan Bouteflika » – attribuant des pouvoirs considérables au président élu en 1999 (et réélu trois fois ensuite, dans des élections systématiquement truquées) a fait l'objet depuis le début des années 2000 d'un puissant *storytelling* diffusé par les officines des « décideurs de l'ombre », les chefs de l'armée et de la police politique, le DRS, dont on a vu le rôle dans le chapitre précédent. Un discours systématiquement relayé par les médias locaux, arabophones comme francophones, y compris ceux d'« opposition ». Avec un double objectif : d'une part, faire accroire à la réalité de la démocratie de façade constituée par le Parlement et le gouvernement « élus », simple visage d'une « Algérie Potemkine » masquant le vrai pouvoir des « décideurs » ; et, d'autre part, occulter avec méthode le quadrillage et la mise sous contrôle, voire la destruction, de toutes les tentatives d'organisation indépendante (politiques, syndicales, culturelles...) issues de la fameuse « société civile ».

Ce sont les mécanismes de ces deux processus, dont la combinaison et la durée ont joué un rôle majeur

dans le déclenchement de la révolte populaire de 2019, que ce chapitre va tenter d'analyser. Avant d'évoquer les raisons pour lesquelles la plupart des observateurs occidentaux – responsables politiques, journalistes ou universitaires – sont très longtemps restés silencieux sur la réalité de ce système sophistiqué de domination ; voire, pour une minorité, ont choisi de relayer avec conviction la désinformation des officines du pouvoir réel.

### *Depuis la « sale guerre », la construction d'une « Algérie Potemkine »*

Pendant la guerre contre les civils des années 1990, la fragile façade pseudo-démocratique mise en place après le coup d'État des généraux putschistes de janvier 1992 (les « janviéristes ») visait surtout à donner le change au niveau international pour occulter la réalité de la terreur d'État qu'ils avaient mise en œuvre pour « éradiquer » l'opposition islamiste et assujettir l'ensemble de la population (voir chapitre 1). À partir de l'élection truquée de Bouteflika en avril 1999, ces généraux vont assigner de nouveaux objectifs aux responsables de leur façade civile : prévenir le risque d'être mis en cause, voire jugés, par des instances internationales pour leurs crimes contre l'humanité ; garantir leur impunité quant aux délits de corruption liés aux circuits d'enrichissement personnel qu'ils contrôlent ; s'assurer la fidélité de relais d'opinion (médias et responsables politiques), en Algérie comme à l'étranger, à même d'entretenir l'illusion d'un régime « démocratique », mais aussi l'illusion de la restauration d'un apaisement et l'espoir d'une vie meilleure.

Tout au long des années 2000, un puissant dispositif va être déployé dans ce sens par les services des généraux janviéristes. Il n'est pas inutile de rappeler

quelques épisodes significatifs de cette période, souvent oubliés vingt ans après alors même que leurs conséquences restent bien présentes<sup>29</sup>. À l'époque, a expliqué en 2002 un juriste algérien cité par le quotidien *Libération* : « Cette vieille génération qui tient tout, le pouvoir, le pétrole, se retrouve soudain frappée du syndrome Pinochet. Alors, elle se demande : "Mais où va-t-on mourir ?" » D'où, on l'a vu, l'une des premières mesures adoptées par le nouveau président Bouteflika à la demande de ses parrains : la loi de « concorde civile », promulguée en juillet 1999 et confirmée par un référendum (truqué comme toujours) en septembre de la même année. Ne visant officiellement qu'à absoudre les crimes des combattants islamistes, elle prépare surtout l'autoamnistie à venir des crimes des généraux éradicateurs et de leurs complices, laquelle sera confirmée en septembre 2005 par un référendum (encore truqué) approuvant un projet de « Charte pour la paix et la réconciliation nationale » (voir chapitres 1 et 2).

Durant deux décennies, cet effacement de l'existence même des crimes des janviéristes et des groupes armés se réclamant de l'islam, et donc des responsabilités juridiques des uns et des autres, sera présenté par les médias du régime comme un « acquis essentiel » du président Bouteflika. Alors qu'il s'agissait avant tout d'une opération de désinformation méthodiquement mise en œuvre par la police politique et son service d'action psychologique, appelé « Centre de communication et de diffusion »<sup>30</sup>. Une opération de *storytelling* répercutée le plus souvent sans le moindre recul critique par les médias occidentaux et les nombreux « experts » des *think tanks* étatsuniens (ou de leurs pâles homologues européens) – on y reviendra.

Sur cette base, la chronique de l'actualité politique algérienne des décennies 2000 et 2010 se résumera

à une pénible succession de faux suspenses et d'épisodes plus ou moins grotesques où les protagonistes de la pseudo-scène politique, comme dans un théâtre de marionnettes, obéissent aux injonctions des « décideurs » de l'ombre. On verra ainsi au fil des années se constituer un paysage diversifié de partis-marionnettes, allant de ceux de la majorité gouvernementale (FLN, RND, islamistes ralliés...) à une opposition de façade, incarnée notamment par le RCD de Saïd Sadi à partir du début des années 2000 (après avoir soutenu activement la politique d'éradication sanguinaire des janviéristes), ou par Ali Benflis, ancien Premier ministre et candidat déçu à la présidentielle de 2004. Ou encore par le Parti des travailleurs de Louisa Hanoune, « retournée » et ralliée au régime après l'avoir combattu.

Les ressorts de ce théâtre politique ne relèvent aucunement de la confrontation de programmes ou de convictions. Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, ils sont à rechercher dans le jeu opaque des généraux « tireurs de ficelles », constituant la coupole du régime, marqué notamment par les tensions permanentes entre l'état-major de l'armée et la tête de la police politique – même si tous sont longtemps restés unis sur l'essentiel, à savoir la captation de la rente (voir aussi chapitres 15 et 16). Et pour les « kremlinologues » algérois, la préoccupation principale consiste à tenter de deviner à quel général ou à quel « clan » est rattaché tel ou tel ministre ou chef de parti – exercice compliqué par la pratique bien établie de la trahison et du retournement de veste.

Deux instruments sont notamment utilisés durant cette période par les « décideurs » pour consolider leur pouvoir : l'entretien d'un « terrorisme résiduel » et les opérations relevant de l'« action psychologique ». En 1997, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) avait pris le relais

des Groupes islamiques armés (GIA), dont la population avait bien compris qu'il s'agissait en réalité de «groupes islamiques de l'armée», contrôlés par le DRS. Ce GSPC (qui deviendra Al-Qaïda au Maghreb islamique en 2007), également manipulé par des officiers de la police politique, va maintenir un niveau de violence terroriste permettant de justifier le maintien de l'état d'urgence instauré en 1992 (il ne sera levé qu'en 2011) et donc le contrôle strict de toute expression politique et médiatique; et permettant également d'obtenir le soutien des puissances occidentales au nom de la lutte antiterroriste. Parmi les actions d'éclat du GSPC, on peut citer l'enlèvement en mars 2003 dans le Sahara de trente-deux touristes occidentaux par les hommes d'Abderrezak «El-Para» (ancien officier des forces spéciales de l'armée algérienne répondant toujours aux ordres du DRS); ou encore, en avril 2007, deux attentats à la voiture piégée qui font trente-trois morts et plus de deux cents blessés à Alger<sup>31</sup>.

Parallèlement, le régime ne ménagera pas ses efforts pour tenter de redorer son image au plan international et d'effacer toute évocation des horreurs de la «sale guerre». Un moment important de cette séquence improbable sera l'opération Khalifa, conduite directement par l'un des hommes forts du régime à l'époque, le général Larbi Belkheir (directeur de cabinet du président Bouteflika). À la fin des années 1990, un jeune homme d'affaires inconnu, Rafik Abdelmoumène Khalifa, commence à défrayer la chronique en créant de toutes pièces un impressionnant groupe privé comprenant une banque (Khalifa Bank), une compagnie d'aviation (Khalifa Airways), une entreprise pharmaceutique, une société de bâtiment, etc. Et de 2001 à 2003, il va multiplier en France les opérations médiatiques de prestige, mobilisant dans ce but des personnalités

comme Gérard Depardieu, Catherine Deneuve ou Hervé Bourges. En 2001, il devient sponsor de l'Olympique de Marseille et, en 2002, il lance en France la chaîne satellitaire Khalifa TV, dont l'objectif est clairement de promouvoir le régime algérien. Mais en 2003, l'ensemble du groupe fait brutalement faillite et Rafik Khalifa, recherché par Interpol, se réfugie à Londres. On apprendra plus tard que toute l'opération n'était qu'une gigantesque escroquerie – évaluée à au moins 3 milliards de dollars – au préjudice de caisses de retraite et de banques publiques algériennes, qui avaient été sommées par les hommes de Belkheir de financer le groupe<sup>32</sup>. Si la ruineuse campagne de propagande en France du groupe Khalifa a pu marquer des points grâce aux grands médias qui l'ont complaisamment relayée, sa gestion catastrophique recourant systématiquement à la cavalerie a précipité sa chute.

En revanche, l'efficacité du service d'action psychologique de la police politique, déjà évoqué, dans l'entretien de la désinformation, tant en Algérie qu'en France, ne s'est pas démentie durant toute la période. On l'a vu en particulier s'agissant des drames les plus médiatisés ayant marqué la « décennie noire » : massacres de masse de 1996-1998, disparitions forcées, détournement de l'Airbus d'Air France (1994), enlèvement et assassinat des moines de Tibhirine (1996), etc. Pendant plus de vingt ans, chaque fois que des journalistes, des témoins ou des militants des droits humains ont livré, à travers des livres, des articles ou des films, les résultats d'enquêtes sérieuses sur ces drames, ils ont été accusés par les médias algériens de faire partie du « clan du qui tue qui » – une appellation forgée par les officines du DRS, comme le révélera en 2003 un officier dissident, le colonel Mohammed Samraoui<sup>33</sup>. Et, souvent, des journalistes s'affirmant « indépendants »,

mais en réalité proches du régime, produiront en France des films ou des livres présentant les « vérités officielles ».

Efficacité également de la police politique en ce qui concerne le contrôle de la population, chaque tentative d'organisation autonome étant systématiquement bridée, voire éliminée.

### *La mise au pas méthodique de toute opposition issue de la société civile*

Depuis les années 1990, le quadrillage constant de la population par la police politique n'a jamais cessé : le DRS a poursuivi avec méthode les pratiques antérieures de son ancêtre, la Sécurité militaire (voir chapitre précédent), de façon toujours plus sophistiquée. La plus classique de ces méthodes est évidemment la surveillance : écoutes téléphoniques, filatures, fichage, utilisation d'indicateurs, infiltrations, etc. Elle est complétée par une autre, la répression : arrestations et incarcérations arbitraires, condamnations par des magistrats aux ordres, souvent torture dans les « centres spécialisés ». Mais il faut compter aussi avec les tentatives de corruption et de « retournement » des militants ou des activistes qui se mettent en avant. Et avec les techniques de manipulation directe des mouvements d'opposition, comme l'a illustré le « complot scientifique » dont a été victime en 1996 la direction intègre du FLN, au profit d'une nouvelle direction qui a fait allégeance au pouvoir. Ou encore la technique du « clonage » : des dirigeants manipulés (voire des agents infiltrés) d'une organisation y multiplient les conflits internes, jusqu'à la scission, on y reviendra.

L'instrumentalisation des partis politiques a été une constante depuis l'instauration du multipartisme en février 1989. Le cas du Rassemblement pour la

culture et la démocratie (RCD) est à cet égard exemplaire : c'est à l'instigation du général Larbi Belkheir (conseiller du président et alors homme fort du régime) et du ministre de l'Intérieur El-Hadi Khédiri que Saïd Sadi, issu du Mouvement culturel berbère, a créé ce parti en février 1989, pour faire pièce au frondeur Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed, implanté de très longue date en Kabylie et pointe avancée de l'opposition démocratique au régime. Durant les années noires, le RCD sera l'un des soutiens les plus actifs de la politique « éradicatrice » du régime, s'en faisant le propagandiste efficace auprès des médias français. Mais à partir du début des années 2000, Saïd Sadi et son parti vont être « lâchés » par leurs parrains du pouvoir, pour lesquels leur utilité était devenue résiduelle. Du coup, Saïd Sadi va progressivement adopter la posture d'un opposant farouche, dénonçant avec force les « manipulations du DRS » en omettant bien sûr de reconnaître qu'il en est lui-même la créature... Mais on pourrait raconter des histoires analogues concernant les partis « islamistes » autorisés par le pouvoir à partir des années 2000 et qui, même « opposants », jouent sans barguigner le rôle qui leur a été assigné dans sa façade pseudo-démocratique.

Les médias, écrits et bien sûr audiovisuels, font l'objet du même contrôle étroit, ce qui invalide totalement la légende complaisamment répétée selon laquelle la presse algérienne serait la « plus libre du monde arabe »<sup>34</sup>. Après le foisonnement initial de nouveaux titres de presse (francophones et arabophones) à la faveur de la période d'« ouverture contrôlée » des années 1989-1991, leurs rédactions ont été strictement surveillées durant les années de la sale guerre : les seules informations publiables sur la situation sécuritaire étaient celles émanant du service d'action psychologique du DRS. Pour le reste, de



nombreuses «lignes rouges» ont été fixées par ce même service, et les journaux tentés d'en franchir certaines peuvent être «punis» par une réduction de la manne publicitaire publique, gérée par l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) et principal bras armé du pouvoir pour contrôler les médias – dont beaucoup comportent même dans leur rédaction des journalistes qui sont des agents du DRS.

Les syndicats autonomes, nés eux aussi durant les années 1989-1991, ont fait l'objet d'un autre type de «traitement» par la police politique : le «clonage». Cette technique avait été inaugurée après la création en 1985 de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, dont les fondateurs entendaient poursuivre et élargir les combats du «printemps berbère» de 1980. Aussitôt, la Sécurité militaire avait suscité la création d'une autre «Ligue des droits de l'homme» se prétendant plus à gauche, puis en 1987 d'une troisième, présidée par M<sup>e</sup> Mouloud Brahimi et soutenue par la présidence et le ministre de l'Intérieur El-Hadi Khédiri. Comme l'écrivaient en 2004 Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire : «Encore un grand classique du mode de gestion de la SM : chaque fois qu'une organisation d'opposition apparaît, si elle n'est pas immédiatement réduite au silence, elle se voit doublée, pour l'affaiblir, par une "organisation clone" contrôlée par le régime<sup>35</sup>.» Les syndicats autonomes de la fonction publique, après une période d'éclipse dans les années 1990, ont multiplié les initiatives à partir des années 2000, pour contester le monopole de l'UGTA, ancien syndicat unique intégré au système, et pour défendre les intérêts des fonctionnaires. Ce qui leur a valu, outre les brimades et la répression de leurs militants, d'être soumis par le DRS à une forme encore plus élaborée de clonage, comme l'expliquait en 2009 le Comité international de soutien au syndicalisme autonome

algérien (CISA): « La démarche est simple : il s'agit de créer à l'intérieur de syndicats authentiquement autonomes une "dissidence" qui débouchera rapidement sur une scission, en manipulant les militants les plus opportunistes ou les plus fragiles, par la technique du bâton et de la carotte et, accessoirement, par le chantage exercé sur ceux qui traînent des "casserolés"<sup>36</sup>. » En mai 2004, la scission manipulée du SNAPAP (Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique) a ainsi conduit à la création d'un « SNAPAP-*bis* », de même qu'en juillet 2007, le CNAPEST (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) a été cloné pour donner naissance au SNAPEST, pour ne citer que deux exemples.

De la même façon, les organisations qui émergent périodiquement au sein de la « société civile » pour porter des revendications diverses sont l'objet de manipulations du même ordre : répression, clonage, infiltrations, désinformation... Au point qu'il devient difficile de savoir lesquelles sont vraiment indépendantes et lesquelles sont manipulées, voire créées de toutes pièces, par la police politique. On l'a vu à maintes reprises au cours des deux décennies qui ont précédé le *hirak*, par exemple lors des contestations multiformes ayant précédé, au printemps 2014, l'élection du président Bouteflika à un quatrième mandat et qui préfiguraient à maints égards le mouvement inédit de 2019 : à l'époque, les nouvelles structures impliquées dans la mobilisation, comme le mouvement de jeunes Barakat, ont fait long feu car le DRS les a infiltrées et neutralisées<sup>37</sup>.

Ces trop brefs rappels de l'emprise exercée depuis des décennies sur la société par le régime, via les multiples dispositifs de sa police politique, suffisent en tout cas à mesurer l'immense courage et la lucidité dont ont su faire preuve les Algériens et les

Algériennes en s'engageant dans le formidable *hirak* de 2019. Et aussi de mesurer les obstacles considérables qu'ils doivent contourner dans la quête d'une issue politique authentiquement démocratique (voir chapitre 19). Mais ces rappels permettent également de prendre la mesure de l'écart entre ces réalités algériennes et les représentations médiatiques qui en ont été données à l'étranger, en France en particulier.

### *L'aveuglement (volontaire ?) de la « communauté internationale »*

L'irruption du mouvement et, plus encore, les formes qu'il a prises ont surpris tous les observateurs, y compris les plus avertis. Mais après un premier temps de sidération, il est frappant de constater à quel point la « couverture » des événements par les médias occidentaux est restée largement engluée dans la matrice de désinformation fabriquée de longue date par les officines du régime (voir chapitre 13). On peut avancer quelques raisons pour expliquer cette situation, à partir de l'exemple français : biais idéologiques – comme le racisme antimusulman – ayant favorisé aveuglement et désinformation durant les années de la « sale guerre », désintérêt croissant pour l'Algérie des médias à partir des années 2000, faiblesse de la recherche universitaire...

Pourtant, dès les années 1980, plusieurs journalistes s'étaient efforcés, non sans difficultés, de rendre compte au plus près de l'actualité du pays, comme Joëlle Stolz et Catherine Simon au *Monde*, José Garçon à *Libération*, Catherine Gentile à TF1, Anne Dissez à RFI – toujours des femmes, il faut le souligner. Et au tournant des années 2000, des auteurs indépendants ont pu trouver en France une audience significative pour faire connaître la réalité du régime algérien et de ses crimes. C'est le cas notamment du journaliste

Jean-Baptiste Rivoire avec ses documentaires *Bentalha, autopsie d'un massacre* (« Envoyé spécial », septembre 1999) et *Algérie, la grande manip. Enquête sur l'assassinat de Lounès Matoub* (« 90 minutes », Canal plus, 2000). Ainsi que de Nesroulah Yous, rescapé du massacre de Bentalha en 1997 dont il a témoigné dans un livre publié en 2000, *Qui a tué à Bentalha ?*<sup>38</sup>. Et plus encore de l'ancien sous-lieutenant Habib Souaïdia, dont le livre *La Sale Guerre*, publié en février 2001, a eu un écho considérable (plus de 70 000 exemplaires vendus)<sup>39</sup>. « Ceux qui s'en tiennent aux faits, écriront Aggoun et Rivoire, et non aux discours de propagande, découvrent [alors] les généraux sous leur vrai visage, celui d'assassins dont les escadrons de la mort n'hésitent pas à s'acharner sur des enfants, des femmes enceintes, des vieillards, des intellectuels, des journalistes<sup>40</sup>... »

Toutes ces informations, et bien d'autres sur l'instrumentalisation par les services des « groupes islamiques de l'armée », seront confirmées par un autre livre-témoignage paru en 2003, celui déjà cité de l'ex-colonel du DRS devenu dissident, Mohamed Samraoui<sup>41</sup>. Ce dernier avait déjà témoigné lors du procès-fleuve en diffamation intenté à Paris à Habib Souaïdia par le général Khaled Nezzar : en juillet 2002, pendant une semaine, les audiences ont permis d'entendre aussi bien les témoins du régime (dont des ministres, des politiques comme Saïd Sadi, des journalistes) que ceux cités par la défense (des politiques comme Hocine Aït-Ahmed, des militaires dissidents, des journalistes aussi). Le *verbatim* de ces dépositions, publié peu après, en dit très long sur la vraie nature du régime et les mensonges produits par ce dernier pour couvrir ses crimes<sup>42</sup>.

Mais tout cela n'a pas suffi à contrer les effets délétères des réactions des puissances occidentales aux attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par

Al-Qaïda à New York et Washington. Le régime algérien a alors rapidement compris qu'il pouvait tirer parti de cet événement majeur en se présentant comme un pionnier de la lutte contre le terrorisme islamiste, afin d'effacer les traces des crimes de son terrorisme d'État. Et de fait, la propagande en la matière du service d'action psychologique du DRS portera ses fruits, les puissances occidentales, à commencer par les États-Unis et la France, reconnaissant très officiellement le régime algérien comme un allié privilégié dans la guerre contre le terrorisme.

Dès lors, la désinformation «*made in DRS*» retrouvera une nouvelle audience (surtout audiovisuelle, à travers divers documentaires), d'autant plus que dans les médias hexagonaux, la plupart des rédacteurs en chef renonceront à investiguer plus avant sur l'actualité algérienne, conscients des manipulations dont elle faisait l'objet. Celle-ci devenait à leurs yeux «trop compliquée» et ils ont préféré le silence. Les derniers journalistes spécialistes de l'Algérie ont été écartés et le suivi du pays a pratiquement disparu des médias pendant plus de quinze ans. D'où leur immense stupéfaction face au *hirak*.

Dans ce contexte, une autre ressource est apparue pour rendre compte, fort efficacement, de ces réalités algériennes effacées des représentations : celle de la fiction romanesque, en particulier des polars. Outre *L'Envol du faucon vert* (Métailié, 2007), déjà évoqué, on peut citer : *Madame Courage* de Serge Quadruppani (Le Masque, 2012), *Paix à leurs armes* d'Oliver Bottini (Piranha, 2016) ou *La guerre est une ruse* de Frédéric Paulin (Agullo, 2018)<sup>43</sup>. Une ressource certes précieuse, mais qui ne peut suffire pour comprendre tous les ressorts de la révolte majuscule de la population algérienne, en particulier ceux qui relèvent de la situation économique façonnant son quotidien, abordée dans le chapitre qui suit.

#### **4. La banqueroute au bout de la dictature** *par Omar Benderra*

*La longue embellie financière des années 2000 a essentiellement bénéficié à une caste d'intermédiaires et d'affairistes parasites, le régime Bouteflika s'étant révélé incapable de stimuler la production locale, l'investissement et la création d'emplois. L'économie reste toujours totalement dépendante des hydrocarbures. Mais cette incapacité n'est pas seulement imputable aux errements d'un règne qui a duré vingt ans. Les prodromes de la faillite remontent aux années 1960. La dérive s'est accentuée dans les années 1980, avec la mainmise des réseaux de corruption sur le commerce extérieur. Malgré l'utilisation de la rente pétrolière pour tenter d'« acheter » la population et l'entretien d'une économie informelle favorable à la fois au maintien de la corruption et au contrôle de la société, la menace d'une déroute économique catastrophique est l'un des ingrédients importants de la révolte populaire de 2019.*

La situation économique générale de l'Algérie et ses perspectives particulièrement alarmantes forment incontestablement la toile de fond du *hirak*. Certes, ce mouvement massif de la société tout entière mobilisée pour l'État de droit et le respect des libertés publiques est avant tout de nature politique. Mais le changement revendiqué par la majorité du peuple est très largement déterminé par une exaspération

ancienne, de plus en plus lancinante, nourrie par des réalités sociales en dégradation rapide dans un horizon menaçant.

L'autoritarisme brutal, la corruption effrénée organisée au plus haut niveau et la répression systématique des libertés fondamentales auraient sans doute été moins insupportables si un minimum de gestion de l'économie avait été assuré par le pouvoir installé par le coup d'État du 11 janvier 1992. Le creusement des inégalités et les conditions d'existence inacceptables imposées au peuple par une dictature impotente et stérile alimentent incontestablement le mécontentement général.

### *Bouteflika unique responsable de l'échec ?*

L'impasse économique, avec ses développements critiques qui paraissent aujourd'hui inéluctables, est d'autant moins comprise et acceptée qu'elle a été précédée par une longue séquence d'opulence financière grâce aux prix élevés sur les marchés mondiaux des hydrocarbures, qui constituent l'essentiel des exportations du pays et une part déterminante des ressources de l'État. De fait, pendant une dizaine d'années, de 2003 à 2013, l'Algérie a comptabilisé – les sources ne sont pas unanimes – entre 800 et 1 000 milliards de dollars de recettes d'exportations de pétrole et de gaz. Mais aussi soudainement qu'elle est apparue au firmament de la dictature, la corne d'abondance financière dont a bénéficié l'exécutif a disparu du jour au lendemain pour ne laisser derrière elle qu'un paysage économique ravagé par la désindustrialisation et les privatisations crapuleuses, improductif et sans ressort.

Au bout de cette décennie d'euphorie financière, de corruption et de dilapidation, si des infrastructures extrêmement coûteuses mais aux impacts

économiques éminemment discutables ont été effectivement réalisées, les conditions sociales n'ont guère été améliorées, malgré les distributions de subventions, logements et crédits bon marché, etc. Bien au contraire, symboles de l'abandon et de l'incompétence générale, la santé comme l'enseignement et les autres services publics sont largement sinistrés et pour beaucoup inopérants. Les scandales d'écoles gravement délabrées, d'hôpitaux-mouroirs et de logements sociaux insalubres forment l'interminable chronique du laisser-aller, de l'incompétence et de la négligence. Les catégories les plus vulnérables sont précarisées et les inégalités plus criardes que jamais dans l'histoire du pays. Frappés de plein fouet par les effets de la corruption, le chômage et l'impossibilité d'envisager le moindre futur, méprisés par la *hogra* des dirigeants (voir chapitre 2), les jeunes n'ont souvent d'autre issue que la *harga*, la traversée illégale de la Méditerranée, fuite éperdue et trop souvent fatale vers des ailleurs fantasmés.

Cette situation, à bien des égards catastrophique, a été souvent totalement imputée au régime du président Bouteflika remercié le 2 avril 2019 par les nouveaux décideurs du régime, les généraux de l'ombre dont le porte-parole est le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Ahmed Gaïd Salah. Abrités derrière leurs hommes d'affaires et leurs réseaux médiatico-policiers, ces derniers ont eu beau jeu de prendre leurs distances avec les groupes d'intérêts concurrents, ceux qui gravitaient autour du président déchu comme ceux constitués par des personnalités évincées de positions au sommet de l'armée ou des services de sécurité. Ainsi, au lendemain de la révocation d'Abdelaziz Bouteflika, des « oligarques » (pour reprendre un terme qui a fait floc pour son intelligibilité immédiate<sup>44</sup>), milliardaires proches des généraux de la police politique, ont été



jetés en prison comme de vulgaires délinquants par le groupe d'officiers supérieurs qui constituent le pouvoir réel ; alors que les oligarques appartenant aux réseaux de ces derniers n'ont pas été inquiétés (voir chapitre 15).

Selon le *storytelling* diffusé par des médias aux ordres, la déviance morale, la corruption systémique et la gouvernance calamiteuse du pays auraient débuté en 1999 avec l'installation d'Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'État. Cette datation est réaffirmée, *mezza voce* mais avec insistance, par les propagandistes du régime qui certifient que cette page chaotique de l'histoire algérienne aurait été définitivement tournée avec la mise hors d'état de nuire de ces réseaux malfaisants formés d'hommes d'affaires véreux, de politiques malhonnêtes et d'officiers félons. Si la culpabilité de ces individus ne fait guère de doute, attribuer à ces seuls regroupements mafieux la responsabilité complète des délits de corruption commis contre la société tout entière ne correspond nullement à la réalité. Tout comme il serait mensonger de dater la naissance de la corruption et l'origine de la faillite de la gestion économique du pays de l'avènement du président Bouteflika en 1999.

### *Aux origines (anciennes) de la crise permanente*

De fait, la corruption au sommet de l'État et de ses appareils est aussi vieille que le régime militaro-policiier installé par le colonel Houari Boumediene au lendemain du coup d'État du 19 juin 1965, même si l'évolution a été très progressive. Dans un premier temps en effet, surtout à partir de 1969, ce régime conduit une politique économique centrée sur le développement et l'amélioration des conditions d'existence des catégories les plus vulnérables. De 1969 à 1979, l'économie nationale enregistre une

croissance annuelle moyenne du PIB de 4,7 %. La pauvreté recule, l'enseignement de masse est mis en œuvre tout comme la médecine gratuite. Cette politique économique volontariste et dirigiste est facilitée par la hausse des prix du pétrole, en particulier à partir de 1973.

Mais la bureaucratisation de l'économie placée sous tutelle administrative au nom du « socialisme spécifique » et du développement national est la matrice de toutes les déviations ultérieures. L'étatisation du commerce extérieur et les marchés publics lancés au nom d'une industrialisation centralement contrôlée par l'administration constituent, avec les achats d'armements et les ventes d'hydrocarbures, les vecteurs premiers de détournements au bénéfice des décideurs du régime et de leurs hommes d'affaires.

Il apparaît rapidement que les très substantiels contrats « clefs en main » de projets industriels figurant dans les plans successifs de développement des années 1970 sont propices aux surfacturations et aux dessous-de-table. Avec ceux effectués sur les contrats d'approvisionnements, les prélèvements illicites sur ces transactions forment la base économique historique, l'accumulation primitive, des précurseurs des groupes d'intérêts actuels. Ces réseaux de commissionnements et d'influence réunissent officiers supérieurs, responsables de secteurs économiques ou d'entreprises publiques et hommes d'affaires basés à l'étranger. Les importations de plus en plus massives de produits alimentaires et pharmaceutiques voient alors l'intervention de tiers notoirement connectés à des hiérarques de l'armée et de la police politique. Des intermédiaires, algériens et d'autres nationalités, pour la plupart établis en Europe (Paris, Nice, Genève, Madrid) et aux États-Unis, sont identifiés comme tels par les banques et administrations européennes. Ces vieux réseaux, parfois nés au cours de

la guerre de libération (pour l'armement et l'approvisionnement de l'ALN), forment la première génération du système de captation illicite de ressources publiques.

Ce qui a été aux origines une impulsion à l'investissement public va ensuite se transformer en addiction rentière facilitée par les mutations idéologiques internes et externes qui interviennent à la fin des années 1970. En 1979, le communisme bureaucratique incarné par l'URSS commence à donner des signes d'agonie, tandis que l'armée soviétique entre en Afghanistan, la révolution islamique triomphe en Iran et la grande mosquée de La Mecque est prise d'assaut par un groupe djihadiste. En Algérie, le socialisme policier de Boumediene ne fait plus recette, d'autant que l'islam politique apparaît progressivement comme une force montante dans la jeunesse et les classes populaires. Le changement de paradigme et de décennie correspond au changement à la tête de l'État algérien et à la réorientation de sa politique économique.

En février 1979, après le décès de Houari Boumediene, les chefs de l'ANP désignent le colonel Chadli Bendjedid en tant que président de la République. Soucieuses de dissiper un mécontentement profond, et grâce aux marges fournies par la hausse des prix pétroliers, les nouvelles autorités achètent la paix sociale par la stimulation de la demande en ouvrant le marché aux produits de consommation, mettent un terme à la politique d'industrialisation et entreprennent une restructuration des sociétés nationales, considérées comme trop grandes pour être correctement gérées. Mais la restructuration et la décentralisation bureaucratiques de ces entreprises ne donnent aucun résultat probant, le surcroît d'importations n'améliore en rien la qualité de la vie des populations et l'arrêt de la

politique de développement creuse le sous-emploi et le chômage, des jeunes en particulier.

C'est donc dans un contexte social tendu, marqué par la contestation politique en Kabylie en 1980 et la montée de l'islam politique, que de sourdes luttes de pouvoir au sommet du système politique se déroulent dans le secret du sérail. Opposant officiers issus de l'armée française, de sensibilité libérale et tentés par la voie « infitahiste »<sup>45</sup> promue par le général Larbi Belkheir (officiellement simple conseiller du président mais véritable homme fort du régime), à une vieille garde d'apparatchiks soucieux de maintenir le système en l'état, ces luttes prennent un tour aigu après la chute brutale des prix du brut en décembre 1985. Les pénuries se succèdent et les autorités ont de plus en plus de difficultés à assurer les importations alimentaires et pharmaceutiques vitales pour le pays. Le service de la dette consomme en effet l'essentiel des recettes d'exportation des hydrocarbures. Plutôt que d'envisager des mesures de réorganisation de l'économie, le gouvernement assume la fuite en avant dans le recours aux financements à court terme à des taux de plus en plus exorbitants, précipitant le pays dans un *debt trap* (piège de la dette) sans issue<sup>46</sup>.

Les émeutes d'octobre 1988, réprimées dans le sang, traduisent l'exaspération de la jeunesse face à l'incurie, la faillite économique et la corruption ostensible des dirigeants militaires et politiques. Ces émeutes sont aussi l'expression publique d'une crise interne du régime et fournissent l'opportunité au président Chadli Bendjedid d'imposer à ses soutiens dans l'armée et les services un processus de démocratisation et d'ouverture économique. Cette brève expérience, qui n'a duré que dix-huit mois, sera celle dite « des réformes »<sup>47</sup>.

La bureaucratisation du commerce extérieur et son appropriation *de facto* par les dirigeants de la police politique et de l'armée avant même la disparition de Houari Boumediene en 1978 ont maintenu et aggravé la dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures et aux importations de biens de consommation, notamment de produits alimentaires. Cette gestion bureaucratique de l'économie, combinée à la corruption au sommet, est largement responsable de la crise de la dette qui surviendra dans les années 1980 et de la dégradation de l'économie nationale. Des cadres à la présidence de la République vont alors tenter de répondre à ces défis en préparant un programme de réformes fondées sur une double ouverture vers l'économie de marché – en préservant le secteur public développé dans les années 1970 – et vers l'état de droit et les libertés fondamentales.

Cette démarche, mobilisant un grand nombre de professionnels et d'experts de tous les secteurs, est pilotée par un groupe de cadres, qui sera connu sous l'appellation générique de « réformateurs », réunis à partir de septembre 1989 autour du nouveau Premier ministre Mouloud Hamrouche. Sous l'impulsion de Ghazi Hidouci, ministre de l'Économie, ces cadres, appuyés par quelques dirigeants du FLN avec à leur tête Abdelhamid Mehri, étaient convaincus de la nécessité de sortir du régime autoritaire du parti unique ainsi que d'un mode administratif de gestion d'une économie atone, structurée autour de la rente extractive. Jusqu'en juin 1991, le gouvernement Hamrouche applique un programme de réformes économiques articulé autour de la libération des tutelles administratives, de l'autonomie des entreprises par la démonopolisation et de l'institutionnalisation des règles communes de marché.

Tout en ouvrant comme jamais le champ des libertés publiques : encouragements au développement d'une presse libre, lois favorisant la création de syndicats autonomes pour mettre fin au monopole du syndicat officiel, l'UGTA, libéralisation des expressions de la société civile, etc.

Les réformes économiques sont rendues urgentes du fait d'un état des lieux préoccupant. Selon les statistiques officielles, la croissance du produit intérieur brut (PIB), de 5 % en moyenne par an en termes réels entre 1980 et 1985, a diminué pour se stabiliser à 1 % entre 1986 et 1989. Au cours de cette période, le taux de chômage, qui était de 22 %, dépasse en 1988 le seuil de 25 %. Le stock de la dette est passé de 19 milliards de dollars en 1980, soit 47 % du PIB, à plus de 30 milliards de dollars en 1988, plus de 75 % du PIB de l'époque. Tous les autres indicateurs illustrent la dégradation de l'état de l'économie.

Les marges de manœuvre du gouvernement réformateur, déjà limitées au plan politique par la puissance à peine altérée des chefs de l'armée et de la Sécurité militaire, sont fortement bridées par la dette extérieure dont le service aspire la quasi-intégralité des revenus externes du pays. Face à cette contrainte majeure, le choix est fait de préserver le caractère social de l'État en évitant de céder aux sirènes ultra-libérales du FMI. Les créanciers, menés par le Trésor français, n'ont d'autres propositions que les recettes néocoloniales du « consensus de Washington » affirmé en 1989 à l'initiative des économistes néolibéraux étatsuniens. L'« ajustement structurel » qu'ils promeuvent alors, dont les conséquences funestes sont partout vérifiées, est la condition préalable au rééchelonnement de la dette extérieure. Mais les réformateurs algériens, appuyés par les très nombreux cadres associés à la démarche de refonte de l'économie, rejettent cette alternative aussi coûteuse

qu'inefficace et mettent résolument en œuvre une stratégie nationale de réorganisation de l'économie et de sortie de crise.

Très rapidement, la libéralisation du commerce extérieur heurte toutefois frontalement les intérêts des « décideurs » militaro-sécuritaires. L'ouverture contrôlée à la concurrence introduit en effet de nouveaux acteurs indépendants, qui menacent les commissions illégales prélevées par les généraux à la tête de réseaux de corruption liés aux importations de céréales, de sucre, de café, de médicaments, etc. Dans le même temps, l'ouverture démocratique libère des forces politiques qui remettent en cause le monopole du pouvoir imposé par la police politique. Les principaux « décideurs », dont les généraux Larbi Belkheir, véritable maire du palais sous la présidence Bendjedid, Khaled Nezzar, ministre de la Défense, Mohammed « Tewfik » Médiène, chef du DRS depuis septembre 1990, réagissent en deux temps, séparés seulement de quelques mois. Dans une première étape, jouant sur l'impréparation politique de la direction du FIS et grâce à la manipulation en son sein de plusieurs agents, ils la poussent à engager au printemps 1991 une absurde grève insurrectionnelle. Ce qui permet aux généraux de contraindre le gouvernement Hamrouche à la démission, dans des conditions voisines d'un coup de force<sup>48</sup>. Le processus de réforme économique est interrompu *de facto*, mais les élections législatives, dont le premier tour est reporté à la fin 1991, sont maintenues. Et dans un second temps, après la victoire annoncée des islamistes du FIS, on l'a vu, le second tour est annulé par les généraux « décideurs », qui déposent le président Chadli Bendjedid lors du coup d'État du 11 janvier 1992, brisant pour très longtemps la dynamique démocratique timidement ouverte par la Constitution de 1989.

*La «sale guerre», paravent  
d'une libéralisation délinquante*

L'interruption brutale du processus démocratique inaugure comme on l'a vu un cycle de violence d'une intensité insoutenable et d'une rare cruauté (voir chapitre 1). La société est plongée dans l'océan d'atrocités d'une guerre «antisubversive» particulièrement perverse, aux ressorts alors difficilement pénétrables. Et ce «fleuve de sang» qui submerge la société – pour reprendre les mots de Hocine Aït-Ahmed en 2002<sup>49</sup> – occulte le processus de libéralisation mafieuse de l'économie, souhaité de longue date par les généraux janviéristes. En effet, la terreur imposée au peuple algérien, coupable d'avoir mal voté, relègue au second plan une gigantesque opération de transfert de patrimoine public sous couvert de privatisations: l'arrêt des réformes économiques et le retour à une gestion bureaucratique centralisée par les exécutifs qui succèdent au gouvernement Hamrouche annulent complètement les effets de la gestion de la dette entrepris sous son autorité.

Les accords de reprofilage conclus avec certains créanciers de premier plan devaient donner le temps et les moyens de réorganiser l'économie pour sortir du cycle infernal de la double dépendance aux exportations d'hydrocarbures et aux importations de biens de consommation. Il n'en sera rien. Sous état d'urgence dès le 9 février 1992, l'Algérie s'enfonce dans des abîmes de violence, certaines sources estimant à 15 000 le nombre de personnes tuées à la fin de l'année 1993<sup>50</sup>. Avec le carnage et la paralysie économique, du meurtre télévisé de Mohamed Boudiaf en juin 1992 (voir chapitre 1) à l'intronisation en 1994 du général Liamine Zéroual, le régime épuise ses réserves et finit par demander le rééchelonnement de sa dette en acceptant les conditionnalités du



FMI. L'ajustement structurel qui fait l'objet de deux accords en avril 1994 et au printemps 1995 obéit aux standards du FMI en matière de privatisation et d'ouverture de l'économie<sup>51</sup>.

La libéralisation menée sous couvert d'ajustement est l'occasion d'un détournement massif de ressources publiques et d'accaparement à vil prix du patrimoine d'entreprises publiques liquidées arbitrairement. Le démantèlement des entreprises d'État a coûté près de 9 milliards de dollars entre 1995 et 2004, auxquels il faut ajouter le nettoyage itératif des créances douteuses des banques publiques pour environ 20 milliards de dollars sur la période. Les cessions opaques des actifs de près de huit cents entreprises publiques ne rapportent que 200 millions de dollars au Trésor, alors que le remboursement des dettes et le financement des prolongements sociaux de ces liquidations lui ont coûté 3,5 milliards de dollars<sup>52</sup>. Plutôt que de libéralisation, il s'agit bel et bien d'une opération particulièrement suspecte de liquidation du patrimoine national qui s'accompagne d'une vague de répression sans précédent de ceux qui refusent d'accepter le démantèlement du secteur public et la désindustrialisation du pays. De nombreuses usines sont détruites lors des opérations militaires contre les groupes armés et des milliers de cadres – 5 000 à 6 000 – sont emprisonnés arbitrairement, aggravant le déficit criant d'expertise déjà creusé par l'exil massif des compétences dès les premiers jours de la « sale guerre ».

Sous la botte des généraux « décideurs » à la tête de l'armée et des *moukhabarate*, l'Algérie est ainsi passée, dans le contexte de très grande violence et de confusion des années 1990, d'une économie bureaucratique administrée à une économie prétendument libéralisée, incohérente et désordonnée, où le secteur privé des grandes transactions avec l'étranger

est encadré par le pouvoir. L'ouverture tant vantée se résume à la privatisation des monopoles publics pour favoriser les importations au détriment de la production interne. Cette évolution « bazariste » pilotée par la police politique n'a pas affecté les réseaux de corruption préexistants : les intermédiations mafieuses n'ont pas été altérées par la privatisation non concurrentielle ; au contraire, l'ensemble de ces groupes d'intérêts qui confortent leurs positions par l'accaparement est demeuré solidaire du régime dans une pure logique clientéliste.

### *La présidence Bouteflika, aboutissement de toutes les dérives*

L'avènement d'Abdelaziz Bouteflika en 1999 annonce une ère de gaspillage sans précédent des moyens dégagés par l'exportation de ressources fossiles non renouvelables. Entre captation, déprédation, incompetence et stérilité, les revenus externes entre 2000 et 2018, totalisant au moins 850 milliards de dollars<sup>53</sup>, ont été dilapidés. Selon la Banque mondiale, la croissance annuelle moyenne sur la période de 2000-2017 a été d'environ 3 %. Un résultat étonnamment faible au regard des dépenses engagées, très inférieur à ceux des pays émergents qui se situaient entre plus de 5 % et 10 % pour les meilleures performances.

De fait, l'injection massive de capitaux dans des infrastructures de qualité médiocre, dont l'utilité économique est souvent loin d'être avérée, n'a été profitable qu'à l'intermédiation occulte. Ces investissements, à l'instar de l'autoroute Est-Ouest dont la réalisation est caractérisée par des surcoûts colossaux<sup>54</sup>, n'ont pas eu d'impact sur les performances de l'économie. À l'inverse, tous les indicateurs corroborent le recul sur tous les plans. La production

industrielle est devenue inférieure à celle enregistrée dans les années 1980 : pour base 100 en 1989, l'indice était de 99,4 en 2016. Il ressort des données de la Banque mondiale que l'industrie algérienne s'est recentrée sur la production de biens primaires (eau et énergie, hydrocarbures, produits miniers) au détriment de celle de biens manufacturés, divisée par deux entre 1989 et 2016. Des filières comme le textile, le cuir, la chaussure, le bois ou le papier ont pratiquement disparu<sup>55</sup>. La production des industries électroniques, chimique et sidérurgique, axes de la politique de développement dans les années 1970, ne représentait plus en 2016 que la moitié de ce qu'elle était en 1989. Enfin, l'indicateur relatif au commerce international montre une structure d'exportations inchangée, les hydrocarbures représentant 97 % du total des exportations pour la période 2002-2015<sup>56</sup>.

En dépit de moyens colossaux et d'une situation on ne peut plus favorable, la gestion économique du pays par les différentes équipes du régime Bouteflika se solde donc par un échec sans appel. Les comptes publics et les indicateurs sociaux expriment une réalité extrêmement préoccupante. Ainsi, à titre d'illustration de la faillite de l'administration économique, la part de l'économie informelle est de l'ordre de 40 % à 50 % du PIB et représenterait plus de 100 milliards de dollars (jusqu'à 130 milliards selon certaines estimations) en 2017-2018<sup>57</sup>. Le bilan est sans équivoque et le règne des « décideurs » s'abritant derrière Bouteflika restera dans l'histoire comme celui des occasions ratées d'émergence du pays. Il est celui de l'effondrement final d'un régime qui a gravement appauvri le pays, en queue de peloton dans presque tous les classements internationaux, au seul bénéfice d'une bourgeoisie compradore parasitaire et apatride. Il ne laisse derrière lui qu'un champ de ruines.

En juillet 2019, le gouvernement a reconnu que les réserves de change ne représentaient que 72,6 milliards de dollars à la fin avril 2019, contre 79,8 milliards à la fin de l'année 2018. Soit une contraction de 7,2 milliards de dollars en un peu plus d'un trimestre. À ce rythme, ces réserves allaient se réduire d'environ 22 milliards sur l'exercice et passer nettement sous la barre des 60 milliards de dollars à fin 2019. Corroborant ainsi l'opinion de nombreux analystes qui estimaient que les réserves de change suffiraient «à peine à couvrir quinze mois d'importations à compter de la fin de l'année 2019<sup>58</sup>».

Les prix du pétrole qui se maintenaient à un niveau bas et le recul tendanciel de la production nationale d'hydrocarbures ont accentué l'impasse. Acculé, le régime a eu recours à des expédients pour gagner du temps, quitte à sacrifier l'essentiel. Ainsi l'indépendance de la Banque d'Algérie, une avancée de la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, a été effacée d'un trait de plume à la fin 2017 par l'obligation faite à la banque centrale d'acheter des bons du Trésor sur une période de cinq ans pour un montant proche de 20 milliards de dollars. Entre stérilité et incompetence, l'usage de la planche à billets est révélateur du désarroi et de l'impuissance de l'exécutif. Ces expédients risqués n'ont même pas suffi à honorer les créances sur l'État des entreprises de bâtiments et travaux publics...

En dehors du contingentement de certaines importations, le gouvernement, incapable d'anticiper, semble désarmé face à une crise majeure qui s'annonce inexorablement. Comment assurer la disponibilité de produits de consommation essentiels et de médicaments vitaux, les uns et les autres majoritairement importés, pour une population de 42 millions d'habitants? Ceux qui ont eu à gérer une situation comparable à la fin des années 1980 se souviennent

de la complexité d'approvisionner avec un minimum de fluidité un marché qui ne comptait alors que 21 millions de consommateurs...

À l'automne 2019, le dos au mur, l'exécutif émettait des signes d'affolement. Ainsi, avant d'être une mesure concrète, les investisseurs étrangers étant loin de déferler sur le marché algérien, l'annonce en septembre de l'abrogation de la disposition légale imposant une majorité nationale au capital des entreprises mixtes était clairement un message politique en direction des partenaires. Tout comme une nouvelle loi pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures qu'un gouvernement totalement délégitimé annonçait en octobre avoir conçu avec des sociétés étrangères. Le régime était visiblement disposé à toutes les extrémités, à brader les ressources, pour gagner du temps dans une perpétuelle fuite en avant, unique stratégie qu'il était capable de concevoir. L'Algérie se retrouve ainsi dans une impasse au bout de tous les échecs. L'autoritarisme, la dilapidation et la stérilité resteront dans l'Histoire comme la marque d'un système de pouvoir installé aux premiers jours de l'indépendance par la force et qui s'est maintenu par la répression. Responsable exclusive de la situation dans laquelle elle a précipité le peuple algérien, cette organisation sans visage et sans morale s'apprête à déposer un bilan désastreux, laissant aux générations montantes le défi énorme de relever un pays exsangue, une administration effondrée et une économie dévastée.

## **5. Une insurrection qui n'est pas tombée du ciel**

*par Ahmed Selmane*

*Depuis les années 2000, les manifestations d'opposition populaire au régime, mal couvertes par les médias algériens et internationaux, se sont multipliées sous des formes très diverses : explosion à partir de 2003-2004 de milliers d'émeutes locales pour l'eau, le logement, la voirie, etc. ; mobilisations de chômeurs en quête d'emplois ; multiplication des conflits sociaux depuis 2010, notamment à l'initiative des syndicats autonomes ; manifestations de rue contre la vie chère en 2011 ; mobilisations à partir de 2014-2015 contre l'exploitation du gaz de schiste dans le Sud ; slogans anti-pouvoir dans les stades de football ; succès croissant des rappeurs et youtubeurs ultracritiques sur le Web... C'est l'accumulation de ces mouvements, conjuguée à la hogra (le mépris) de plus en plus désinhibée du pouvoir à l'égard de la population, qui a créé les conditions du surgissement du hirak.*

Il existe toujours une part de mystère dans le déclenchement d'un mouvement social, lequel peut tarder longtemps à venir même quand les « conditions objectives », comme on dit, sont réunies. Il y a toujours cependant une grande part d'accumulations lentes et silencieuses qui finissent par donner des fruits. Le *hirak* algérien n'est ainsi pas tombé du ciel : l'incroyable gabegie et l'immoralité de la caste

dirigeante, la rapine et la corruption érigées en mode de fonctionnement, la *hogra* en règle absolue, tout cela créait depuis longtemps les conditions d'une insurrection que seule la hantise d'un nouveau basculement dans la violence généralisée faisait retarder. Cette hantise était d'ailleurs un des éléments majeurs de la propagande du régime, une menace explicite de faire payer cher à la société toute velléité de révolte ou de contestation. Les conditions objectives réunies ne déterminent cependant pas mécaniquement un mouvement de contestation, à plus forte raison dans un régime autoritaire policier.

### *La honte du quatrième mandat, la réaction de survie face à l'annonce du cinquième*

Dans le cas de l'Algérie, l'effet d'entropie s'accélérait alors que la rente hydrocarbures s'épuise, c'est le régime lui-même qui a créé l'élément déclencheur. Personne ne peut en effet affirmer que les Algériens se seraient mis en mouvement le 22 février si les improbables hiérarques du régime n'avaient poussé l'arrogance et l'impudence au point de présenter un Abdelaziz Bouteflika totalement impotent pour un cinquième mandat.

D'autant que son quatrième mandat avait été particulièrement mal vécu : l'apparence d'un président totalement diminué depuis 2013, visité par des gouvernants étrangers pour être filmés avec lui et servir de « preuve » qu'il existait et « travaillait », suscitait la honte. C'était un sentiment nouveau chez les Algériens. Jusque-là, en dépit des vicissitudes du présent, ils constataient, lors de leurs voyages à l'étranger, dans le monde arabe comme en Europe, que leur pays conservait encore un peu de l'aura de leur grande révolution. Mais depuis le grotesque quatrième mandat, ce qu'ils entendaient chez leurs

interlocuteurs étrangers était de l'incrédulité, un « comment cela est-il possible dans l'Algérie des révolutionnaires ? » qui suscitait une profonde humiliation. Cette incrédulité était d'ailleurs le miroir de leur propre colère. Mais ce que les Algériens ignoraient avant le 22 février était que les sentiments de colère et de honte que chacun pensait porter dans une impuissante solitude étaient très largement partagés. Et c'est bien le message de déraison absolue et de mépris pour l'intelligence que le régime a adressé au pays, le 10 février 2019, avec la cérémonie grotesque de l'annonce de la candidature pour le cinquième mandat de Bouteflika, à la Coupole du 5 juillet, qui a rendu visible la colère et a donné la mesure de son amplitude nationale.

C'est que cette cérémonie, où l'on offrait un cadre du président à un autre cadre du président et où le secrétaire général du FLN s'enflammait sur commande pour comparer un homme au bilan désastreux aux prophètes – après tant d'autres scènes similaires –, envoyait un message sans équivoque aux Algériens : le régime était devenu pour eux une menace grave, une menace de disparition physique du pays. Ils étaient suffisamment informés pour comprendre que derrière le discours sur les « bienfaits de la stabilité » et la menace implicite de faire replonger la société dans les affres des années 1990, des dirigeants irresponsables l'engageaient sur une voie analogue à celle des désastres libyen et syrien.

C'est dans leur histoire qu'ils ont trouvé du ressort, une histoire conservée et transmise par voie orale et familiale, comme les personnages du roman de Ray Bradbury *Fahrenheit 451* apprenant par cœur des livres qu'un régime totalitaire entreprenait de brûler. La première des accumulations qui a permis aux Algériens de sortir de leur impuissance et de bousculer le régime est cette mémoire du combat entretenue



dans les familles. Elle a rendu la nation résiliente, malgré l'entreprise de destruction des valeurs menée avec méthode par des hiérarques corrompus.

Le mouvement populaire du 22 février a été une réaction de survie, comme l'avait été avant lui la révolte née de la répression coloniale du 8 mai 1945, qui annonçait le 1<sup>er</sup> novembre 1954<sup>59</sup>, ou également les manifestations de décembre 1960. Ces dernières ont été un mouvement d'occupation massive de l'espace public par les Algériennes et les Algériens alors que l'organisation révolutionnaire était affaiblie et que l'ordre colonial paraissait définitivement victorieux : ce fut un moment où les Algériens ont fait bouger les lignes et ont accéléré le mouvement de l'histoire. Ces manifestations publiques spectaculaires de la population, en apparence soudaines, sont toujours travaillées souterrainement par des résistances et des luttes qui peinent à trouver des prolongements politiques en raison de l'absence d'organisation. En décembre 1960, une organisation, même affaiblie, a pu reprendre des forces grâce à cette incursion massive du peuple et négocier en position de force la fin de l'occupation coloniale. En 2019, on a vu à nouveau une telle irruption populaire, même si l'organisation de la société – dont l'empêchement a été un objectif prioritaire et permanent des appareils policiers du régime – restait très largement insuffisante. C'était l'une des difficultés majeures du *hirak* face à un régime qui n'a pas hésité à se débarrasser de manière spectaculaire d'une partie de ses notables pour survivre.

### *Les enseignements de la multiplication des émeutes depuis près de vingt ans*

Et pourtant, malgré ce défaut d'organisation, le mouvement a pris la forme, totalement inhabituelle, de manifestations pacifiques à travers toutes les villes

du pays. Pour en comprendre les raisons, il est essentiel de rappeler l'importance des mouvements sociaux qui ont marqué les deux décennies précédant le déclenchement du *hirak*. En effet, contrairement aux clichés d'une population soumise et résignée, la contestation n'a jamais cessé en Algérie, même si elle est restée parcellaire et atomisée du fait de l'action permanente des appareils policiers pour empêcher toute velléité d'organisation autonome. Les contestations se sont exprimées le plus souvent hors des cadres existants – soumis ou neutralisés par le régime – à travers des émeutes violentes ou des blocages de routes à partir du début des années 2000 – contrastant à cet égard avec les années 1990, marquées par une extrême violence où le principal souci de chacun était d'abord d'assurer la survie.

Certains analystes ont affirmé que ces émeutes avaient un caractère principalement « économique et social ». Comme s'il s'agissait de leur enlever leur portée politique et donc de « disculper » le pouvoir. Quoi de plus « politique » pourtant que les questions sociales et économiques, à plus forte raison dans un système totalement verrouillé dont les acteurs à tous les niveaux, du sommet aux clientèles locales, accaparent ou détournent le bien public ? Le fait que ces émeutes aient été toujours locales en raison de l'absence d'une organisation pouvant créer un liant national ne saurait effacer leur contenu politique. Quand des jeunes ferment une route nationale à la circulation pour protester contre le chômage, les coupures d'eau et d'électricité ou contre les abus de pouvoir, ils s'attaquent au seul « lien » que le régime conserve avec la population : le chemin par où les forces de la répression pourront passer.

Tous les motifs d'émeutes constituent des causes légitimes : coupure ou manque d'eau, distribution contestée de logements, chômage... Elles sont

révélatrices aussi bien de la *hogra* des hommes du système que de leur prodigieuse incompétence à assurer, malgré l'aisance financière retrouvée avec la flambée des prix du pétrole à partir de 2003, un fonctionnement basique des services publics. Ces milliers d'émeutes sont toujours locales, mais elles ont concerné pratiquement tout le pays, à l'est, au centre, à l'ouest, au nord et au sud<sup>60</sup>. Face à cette réalité, les services de sécurité ont régulièrement fourni des chiffres sur les résultats de leurs interventions visant à «rétablir l'ordre». Ce faisant, leur but était de faire le bilan de leur action, mais ils documentaient aussi *de facto* une colère sociale qui, par son ampleur géographique et son caractère endémique, renseignait déjà sur la rupture politique entre la société et le «système».

Ainsi, en compulsant la presse algérienne, on a pu apprendre par exemple qu'au cours des onze premiers mois de 2010, la police avait procédé à 112 878 interventions pour le maintien de l'ordre public et que 1 376 personnes avaient été arrêtées et poursuivies devant les tribunaux – des chiffres du même ordre que ceux des années précédentes. Même la capitale, ultra-surveillée, a connu en 2009 et 2010 des émeutes dans les quartiers populaires de Diar El-Afia, Diar El-Kef, Diar Echems, Bordj El-Kiffan, Birtouta. Des émeutes très violentes, qui ont duré plusieurs jours. «La plupart des jeunes, relevait le quotidien *Liberté*, n'ont pas hésité à utiliser l'arme blanche, cocktails Molotov et même des jets d'acide sur les policiers, comme à Diar Echems. Plus de cent policiers ont été blessés<sup>61</sup>.»

En janvier 2011, au même moment qu'en Tunisie après l'immolation de Mohamed Bouazizi, l'Algérie va connaître trois jours d'émeutes qui se solderont par cinq morts. Ces émeutes se sont limitées à des localités de l'Algérois et elles ont été stoppées rapidement, non

pas en raison de l'intervention de forces de l'ordre – dont l'absence en certains lieux d'émeutes était troublante –, mais par le refus des citoyens de destruction de biens publics, les plus démunis étant ceux qui en souffriraient le plus. Autre élément à retenir, les Algériens n'ont pas suivi la tentative de certaines figures politiques associées au régime dans les années 1990 d'embrayer sur le « printemps arabe ». Il y avait, bien entendu, le poids de la « guerre contre les civils » des années 1990 : les jeunes des quartiers populaires n'ont pas hésité à venir place du 1<sup>er</sup>-Mai où se sont déroulées ces tentatives, pour rappeler à ces responsables politiques qu'ils avaient soutenu l'arrêt brutal du processus démocratique.

La société, privée d'instruments politiques efficaces, s'est globalement mise dans une posture d'« observation » : le mouvement en Tunisie a été suivi avec une réelle sympathie, ce qui se passait en Égypte, plus comparable avec l'Algérie, suscitant un intérêt soutenu. L'affaire libyenne a servi de repoussoir définitif. Les Algériens n'avaient aucune sympathie pour le dictateur libyen Mouammar Kadhafi, mais les manipulations étrangères de la « révolution libyenne » de 2011, confirmées par la suite avec l'intervention directe de l'OTAN, sur la base d'un détournement d'une résolution du Conseil de sécurité, a définitivement amené les Algériens à refuser de s'insérer dans la vague. Ils vont toutefois mettre à profit ce printemps arabe pour entrer dans des mouvements revendicatifs d'une grande ampleur et à laquelle le régime va céder en accordant des augmentations substantielles de salaires, parfois avec des rappels sur plusieurs années.

Encore une fois, les analyses faciles ont du coup décrété que les Algériens n'exprimaient pas une contestation politique, mais seulement des revendications économiques et sociales. En réalité, ils

tiraient déjà collectivement, de façon très consciente, une conclusion majeure de l'issue des révoltes antérieures : l'émeute et les violences ne desservent pas le régime, car elles mènent les contestations sur son terrain par excellence. C'est cette prise de conscience collective qui va être le leitmotiv des manifestants en 2019 : « *Silmiya! Silmiya!* » (Pacifique !), en dépit des provocations du régime.

### *Des partis sous contrôle, un régime incompetent*

L'arrêt du processus démocratique en janvier 1992 et une décennie de violences extrêmes infligées à la société ont discrédité tous les cadres politiques, y compris ceux qui se disent aujourd'hui dans l'opposition après avoir, pour nombre d'entre eux, activement soutenu la guerre contre les civils. Le régime, ainsi que le soulignait l'ancien secrétaire général du FLN Abdelhamid Mehri (1926-2012), veillait en effet scrupuleusement à entretenir la « façade démocratique » et il a provoqué ce discrédit en intégrant les dirigeants des organisations partisans dans ce que les Algériens nomment la « mangeoire électorale » (voir chapitre 3). De ce fait, les contestations ont pris souvent l'aspect de revendications économiques et sociales, voire identitaires. L'entreprise délibérée de dépolitisation et d'empêchement de la structuration autonome de la société sur fond de manipulation a même créé des déchirements sans précédent dans le tissu social, comme cela a été le cas dans le sud du pays.

Même quand l'information remonte au niveau d'un pouvoir central frappé d'impotence, elle est sans incidence. En 2014, par exemple, des élus de Touggourt (wilaya d'Ouargla) avertissent dans un rapport ces autorités que l'accaparement du foncier par les mafias locales risque de provoquer une explosion sociale. Le rapport est un condensé des pratiques

délinquantes des clientèles locales du régime : ceux qui ont des entrées profitent, les autres sont laissés sur le carreau. Un mois après l'envoi du rapport, Touggourt s'enflamme, deux jeunes meurent dans l'émeute qui était annoncée.

En décembre 2013, des affrontements ont également lieu à Ghardaïa, au point qu'une « frontière » doit être établie entre les quartiers mozabites (d'origine berbère) et *chaâmbas* (clans d'origine arabe). Le régime laisse les choses pourrir, la plaie reste ouverte avec des affrontements quasi permanents entre les deux communautés. Cette plaie culminera les 7 et 8 juillet 2015, deux jours après la commémoration de la fête de l'indépendance, avec des affrontements qui feront vingt-deux morts et des dizaines de blessés. Pour nombre de citoyens, c'est un choc, une preuve supplémentaire que ce régime au discours nationaliste mine le devenir de la nation par ses pratiques de corruption et par son incompétence – résultat d'un terrible désencadrement du pays, de très nombreux Algériens formés et compétents s'étant expatriés<sup>62</sup>.

À Ghardaïa, le régime a été incapable de rétablir la situation, car il a discrédité les relais traditionnels sur lesquels il s'appuyait pour entretenir un fonctionnement où la notion de citoyenneté était bannie. Le clientélisme ne créant pas de l'adhésion, la paisible vallée du Mزاب a sombré pendant deux ans dans une crise violente qui a suscité l'alarme générale. Les pratiques du régime ont provoqué un mouvement régressif, affaiblissant la nation, dont le renouveau avait été porté par une des plus grandes révolutions du xx<sup>e</sup> siècle, au profit des localismes (tribus, *arouch*...). Cette régression s'était déjà exprimée en Kabylie en 2001, avec une contestation légitime rapidement encadrée par des *arouch* (assemblées citoyennes très vite infiltrées) et objet d'une répression dont les premières victimes ont été les cadres

militants et partisans qui s'inscrivaient dans une perspective démocratique nationale. Le mouvement finira par mourir de lui-même, le régime prenant en « charge » la direction des *arouch*. Cette régression a été aussi favorisée par un système partisan fictif qui ne servait plus, depuis l'arrêt du processus démocratique en janvier 1992, que de décor prétendument pluraliste pour le régime. La « vie des partis » va très largement être celle des batailles internes pour se positionner au mieux dans les listes électorales. Quand le parti devient exclusivement un tremplin pour le salut individuel, il perd sa fonction de porteur d'un dessein collectif et il devient un jouet facile du pouvoir. Ce sont donc des Algériens démunis d'instruments politiques qui assistaient impuissants au pillage des ressources, à la médiocrité d'une sélection policière – et finalement purement régionaliste sous Bouteflika – dans l'accès aux fonctions alors que des milliers de compétences désertaient, par désespoir, le pays.

### *« Casser le mur de la peur »*

Si les Algériens ont pu arrêter la scandaleuse opération du cinquième mandat sans disposer de capacités d'organisation, c'est d'abord – on y reviendra – en faisant référence à leur histoire, à ces femmes et ces hommes, jeunes et déterminés, qui ont changé le cours des choses en lançant une des plus importantes révolutions du xx<sup>e</sup> siècle. Il est remarquable de constater que, dès le début du mouvement, tout ce que le régime s'était indûment approprié, le drapeau, l'histoire et les héros, a été repris, de manière incroyablement vivante, par les manifestants (voir chapitre 10).

Du point de vue politique et moral, le régime a perdu toute légitimité depuis la fin des années 1980,

mais la rente et la violence lui ont permis de s'offrir une longue rallonge. En 2019 encore, il persistait à vouloir se régénérer en imposant au pas de charge une élection présidentielle organisée par le même système de la fraude qui avait vidé de sens les élections et la politique. Cela rappelle que rien n'est joué et que le régime dispose encore d'une capacité à entraîner le pays dans sa chute comme dans son agonie vers les abîmes. Et face à la répression, le mouvement populaire qui n'a pas de structure dirigeante – un choix qui peut sembler pertinent quand on se rappelle comment le régime avait pris en main les leaders des *arouch* au début des années 2000 – doit constamment veiller à préserver ce qui a fait sa force morale et politique, son vrai miracle pour une société soumise à des violences majeures, à savoir son caractère pacifique. On a déjà évoqué quelques causes de ce prodigieux entêtement à ne pas tomber dans le piège de la violence, un terrain où le régime excelle, mais cette conscience nouvelle est aussi le fruit d'autres accumulations lentes et souterraines engrangées dans l'adversité et la solitude la plus absolue.

La plus emblématique, car se déroulant alors que la répression et les violences étaient endémiques, est celle du combat des familles de disparus. Bien rares ont alors été ceux qui n'étaient pas directement concernés à s'impliquer dans ce combat pour la vérité et la justice. Sur le plan médiatique, il a fallu attendre 1996 pour que la question des disparus soit enfin abordée publiquement à travers un dossier réalisé par l'hebdomadaire algérien *La Nation* avec *Le Monde diplomatique*<sup>63</sup>. *La Nation* ne paraîtra pas à Alger, car il était hors de question pour le régime d'évoquer cette question sensible ; ses dirigeants n'avaient d'ailleurs pas besoin de forcer une presse au garde-à-vous pour entretenir le



silence ou multiplier les écrits haineux. Le combat des familles de disparus – qui continue en 2020 – a été un exemple de ténacité et de courage. Ceux qui passaient devant ces femmes frêles portant les mercredis les pancartes de leurs disparus ne pouvaient pas, eux les « tranquilles », ne pas prendre acte du fait qu'elles ne cédaient pas face à la terreur. Ces familles de disparus, souvent démunies, donnaient une leçon permanente de détermination et de courage, qualités qui n'ont pas manqué non plus à la poignée d'avocats et de militants qui les soutenaient.

D'autres combats ont été menés par les Algériens et font partie de ces ruisseaux de l'accumulation qui vont faire la rivière de l'insurrection politique et morale du 22 février. On peut citer notamment les luttes des syndicats autonomes de la fonction publique depuis les années 2000, cible privilégiée de la répression et des infiltrations des agents de la police politique (voir chapitre 3). Ou encore l'extraordinaire mobilisation à partir de 2014 des habitants de In Salah et d'autres villes du Sahara face aux projets du régime d'exploitation du gaz de schiste qui menaçaient de détruire leur environnement et leur santé. Un mouvement d'une ampleur et d'une durée inédite, qui est parvenu à faire reculer le pouvoir malgré la répression et les invraisemblables manipulations<sup>64</sup>.

Dans un discours testament du 12 mars 2012, le dirigeant historique de la révolution algérienne Hocine Aït-Ahmed (1926-2015) a énuméré tous ceux qui ont osé braver la peur pour construire et créer la possibilité d'une autre Algérie : « Casser le mur de la peur. C'est ce qu'ont fait les familles de disparus depuis des années en bravant la répression et les interdits. C'est ce qu'ont fait les avocats qui les ont soutenues et aidées à porter leur combat dans toutes les arènes nationales et internationales. C'est

ce qu'ont fait les familles de victimes du terrorisme. C'est ce qu'ont fait les jeunes de Kabylie en 2001. C'est ce qu'ont fait les jeunes de Ghardaïa. C'est ce qu'ont fait les jeunes d'Ouargla. C'est ce qu'ont fait les jeunes des Aurès. C'est ce qu'ont fait les jeunes de l'Oranie. C'est ce qu'ont fait les jeunes de Constantine. C'est ce qu'ont fait les femmes de Hassi Messaoud traquées et violentées qui ont osé défier la loi de l'omerta. C'est ce qu'ont fait les syndicats autonomes qui ont osé construire des rapports de force en faveur des travailleurs depuis des années. C'est ce qu'ont fait certaines associations... Et tous ces quartiers d'Algérie rendus furieux par l'exclusion et la *hogra*... Et ces bataillons de *harragas*... Et même si cela n'a pas fait tomber le régime, cela a participé à mettre en évidence ses tares et ses faillites. Il manque pourtant à toutes ces résistances à l'injustice, à la violence et à l'oppression un ancrage social plus large. Il leur manque l'aide et le soutien de médias libres et crédibles. Il leur manque de se voir et de savoir ce qui les lie et ce qui les sépare et comment ne pas tomber dans les pièges de la division, de la dispersion et de la diversion... »

Tous ces combats – chacun mériterait un traitement à part – font ainsi partie de ces accumulations silencieuses qui ont forgé une nouvelle conscience. Avec le *hirak*, les Algériens ont renoué avec leur histoire. Ils ont accumulé désormais plus vite et ne retourneront pas en arrière, même si les « décideurs » militaires ont tout fait pour les empêcher d'avancer. À la fin 2019, rien n'était certes gagné. Mais ils avaient déjà ruiné les fictions entretenues par le régime et réussi à déjouer les divisions que ce dernier n'avait eu de cesse de fabriquer et d'alimenter. Ils avançaient vers un autre avenir.

## **II. UN MOUVEMENT D'UNE PUISSANCE EXTRAORDINAIRE**



## **6. À Constantine, le réveil politique de la cité** *par Zineb Azouz*

*À Constantine, ville marquée par d'insupportables inégalités et où la vie politique était devenue inexistante, le hirak a puissamment revitalisé une population étouffée, qui s'était résignée au désordre urbain et à la répression. La mobilisation y a évolué au fil des mois, permettant notamment aux familles de disparus d'y occuper une place éminente.*

Constantine, pompeusement affublée par le régime du titre de « capitale de l'Est algérien » et de la culture arabe, est depuis longtemps une ville politiquement atone, sans relief culturel ni aspérités contestataires. Le cadre urbain en dégradation continue en est la traduction physique, immédiatement opposable à tous les discours des hommes du pouvoir. La vie politique publique à Constantine est inexistante. La différence avec la capitale est immédiatement perceptible : concentrant les centres de pouvoir, lieu de résidence de la nomenklatura, cosmopolite par la force des choses plus que par la volonté des « décideurs », Alger est bien plus propice aux débats et aux échanges contradictoires. Le système politique algérien, replié sur la centralité de la capitale, a de fait parfaitement réussi à provincialiser le reste du pays. À l'évidence, la marginalisation et toutes les violences infligées par un régime dictatorial ne peuvent être ressenties de la même manière dans

## Hirak en Algérie

ces villes de l'intérieur, comme Constantine, malgré les hautes traditions culturelles dont ses habitants s'enorgueillissent à juste titre, est l'archétype.

### *La grande diversité initiale des manifestants du vendredi*

La population de la ville, qui porte encore les stigmates de la « sale guerre », est traversée par de profondes fractures sociales et d'insupportables inégalités. Ayant subi depuis des décennies le matraquage d'un arabisme démagogique et l'instrumentalisation de l'islamisme, Constantine ne pouvait depuis le début du *hirak* parler le même langage que celui entendu à Alger chaque vendredi. La ville, provincialisée au plus mauvais sens du terme, ne peut nourrir les mêmes visions du pouvoir et donc de la rupture avec ce dernier. Elle est caractéristique de la marginalisation des villes de l'intérieur, de la non-gestion urbaine. Ici comme ailleurs, l'absence durable d'une politique urbaine a fait de la cité un conglomérat anarchique et invivable, fief de toutes les injustices et contradictions.

Depuis des années, les relais du pouvoir ont réussi à y stériliser la créativité socioculturelle et à dépolitiser le quotidien, instaurant un climat où le moindre mouvement est très rapidement identifié et vite réprimé. Étouffés par la bureaucratie et ses polices, les habitants de la ville peuvent tout juste se mobiliser, souvent dans l'émeute comme en 1986, autour de revendications sociales et corporatistes. Constantine, autrefois foyer d'intenses débats politiques et culturels, semble avoir définitivement rompu avec toute lutte et toute expression. Et c'est bien là, répétons-le, la différence fondamentale avec la capitale. Alger a malgré tout maintenu contre vents et marées un esprit de contestation redouté par le pouvoir. À tel

point que toute manifestation y a été interdite, le régime reconnaissant implicitement son statut particulier, reléguant les cités de l'intérieur à un statut secondaire, périphérique et pour tout dire politiquement insignifiant.

Mais le *hirak* a puissamment revitalisé une population constantinoise étouffée, qui s'était résignée au désordre urbain et à la répression. La mobilisation née le 22 février a ainsi renoué culturellement, socialement et politiquement avec des usages qu'elle pensait définitivement révolus. La ville a vécu l'occupation de ses artères entre étonnement et soulagement. Rapidement, en dehors des cercles directs du pouvoir qui ont vainement essayé de diriger le *hirak* local, quatre composantes essentielles se sont affirmées fortement dans les marches hebdomadaires, comme j'ai pu l'observer.

La première est celle de l'élite francophone (ou francisée selon ses critiques) issue de la bourgeoisie moyenne. Il s'agit des mêmes milieux qui avaient soutenu l'«éradication» prônée par les généraux «janviéristes» des années 1990 et qui dénigrent encore contre l'évidence chaque jour plus visible toute autre thèse que celle du pouvoir à propos de la «sale guerre» (voir chapitre 1). Dans cette catégorie, les femmes «modernes» (habillées à l'occidentale) sont souvent présentes, en couple voire en famille. Leurs slogans et leurs pancartes des premières semaines concernent d'abord le rejet du cinquième mandat, le changement pacifique et la démocratie ; mais pas question de scander un mot contre les généraux ou de marcher à côté des familles de disparus qui ont investi dès le départ le *hirak* avec leur fermeté affirmée de longue date face aux crimes et à la junte militaire. Ces groupes protestataires des premiers jours ont visiblement rétréci au fil des vendredis. Car beaucoup de celles et ceux qui les composaient

ne se sont plus retrouvés dans le rejet radical du régime, se sont lassés et ont déserté le mouvement. Ceux qui sont restés concentraient leur acrimonie sur la personne du général Gaïd Salah et restaient plutôt réservés sur l'agenda politique postdictature. Il s'agit en réalité de la base « sociale » des dits « éradicateurs » (avec leur souche pseudo-progressiste).

La deuxième catégorie est celle des jeunes issus des couches populaires, scandant les hymnes puissants et les slogans mobilisateurs des stades de football. Ces chants repris en chœur ont fourni les mots d'ordre précurseurs, prélude et âme du mouvement du 22 février. Ces jeunes, souvent sans emploi et sans perspectives, sont tous des *harragas* (candidats à l'émigration clandestine) potentiels, étudiants réduits aux activités informelles pour survivre ou chômeurs structurels sans formation. Il n'y a presque pas de femmes dans leurs rangs, mais ayant marché à leurs côtés, je me suis sentie respectée et protégée – loin des représentations dépréciatives et des clichés amplement colportés par les médias du pouvoir les présentant comme des voyous machistes. Beaucoup reconnaissent très vite les policiers en civil, nous enjoignant de faire preuve de prudence. Il ne s'agit pas seulement d'une culture de rue, ces jeunes exclus portent tous les stigmates d'un système qu'ils expliquent mieux que bien des experts. Bien que politisée et informée, cette jeunesse abandonnée de tous n'adhère à aucun parti et n'est nullement sensible aux discours islamistes. Leur unique leitmotiv est le départ du système.

La troisième catégorie, presque exclusivement féminine, est celle des familles de disparus et de leurs sympathisants qui manifestent depuis 1997 dans l'indifférence générale malgré la répression. Semaine après semaine, après avoir été au départ marginalisés par le *hirak* de Constantine, ils se sont retrouvés quelques mois plus tard quasiment à la



tête du mouvement. Ces manifestants rejettent les élections voulues par le régime, dénoncent toujours la loi dite de «réconciliation nationale» de 2006 (qui sauva les généraux et criminalisa toute recherche de vérité), exigent vérité et justice à propos des crimes de disparitions forcées durant la sale guerre et refusent toute légitimité aux chefs militaires dirigés par le général Gaïd Salah.

La dernière catégorie, qui n'est pas la moins représentée, est celle de tous ces Algériens et Algériennes « ordinaires » – même si la présence féminine a décliné au fil des mois – sans orientation politique dominante ni revendication spécifique, qui après avoir scandé des slogans appelant à la fraternisation avec les forces de l'ordre (*Khawa! Khawa!*) ont clamé leur opposition au régime en reprenant le slogan « Gaïd Salah traître ! », rejoignant ainsi, même tardivement, les mots d'ordre et l'esprit des manifestants d'Alger. Ce qui est courageux, car à Constantine comme ailleurs, les adeptes des réseaux sociaux ont de plus en plus été l'objet des intimidations et menaces émanant des *doubabs* (mouches électroniques), ces agents provocateurs de la police politique invoquant de façon perverse la fibre nationaliste, la figure de Ben Badis<sup>65</sup> et les mânes de Boumediene (voir chapitre 14).

### *Le hirak de Constantine: la dignité retrouvée*

À Constantine, la répression, le traumatisme des manifestants jetés en prison, l'usure et la propagande ont également pesé de tout leur poids et le nombre de marcheurs s'est progressivement réduit. Mais il est remarquable de constater la détermination obstinée d'un grand nombre de Constantinoises et de Constantinois, conscients de l'importance vitale des mobilisations en cours.

Le pouvoir et ses relais ont certes échoué dans leurs tentatives de présenter les millions de manifestants du *hirak* dans tout le pays – l’immense majorité de la population, on ne le soulignera jamais assez – comme les partisans d’un mode de vie et de pensée occidentalisé, voire décadent. La propagande n’hésitant pas à jouer sur le registre de la morale pour stigmatiser les très nombreuses femmes qui ont osé, vendredi après vendredi, braver les usages en marchant aux côtés des hommes. Reste qu’un trait particulier à Constantine et à d’autres petites villes de la région peut retenir l’attention : la faible implication – pour ne pas dire l’absence – des classes aisées et des corporations socioprofessionnelles élevées (médecins, commerçants, professions libérales...) dans le mouvement. Alors qu’à Alger, toutes les catégories socioprofessionnelles ont été fortement présentes, partageant les mêmes revendications que les autres manifestants. Aucune spécificité locale ne vient pourtant justifier la timidité de l’implication de ces élites. Cela traduirait-il une alliance objective avec le pouvoir de ces classes bénéficiaires des largesses rentières du régime ?

Pour beaucoup de manifestants, en tout cas, la manipulation de l’image de Ben Badis par les partisans du régime avait atteint son paroxysme, les habitants étant encore sous le choc et l’humiliation d’une initiative aussi somptuaire qu’impopulaire : la proclamation en 2015 de « Constantine capitale de la culture arabe », événement décrété par Bouteflika et géré par sa très trouble ministre Khalida Toumi, au cours duquel avait été installée, au ras du sol, une improbable statue du cheikh, vite déboulonnée d’ailleurs. Ce qui explique peut-être le fiasco du pouvoir qui espérait faire de Constantine, la ville de Ben Badis, un levier contre la capitale.

De fait, les manifestations, caractérisées par une plus grande homogénéité sociale et par un

déclin relatif après le raz-de-marée des premières semaines, ont fini par y parler le même langage que celles d'Alger. En dépit d'une moindre diversité, la reprise généralisée des slogans a exprimé l'unité du peuple et sa convergence politique pour la revendication d'un État de droit. Elle a aussi surtout signé l'échec des manœuvres du régime pour stigmatiser le *hirak* d'Alger et le séparer de ceux des autres villes du pays – comme l'ont montré à Constantine les multiples tentatives de la police politique d'organiser des pôles visant à dénoncer la « main étrangère » prétendument à l'œuvre au sein du mouvement à Alger.

Certes, beaucoup d'associations de la société civile et les syndicats autonomes n'ont guère été visibles à Constantine en 2019. Mais contrairement à ce qu'espéraient les hommes du pouvoir, aucune hostilité n'a été observée vis-à-vis d'eux. Malgré son incapacité (comme souvent ailleurs) à créer des espaces de débats pour faire de la politique tous les jours de la semaine et pas seulement le vendredi, le *hirak* de Constantine a fort justement refusé de désigner des représentants, se préoccupant surtout de donner la parole à ces citoyens qui, à la fin de chaque marche, voulaient écouter, parler, échanger. La politique a regagné sa place dans la ville. Surmontant les vicissitudes de son histoire récente et quelle que soit l'évolution de la situation du pays, Constantine a pleinement retrouvé dans son *hirak* son identité et sa dignité de cité politique. Un acquis historique que nulle force ne pourra remettre en question.

## 7. «À Oran, le *hirak* nous a réveillés de notre torpeur»

*par Houari Barti*

*Des acteurs du hirak oranais témoignent ici du bouleversement qu'il a signifié pour la population, qui a reconquis l'espace public et multiplié les initiatives citoyennes.*

Pour tenter de comprendre les motivations, les attentes et les perspectives de ce mouvement, grâce à une immersion à l'intérieur du *hirak* à Oran, deuxième plus grande ville du pays, nous avons recueilli les témoignages de quelques participants actifs aux couleurs idéologiques différentes.

### *Aux origines du terme hirak*

Au quartier Miramar, au centre-ville, de jeunes activistes ont pris pour habitude de se rencontrer chaque vendredi après la manifestation au Café Bonbon. Une occasion pour eux de récupérer de leur longue marche à travers les artères de la ville et de faire le bilan de la journée. On y rencontre d'abord Seddik, jeune vétérinaire qui exerce dans une petite bourgade rurale située entre Oran et Mostaganem. De prime abord, le terme *hirak* semble lui poser un problème : «Moi personnellement, je le conteste. Ce qu'il faudrait tout d'abord savoir, c'est que le terme *hirak* ou plutôt *harak*, qui signifie littéralement "mouvement" ou "dynamique", est très

réducteur. En Algérie, le peuple s'est d'abord soulevé pour faire barrage au projet du cinquième mandat du président Bouteflika, avant de rehausser le seuil de ses revendications en demandant un changement total du système : l'instauration d'une vraie démocratie qui consacre les libertés et un véritable État de droit, mais aussi, « *Yetnahaw gaâ!* » (Qu'ils dégagent tous !), ce qui désigne la classe politique dirigeante. À mon avis, ce qui se passe en Algérie ne peut être qu'une véritable révolution, par la nature même de ses revendications, par son étendue géographique et sa forte mobilisation populaire et par son caractère foncièrement pacifique. »

D'où vient le terme *hirak* ? « Plusieurs théories ont tenté d'expliquer l'origine de cette appellation, indique-t-il. La plus plausible, à mon sens, est celle qui soutient que ce terme a été emprunté au mouvement du peuple marocain voisin. C'est en effet au Maroc, en 2016, qu'a été utilisé pour la première fois le terme pour désigner le soulèvement populaire de la région du Rif. Un emprunt du mot mais aussi un emprunt de sa prononciation "marocaine", c'est-à-dire *hirak* au lieu de *harak*. Mais au-delà de la déformation phonétique du mot arabe, cet emprunt pose un problème sémantique de taille. Le *hirak* marocain représente un mouvement régional limité démographiquement et géographiquement à la région du Rif et quelques grandes villes du royaume. Aussi, les revendications du *hirak* populaire marocain sont principalement d'ordre social. Les premières contestations ont eu lieu en septembre 2016, quand plusieurs Rifains se rassemblent pour manifester contre l'état des routes, notamment à Beni Hadifa où Nasser Zefzafi, un des leaders du mouvement, se met en avant pour la première fois pour dénoncer les mauvaises infrastructures du Rif. »

*Du «Non au cinquième mandat!» à l'exigence  
de changement de tout le système*

Mais au-delà de la pertinence contestée du mot *hirak* et du caractère réducteur de son sens littéral dans le contexte algérien, le plus important reste ce qu'il signifie réellement pour les animateurs du mouvement, ce qui motive leur démarche durant toutes ces semaines de contestation opiniâtre. «À l'origine, affirme Hichem, jeune médecin dans le secteur public, un cumul de dix-neuf années de règne d'un président vieux et affaibli par la maladie ayant favorisé l'émergence graduelle d'une oligarchie qui a fait de la corruption et des passe-droits un mode de fonctionnement quasi institutionnalisé.» À l'origine également, une «lutte de clans au sommet de l'État» pour faire main basse sur une rente pétrolière qui se compte en milliards de dollars. «Une bonne partie du peuple est consciente de ces enjeux, précise-t-il. Certains ont même l'intime conviction que des parties tapies dans l'ombre, parfois au sein même du *hirak*, n'attendent que la bonne occasion pour récupérer la mise. Mais on est loin d'être naïfs et l'histoire démontre que dans toute quête de pouvoir, il y a de la manipulation et de la récupération. Ce n'est pas verser dans le complotisme que de dire cela. Car il y a deux erreurs à ne pas commettre avec les complots : la première c'est d'en voir partout ; et la seconde, c'est de n'en voir nulle part.

«Si les choses sont arrivées à ce stade de détérioration, c'est aussi notre faute, à nous les jeunes, ajoute Hichem. De notre démission. Chacun vivait dans son petit coin avec ses idées et ses frustrations. On pouvait toujours se lamenter sur notre sort dans les cafés ou au travail. Mais rares sont ceux d'entre nous qui se sont engagés activement pour faire changer les choses. Le premier vendredi a eu

un effet d'électrochoc sur beaucoup de gens. Cela nous a réveillés de notre torpeur. Le mur de la peur a été enfin brisé, laissant place à l'espoir. Depuis, c'est devenu un besoin presque vital pour moi de sortir marcher le vendredi. Chaque vendredi. Je ne le fais pas pour moi uniquement. Je le fais aussi pour ma fille et pour les générations futures. Pour qu'elles aient un avenir. Je considère que l'Algérie vit actuellement un tournant historique. C'est un devoir pour moi de sortir et manifester.

« Je me rappelle du tout premier vendredi des manifestations. Celui du 22 février. On était un groupe de cinq amis qui s'était donné rendez-vous à la place Valéro. On devait alors rejoindre la place du 1<sup>er</sup>-Novembre à pied pour rallier la marche. Mais une fois sur place, on est tombés nez à nez avec les forces anti-émeutes. En fait, il n'y avait que les policiers. La manifestation avait déjà bougé en direction du siège de la préfecture. Mais nous, on ne le savait pas encore. C'était flippant, même si maintenant on se remémore cet incident en ayant le sourire. J'admets personnellement qu'à ce moment-là, j'ai eu un grand doute, mais au fur et à mesure qu'on sillonnait les grandes artères du centre-ville, on rencontrait des manifestants, des hommes et des femmes drapés de l'emblème national. À la rue Larbi Ben M'hidi déjà, on commençait à entendre les chants lointains des manifestants dont le cortège était arrivé à hauteur de la place des Victoires. J'ai ressenti une grande montée d'adrénaline et je me suis mis à courir pour arriver au plus vite à leur hauteur. Il y avait près d'un millier de personnes. Des policiers encadraient à bonne distance la marche, sans intervenir. Nos craintes d'une répression policière commençaient peu à peu à se dissiper. C'était le début de notre révolution pacifique. Quelques semaines plus tard, Bouteflika tombera. »

*Des centaines de nouveaux militants  
pour la démocratie*

Peu de gens parmi les manifestants ayant pris part à cette première marche savaient à ce moment-là qu'une page importante de l'histoire de l'Algérie était en train d'être écrite, que le mouvement populaire contre le projet du cinquième mandat du président Bouteflika allait faire sensation, dans le pays mais aussi partout dans le monde, par sa forte mobilisation citoyenne et par son caractère pacifique et festif.

Les images du *hirak* algérien ont fait le tour du monde. Elles sont belles et rassurantes, mais surtout, pour beaucoup d'Algériens, source d'inspiration. Le peuple a reconquis l'espace public et des initiatives citoyennes commencent à se mettre en place. Outre les marches hebdomadaires du vendredi, les étudiants sortent chaque mardi. À Oran, des rencontres politiques baptisées «*Gaâda* [rencontre] politique» sont animées chaque soir à partir de 18 heures à la place du 1<sup>er</sup>-Novembre. On y parle de démocratie, de Constitution et de droits fondamentaux. Des rencontres qui ont fait naître des vocations.

Au Café Bonbon, rebaptisé Café Hirak, tout le monde connaît Hakim. En jour de semaine, il exerce le métier de tôlier dans un garage automobile du quartier de Cité Petit, à l'ouest de la ville. Le soir, il est un des principaux animateurs de la *Gaâda* politique à la place du 1<sup>er</sup>-Novembre. Bachir, qui est un assidu du *hirak*, se souvient de la première prise de parole de Hakim lors de ces *Gaâda* politiques : «Il avait pris l'habitude de venir chaque jour écouter les différents intervenants. Il ne faisait qu'écouter, jusqu'au moment où il décide de vaincre sa timidité et de prendre la parole. Son éloquence insoupçonnée fait sensation. Il est depuis une figure bien connue parmi les militants les plus actifs de la ville. Pourtant,



rien ne le prédestinait pour cette mission. C'est aussi ça l'intérêt de ce *hirak*. À Oran, il a permis de former un noyau dur de militants pour le changement démocratique qui se comptent aujourd'hui en centaines, alors qu'il n'y a pas longtemps, leur nombre ne dépassait pas la cinquantaine.

«C'est un des plus grands acquis du mouvement du 22 février que de constater qu'une base de plus en plus large de militants pour la démocratie est en train de se constituer», dit Hocine. Pour beaucoup de militants oranais comme lui, le combat pour la démocratie ne doit pas s'arrêter avec le *hirak*. C'est le combat de toute une vie. Il est vrai que le *hirak*, à la faveur de la mobilisation générale du peuple, représente une occasion privilégiée d'arracher en peu de temps des acquis majeurs. Mais le combat n'est qu'à son début. Et il faut être capable de capitaliser toutes les expériences. Des dizaines de militants lors de ce *hirak* ont été traduits devant les tribunaux, notamment pour port de l'emblème amazigh. Les jeunes savent désormais que pour avancer dans le chemin des libertés, il faut être prêt à faire des sacrifices et défendre bec et ongles l'unité de notre peuple. Nos parents et grands-parents ont donné leur vie pour libérer le pays du colonisateur français. On doit être digne de cette liberté et capable de la défendre pour permettre à chacun, quelle que soit sa couleur, quel que soit son penchant idéologique, à jouir pleinement de sa citoyenneté dans un véritable État de droit.

## **8. Quand les artistes deviennent partie prenante du *hirak***

*par Rafik Lebджаoui*

*Formidable mobilisation populaire, le *hirak* a été également l'occasion d'une stupéfiante effervescence de créations artistiques de haut vol, en particulier de chanteurs et de graphistes. Grâce à la puissance de leur force émotive, leur audience considérable sur le Web et les réseaux sociaux, en Algérie comme dans le reste du monde, a contribué de façon décisive à souder les «marcheurs» des vendredis et des mardis, ainsi qu'à populariser leur détermination à l'échelle internationale.*

L'un des phénomènes les plus remarquables du *hirak* a été l'implication massive des artistes, plus particulièrement des chanteurs, des graphistes et des plasticiens. Dès les premiers jours, l'acteur populaire Merouane Guerouabi s'est exprimé dans une vidéo sur sa page Facebook pour appuyer le mouvement et inviter ses confrères à le rejoindre : on ne doit pas avoir peur en tant qu'artistes d'être marginalisés ou exclus des projets artistiques, a-t-il plaidé en substance. L'arme du chantage du régime, évoquée par l'artiste, n'a donc pas eu d'effet cette fois-ci : beaucoup de créateurs se sont rangés spontanément du côté des manifestants.

L'impulsion artistique première est toutefois venue des supporters du club de foot algérois l'USMA avec leur chanson *Casa del Mouradia* (titre inspiré de la

célèbre série espagnole *Casa de papel*)<sup>66</sup>. La chanson, qui décrit le mal-être de la jeunesse algérienne et la mainmise du régime sur les richesses du pays, est devenue l'hymne du *hirak* dès le premier jour. Elle a été reprise par plusieurs interprètes à diverses occasions, y compris par un orchestre de musique classique andalouse lors d'un spectacle, chose impensable par le passé. Le fait qu'un orchestre de musique savante réputée élitiste reprenne une chanson contestataire de supporters de foot a marqué un point de rupture qui a scellé un consensus de toutes les franges de la société contre le régime.

### *Une exceptionnelle créativité musicale (et politique)*

La toute première chanson dédiée au *hirak* est née la semaine qui a suivi le 22 février. Amine Chibane esquisse une chanson le lendemain de la manifestation, il contacte la jeune actrice Mina Lachtar, Amel Zen et Aboubakr Maatallah, qui adhèrent au projet, complètent la chanson et composent la musique. Ce noyau a invité d'autres artistes pour tourner un vidéo-clip : « Tous ceux qui ont participé l'ont fait spontanément », se souvient Amine Chibane. En à peine soixante-douze heures, *Libérez l'Algérie* est en boîte<sup>67</sup>. La chanson, bouleversante d'émotion même pour les non-arabisants ailleurs dans le monde, sera reprise par des millions de manifestants en Algérie et dans d'autres pays. Sur YouTube, elle a enregistré près de 10 millions de vues dix mois plus tard.

« Il fallait se positionner dès le début et sortir la chanson au plus vite avant que le pouvoir récupère d'autres artistes pour chanter ses louanges comme il en a l'habitude », témoigne Amine Chibane. Au-delà de la création artistique, *Libérez l'Algérie* a été une action politique offensive et préventive. Pour Mina Lachtar, participer à cette action était un « devoir » envers le

pays. «Et encore, c'est bien peu», précise-t-elle. «On ressentait de la fierté, du courage. Et puis la peur, même si elle n'a pas complètement disparu, s'est à moitié brisée. Le *hirak* nous a libérés.» Mina Lachtar croit que «l'artiste doit accompagner la société partout où elle va, la soutenir, car il en fait partie».

Comment expliquer ce succès phénoménal ? «Parce que c'est sorti du cœur», répond spontanément Amine Chibane. Le succès de cette chanson n'a pas tari son inspiration, bien au contraire. Le 6 mai, il enchaîne avec *Système dégage* : «C'était pour prendre position contre l'élection présidentielle que le régime voulait nous imposer le 4 juillet», explique-t-il<sup>68</sup>. L'artiste poursuivra quelques semaines plus tard avec le groupe Tikoubaouine en lançant *Samidoun* (Nous résisterons)<sup>69</sup>. Le 5 juillet, jour de la Fête de l'indépendance, il chantera *a cappella* avec ses amis *El houria rahi fel beb* (La liberté est à nos portes) pendant la manifestation. Après la vague d'arrestations, il composera *Libérez zouaâma* (Libérez les leaders)<sup>70</sup>.

Même si ce foisonnement artistique est difficile à cerner à chaud, Amine Chibane tente une explication : «Le 22 février m'a fait revivre.» Quelques mois avant le début du *hirak*, déprimé par la situation du pays, le chanteur avait composé une chanson intitulée *Mademoiselle Algérie ferdjina ton soleil* (Mademoiselle Algérie, montre-nous ton soleil)<sup>71</sup>. Une prémonition.

Le *hirak* a également révélé des talents méconnus comme Mohamed Kechacha, un chanteur de *chaâbi* algérois. Dès le 6 avril, il a diffusé un vidéo-clip sur sa chaîne YouTube intitulé *1 000 milliards* (en référence aux recettes pétrolières du pays de 1 000 milliards de dollars en vingt ans)<sup>72</sup>. Lawzy, de son nom d'artiste, a subtilement remplacé les paroles d'une œuvre classique du *chaâbi* par ses propres paroles.

Exercice délicat. Il raconte : « Le cinquième vendredi, je suis revenu épuisé de la manifestation, alors j'ai posé ma tête sur l'oreiller, source de mon inspiration. J'ai commencé à fredonner une vieille chanson tout en essayant de remplacer les paroles comme je fais toujours. Le soir même, j'avais écrit et enregistré la chanson sur mon téléphone. Je l'ai immédiatement diffusée sur les réseaux sociaux et elle a eu un grand succès. Le lendemain, je suis allé la chanter dans la rue comme à mon habitude. Parmi les gens qui écoutaient, il y avait un réalisateur que je ne connaissais pas. Quand j'ai fini mon spectacle, il m'a proposé de tourner un vidéo-clip gratuitement. »

Le chanteur a ensuite enregistré la chanson avec des copains musiciens dans un studio sans payer un centime, car la chanson avait beaucoup plu au propriétaire du studio. Le vendredi suivant, le vidéo-clip a été tourné pendant la marche avec la participation des manifestants. Lawzy estime que la chanson *1 000 milliards* « appartient au peuple parce que tout le monde y a participé, finalement ma contribution a été d'écrire le texte et de chanter ».

Le cours des événements et la dynamique du *hirak* ont inspiré une autre chanson à l'artiste. Quand le régime a annoncé la tenue d'une élection présidentielle que le peuple a rejetée spontanément, il a suffi à Lawzy de tendre l'oreille aux slogans des manifestants pour écrire un texte qu'il a collé sur la musique d'une autre chanson du patrimoine *chaâbi*. Les manifestants ont scandé : « *Makach intikhabate maâ el issabate!* » (Pas d'élection avec les gangs !). Lui, il a chanté « *Soud aâmalek intikhabate* » (Ton acte le plus sombre ce sont les élections)<sup>73</sup>. Lawzy accompagne ainsi le *hirak* avec son *chaâbi* comme ses confrères et ses consœurs. Le jeune chanteur croit que l'implication des artistes « donne de l'énergie au mouvement ». « On chauffe les tambours », dit-il avec amusement.

La très radicale Raja Meziane, trente ans, a emboîté le pas naturellement au *hirak*. La jeune rappeuse algérienne, étouffée par son exclusion en raison de ses chansons, a choisi l'exil depuis 2015 en République tchèque. Ses textes expriment avec justesse la révolte qui bouillonne dans les cœurs de la majorité des jeunes Algériens. En totale osmose avec ses compatriotes malgré la distance, Raja Meziane a composé la chanson *Allo système* aux paroles percutantes, le succès a été immédiat : le vidéo-clip diffusé sur YouTube le 4 mars, quelques jours après la première manifestation, a été visionné 38 millions de fois (à la mi-novembre). Le 28 avril, elle publie sur YouTube la chanson *Toxic*, tout aussi puissante et émouvante, plus de 16,5 millions de vues (à la mi-novembre)<sup>74</sup>. *Rebelle* sort le 15 septembre, le jour de la convocation du corps électoral<sup>75</sup>. Dans cette chanson, visionnée 6 millions de fois deux mois plus tard, elle s'adresse au général Gaïd Salah sans le nommer : « Le temps et le vent vont changer, moi je suis rebelle et toi t'avaleras la poubelle », ce couplet sonne comme un écho au slogan du *hirak* : « Les généraux à la poubelle ! » En octobre, quand la BBC la classe parmi les cent femmes les plus influentes et les plus inspirantes dans le monde, Raja Meziane dédie sur sa page Facebook cette distinction aux Algériennes en publiant des photos de femmes du *hirak*.

Depuis Paris, le célèbre Soolking (jeune rappeur algérien né en 1989, qui vit en France depuis 2013, dont le premier disque solo *Fruit du démon*, sorti en 2018, connaît un énorme succès) s'associe au groupe Ouled el Bahdja, à l'origine de *Casa del Mouradia*, et rejoint le mouvement en mettant en ligne la chanson *La Liberté*<sup>76</sup>. Le succès est phénoménal : 168 millions de vues sur YouTube en huit mois. Les paroles de *La Liberté* sont reprises dans toutes les villes d'Algérie lors des manifestations. Mais aussi à Montréal, Paris,

Washington, Londres lors des rassemblements de la diaspora. Un couplet particulièrement incisif décrit avec une acuité remarquable l'état d'esprit du mouvement de contestation : « *Hna homa l'ibtila', ah ya houkouma, w nnar hadi ma tetfach* » (Nous sommes l'épreuve, Ô pouvoir, ce feu ne s'éteindra pas). Tel est notre message, notre *ultima verba* [dernier mot]. »

### *Le génie des pancartes et des banderoles*

L'autre champ foisonnant du *hirak*, qui a surpris tout le monde par son inventivité, est incontestablement le génie des pancartes et des banderoles, inlassablement brandies par les manifestants chaque vendredi. L'inspiration qui nourrit les auteurs de ces œuvres semble inépuisable. Humour et lucidité constituent la matrice de ces manifestes politiques, beaucoup plus éloquents que mille discours. Comme si le silence imposé pendant trente ans s'était miraculeusement fracassé.

Ces créateurs anonymes ont puisé au plus profond de la culture populaire, longtemps occultée par des montagnes de médiocrité imbuables. Le personnage d'El Bombardi, du film culte de Benamar Bakhti (1941-2015) *Le Clandestin* (1989), est devenu un des porte-parole de la contestation. On a souvent vu des pancartes avec l'image dessinée de ce personnage prononçant ses formules d'anthologie mises au goût du jour de la contestation. « Il faut *yetnahaw gaâ* » (Il faut qu'ils dégagent tous), dit une des pancartes, déformant une des répliques du film : « Il faut pas *tekdheb* » (Il ne faut pas que tu mentes).

D'innombrables manifestants ont porté leur propre pancarte fabriquée de leurs mains, caricatures, collages, slogans, humour fleurissant chaque vendredi sans insultes ni grossièretés. La rue est devenue au fil des vendredis un immense espace d'exposition

libre. Chaque pancarte, chaque banderole, raconte une histoire, souligne une revendication, illustre une situation, moque une décision du pouvoir. Souvent, ces artistes anonymes réagissent aux discours hebdomadaires du chef d'état-major par une caricature, un dessin, une fresque ou un slogan. Ces centaines d'œuvres devraient faire un jour l'objet d'une exposition pour rendre compte de cette créativité phénoménale. Mais on pourrait évoquer bien d'autres cas d'« action visuelle ».

Ainsi, lorsque le pouvoir s'est attaqué à l'emblème culturel amazigh, la réponse de certaines manifestantes a été d'une grande éloquence : de nombreuses femmes ont manifesté en tenue traditionnelle kabyle. Les étudiants ont aussi riposté à cette attaque : le premier rang de leur manifestation du mardi était composé de filles et de garçons portant une tenue traditionnelle de chacune des régions du pays. Et après la mort en prison à la suite d'une longue grève de la faim du militant Kamel Eddine Fekhar, qui était originaire de Ghardaïa (région du Mزاب), on pouvait voir sur les images et les vidéos circulant à profusion sur les réseaux sociaux de nombreux manifestants qui portaient la chechia traditionnelle mozabite (calotte). Ce ne sont là que deux exemples des milliers d'initiatives en image ayant su démonter avec lucidité et intelligence le discours agressif du pouvoir qui voulait diviser le mouvement.

Dans le sillage de cet « échange » entre le pouvoir et les manifestants, deux initiatives particulièrement pertinentes sur Facebook ont contribué à informer les Algériens sur les manipulations des médias du pouvoir. La page « Facebook VAR » (en référence au système utilisé dans le football, Video Assistant Referee) dénonce avec vidéos à l'appui les retournements de veste de certains responsables politiques qui se sont découvert des vocations révolutionnaires



avec le *hirak*, alors qu'ils étaient quelques semaines plus tôt des défenseurs acharnés du cinquième mandat de l'ex-président Bouteflika ; cette page très active a réussi à ridiculiser une cohorte d'opportunistes professionnels. Une autre page Facebook intitulée, « Fake news », s'emploie efficacement à déconstruire les centaines de fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux, y compris celles provenant des activistes. Un travail remarquable qui permet de ne pas tomber dans le piège de l'euphorie ou de la manipulation des « mouches électroniques » (voir chapitre 14).

El Moustach – pseudonyme de Hicham Gaoua – est quant à lui un graphiste algérien qui sort du lot. Il est probablement le seul qui a investi le *pop art* avec autant de succès auprès du grand public. À travers ses créations renouant avec la culture populaire, diffusées principalement sur Internet et les réseaux sociaux, El Moustach a contribué à transformer en icônes des figures locales du cinéma, de la musique et du foot. Depuis le début du *hirak*, il a marché chaque vendredi avec ses concitoyens à Boumerdes, sa ville de résidence, à Alger ou même à Paris quand il s'y trouve. Le mouvement lui a inspiré plusieurs affiches qu'il a mises gratuitement sur Internet à la disposition des manifestants qui veulent s'en servir<sup>77</sup>. Il a également réalisé un vidéo-clip avec le chanteur TiMoh<sup>78</sup>. Plusieurs de ses affiches ont été imprimées et utilisées lors des marches du vendredi. « Les manifestants prennent des photos et me les envoient de plusieurs villes, de France et du Canada. » « J'utilise des icônes de la révolution algérienne (1954-1962) pour faire passer des messages. » Pour Hicham Gaoua, participer à ce *hirak* est un « devoir » : « Chacun doit y participer comme il peut. Il s'agit de l'avenir du pays et des générations futures. Beaucoup de gens se sont sacrifiés pour ce pays. »

## 9. Trois fragments de vie à l'ombre du *hirak* par Mohamed Mehdi

*Rafik, Amar, Dahmane : trois parcours de vie de fracassés du « système », représentatifs de millions d'autres qui ont manifesté avec détermination depuis le 22 février pour dire leur espoir premier : que l'État et son administration cessent enfin de leur « compliquer l'existence » afin qu'ils puissent assurer un avenir serein à leurs enfants.*

«*Loukan jina labes ma nahargou leblad ennas!*» (Si nous étions bien dans notre pays, nous ne traverserions pas la mer pour des pays étrangers). C'était l'un des slogans de détresse les plus scandés lors des premiers vendredis du *hirak*. La revendication sociale a été omniprésente dans ce mouvement. Dans le cri «*Klitou leblad ya essarraquine!*» (Voleurs, vous avez bouffé ce pays), les jeunes des quartiers populaires d'Alger et des autres villes du pays, formant la majorité des manifestants, affirmaient d'abord leur espoir de lendemains meilleurs. Leurs revendications n'étaient pas extravagantes : un travail, un revenu régulier et suffisant pour assurer une vie décente et se projeter vers l'avenir.

Nous avons donné la parole à trois de ces manifestants. Notre quête de cette parole n'a cependant pas été facile. Car les médias et les journalistes ont mauvaise presse : ils sont souvent accusés, à tort ou à raison, de ne pas décrire fidèlement la réalité.

Grâce à l'association SOS Bab El Oued, un quartier populaire de la capitale, nous avons pu rencontrer le dernier vendredi d'août Rafik et Amar, deux parmi les centaines de milliers de manifestants qui battent le pavé à Alger depuis le 22 février 2019, considéré comme le « premier vendredi », même si le mouvement populaire avait démarré quelques jours avant dans plusieurs villes de l'est du pays, dont Bordj Bou Arreridj et Kherrata. Notre troisième interlocuteur, plus jeune, nous l'avons rencontré le 6 septembre, jour du vingt-neuvième vendredi, sur le parcours du tramway vers Alger.

Tous les trois ont exprimé des attentes socioéconomiques ne pouvant être satisfaites que par un changement radical de gouvernance à la tête de l'État. Aucun d'eux ne revendiquait une quelconque assistance de la part de l'État, seulement que soient levées les contraintes et l'opacité administratives qui les empêchaient de travailler.

### *Rafik : le retour amer d'un « émigré » à Dublin*

Rafik, de Bab El Oued, quarante-huit ans, marié et trois enfants. Titulaire d'un CAP en comptabilité et d'un diplôme de tourneur fraiseur, il est au chômage depuis un an, après avoir fermé son entreprise de location de véhicules. Avant, Rafik était émigré... en Irlande, après avoir tenté une brève expérience en France : « J'ai vécu pendant près de neuf ans en Irlande, de 2002 à 2011. C'est là-bas que j'ai pu mettre de côté un peu d'argent pour revenir en Algérie et lancer ma propre affaire. »

Rafik manifeste depuis le 22 février. « En fait, je suis dans le *hirak* avant le *hirak* », dit-il le plus sérieusement du monde. Comment ? Il explique : « Ça grouille dans ma tête depuis des années : les choses doivent changer. Tu sais, quand tu as vécu en Irlande et que

là-bas les autorités te donnent un *work permit* malgré ta situation de clandestin, puis un certificat de résidence parce qu'ils voient que tu travailles, tu es en droit de t'attendre à plus de ton propre pays.» Rafik ne se prive donc pas de faire la comparaison entre les deux pays: «En Irlande, un pays qui vit principalement des taxes que payent les multinationales, j'ai pu travailler, vivre et dégager assez d'argent pour revenir créer mon entreprise en Algérie.»

En rentrant au pays, Rafik n'attendait pas que l'État lui propose du travail. Il voulait seulement des facilités administratives pour se lancer à son propre compte: «Ce n'est pas l'État qui m'employait à Dublin, mais je bénéficiais de pas mal de services dont celui de percevoir mes heures supplémentaires en cash pour qu'elles ne soient pas taxées.» Avant de partir pour l'Irlande, il était agent de sécurité à la raffinerie d'Alger. «Mais je ne voyais aucun avenir. Mon salaire me suffisait à peine pour survivre. En Algérie, les petites gens ne peuvent pas vivre décemment. Un pays où le prix d'un mouton dépasse le salaire mensuel, ça ne peut pas fonctionner», dit-il.

Pour lancer son entreprise de location de voitures, Rafik a dû galérer pour finaliser les démarches administratives: «*Ya kho* [mon frère], même pour obtenir un registre de commerce et démarrer mon projet, pour lequel j'ai assumé toutes les dépenses sans crédit bancaire, il a fallu plus d'une année à cause des tracasseries.» Des tracasseries qui ont finalement eu raison de son projet, puisqu'il a jeté l'éponge au bout de quatre années: «Je n'ai pas réussi en raison de la difficulté d'accéder aux marchés des entreprises publiques, même lorsque je proposais des tarifs défiant toute concurrence. Des sociétés étatiques préfèrent louer un véhicule avec chauffeur à 18 000 dinars par jour, alors que je leur en proposais 5 000. Je ne vivais que des locations pour les particuliers,

c'était intenable. J'ai donc préféré limiter les dégâts, tout arrêter et vendre les véhicules.»

Pour Rafik, «si le *hirak* n'aboutit pas à rendre le pouvoir au peuple, rien ne changera». «C'est surtout cette administration qu'il faudra changer. Cela demandera du temps, mais si cela persiste, c'est comme si on n'avait rien fait.»

*Amar: «Ils nous ont coupé l'air»*

Amar se joint à la discussion. Comme Rafik, il n'a raté aucune manifestation depuis le 22 février. À cinquante-cinq ans, il est le père de trois filles dont l'aînée, ingénieure de formation, a fait de lui un jeune grand-père. Cet électricien du bâtiment dit «préférer travailler au noir». Pour illustrer ce choix pour le circuit informel, Amar raconte les péripéties qu'il a vécues pour demander une carte d'artisan censée lui permettre de travailler «officiellement», facturer ses prestations et payer des impôts. Mais il en a vite été dissuadé par les infernales démarches administratives et, surtout, par les frais imposés pour se faire établir le fameux sésame : «Dès le départ, ils demandent à des gens qu'ils savent être au chômage de payer d'emblée 34 000 dinars pour l'assurance (deux fois le salaire minimum) et près de 8 000 dinars de frais divers. Et ils attendent de toi de payer des impôts dès la première année. Alors, j'ai préféré abandonner le circuit officiel et travailler au noir. Je peux prendre n'importe quel boulot d'électricité dans le bâtiment, les week-ends, les jours fériés et à toute heure, mais je ne peux plus supporter les tracasseries administratives.» D'où sa formule : «*Qataâtou aâlina Ennefs*» (Ils nous ont coupé l'air).

Pour cet ancien employé à la Direction de la sécurité du patrimoine (DSP) de Sonatrach à la station de

pompage SP4 de Hassi R'mel, avant d'être chef de site chez Algérie Télécom, «ce pays a besoin d'une profonde remise en cause». Pour lui, «si ce *hirak* a lieu, c'est pour régler tous ces problèmes. Parce que les gens qui gouvernent ce pays, à tous les niveaux, sont incapables d'être utiles à leur peuple. Ils ne sont là que pour nous créer des problèmes», dit-il avec irritation. Dans l'exercice de son métier, Amar s'est fait un nom. Les clients satisfaits le recommandent à d'autres. Grâce à des sites Internet comme Oued Kniss, il enchaîne les commandes et il travaille parfois «jusqu'à quatorze heures par jour».

Avant de quitter la discussion pour aller chercher sa plus jeune fille, Amar tient à dire qu'il «n'attend rien» de l'État: «Je souhaite qu'on ne nous complice pas l'existence. Je veux sortir le matin de chez moi avec le sourire, pas avec la peur au ventre de ne pas obtenir un document dans une administration.» La question sociale occupe une place importante dans le raisonnement de cet enfant de Bab El Oued. Pour lui, l'État doit s'occuper sérieusement du «pouvoir d'achat des citoyens» et il faut que des «règles transparentes soient établies pour la prise en charge des catégories sociales démunies». «Il faut sauver cette jeunesse de l'échec scolaire, du chômage et de l'oisiveté qui mènent systématiquement vers la petite délinquance, la drogue et d'autres choses, ajoute Amar. Je ne leur en veux pas. Il faut voir les conditions dans lesquelles ils vivent. La promiscuité à la maison. Socialement en bas de l'échelle, exclus de l'école, au chômage, avec aucun métier, la rue est leur seul accueil. Ce n'est pas leur faute, mais celle d'un système qui ne leur a accordé aucune chance d'être utiles à eux-mêmes et à la société. Toutes les issues leur sont fermées. Cela ne peut plus durer.»

*Dahmane : « On veut vivre bien... »*

Si vous oubliez votre parapluie à Alger un jour de pluie, vous risquez fort d'en trouver un chez Dahmane, un vendeur ambulant installé entre « Tafourah », la gare routière reliant le centre de la capitale aux communes de l'est et l'ouest d'Alger, et les alentours du marché Réda Houhou (ex-Clauzel). Depuis plus de quinze ans, Dahmane a fait presque tous les marchés ambulants de la capitale. Il vient chaque matin de Dergana (une populeuse localité proche de la commune de Bordj El Bahri à l'est d'Alger) pour vendre, selon les saisons, parapluies, mouchoirs en papier, tee-shirts, outils de bricolage et autres objets d'importation. Sa journée est « bien réussie » lorsque la police ne lui saisit pas sa marchandise « souvent acquise à crédit » auprès de « grossistes ».

Dans les plus « sombres moments », il envisageait l'émigration clandestine dans une embarcation de fortune. Un projet qui « a failli se concrétiser durant l'été 2014 via la région Béni Saf-Ghazaouet », raconte Dahmane qui préfère ne pas en dire davantage à ce sujet. À trente-sept ans, marié depuis plus de deux ans, il a déjà un garçon et habite toujours chez ses parents. Il n'est plus vendeur à la sauvette. Avec deux associés, il a pu louer une *boutica* (boutique) pour y vendre des vêtements d'importation pour femmes. Une affaire qui « fonctionne bien, pour le moment », dit-il.

Depuis le 22 février, Dahmane marche chaque vendredi. Il avait déjà pris l'habitude de « descendre régulièrement les vendredis de Dergana » pour emmener son épouse « chez ses parents à El Madania » (un des quartiers algérois d'où sont parties les manifestations du 11 décembre 1960 pour l'indépendance de l'Algérie). Mais en ce vendredi 22 février, il est descendu, sans son épouse et son petit garçon mais avec

une bande de copains : « Je ne voulais pas rater la marche. J'avais un peu peur avant, peut-être en raison du côté anonyme des appels à manifester contre le cinquième mandat. »

Quels slogans reprend-il souvent ? « *Koulech* [tout]. J'ai tout repris en chœur, même les plus désagréables... », dit-il dans un immense éclat de rire. Dahmane dit manifester pour que son fils ait un avenir meilleur. S'il n'envisage plus la *harga*, ce n'est pas non plus « pour se complaire dans cette situation » : « *Habbina Niichou Labess* » (On veut vivre bien). Il ne veut pas que son fils reproduise son parcours : « Je veux qu'il réussisse ses études, mais socialement aussi. Je souhaite qu'il ait d'autres ambitions que je n'ai pas pu avoir. Il n'est pas écrit qu'on doit toujours vivre dans la promiscuité, à faire des petits boulots jusqu'à notre dernier souffle. » Dahmane se rappelle avoir commencé, très jeune, à vendre dans les marchés, pendant les mois de ramadan, des feuilles de brick et du pain *Matlouaâ* que préparait sa maman. Ce n'était pas une activité pour se faire de l'argent de poche : « L'échec scolaire m'a destiné à ces petits boulots. » Il remercie Dieu de « n'avoir pas pris le mauvais chemin ». Mais il souhaite fort que son fils ait de meilleures chances que lui. Et c'est d'abord ce qu'il espère du *hirak*.



## **10. La résurgence de la mémoire de la lutte contre le colonialisme français**

*par Hassina Mechai*

*Dès le début du mouvement, la référence à l'histoire de la longue lutte contre le colonialisme français (avant comme pendant la guerre de libération) a été constante, en particulier chez les plus jeunes manifestants: évocation d'une «seconde libération», présence célébrée d'anciennes moudjahidine, réappropriation de la figure des héros de la révolution dont la mémoire avait été confisquée par le régime et que le peuple entend se réapproprier pour construire une authentique démocratie.*

*Là où il n'y a pas de vision, le peuple périt.  
Bible, Proverbes 29-18.*

*Faut-il que leur gloire soit insultée  
Faut-il qu'elle soit dilapidée par de mauvais bergers  
Qui ont accordé leur violon au diapason du colon  
Et partagent avec lui la même peur au ventre  
Que partout, refleurissent des premiers matins  
de novembre.*

*LA RUMEUR, Premier matin de novembre.*

Ce 5 juillet 2019, les quotidiens francophones algériens sont au diapason: «Du jamais vu depuis 1962» pour *El Watan*; «La RUE s'approprie le 5 juillet» pour *Le Soir d'Algérie*; «Rendez-nous notre indépendance» pour *Liberté*. Dans la rue: «Oh! Viva

l'Algérie! *Yetnahaw gaâ!*») (Oh! Vive l'Algérie! Qu'ils dégagent tous!), «Algérie libre et démocratique», «Le système, dégage!». Mais c'est probablement «Le peuple veut l'indépendance!» qui est le slogan le plus entendu. Le mouvement est alors à sa vingtième semaine. Vingt vendredis de suite où l'Algérie défile d'abord contre une cinquième candidature d'Abdelaziz Bouteflika, puis, les revendications s'élargissant, pour le renversement d'un «système» considéré comme failli et corrompu.

Qu'est-ce qui explique la formidable mobilisation des Algériens depuis le 22 février? Depuis la fin de la guerre civile des années 1990 – qui fut plutôt une guerre des chefs de l'armée contre les civils –, l'Algérie n'avait pas été exempte de mouvements sociaux, circonscrits mais réguliers, portant sur les salaires, les logements ou s'opposant à l'exploitation du gaz de schiste (voir chapitre 5). L'année 2010 avait même été baptisée l'«année des mille et une émeutes». Mais ces mouvements n'avaient pas fait jonction pour aboutir à des manifestations politiques nationales visant un changement de régime, comme c'est le cas avec le *hirak*.

*«1962, indépendance du sol. 2019, indépendance du peuple»*

Celui-ci n'est pas le fait d'une génération spontanée. Fruit d'une longue suite de luttes antérieures, il plonge dans une mémoire globale qui trouve dans les manifestations l'occasion de s'exprimer. À commencer par celle de la guerre d'indépendance. Mémoire hautement disputée dans le champ politique, car il n'y a pas de pouvoir sans imaginaire de ce pouvoir. À travers cette mémoire confisquée, le pouvoir s'est construit et maintenu. Et c'est précisément celle-ci et son héritage que le *hirak* dispute au «système».

Le *hirak* est donc affaire de revendications politiques autant que de symboles. Pour les manifestants, qui aiment à se qualifier de «marcheurs», il s'agit de faire de leur mouvement un vaste ensemble de symboles à lire à travers les slogans, pancartes, lieux semés ensemble. En particulier en se réclamant d'une mémoire commune des luttes tout en dépassant l'héritage figé imposé par l'historiographie officielle. Une double tendance apparaît : aboutissement de la guerre d'indépendance et dépassement de cette même mémoire par le retour sur d'autres luttes, antérieures ou postérieures à cette guerre. Un retour aux sources en somme, qui aurait aussi pour effet d'ouvrir vers d'autres horizons historiques, d'autres frontières géographiques, d'autres espaces politiques.

C'est peut-être le caricaturiste Dilem qui a le mieux saisi le sous-texte du *hirak* algérien. Sur un de ses dessins, cette phrase : «La guerre de libération s'est arrêtée le 5 juillet 1962...» Puis, croqué en chechia, moustache et babouches, un Algérien, le drapeau national au poing, ajoute : «... pour reprendre le 22 février 2019.» De fait, chaque vendredi s'est vécu ensuite comme un jour d'indépendance. Comme si les Algériens jouaient les divers soulèvements et manifestations ayant émaillé la lutte pour l'indépendance, dont la plupart ne connaissaient que les images jaunies. Images déversées jusqu'alors en culte officiel, vécu comme un linceul de mémoire et que les marcheurs transforment, ou «vendredisent», en étendard porté sur les épaules ou photos de *moudjahidine* portées à bout de bras. Cet ancrage historique permet d'arrimer la mobilisation à un terreau de luttes compris comme encore fertiles. Et par le choix des combattants mis en avant, il sonne aussi comme le désencrage d'une mémoire artificielle.

Dans les rues du pays, les références à la guerre de libération émaillent les marches : «bataille d'Alger»

## Hirak en Algérie

de 1957, manifestations de décembre 1960, indépendance de 1962. Des références aux *chouhadâ*, les « martyrs », et aux *moudjahidine*, les « résistants ». Les insurgés de 2019 inscrivent leurs pas dans ceux de leurs aînés de 1954 et de ceux qui les ont précédés durant toute l'occupation coloniale. Cette mémoire recouverte s'exprime par des pancartes artisanales, illustrées de photos de combattants de la révolution appelés à adouber le présent, alignées en ordre chronologique, de Fatma N'Soumer à Mohamed Boudiaf, traçant ainsi une continuité des luttes dans lesquelles s'inscrit le *hirak*.

Place Maurice-Audin, un vendredi comme un autre. Une banderole flotte, sur laquelle on reconnaît notamment les visages lisses de Hassiba Ben Bouali, Mohamed Boudiaf et Larbi Ben M'hidi. Un message se lit distinctement : « On ne les laisse pas vendre l'Algérie avec le sang des martyrs algériens. » Ce sont surtout les portraits de Ben M'hidi, Mostefa Ben Boulaïd, Abane Ramdane qui reviennent dans la rue. Hocine Aït-Ahmed reste aussi une référence, même en dehors de la Kabylie. Aussi montré, le portrait du colonel Mohamed Chaabani, nationaliste condamné à mort et exécuté en 1964 pour trahison, réhabilité en 1984. L'image d'Ali la Pointe, révolutionnaire mythique tué par les parachutistes français en 1957, sort aussi de la Casbah et déambule sur les larges boulevards haussmanniens. D'autres portraits sont brandis, comme celui de Didouche Mourad, l'un des six fondateurs du FLN, en particulier quand la foule se déplace dans la rue qui porte son nom. Omniprésent, le portrait de Larbi Ben M'hidi, cofondateur du FLN en 1954, exécuté durant la bataille d'Alger en 1957. Il est soigneusement encadré, cadre doré brandi haut, comme pour souligner l'honneur dû à ce militant. Les manifestants posent à son côté pour se prendre en photo. Cette déférence sonne

comme une réponse à la présentation officielle de la photo encadrée d'un président absent-présent qui avait ouvert les cérémonies annonçant sa cinquième candidature.

Mais le *hirak* plonge ses ramifications plus loin encore dans les figures historiques. Le portrait de l'émir Abdelkader, héros de la résistance à la conquête française, n'est pas le plus présent, mais il a été aperçu. L'émir représente certes dans l'imaginaire national un des fondateurs de l'Algérie moderne, mais il appartient aussi à l'histoire officielle. À cette figure est préférée celle de la fameuse résistante berbère Fatma N'Soumer à l'occupation française dans les années 1850, très présente dans les manifestations. Mais par l'esprit de facétie qui caractérise aussi le *hirak*, l'émir apparaît à travers une pancarte moqueuse : « Abdelkader oui, Abdel'cadre non » – « Abdel'cadre » pour « Abdelaziz », le prénom de Bouteflika, et « cadre », pour le portrait du président, qu'on exhibait à la place du « réel ».

Autre figure présente, dès la quatrième semaine de manifestation, celle d'Abdelhamid Ben Badis, qui fut le fondateur de l'Association des oulémas. Figure controversée pour certains pour son ralliement tardif, en 1956, à la Révolution (voir les propos très sévères tenus sur lui par Mohamed Boudiaf), célébré par d'autres comme porteur d'une vision d'une identité algérienne fondée sur le triptyque islam-arabité-langue arabe, Ben Badis apparaît comme l'effigie de la mouvance islamo-conservatrice d'une frange du *hirak*. Frange dont il reste à déterminer l'importance tout comme l'autonomie<sup>79</sup>.

Quoi qu'il en soit, là où le culte de la personnalité avait étouffé le pays, jusqu'au trop-plein du cadre vide, les Algériens brandissent les portraits de personnes tenues pour vivantes puisque leur mémoire et leur héritage le sont. La photo de Ben M'hidi menotté,

sourire net et regard droit, alors que la torture et la mort l'attendaient, semble comprise par les manifestants comme l'injonction à faire lignée avec son combat. Les figures de la Révolution encore vivantes ont ainsi très vite pris part au *hirak*, porteuses de mémoire et emblèmes vivants. La sœur de Larbi Ben M'hidi, Drifa Hassani, est par exemple très présente. Le 5 juillet, vingtième vendredi, une femme, cheveux courts, lunettes fumées, écharpe brune, marche rue Didouche-Mourad à Alger. Elle a quatre-vingt-quatre ans, sa santé est fragile, mais elle marche. Vite reconnue, la foule de marcheurs s'agglomère autour d'elle à distance respectueuse. Il s'agit de Djamila Bouhired. Elle sourit et scande à son tour, à l'unisson de tous: «Le peuple veut la chute du pouvoir!» Djamila Bouhired avait bouleversé l'Algérie et ébranlé la France après sa condamnation à mort en 1957 par le tribunal militaire d'Alger. Sur la photo qui l'a alors immortalisée, visage pâle et éprouvé, elle a vingt-deux ans. L'âge de nombreux marcheurs de 2019. À travers le temps, c'est aussi la toute jeune militante FLN qui accompagne le *hirak*.

Ce vingtième vendredi aussi, casque de cheveux blancs, drapeau national posé sur ses frêles épaules, une autre vieille femme se fraie un chemin. Certains, les plus âgés, s'empressent, l'embrassent. Les plus jeunes, une fois qu'on leur a expliqué qui elle est, font des selfies. Réactions générationnelles. Cette femme est Louissette Ighilahriz, *moudjahida*. Sénatrice démissionnaire, elle avait manifesté publiquement, dès octobre 2018, son opposition à une cinquième candidature d'Abdelaziz Bouteflika. Elle aussi, la jeune génération la connaît sous une ancienne photo figée, en noir et blanc, brandie durant le *hirak*, à l'instar de celles d'autres militantes de la guerre de libération comme Djamila Boupacha, Djamila Bouhired, Hassiba Ben Bouali ou Zohra Drif. Et tant

d'autres, cohortes de femmes anonymes, grands-mères ou arrière-grands-mères de cette génération qui défile désormais. Le *hirak* est aussi une passation mémorielle et générationnelle.

Les mots d'ordre disent bien son enracinement dans le passé révolutionnaire. Au-delà du slogan qui résonne depuis si longtemps, «Y en a marre de ce pouvoir!», s'élève celui qui résonne en écho de l'été 1962: «*Tahya El Djazair!*» (Vive l'Algérie!). Sur des banderoles géantes: «1962, indépendance du sol, 2019, indépendance du peuple». La foule scande aussi: «*Echaâb yourid el istiklal!*» (Le peuple veut l'indépendance) et «*Allah yerham echouhada*» (Qu'Allah soit miséricordieux avec les martyrs). Partout retentit le mot «indépendance», qui architectura toute la lutte contre le colonialisme. À Constantine, des manifestants scandent «Algérie libre et démocratique» puis entonnent des chants patriotiques. La devise de la guerre de libération, «Un seul héros, le peuple», devient le mot d'ordre des manifestants francophones. Comme si les marcheurs disputaient leur part de cet héritage héroïque aux généraux qui portent sur leur poitrine les breloques d'un héroïsme de pacotille.

Le *hirak* exprime donc le surgissement du passé glorieux dans un présent incertain. Ce mouvement est aussi la réappropriation d'un espace tout entier jalonné de ce passé, à travers les noms des rues, boulevards et places arpentés par les marcheurs. Alger est une ville construite en contraste architectural. Le centre et le bas de la ville offrent une physionomie haussmannienne et bourgeoise: bâtiments hauts, larges rues, pierres de taille. À cette architecture coloniale répond celle de la Casbah, qui déverse jusqu'à la place des Martyrs ses ruelles populaires, étroites et enchevêtrées. Dans cette ville double, le rituel semble s'être installé. Chaque vendredi, le peuple algérois se dirige vers les larges

artères «européennes». Mouvement révolutionnaire qui marche au milieu d'un espace empli de noms issus d'une autre révolution, choc temporel certain. Les marches arpentent une géographie des luttes, de la rue Didouche à la place Audin ou de celle des Martyrs à la Grande-Poste. Du boulevard Amirouche, autre colonel de l'ALN tué à l'âge de trente-trois ans, à la place du 1<sup>er</sup>-Mai, jusqu'au boulevard Mohamed-Belouizdad, indépendantiste algérien mort à vingt-huit ans. Dans ce pays où 70 % de la population a moins de quarante ans, une jeunesse marche sur les pas d'une autre jeunesse.

### *Mémoire officielle et héritage confisqué*

Les marcheurs qualifient leur mouvement tantôt de *hirak*, tantôt de révolution. Mais une pancarte s'agite le 11 juin à Alger : «Notre lutte est une révolution, pas un *hirak*». Façon de dire que ce soulèvement constitue une séquence de la révolution de novembre 1954, sa continuité et sa continuation en somme, dans une dynamique historique plus large. Quoi qu'il en soit, ce mot «*hirak*» est déjà en soi un concept signifiant, car il indique un mouvement du bas vers le haut, soulèvement et dynamique d'un peuple qui se lève tout en se mettant en marche. Son enjeu mémoriel, loin d'être secondaire, est un facteur crucial pour tout changement politique. Ce *hirak* se présente en effet comme le retour aux valeurs de l'indépendance tout autant qu'une nouvelle émancipation, celle qui doit libérer de la mainmise du FLN. Par ce double mouvement, c'est aussi toute la parenthèse historique ouverte depuis 1962 qui est revisitée. Et contestée. Car elle pourrait alors être lue comme la continuation de la guerre de libération par d'autres moyens, avec son lot de guerres fratricides, de mouvements révolutionnaires et



contre-révolutionnaires. Jusqu'à l'acmé de la guerre contre les civils des années de plomb.

Le pouvoir du FLN, qui s'est arrogé le monopole de faire vivre cette révolution, pourrait aussi être compris comme basé sur une confiscation mémorielle. Voire un «hold-up» comme cela a pu être entendu dans les rues algériennes. L'héritage révolutionnaire aurait alors été capté, occulté, tandis que le «système» proposait au peuple un héritage frelaté faussement patriotique et d'un nationalisme obtus. Ces sourcilleux gardiens du temple sont devenus les seuls animateurs d'une mémoire désincarnée, comme passée au tamis idéologique. Un véritable culte a été dédié aux *chouhadâ*, dont on peut se demander si leur plus grande qualité, aux yeux de leurs «héritiers», est justement d'être morts. Plutôt qu'une légitimité, c'est donc une légitimation que ce pouvoir s'est ainsi acquise depuis 1962.

Cette confiscation de la révolution a été faite plus précisément par le «clan d'Oujda», qui avait permis à l'armée des frontières du colonel Houari Boumediene de renverser le GPRA et de porter au pouvoir Ahmed Ben Bella. Trois ans plus tard, c'est Boumediene lui-même qui renversera Ben Bella. Abdelaziz Bouteflika sera quant à lui désigné à la tête de l'État en 1999. Capillarité souterraine du pouvoir vécue par les Algériens comme une continuité. Une continuité dont se réclame aujourd'hui le chef d'état-major de l'armée, le général Gaïd Salah, trônant lors d'une cérémonie officielle entre les portraits de Boumediene et de l'émir Abdelkader. Houari Boumediene est d'ailleurs absent des manifestations : aucun cadre doré ne vient célébrer celui qui reste, dans la mémoire populaire, l'homme qui a impulsé la confiscation matricielle, qu'elle soit politique ou mémorielle.

Pour les Algériens, cette rente mémorielle a assuré au «système» la mainmise sur tous les pans du pouvoir,

politiques ou économiques. Car la confiscation de la rente mémorielle symbolique a permis celle d'autres rentes, plus sonnantes et trébuchantes. Accaparements divers jusqu'à créer une économie bancal, faite de pillages institutionnalisés et d'institutions de prédation (voir chapitre 4). La vitrine politique relevait plus de la désignation-élection que du choix démocratique, les chefs militaires prétendaient assurer la continuité de la souveraineté nationale, et les tycoons encravatés géraient les diverses rentes économiques. L'alliance de ces trois pouvoirs avait donné naissance à une cryptocratie opaque et insaisissable. Tout l'enjeu des répressions des divers soulèvements qui ont secoué le pays a été de maintenir ce pouvoir hybridé, entre politique, armée et oligarques. L'arrestation et l'incarcération en 2019 d'Ali Haddad, de Saïd Bouteflika et des généraux Tewfik et Tartag illustrent l'imbrication de ces trois principaux piliers du pouvoir. Mais en s'attaquant à certains de ses membres sur la base d'accusations de corruption, le pouvoir a validé *de facto* les revendications et la dynamique de changement portées par le *hirak*. Car là où le régime croit sacrifier quelques branches plus ostensiblement pourries afin de se sauvegarder, c'est tout l'arbre qui est montré comme juste bon à être abattu.

À ce « pouvoir » rapace, les manifestants ont crié : « *Klitou leblad ya seraqine* » (Vous avez pillé le pays, bande de voleurs), « Ni patrons, ni militaires, ni islamistes, pouvoir au peuple ». Ceux-là mêmes qui se prétendaient « héritiers » de la révolution étaient ainsi assimilés à des pilleurs. Tout comme l'avaient été auparavant les colons qui « mangeaient » le pays. Un renversement historique qui se retrouve dans un autre slogan : « *Zabana oua si El Haoues, maa el Harka Manach Labess* » (Zabana et El Haoues [héros de la guerre de libération], mais avec les harkis nous ne sommes pas bien). Certains chefs militaires

actuels sont vus en effet comme de nouveaux «harkis» ou traîtres à l'Algérie.

Les slogans criés chaque vendredi traduisent une plasticité déclamatoire certaine, signe de la grande intelligence politique du peuple. Semble ainsi s'installer un dialogue à distance entre l'*issaba* (la «bande») et les manifestants. Certes, à chaque manœuvre du pouvoir, ces derniers répondent par le même mot d'ordre : «Qu'ils dégagent!» Mais d'autres slogans naissent alors. La symétrie du dialogue à distance qui s'installe ainsi est frappante : à la bande dont le peuple réclame le départ, répondent les discours de Gaïd Salah dans lesquels il qualifie à son tour de «bande» les divers dirigeants et proches du clan Bouteflika incarcérés. Au plus fort des arrestations de caciques et tycoons du pouvoir, la foule scandait «*Bensalah rayeh rayeh w'eddi maâk Gaïd Salah!*» (Bensalah tu partiras tôt ou tard, prends avec toi Gaïd Salah), «*Ya men âche, y amen âche, Gaïd Salah f'El Harrach!*» (Tôt ou tard, Gaïd Salah sera à [la prison d']El-Harrach). «*Makache hiwar maâ el issabate!*» (Pas de dialogue avec la bande) est la réponse constante à toute offre de «dialogue».

Face à cette contestation aussi politique que symbolique, le pouvoir traque toute miette de légitimité que pourraient lui octroyer les anciens combattants de la guerre d'Algérie. Jusqu'à faire croire que Djamil Bouhired participait, en juillet, à une «initiative de dialogue national», une manœuvre très vite dénoncée par le *hirak*. Djamil Bouhired a d'ailleurs aussitôt démenti avoir été contactée et encore moins avoir donné son accord : «Alors que des patriotes sont jetés en prison pour délit d'opinion, dont un officier de l'ALN, le frère Lakhdar Bouregaâ [voir chapitre 11], il ne peut y avoir de dialogue avec ceux qui nous menacent et nous accusent de trahison. Je réaffirme ma solidarité avec le peuple en lutte pour son

émancipation citoyenne, dans la liberté, la dignité et la démocratie.» Djamil Bouhired fait là référence à l'arrestation d'un illustre *moudjahid*, officier de l'ALN, placé en détention préventive à la veille du cinquante-septième anniversaire de l'indépendance. Jusqu'à son arrestation le 30 juin et son incarcération à la prison d'El-Harrach, Lakhdar Bouregaâ aussi était présent lors des marches du *hirak*. Âgé de quatre-vingt-six ans, également membre fondateur du FFS (Front des forces socialistes), l'ancien combattant avait été placé en détention provisoire et poursuivi pour «outrage à corps constitué et atteinte au moral de l'armée». Son réel «crime» est peut-être à chercher du côté de cette déclaration : «Gaïd Salah, depuis le quatrième mandat, n'a été qu'un commissaire politique de Bouteflika», ajoutant : «Il parle des mains étrangères, mais c'est lui qui est allé aux Émirats trois fois d'affilée.» Et là encore, les manifestants ont adapté leur revendication : au «Libérez l'Algérie !» s'est ajouté le cri «Libérez Bouregaâ !» tandis que son double portrait, jeune combattant et homme âgé, était ajouté aux autres portraits de combattants.

Dans cette arrestation, tout est dit d'un pouvoir qui entend conserver la légitimité historique. Quitte à la contester à l'un de ceux qui ont été acteurs de cette guerre de libération. Ironie grinçante, c'est le tribunal d'Abane-Ramdane qui a ordonné l'emprisonnement de Lakhdar Bouregaâ et d'autres détenus, incarcérés pour leur opinion ou pour le port de l'étendard amazigh. Télescopage permanent de ce *hirak* où le tribunal portant le nom d'un chef historique ordonne l'emprisonnement d'un autre *moudjahid*. Et c'est ce même Abane Ramdane, originaire de Kabylie, qui avait prôné, contre Ben Bella et Boumediene, la primauté des responsables de l'intérieur sur ceux de l'extérieur (l'armée des frontières dont était issu

Boumediene), ainsi que celle des « politiques » sur les « militaires ». Lakhdar Bouregâa a été incarcéré à El-Harrach : là aussi, collision symbolique, car cette prison fut un haut lieu de la répression coloniale.

*L'inscription du hirak dans les vraies valeurs de la guerre d'indépendance*

La génération qui porte le *hirak* ne nie pas le grand récit national. Elle fait beaucoup mieux. Elle se le réapproprie, le revisite, le réinterprète. Elle en respecte l'esprit, là où le système dévoyait jusqu'à la lettre. Dès lors se lit, là encore, un renversement. Si chaque révolution a sa contre-révolution, qui sont alors les révolutionnaires et qui sont les contre-révolutionnaires ? Pour Gaïd Salah, le *hirak* trahit visiblement la révolution nationale. Pour les hirakiens, c'est l'exact inverse.

Peu avant sa mort, Larbi Ben M'hidi avait lancé : « Mettez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera ! » Déjà dans ces mots la confiance absolue dans l'intelligence politique du peuple algérien. Intelligence traduite aujourd'hui par la plasticité des slogans qui évoluent au fur et à mesure des avancées et reculs du pouvoir. Mais si ces slogans s'adaptent, les revendications restent d'airain : justice libre, en finir avec l'armée, période de transition, libération des médias. Ce sont ces questions fondamentales qui sont discutées à travers toutes les agoras spontanées qui s'organisent partout dans les rues.

L'Algérie n'avait plus connu de débat national sur son avenir depuis longtemps. L'un des plus emblématiques avait eu lieu le 20 août 1956, lors du congrès de la Soummam qui s'était tenu à Ouzellaguen, en Kabylie. Premier congrès du FLN, il posait la primauté du politique sur le militaire et les bases d'un véritable État civil. Cet héritage historique court

dans les revendications des manifestants de 2019 et sert de base à leurs revendications. Ils scandent ainsi «*Dawla madania machi askaria*» (Un État civil et pas un État militaire) et «*Dawla madania machi boulistia*» (Un État civil et pas un État policier). C'est tout l'héritage du FLN postindépendance qui est ainsi contesté, celui qui avait inféodé le civil au militaire, d'abord de façon feutrée en 1962, puis de façon affirmée en 1965. Jusqu'à crier, un 5 juillet, date anniversaire de l'indépendance : «FLN dégage !», «FLN, destruction du peuple !» Tout un symbole. La rue qui porte à bout de bras les portraits de Larbi Ben M'hidi et Abane Ramdane passe ce même message. Ces deux jeunes pères de la tout aussi jeune nation étaient en effet les tenants de la primauté du civil sur le militaire. Leur position serait-elle désormais considérée comme trahison et leur vaudrait-elle les foudres de Gaïd Salah, version algérienne du Grand Inquisiteur dostoïevskien ?

Oui, si on en croit justement celui-ci qui, lors d'un discours le 10 juillet, estima que le slogan «État civil pas militaire» venait des «idées empoisonnées qui leur ont été dictées par des cercles hostiles à l'Algérie et à ses institutions constitutionnelles». À cette admonestation, la rue répondra : «*Djournouria machi caserna*» (La République et pas la caserne). Et là où les discours de Gaïd Salah appellent au respect des institutions constitutionnelles, les manifestants en appellent, eux, au respect de la Constitution tout court : «*Mada 7, solta l'echaâb!*» (article 7, pouvoir au peuple); de nombreuses références sont faites à cet article 7, mais aussi à l'article 8 du pacte politique fondateur<sup>80</sup>. La revendication du *hirak* s'inscrit donc dans un supralégalisme, celui de la Constitution, là où le pouvoir appelle à un formalisme des élections. Or les marcheurs saisissent que l'enjeu est ailleurs : «*Hadi el azma, azmat el issabat, laissat azmat el intikhabat*» (Cette crise, c'est la

crise des bandes, pas celle de l'élection). Face à cette dynamique, le régime recourt à des instruments classiques d'étouffement : exacerbation identitaire, initiatives diverses issues d'une « société civile » suspecte et évidemment répression croissante qui se heurte au pacifisme des manifestants.

Le mouvement révolutionnaire ne s'est pas trompé d'enjeu en réclamant l'indépendance... du peuple. Si la première indépendance a libéré le territoire d'une tutelle extérieure, il s'agit dès lors pour cette nouvelle « indépendance » réclamée dans la rue de se libérer d'une tutelle intérieure. Mais cette indépendance intérieure est à conquérir « hors système ». Le *hirak* semble avoir provoqué une forme de bipolarisation.

D'un côté, ses partisans revendiquent une période de transition au cours de laquelle seront menées les réformes. Pour eux, une vraie transition pour la fin du « système » est difficilement imaginable dans le même cadre institutionnel et avec les mêmes partis qui ont servi de vernis démocratique au système. Comme si les Algériens savaient que vouloir changer le système selon les règles posées par lui était vain et stérile. Et plus encore constituait le piège habituel dans lequel étaient venues s'échouer les aspirations démocratiques antérieures. « Nous sommes déterminés à poursuivre notre révolution pacifique jusqu'à l'instauration d'une vraie démocratie par des élections transparentes », lancent des manifestants à Rélizane.

De l'autre côté, se placent les tenants de l'élection d'un président qui apportera les changements qu'il jugera nécessaires dans le fonctionnement de l'État. Cette dernière option est aussi celle de l'armée qui juge « hasardeuses » et « dangereuses » les tentations de toute transition. À Alger, une pancarte résume le piège dans lequel refuse de tomber le mouvement :

«Vous avez trompé mon père en 1962. Vous m'avez trompé en 1992. Vous ne tromperez pas mes enfants en 2019.»

### *Palimpsestes des fractures passées*

Comme ce parchemin dont les mots ont été grattés puis recouverts par d'autres écrits, le *hirak* est un palimpseste mémoriel sur lequel se déchiffrent lentement d'autres mémoires des luttes qui réapparaissent peu à peu. Mémoires occultées, tues, mais pas oubliées. Des tensions aussi, imaginaires fracturés, questions politiques jamais résolues ou trop vite étouffées. Ces questions auraient pu constituer autant d'écueils sur lesquels serait venu s'échouer, s'encalminer ou se rompre le mouvement.

La première question est identitaire. Question en suspens en Algérie tant le régionalisme a pu être exacerbé par l'État lui-même. Après 1962, le «roman national algérien» a mêlé lutte politique pour l'indépendance et unitarisme arabo-musulman. La fiction d'une nation «arabe, arabe, arabe» selon les mots d'Ahmed Ben Bella a nié les racines berbères du peuple. Et en 2019, plutôt que de prendre de front le mouvement ou de l'interdire, le «pouvoir» a choisi d'exacerber cette question régionaliste. Une de ses mesures a ainsi été d'interdire le drapeau amazigh lors des manifestations : Gaïd Salah a ordonné en juin aux forces de l'ordre de s'assurer qu'aucun autre drapeau que l'«emblème national» ne sera brandi dans les manifestations. Ce qui revenait à interdire ce drapeau qui flottait autant ou presque que le drapeau national dans les rues. Le Code pénal a offert des ressources étonnantes à cette interdiction. Jusqu'à l'absurde. Ainsi les agitateurs de drapeau amazigh sont-ils violentés par les forces de l'ordre, arrêtés et accusés d'«atteinte à l'unité



nationale», dans un pays qui a pourtant introduit dans sa Constitution la reconnaissance de la langue berbère et par elle, de cette identité<sup>81</sup>.

La réponse du *hirak* s'est fait très vite entendre : «*Kbayli-Arbi khawa khawa, wel Gaïd Salah maâ el khawana !*» (Kabyles et Arabes sont des frères, et Gaïd Salah est avec les traîtres). Certaines femmes arborent des robes satinées ou *foutas* kabyles, ajoutant à l'aspect festif du *hirak*. Lors d'une marche des avocats à Alger, un avocat avait brandi une pancarte où figuraient les deux drapeaux, algérien et amazigh, et l'inscription «Mon pays, mon identité». Cela lui fut arraché des mains par un policier. Les marcheurs rappellent ainsi l'unité du mouvement mais au-delà l'unité du pays et du peuple, contre ce qui est considéré comme les habituelles ficelles du «système» pour diviser tout mouvement populaire.

À travers cette interdiction implicite du drapeau berbère, c'est aussi la colère kabyle que le pouvoir a peut-être tenté de réveiller. Celle qui a fait penser à la région réputée réfractaire qu'elle avait été seule lors du soulèvement du «printemps noir» de 2001. Comme elle l'avait été lors du «printemps berbère» de 1980. Mais là encore, l'intelligence politique du *hirak* a répondu à travers un simple «2001 nous a séparés, 2019 nous a unis». Toute la question est de savoir si cette manœuvre est aussi une façon de lier la revendication d'un État civil à la seule région kabyle. Pour les partis à fort ancrage kabyle comme le FFS et le RCD, les deux «printemps» sont étroitement associés au congrès de la Soummam. Ils en ont fait un socle pour exiger un État civil et la sortie du giron de l'armée. «Idées dangereuses» inspirées de «cercles hostiles à l'Algérie», avait averti Gaïd Salah. Pour contrer cette accusation implicite d'une Kabylie cinquième colonne d'une main étrangère, le *hirak* a renvoyé le chef d'état-major à ses propres

«parrains» supposés : «*Gaid Salah chyat El imarate. Mazalagh D Imazighen*» (Gaïd Salah courtisan des Émirats. Nous sommes encore des hommes libres). Ou encore, à Alger, «*Imazighen, Casbah, Bab El Oued!*», tandis que le drapeau amazigh restait brandi malgré l'interdiction.

Des pancartes rappellent aussi le « printemps noir » : « Contre l'oubli, pour la mémoire des martyrs du printemps noir, *oulach smah, oulach* » (pas de pardon) ; « 20 avril 1980, 10 octobre 1988, 20 avril 2001, 14 juin 2001, même combat avec 22 février 2019 ». «*Min Djibalina, ulach smah* » (Depuis nos montagnes, il n'y a pas de pardon), slogan qui rassemble mots arabes et kabyles, chant patriotique scandé à Sétif le 8 mai 1945 et mot d'ordre du printemps noir. Les marcheurs refusent ainsi le piège d'opposer les luttes antérieures et s'obstinent à les lire comme une continuité cohérente. Là encore, capillarité des luttes et linéarité révolutionnaire viennent renforcer le *hirak* et son inscription dans leur mémoire.

Dépassement aussi d'une question identitaire qui, une fois soulevée implicitement par le pouvoir, a été résolue par l'unité de la réaction. Le peuple algérien redécouvre à travers ce *hirak* une union qu'il semblait avoir oubliée. Il suffit d'entendre le mot «*khawa*», frère, qui se démultiplie en écho, fraternité empêchée et recouvrée. Mot qui sonne comme une conjuration au passé, parapet aussi à toute chute dans la guerre civile, fratricide par définition. Pour affirmer symboliquement l'unité du peuple, d'immenses drapeaux sont déployés, d'Alger à Tizi-Ouzou, avec les numéros et noms des quarante-huit wilayas.

L'autre question posée par ce *hirak*, et qui lui est tout autant posée, est celle du rôle de l'armée. Le mouvement a d'abord semblé bien distinguer l'institution militaire de ses dirigeants ou de certains de ses dirigeants : «*Djich chaâb, khawa, ou Gaïd Salah*

*maa el khawana!*» (L'armée et le peuple sont frères et Gaïd Salah est avec les voleurs [ou traîtres]); «*Djich chaâb, khawa, Wled França, Barra, Barra!*» (L'armée et le peuple sont frères et les enfants de la France dehors, dehors!); «L'unité du peuple + l'unité de l'armée = Unité de la patrie»; «*Djazayer Bladna*» (l'Algérie est notre pays), «Y en a marre des généraux» – plutôt que de l'armée en somme.

Mais le chant «Police et peuple *Khawa! Khawa!*» (frères) semble avoir disparu quand les violences croissantes contre les marcheurs se sont multipliées: «*Ya hna ya ntouma, dégage yal houkouma!*» (Soit nous, soit vous, gouvernement dégage!). Les manifestants arrêtés ont été inculpés d'«outrage à corps constitué», c'est-à-dire l'armée. Or le juge d'instruction les a placés en détention provisoire pour «atteinte à l'intégrité du territoire», sur la base de l'article 79 du Code pénal. Comme si le territoire, voire la nation, coïncidait avec l'armée, réinterprétation à l'algérienne de la théorie des deux corps. Mais un slogan avertit: «Non à la répétition du scénario égyptien!» Autrement dit, il est hors de question qu'un coup d'État militaire, portant à la tête du pays un «homme fort», vienne mettre fin aux aspirations populaires.

C'est par sa revue officielle *El Djeich* que l'armée a répondu au *hirak*: «L'ANP continuera d'avancer sur la voie qui mènera à la concrétisation de la volonté populaire, conformément à l'engagement qu'elle a pris d'œuvrer à ce que la crise que traverse le pays soit surmontée afin de renouer avec le processus électoral et s'en remettre aux urnes pour l'élection d'un président de la République et de barrer ainsi la route à ceux qui revendiquent une période de transition qui constitue, à n'en pas douter, un choix aventureux qui n'a d'autre finalité que d'ébranler la stabilité du pays et de le plonger dans des futilités, sources de déviations et d'égarements dont il serait

difficile de sortir. » En substance : non à l'aventurisme de la transition, à la « futilité » du *hirak*, oui au cadre institutionnel de l'élection. L'armée entend bien garder le rôle d'arbitre, de faiseur de roi, qui a été le sien depuis 1962. La revue *El Djeich* adresse aussi un « appel » à l'attention de la jeunesse : « Il incombe aux jeunes générations de notre pays qui n'ont pas eu à endurer l'enfer de la destruction, qui n'ont pas eu à voir les dommages et les massacres perpétrés par les forces du mal et obscurantistes, d'avoir conscience que le recouvrement de la souveraineté nationale et la liberté dont nous jouissons aujourd'hui n'ont été ni un cadeau ni le fait du hasard, encore moins la résultante de concessions faites par quiconque, mais qu'elles ont été le couronnement d'immenses sacrifices consentis par les *chouhadâ* de la Révolution libératrice et des martyrs du devoir national, de la résistance des *moudjahidine* de la glorieuse Révolution de Novembre ainsi que des braves éléments de l'ANP. »

La symétrie entre le discours du *hirak* et celui de l'armée est donc frappante. Même grammaire, même champ lexical, mais le sujet y est différent. Là où le mouvement s'inscrit dans une continuité des luttes par les mêmes moyens, l'armée lui oppose précisément les luttes antérieures. Là où le *hirak* considère qu'il y a eu détournement de l'esprit des luttes qui ont mené à l'indépendance, l'armée estime au contraire en avoir fait vivre l'héritage. Il faut aussi bien entendre l'avertissement – voire la menace – contenu dans les termes « enfer de la destruction », euphémisme lourd pour désigner la guerre contre les civils des années 1990. Là encore, c'est la lecture de cette période qui est en jeu. L'armée a toujours affirmé avoir agi alors pour protéger « la souveraineté nationale et la liberté » quand les questions portant sur les responsables des dizaines de milliers de morts et disparus se posent encore.

## **11. Entretien : une répression ciblée, la justice instrumentalisée**

*par M<sup>e</sup> Abdelghani Badi<sup>82</sup>*

*M<sup>e</sup> Abdelghani Badi, avocat à la Cour d'Alger et militant des droits de l'homme, a été très impliqué, dès le début du mouvement, dans la défense de manifestants interpellés par la police et souvent incarcérés et condamnés. Dans cet entretien qu'il nous a accordé le 15 octobre 2019, il s'explique sur les formes de répression ciblée mise en œuvre par le pouvoir. Et il dénonce la soumission du pouvoir judiciaire à l'état-major, en particulier dans les multiples procédures engagées contre d'anciens ministres, d'anciens chefs militaires tombés en disgrâce et des oligarques.*

*Au début du mouvement, les autorités ont réprimé les manifestations, mais cette répression, loin d'être aveugle, était calculée. Comment le comprendre ?*

Dès le premier jour, les autorités ont commencé à arrêter des activistes connus au moment même de leur arrivée au centre de la capitale ou avant dans les stations de métro. Ils ont donc procédé à des arrestations préventives comme d'habitude, mais ils ont été totalement débordés par le nombre de manifestants venant de partout. Toutes les rues et les places étant occupées par des centaines de milliers de personnes, il leur était difficile de contrôler la situation. Il y a certes eu des dérapages et des affrontements avec les forces de sécurité, mais la mobilisation a triomphé pacifiquement.

*Avec le développement du mouvement, on a constaté une évolution des formes de répression, passant notamment de détentions de quelques heures à des emprisonnements bien plus durables. Comment l'expliquer ?*

Les autorités sont simplement revenues à leurs mauvaises habitudes, de la logique de l'intimidation à celle de la prison. Elles ont emprisonné des manifestants sans arguments légaux et avec des dossiers vides. Peut-être ont-elles pensé que cela susciterait la crainte et la prudence dans les âmes. Il faut souligner que ces pratiques, bien antérieures au 22 février, remontent aux années de toute-puissance de la police politique. À ce jour, le mouvement n'est pas réprimé massivement, mais le pouvoir emprisonne les acteurs qui en constituent le cœur vibrant.

*Le 13 avril, quatre militantes arrêtées ont été déshabillées et soumises à un traitement dégradant au commissariat de Baraki avant d'être relâchées<sup>83</sup>. Où en est cette affaire ?*

Le traitement subi par ces jeunes femmes est contraire aux lois et aux règlements. Elles ont été relâchées à minuit passé. Tout est possible avec ce pouvoir. Les plaintes des victimes ont été entendues lors de l'enquête préliminaire, mais les résultats ne sont pas encore connus à ce jour.

*Chaque vendredi, surviennent des arrestations. Y a-t-il une justification légale à cela ?*

Il n'y en a aucune. La logique du pouvoir est de refuser que la logique populaire s'impose. D'où sa volonté de reprendre possession de la rue, notamment dans la capitale, où le droit de manifester a été confisqué depuis vingt ans. Les arrestations sont arbitraires. Il est possible que certaines soient liées à des vols ou des agressions, mais ces cas sont marginaux.

Ce qui est certain, c'est que les autorités s'orientent vers l'arrestation des militants les plus dynamiques, indépendamment de leur affiliation, de leur âge ou de leur sexe. Cela est très dangereux.

*Huit mois après le déclenchement du mouvement, des dizaines de personnes sont en prison et les accusations qui pèsent sur elles sont lourdes. Quelles sont les dispositions légales sur lesquelles le pouvoir judiciaire s'est fondé pour justifier ces accusations ?*

Les autorités se sont appuyées sur des textes qui n'ont été activés que très rarement, voire jamais, depuis leur introduction dans la législation algérienne dans les années 1970 et 1980. Ce sont des dispositions floues et élastiques du Code pénal qui peuvent être utilisées contre n'importe quel opposant au régime. Comme « atteinte à l'unité nationale », « atteinte au moral des troupes », « distribution de tracts contre l'intérêt national », « incitation à la violence qui menace la sécurité nationale » : de supposés « délits » n'ayant aucun sens dans les démocraties qui respectent les libertés fondamentales. Malheureusement, ces incriminations peuvent être punies de dix ans de prison. Ces textes sont appliqués à presque tous les prisonniers.

*Pensez-vous que les décisions judiciaires sont soumises à des impératifs politiques ou militaires, comme dans le cas de Messaoud Leftissi – arrêté le 21 juin à Annaba –, marqué par le décalage entre la demande du procureur général (dix ans) et la décision de la juge qui a prononcé un non-lieu ?*

Il y a évidemment une intrusion sécuritaire dans le domaine judiciaire. Sinon, comment expliquer que des décisions contradictoires d'une région à

l'autre soient prises concernant la répression de l'affichage de l'emblème amazigh dans les manifestations ? Celle-ci fait l'objet de procédures d'instructions dans la capitale, mais de comparutions immédiates en dehors d'Alger. Le concept de l'État national est remis en question, car la loi doit être appliquée uniformément dans tout le pays. Nous ne sommes pas dans une fédération. C'est très dangereux.

*Où en est le cas du combattant de la guerre de libération Lakhdar Bouregaâ, incarcéré fin juin et dont vous êtes l'un des avocats ?*

En raison de ses déclarations mettant en cause l'état-major, M. Bouregaâ a été accusé d'« affaiblir le moral de l'armée » en vertu de l'article 76 du Code pénal. C'est un homme âgé de quatre-vingt-six ans, qui ne doit pas rester en détention de ce fait. Nous ne pouvons pas nous prononcer sur ce cas en raison du secret de l'instruction. Mais il est évident que l'accusé aurait pu être placé sous contrôle judiciaire et libéré avec des garanties.

*La majorité des arrestations ont touché Alger, mais il y en a eu aussi dans d'autres régions. Quelle est votre lecture ?*

Le pouvoir traite la capitale de façon particulière, y compris dans le domaine de la justice où les procédures sont exécutées différemment. Aucune manifestation n'était permise à Alger depuis vingt ans jusqu'au déferlement du 22 février qui a réussi à s'imposer dans la durée. Depuis août, le pouvoir a tenté de restreindre l'ampleur des manifestations en fermant les accès à la capitale et en procédant à l'arrestation des figures les plus actives du mouvement. Mais sans grand succès.



*Que sait-on des éventuels mauvais traitements infligés à des détenus ?*

Lors des arrestations, il y a eu des cas isolés de passages à tabac et des insultes. D'autres personnes arrêtées nous ont rapporté qu'il n'y a eu aucun abus. Mais les arrestations témoignent souvent de violations des procédures, telles que des perquisitions au domicile de certains militants, comme cela s'est passé pour Karim Tabbou, Fodil Boumala ou Lakhdar Bouregaâ. Ces personnes ont été arrêtées sans convocation, ce qui est contraire à la loi. Le 17 septembre, le militant Samir Belarbi a été arrêté de façon spectaculaire dans la rue. Tout cela n'est pas conforme à la loi. Il y a aussi de nombreux cas d'atteinte à la vie privée comme la consultation des boîtes mail, des profils Facebook ou des photos dans les smartphones, sans aucune justification juridique.

*Les procédures légales sont-elles respectées ? Qu'en est-il des violations des droits de la défense ?*

Il existe de nombreuses violations, notamment liées à la difficulté de communiquer avec les détenus et de connaître leur destination dans les cas où ils se voient refuser le droit de contacter leur famille. C'est une violation claire de l'article 51 du Code de procédure pénale. Dans les cas où ils sont présentés devant le juge, ils ne connaissent ni l'autorité judiciaire concernée ni la date de présentation ; et on ne leur fournit pas d'informations sur leur dossier. La défense tente de tout mettre en œuvre pour accomplir sa mission, mais d'autres parties tentent de parasiter son travail.

*Dans un premier temps, les avocats se sont engagés dans le mouvement, puis on a constaté de leur part une période de silence. Par la suite, ils se sont*

*mobilisés dans l'affaire Bouregaâ. Quelle est votre explication ?*

En ce qui concerne les avocats, leurs voix ont été très fortes et ils ont contribué à bloquer la route au cinquième mandat, notamment lors du rassemblement en face du Conseil constitutionnel le 7 mars 2019. Ensuite il y a eu un recul, car la situation devenait opaque. Mais le 12 octobre, l'organisation des avocats d'Alger a diffusé un communiqué très virulent contre l'atteinte aux libertés individuelles. Cela dit, plusieurs indices attestent d'un prochain retour en force des avocats sur la scène du *hirak*<sup>84</sup>.

*Quelle est votre lecture du rôle des juges ?*

Honnêtement, je suis vraiment désolé du rôle que jouent des juges, en particulier ceux qui ont déclaré qu'ils ne s'opposeraient pas au *hirak* et qu'ils ne poursuivraient pas les activistes. Quand la machine de répression s'est mise en branle, on n'a plus entendu un seul mot de leur part sur la question. Pire encore, ils ont participé à la répression des libertés, prises d'assaut par les services de sécurité. Beaucoup d'entre eux ont adhéré à la feuille de route du pouvoir. Ils ont arrêté plusieurs de ceux qui s'y opposaient.

Le pouvoir judiciaire assumera une responsabilité historique. Il lui reste toutefois la possibilité de s'engager pour le respect de la Constitution et des libertés fondamentales. Cette période est très sensible, on ne peut pas jouer avec la dignité humaine.

*Comment expliquez-vous les nombreuses et rapides arrestations de chefs de gouvernement, de ministres et d'oligarques, sachant que le pouvoir judiciaire n'a pas agi au cours des périodes précédentes contre des affaires de corruption ? Le pouvoir judiciaire est-il devenu indépendant ou obéit-il aux demandes de l'armée ?*

Le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant, même dans les affaires de corruption. Il s'est mis en branle après les discours de Gaïd Salah qui a répété que l'armée accompagnait la justice. Nous pensons qu'un pouvoir judiciaire libre et indépendant n'a besoin d'aucune escorte ou protection, nous craignons que le populisme prenne le pas sur une véritable lutte contre la corruption. Nous risquons de nous retrouver dans une situation où la satisfaction de la rue se fait au détriment de la loi, ce qui est très dangereux. Nous n'avons pas besoin d'une justice qui soit soumise à la rue pour lutter contre la corruption. La justice doit être souveraine.

*Quelles sont les conditions pour obtenir l'indépendance du pouvoir judiciaire ?*

Le pouvoir judiciaire doit réellement être séparé de toutes les autres institutions. Aucune autorité ne doit pouvoir utiliser la justice pour ses propres intérêts et contre ses opposants. Le pouvoir judiciaire assure la sauvegarde des États. Si la justice est faible et utilisée par une partie, le pays risque de s'effondrer.

## **12. Entretien : « Ce peuple ne rentrera pas chez lui tant qu'il n'aura pas trouvé sa dignité »**

*par Hadj Ghermoul<sup>85</sup>*

*Hadj Ghermoul est le premier détenu d'opinion du hirak, avant même qu'il ait commencé. Arrêté le 29 janvier 2019 pour avoir brandi une pancarte rejetant le cinquième mandat de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, il a passé six mois en prison. Dans cet entretien qu'il nous a accordé le 26 octobre 2019, il s'explique sur son engagement et ses espoirs.*

*Qu'est-ce qui vous a motivé pour manifester contre le cinquième mandat ? Vous étiez quasiment seul à agir à l'époque... Vous avez mesuré le risque ?*

Je suis un jeune Algérien de trente-sept ans, marié et père deux enfants. Je vis à Sig dans la wilaya de Mascara. L'idée de la pancarte en carton « Non au cinquième mandat », c'est qu'en fait, je suis comme les autres jeunes, je vis dans la pauvreté et la privation, comme tout le peuple algérien d'ailleurs.

Je suis membre du Comité national de défense des droits des chômeurs, dont je suis le représentant dans la wilaya de Mascara. J'estimais que la solution aux problèmes sociaux que nous vivons était politique. Parce que nous nous sommes acharnés à transmettre nos revendications, mais le pouvoir a été incapable de nous fournir un minimum de solutions. C'est pour cette raison que j'étais convaincu que la solution ne pouvait être que politique. Le règne de

vingt ans de Bouteflika nous a fait perdre le pays, il nous a menés à la perdition.

Quand j'ai vu les partis de l'alliance présidentielle (FLN, RND, MPA, TAJ) promouvoir le cinquième mandat, comme ils l'ont fait pour le quatrième mandat, je me suis dit que j'allais lancer une campagne «Non au cinquième mandat» sur Facebook. Cette campagne sera relayée ensuite par les activistes. J'ai projeté de faire une vidéo pour inviter toutes les catégories, médecins, étudiants, etc., à mener cette campagne. Deux jours après avoir publié la photo avec la pancarte «Non au cinquième mandat», j'ai été arrêté.

*Comment se sont passés votre procès et votre incarcération ?*

On le sait tous, la spécialité de notre régime totalitaire est la répression. Alors on m'a collé l'accusation d'outrage à corps constitués. J'ai été présenté au procureur de la République en comparution immédiate, mais finalement l'audience a été reportée parce que l'avocat représentant de l'État ne s'est pas présenté. En fin de compte, j'ai dû passer une semaine en prison avant le procès, par la suite on m'a condamné à six mois de prison ferme.

Les premiers jours en prison étaient difficiles, mais après la démission de Bouteflika, il y a eu de la bienveillance de la part des gardiens. Ainsi, j'ai passé les six mois de détention dans de bonnes conditions. En prison, nous étions les derniers à apprendre qu'il y avait un *hirak* dans le pays. L'information nous a été cachée. On a par la suite appris qu'un citoyen de Bordj Bou Arreridj avait été arrêté après avoir brandi une banderole comme moi, mais que, grâce à la mobilisation populaire, il avait été relâché.

Puis nous avons appris ce qui s'est passé à Kherrata. Et le jour où on a su que les étudiants étaient sortis manifester, on a compris que la révolution allait

réussir. Dans mon cas aussi, il y avait une grande mobilisation populaire. J'ai découvert cela en sortant de prison. Je ne m'imaginais pas de l'intérieur l'ampleur de la mobilisation.

La force de ce *hirak* que nous poursuivons depuis des mois est qu'on soit restés pacifiques. Ce mouvement a également réussi à briser tous les tabous idéologiques et régionalistes fabriqués par le régime. Nous avons fait l'apprentissage de la lutte pacifique, de l'union et de beaucoup d'autres choses. L'objectif du peuple, du nord au sud et d'est en ouest, est l'indépendance réelle et le départ de l'*issaba* (la bande).

Le principal gain de ce mouvement est le retour de la conscience politique du peuple algérien. Nous espérons des résultats, *inch'Allah*. On voit les techniques du pouvoir avec les arrestations, qui sont en réalité des arrestations ciblées, car elles ont visé les activistes. Le pouvoir pense que ce sont eux qui dirigent le *hirak*. Mais c'est faux, car le mouvement est pris en charge par le peuple, toutes les franges du peuple. Aussi bien les chômeurs que les étudiants, les travailleuses et les travailleurs et même les retraités. Tout le monde se l'est approprié.

### *Comment voyez-vous l'avenir ?*

Je suis très confiant, nous avons des compétences, des cadres, des diplômés. Nous avons aussi nos compatriotes à l'étranger. Ce sont tous ceux-là qui vont prendre en charge l'avenir. Le peuple algérien a donné et il donne encore. Il continue à manifester. Maintenant, c'est à nos élites qui soutiennent le *hirak* et à notre diaspora de jouer leur rôle. *Inch'Allah*, nous nous dirigeons vers l'indépendance réelle et la chute de l'*issaba*.

Ce que je sais en tout cas, c'est que le peuple ne rentrera pas chez lui tant qu'il n'aura pas trouvé sa dignité. Maintenant qu'il est sorti, il ne rentrera plus.

## **Hirak en Algérie**

Et puis, on voit que le régime tremble, il est arrivé à sa fin. Ni les arrestations ni le poison de la division qu'il a voulu disséminer n'ont été efficaces. Même s'il utilise la violence, le peuple ne répondra pas à la provocation. La seule chose qu'il lui reste à faire est de remettre la clé au peuple, qui en est parfaitement conscient : il faut une transition démocratique pour passer à une deuxième République. Vive l'Algérie libre et démocratique !

### **13. La couverture très orientée du *hirak* par les médias algériens<sup>86</sup>**

*par Hocine Dziri*

*Depuis les années 1990, les médias publics et privés algériens sont d'abord caractérisés par les liens organiques entre les patrons de presse et les cercles du pouvoir. Ils ont été au cœur de la machine de propagande de la guerre contre les civils des années 1990, avant d'être ensuite les fidèles relais du régime Bouteflika et de ses réseaux corrompus. Il n'est donc pas surprenant que leur « couverture » du *hirak* ait été très orientée, principalement marquée par la désinformation, les manipulations et le dénigrement des manifestants. D'où les dénonciations de ces derniers, convaincus que ces médias constituent un obstacle majeur à la transition démocratique, voire participent de la menace qui pèse sur la cohésion sociale et la sécurité nationale.*

Malgré les tentatives de réformes du système médiatique, la presse algérienne a toujours été intimement liée à un dessein politique. La pratique journalistique en est donc fortement imprégnée. Les mutations qu'a pu connaître la politique de l'information depuis 1962 sont notamment dictées par le discours propagandiste, la dépendance économique des journaux et l'allégeance des patrons de presse aux différentes élites dirigeantes (quelle que soit leur orientation idéologique) ainsi qu'à leurs groupes d'intérêts et leurs réseaux<sup>87</sup>.



### *L'héritage des années de désinformation et de soumission politique dans la presse*

Durant la période du parti unique (1962-1988), l'appareil médiatique algérien a été l'émanation d'un monopole d'État qui orientait leur politique et interdisait tout média privé. Ce système médiatique a connu ensuite une mutation, qui n'a cependant pas été accompagnée de changements profonds des pratiques journalistiques. La presse privée est née en 1990 à la faveur de la Constitution de 1989 et de la Loi de l'information de 1990 qui a instauré le pluralisme. Cette période qui va de 1990 jusqu'au 11 janvier 1992, jour du coup d'État et de l'arrêt du processus démocratique, est considérée comme l'âge d'or des libertés et de la liberté de la presse en particulier. Cette situation est le fruit d'une volonté politique mise en œuvre par le président Chadli Bendjedid et le chef du gouvernement réformateur Mouloud Hamrouche, malgré la féroce résistance de différents cercles au sein du pouvoir. Mais cette période fut de courte durée. Avec le coup d'État de janvier 1992, de nombreux patrons de journaux liés aux services de renseignements et à certains partis prétendument d'opposition ont été des acteurs importants de l'échec de la première transition politique du pays : la « décennie noire » a révélé le lien organique et utilitaire entre les patrons de presse et les cercles du pouvoir. Cette presse, tant franco-phone qu'arabophone, a relayé les mensonges visant à effacer le « fleuve de sang » déversé par les chefs de l'armée lors des années 1990.

De nombreux journaux ont applaudi la guerre contre les civils sous le prétexte de « sauvegarde de la République et de la démocratie » et ont mené des campagnes de propagande et de haine sans précédent contre des personnalités politiques qui prônaient

des solutions politiques et pacifiques à la crise. Les dirigeants des plus importants partis d'opposition, qui ont signé en 1995 une «plateforme de sortie de crise», ont ainsi été traités, aussi bien par les médias publics que privés, de «traîtres à la nation», «complices des terroristes», etc.

La propagande et le mensonge ont atteint un niveau inégalé durant cette période. Des journaux ont occulté les atteintes aux droits de l'homme, pire encore, ils ont justifié des exécutions extrajudiciaires, la torture, les disparitions forcées au motif que les victimes étaient des «islamistes» (voir chapitre 1). En 1997, le conflit entre les réseaux du général Mohammed Médiène, chef des services de renseignements et l'un des promoteurs cyniques de l'éradication physique des «infrahumains», et ceux du général président Liamine Zéroual, adepte d'un dialogue avec l'opposition, a atteint son apogée. Chaque clan disposait de ses porte-parole et le summum de la désinformation a été alors atteint à coups de massacres collectifs (voir chapitre 1). Toutes ces connivences avec le pouvoir ont fait des patrons de presse de riches hommes d'affaires alors que les simples journalistes sont restés indigents et dans l'impossibilité de pratiquer réellement leur métier.

Les derniers chiffres disponibles de la Direction de la presse du ministère de la Communication faisaient état en 2015 d'une augmentation significative du nombre de publications<sup>88</sup>. On comptait alors deux cent quatre-vingts publications, dont cent quarante-neuf quotidiens (quatre-vingt-six en arabe et soixante-trois en français). Plus de cent quotidiens ne dépassaient pas un tirage de 5 000 exemplaires, soixante-neuf d'entre eux tiraient à moins de 3 000 exemplaires par jour. Certains n'employaient pas plus de trois journalistes et n'étaient pas distribués selon les normes. Ce ne sont en réalité que des

vitaines exprimant les intérêts de tel ou tel groupe de personnes, qui bénéficient pourtant d'une à trois pages de publicité par jour. Jusqu'en 2019, les divers groupes d'intérêts qui tournaient autour du pouvoir, des acteurs influents (administration, services de renseignements, réseaux financiers corrompus) offraient à ces journaux une rente quotidienne.

En ce qui concerne l'espace audiovisuel, l'Algérie ne dispose que de stations de radio publiques et la télévision, monopole de l'État jusqu'en 2012, comporte cinq chaînes. Sous la pression des « printemps arabes », des chaînes de télévision privées ont été autorisées à émettre pour faire face aux télévisions extérieures, mais avec un statut juridique de chaîne étrangère<sup>89</sup>. On en comptait quarante-trois en 2018, surtout caractérisées par leur manque de professionnalisme et leurs programmes incendiaires contre les adversaires du moment<sup>90</sup>. Enfin, des dizaines de sites Web d'information et de pages Facebook, majoritairement tout aussi amateurs et aux commanditaires incertains, ajoutaient à cette cacophonie médiatique, entretenant la confusion et favorisant la diffusion des *fake news*.

À la veille de l'élection présidentielle prévue pour le 18 avril 2019, la scène médiatique restait globalement fidèle aux réseaux Bouteflika (ceux de l'état-major de l'ANP), à l'exception de deux quotidiens francophones, *El Watan* et *Liberté*, qui étaient toujours liés quant à eux aux réseaux issus du coup d'État de janvier 1992, principalement à la police politique (le DRS). *El Watan* est un journal d'actionnaires qui ont subi des pressions des réseaux Bouteflika en raison de leurs critiques du changement de Constitution qui avait permis en avril 2009 au président de rester au pouvoir à vie ; quant à *Liberté*, il est la propriété de l'homme d'affaires Issad Rebrab, proche du général Mohamed Touati et de Saïd Sadi, fondateur

et longtemps président du RCD, devenu ensuite un farouche adversaire du DRS comme du clan présidentiel (voir chapitre 3).

*Face à la révolte populaire, les médias  
entre confusion et désinformation*

De février à septembre 2019, le traitement médiatique du *hirak* a connu des évolutions diverses, reflétant les tensions et les atermoiements au sein d'une nomenklatura totalement prise au dépourvu par l'ampleur de la mobilisation populaire et, plus encore, par sa durée (voir chapitres 15 et 16). Ce qui permet de distinguer une dizaine de phases au cours de cette période, marquée par une grande confusion dans les discours et les prétendues « informations » des médias dominants, à savoir les chaînes télévisées arabophones, que nous citerons en premier lieu dans cette esquisse de chronologie<sup>91</sup>. Des médias en effet bien plus influents dans l'opinion algérienne que les quotidiens francophones, comme *El Watan*, *Liberté*, *Le Soir d'Algérie*, *Le Quotidien d'Oran*, *L'Expression* ou *Tout sur l'Algérie*, principales sources d'information des quelques (peu nombreux) journalistes français en charge dans leur rédaction du « dossier algérien », rarement arabophones.

Phase 1 (10-15 février) : propagande pour la  
continuité et intimidation des partisans du  
changement

Le 10 février, quand la candidature d'Abdelaziz Bouteflika est annoncée, les journaux publient dans leur écrasante majorité des unes favorables à ce futur cinquième mandat, à l'exception du quotidien *Liberté*, qui titre avec une photo du président malade et affaibli, et d'*El Watan*, qui qualifie cette annonce

d'« effrayante ». Avant même l'annonce de la candidature, le quotidien arabophone *Echorouk*<sup>92</sup> avait titré en une : « Bouteflika, l'homme du consensus ». Son directeur général Ali Fodil, dans une interview du 13 février, a déclaré ouvertement son soutien personnel et celui de son groupe de médias (journaux et deux chaînes de télévision) à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika : « Au sein du groupe *Echorouk*, nous avons tenu une réunion des cadres et avons examiné les candidats au poste de président. Nous n'en avons pas trouvé de meilleur que le président Bouteflika<sup>93</sup>. » Il a également révélé des rencontres avec les responsables de la campagne électorale du président-candidat. Mais il n'est pas le seul, c'est alors le cas de la majorité des patrons de presse.

Phase 2 (16-21 février) : *black-out* et dénigrement de ceux qui critiquent Bouteflika

Le 16 février, à Khérata (wilaya de Béjaïa), des opposants se sont mobilisés contre la candidature de Bouteflika à un cinquième mandat. À part *Liberté* et *El Watan*, les journaux publics et privés ainsi que les sites d'informations ont boycotté cet événement. Ce fut également le cas pour d'autres manifestations à Khenchela, Jijel et d'autres villes.

Outre l'absence de couverture, les chaînes de télévision et les journaux privés ont principalement mené une campagne de mise en garde, voire de menace, contre les manifestations qui « visent l'Algérie » avec le soutien des puissances étrangères et des ONG. Ces puissances étrangères tenteraient de plonger le pays dans le chaos et la violence. Ahmed Fattani, directeur du quotidien francophone *L'Expression*, a écrit le 18 février un éditorial intitulé « Les mains sales », dont voici un extrait : « La démocratie risque à l'heure actuelle d'être cannibalisée par des gens poussés dans

la rue et payés par des puissances de l'argent inspirées par des officines bien connues chez nous. Nous n'ignorons rien. Cette opposition de pacotille est toxique. Elle pollue tout ce qui l'approche. En 1991, l'épidémie du FIS n'a-t-elle pas entraîné le vertige collectif de tout un peuple dans le grand saut de la tragédie nationale : on a massacré, tué, violé, pillé ? Si la grande échéance à venir, celle de l'élection présidentielle, doit se dérouler dans la pleine sérénité, il ne faudrait pas que vienne ce jour maudit pour que nous nous souvenions, avec regret, que toujours "après les mots, viennent les coups". Oui, les coups des mains sales ! »

Phase 3 (22 février-5 mars) : *black-out* encore, manipulations et promotion de la feuille de route du pouvoir

Le 22 février 2019, jour des premières manifestations nationales contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika, restera gravé dans la mémoire des Algériennes et des Algériens. Mais aucun média privé ou public n'a alors rendu compte de la réalité de ce grandiose événement. Toutes les chaînes ont continué à diffuser les bulletins d'informations générales et les documentaires habituels. Et quand les chaînes de télévision privées, suivies par la télévision publique, ont diffusé quelques images des manifestations à 18 h 30, elles ont prétendu qu'il s'agissait de « centaines de manifestants [qui] réclament à Son Excellence des réformes en profondeur », sans indiquer à aucun moment le rejet du cinquième mandat clamé dans tout le pays par les manifestants. Cette grossière distorsion des faits a suscité la risée des réseaux sociaux, qui ont diffusé de nombreuses vidéos en direct.

Le lendemain, au vu des manchettes des journaux publics et privés, on pouvait se demander si la majorité des journaux n'était pas dirigée par un seul

rédacteur en chef: la plupart affirmaient de la même façon que les marches appelaient au changement et «à des réformes». Tandis qu'*El Watan* et *Liberté* ont également publié le même titre: «L'Algérie dit non au cinquième mandat».

Devant les restrictions imposées aux salles de rédaction, un groupe de journalistes de la radio et de la télévision publiques a organisé le premier *sit-in* contre la censure – ce qu'on n'avait plus vu depuis les événements d'octobre 1988 – afin d'exiger une couverture objective et professionnelle du mouvement populaire par le service public. Face aux pressions et à la censure, certains ont démissionné pour protester contre l'absence de couverture par la radio publique des manifestations du 22 février<sup>94</sup>.

À partir du 1<sup>er</sup> mars, les chaînes de télévision privées ont commencé à couvrir les manifestations en brandissant la menace d'un plan de déstabilisation du pays par des puissances extérieures. Le journaliste syrien Madjid Naâma, qualifié par les médias algériens d'«ami de l'Algérie», a contribué à cette campagne en intervenant à la télévision publique et sur la chaîne France 24 pour diffuser le discours du pouvoir, répétant la fameuse phrase du Premier ministre Ahmed Ouyahia: «La révolution syrienne a commencé avec des fleurs et était pacifique» – sous-entendu: elle a fini en guerre civile.

Phase 4 (6-11 mars): les plateaux de télévision soutiennent les décisions attribuées à Bouteflika

Au cours de cette semaine, les manifestations se sont poursuivies et les grèves dans les universités du pays se sont multipliées (1,7 million d'étudiants, dont 68 % de femmes). Face à leur ampleur, le ministre de l'Enseignement supérieur a décidé d'avancer les vacances

de printemps de deux semaines et a ordonné l'évacuation des cités universitaires afin de contenir la protestation. Ce qui a produit l'effet inverse : les étudiants ont rejeté la décision et ont poursuivi le *hirak*, rejoignant ainsi le mouvement populaire.

Le 11 mars, au retour de Bouteflika de Suisse où il était hospitalisé, un communiqué de la présidence annonce à 19 heures qu'il renonçait à se présenter pour un cinquième mandat et reportait la date des élections, prévues le 18 avril. Ce communiqué annonçait également des réformes et l'organisation de l'élection présidentielle sous la supervision d'une commission nationale indépendante, après la tenue d'une conférence nationale<sup>95</sup>. Les chaînes de télévision privées et la plupart des journaux imprimés et en ligne ont largement répercuté ces annonces en affirmant que les revendications de la révolution avaient été satisfaites. Des chaînes privées et même celles des pays du Golfe ont diffusé en direct depuis la Grande-Poste ce qu'elles ont qualifié d'atmosphère de joie à la suite des annonces du président Bouteflika. Mais des milliers de jeunes ont immédiatement réfuté cette thèse lors de marches nocturnes. Une scène a particulièrement marqué les esprits cette nuit-là, quand un jeune, Sofiane Bakir Torki, a interrompu une journaliste de Sky News Arabia – une chaîne de télévision d'Abu Dhabi – en jetant ce cri face caméra : « Nous n'avons pas exigé cela, nous disons : *Yetnahaw gaâ!* » (Qu'ils dégagent tous !). Cette phrase est devenue depuis l'un des slogans majeurs du mouvement de contestation<sup>96</sup>.

Phase 5 (12 mars-1<sup>er</sup> avril) : tentatives  
de séduire le *hirak* et fausses informations

Les chaînes de télévision lancent alors une campagne pour convaincre l'opinion publique d'adhérer à la



feuille de route attribuée au président Bouteflika dans «sa» lettre du 11 mars. Elles multiplient les discours selon lesquels le «dialogue» serait le seul choix garantissant la mise en place des réformes. Ainsi, des débats sont diffusés par les télévisions publiques et privées avec l'ancien ministre des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi, officiellement chargé par la présidence de lancer une série de consultations en vue de l'organisation d'une «conférence nationale» qui déterminerait la nature des réformes nécessaires.

Pendant cette séquence, des «cercles influents» du régime – très probablement liés à l'état-major de l'ANP – imposent aux patrons de presse une opération séduction du mouvement populaire visant à souligner son caractère pacifique et son haut niveau de conscience<sup>97</sup>. Cherchant à effacer les campagnes précédentes en faveur de la candidature de M. Bouteflika, ces journalistes n'ont pas hésité à encenser les manifestants, prétendant qu'ils les avaient «libérés», tout comme les politiciens. Au cours de la troisième semaine de mars, les médias s'emploient à propager les discours du chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah, appelant à une solution urgente de la crise. Thème également porté par différents hommes politiques (ayant été choisis car inconnus des jeunes générations) affirmant qu'il y aurait une harmonie entre le peuple et l'armée. En fait, il s'agissait de préparer l'opinion publique aux décisions des chefs de l'armée.

Au cours de ces semaines, le site Web *Algérie patriotique*, appartenant au fils de l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, publie plusieurs articles présentant l'essayiste français Bernard-Henri Lévy comme un parrain des «révolutions arabes» et le promoteur en Algérie d'une prétendue «opération de *Regime Change* (changement de régime) dont les Occidentaux sont particulièrement friands<sup>98</sup>». Alors

qu'il est notoire que, dans les années 1990, les généraux janviéristes s'étaient servis de BHL pour qu'il soutienne leur politique d'éradication et qu'il torpille les revendications d'enquêtes internationales sur les massacres de civils qu'ils avaient organisés en les déguisant en « crimes des islamistes »<sup>99</sup>.

Le 25 mars, à la suite des protestations des journalistes, on apprend le limogeage du directeur général de la télévision, remplacé par Lotfi Chriet, l'un des responsables des campagnes électorales de Bouteflika. Il était également membre de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (équivalent du Conseil supérieur de l'audiovisuel en France), dont les membres ont dès lors l'interdiction d'exercer toute autre activité. Et le 26 mars, tous les médias qui soutenaient Bouteflika et ses réseaux changent leur fusil d'épaule : les invitées des émissions et les journalistes inaugurent une campagne de dénigrement contre le président et sa famille tout en faisant la promotion du chef d'état-major après sa déclaration selon laquelle la solution de la crise résiderait dans l'application de l'article 102 de la Constitution qui prévoit la démission du président en cas d'incapacité (voir chapitre 15). Le lendemain, les chaînes de télévision privées donnent un large écho aux propos d'Ahmed Ouyahia, secrétaire général du RND et Premier ministre jusqu'à sa démission le 12 mars, qui a appelé le président à démissionner « dans l'intérêt de l'Algérie ».

Dans la nuit du 28 mars, *EchorouknewsTV* diffuse un reportage sur des réseaux de corruption impliquant des hommes d'affaires proches de Saïd Bouteflika, frère du Président, dans lequel des emprunts bancaires de plusieurs milliards de dollars sont évoqués, sans citer aucune source. Le même soir, le patron du groupe *Echorouk* Ali Fodil déclare sur sa chaîne de télévision que le sceau de la présidence se trouve entre les mains du frère du président<sup>100</sup>. Le

lendemain, la chaîne annonce l'enlèvement de son directeur Ali Fodil par des agents des forces de sécurité. À midi, elle annonce qu'il est libéré. Ali Fodil est ensuite intervenu pour remercier le chef d'état-major, qui aurait interrompu une réunion officielle pour le faire libérer. Cette arrestation/libération est clairement la manifestation d'une lutte au sein des appareils du régime sur la façon de gérer la crise.

À partir du 30 mars, toutes les chaînes de télévision privées s'engouffrent dans une nouvelle campagne relayant les propos du chef d'état-major contre l'ancien patron du DRS, le général Mohammed Médiène, accusé de « complot » contre le mouvement populaire et contre la sécurité de l'État. Ni sourcées ni prouvées, ces « informations » font état de la supposée « haute trahison » d'une « bande » qui se serait réunie avec les services secrets français (voir chapitre 15). Des journalistes travaillant dans ces chaînes nous ont expliqué que ces informations provenaient des services de sécurité, désormais contrôlés par l'état-major, et étaient envoyées par SMS aux responsables des journaux et à certains journalistes<sup>101</sup>.

Le 1<sup>er</sup> avril a connu un sommet de propagande et de désinformation. Le quotidien *Echorouk* a ainsi titré en une : « Le peuple délègue l'armée. » Les télévisions ont enchaîné en diffusant des fausses informations provenant des mêmes sources sur l'état de santé du Président : il serait dans le coma et sous respiration artificielle<sup>102</sup>. Puis il a été fait état de la présence de la gendarmerie au siège de la télévision et de la radio nationales ainsi que dans les rues d'Alger. Toutes ces informations étaient fausses et relevaient de la bataille entre la présidence et l'état-major. Les chefs de ce dernier voulaient mettre fin au règne de Bouteflika par sa démission ou par le constat de vacance du pouvoir pour des raisons de santé.

### Phase 6 (2-16 avril) : glorification du chef d'état-major et diabolisation de la transition

Durant ces semaines, les médias martèlent que si le président Bouteflika a démissionné le 2 avril, c'est grâce au soutien du chef d'état-major aux aspirations du peuple. C'est le coup d'envoi d'une campagne qualifiant la direction de l'armée de « badissienne » et « novembriste » (voir lexique), engagée dans le combat contre une minorité idéologique liée aux réseaux des généraux Mohammed Médiène, Mohamed Touati, Khaled Nezzar et d'autres<sup>103</sup>. Ce *storytelling* est adopté par les télévisions, les journaux et les sites d'information ainsi que par des régiments de trolls sur les réseaux sociaux – les fameuses « mouches électroniques » (voir chapitre suivant). Le but de cette manœuvre est de faire croire que le mouvement n'a plus lieu d'être et que ceux qui continuent à manifester ne sont que des réseaux de l'ancienne équipe qui menacent l'armée.

Après l'appel du président par intérim Abdelkader Bensalah à une nouvelle élection présidentielle le 4 juillet et le rejet des manifestants, la riposte est organisée dans des émissions de télévision où sont invités de nombreux officiers retraités qui répètent que le pays et le peuple ont été sauvés par Gaïd Salah de la conjuration des membres de l'*issaba* (la bande), c'est-à-dire Bouteflika, son frère, ses ministres et ses oligarques et quelques militaires. Ils sont accompagnés d'anciens ministres, de députés et de dirigeants de partis ou d'associations. Largement inconnus du public, ces derniers sont présentés comme juristes, experts, universitaires, etc. Tous vont d'émission en émission pour glorifier l'armée et mettre en garde contre un changement radical et une transition démocratique qui conduiraient au chaos. Tout débat sur une période de transition est ainsi rendu impossible.

Parmi ces invités, un homme se distingue par sa présence massive sur les plateaux : Slimane Chenine, présenté comme analyste politique, directeur d'un centre de recherches et participant au soulèvement populaire. Mais il est en réalité un ancien dirigeant du Mouvement de la société pour la paix (MSP, islamiste) et député d'Alger sur la liste de Hassen Aribi, connu pour être un homme du général Médiène, ce que lui-même revendique. Quelques semaines après ses prestations télévisées, M. Chenine deviendra le 10 juillet président de l'Assemblée nationale, signe clair qu'il a changé de camp et rallié celui de l'état-major.

Phase 7 (17 avril-11 mai) : désinformations à propos des arrestations d'oligarques, des funérailles d'Abbasi Madani et de Ferhat Mehenni

Cette phase est particulièrement marquée par la multiplication d'informations fausses ou imprécises, aux sources obscures, sur la vague d'arrestations qui touche d'anciens ministres et des oligarques. Beaucoup de médias lient ainsi l'arrestation de l'oligarque Issad Rebrab au fait qu'il soit originaire de Kabylie. Une thèse qui vise clairement à diviser le mouvement populaire en imposant des questions comme l'identité, l'emblème amazigh, la laïcité et le séparatisme. Plusieurs journaux insistent sur le cas de Rebrab en le présentant comme une victime.

Quelques jours plus tard, certains médias mettent en avant le rôle du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) de Ferhat Mehenni, qui n'a en réalité aucune influence sur le mouvement populaire. Le prétexte est une visioconférence donnée par ce dernier à l'université de Tizi Ouzou, occasion de brandir le spectre de la division du pays<sup>104</sup>. Tout comme ces médias instrumentalisent les obsèques le 27 avril

d'Abassi Madani, ex-chef du Front islamique du salut (FIS), où sont scandés d'anciens slogans de ce parti, pour agiter l'épouvantail de la reprise de la rue par les islamistes<sup>105</sup>.

Par ailleurs, les pouvoirs publics prennent alors attache avec les patrons de presse dans le but de redistribuer la publicité étatique avec « plus d'équité ». Des accords sont signés avec plusieurs journaux, dont *El Watan*. Dans ce sillage, l'indéboulonnable patron d'*El Watan*, Omar Belhouche, démissionne discrètement de son poste et est remplacé par Tayeb Belghiche<sup>106</sup> – signe d'un très probable rapprochement entre le quotidien et l'état-major...

Phase 8 (12 mai-4 juillet) : dénigrement de ceux qui s'opposent à l'élection du 4 juillet

Durant ces semaines, les chaînes de télévision occultent complètement les manifestations des étudiants les mardis et les manifestations du vendredi. Le 17 mai, les manifestants répondent de manière cinglante par des chansons, des slogans et des pancartes dénonçant les médias.

Par ailleurs, des émissions de télévision présentent des archives sur les relations algéro-françaises, ainsi que les conflits politiques entre les dirigeants du mouvement national pendant la guerre de libération, en multipliant les simplifications et les contrevérités, comme le fait d'accuser de « trahison » les participants au premier congrès (clandestin) du FLN en août 1956 dans la vallée de la Soummam (Kabylie). Dans le même élan, les commentateurs et analystes font le lien entre la crise actuelle et les conflits du passé. Du coup, les partisans d'une transition démocratique sont assimilés aux « traîtres du congrès de la Soummam » et ceux qui soutiennent l'élection présidentielle voulue par le pouvoir sont

présentés comme des patriotes. Ceux qui veulent une transition sont même accusés d'adhérer au « parti de la France » (*Hizb França*), vieille rengaine née sous le régime Boumediene pour stigmatiser ses adversaires<sup>107</sup>.

Fin mai, le président par intérim Abdelkader Bensalah nomme Mounir Hamaidia à la tête de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), nomination qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de contrôle des médias par la distribution de la publicité étatique.

Le 19 juin, le général Gaïd Salah prononce un discours provoquant à l'encontre de ceux qui portent un drapeau autre que l'emblème national et les menace de représailles. Des universitaires, politiciens et journalistes appuient le propos du chef d'état-major : l'emblème amazigh serait une menace contre l'unité nationale<sup>108</sup>.

Phase 9 (5 juillet-23 août) : la coupe d'Afrique de football comme diversion, la dénonciation de ceux qui appellent à une transition

Durant ces semaines d'été, tous les médias consacrent beaucoup de place et de temps à la Coupe d'Afrique des nations, compétition de football organisée cette année par l'Égypte, du 21 juin au 19 juillet, dans le but évident de détourner l'attention des manifestants. Mais ces derniers répondent en substance : « Soutenir notre équipe nationale ne nous détournera pas de notre révolution. » Le pouvoir tente d'exploiter la victoire de l'équipe nationale pour redorer le blason d'un régime honni, en vain.

L'annulation faute de candidats de l'élection présidentielle reportée au 4 juillet est le prétexte d'une campagne médiatique accusant de « trahison » les partisans d'une transition. Quand une

« Instance nationale de dialogue et de médiation » (souvent appelée ensuite « Panel de dialogue ») est mise en place le 25 juillet par le régime, les médias en font la promotion tout en divisant les Algériens en deux groupes : ceux qui sont pour le dialogue et les autres, qui le refuseraient et mettraient le pays en danger.

Phase 10 (24 août-15 septembre) : propagande électorale et dénigrement du mouvement populaire

Dans leur écrasante majorité, les médias défendent l'élection présidentielle comme seule solution à la crise du régime. Ceux qui s'opposent à ce scrutin ou émettent des réserves sont qualifiés de « minorité idéologique ». Les activités du Panel de dialogue sont largement mises en avant, alors qu'il n'a quasiment dialogué avec personne. Quant aux opposants, ils sont pratiquement réduits au silence. Les médias publics et privés s'appliquent à faire la promotion de l'élection, affirmant que la majorité de la population la souhaite en ne diffusant que des propos favorables. Une grossière contrevérité, démentie par des milliers de vidéos circulant sur les réseaux sociaux. Le 15 septembre, la présidence intérimaire annonce pourtant que cette élection se tiendra le 12 décembre, appelant les citoyens « à la mobilisation pour faire de ce rendez-vous le point de départ du processus de renouveau de notre nation et à œuvrer, massivement et fortement, à la réussite de cette échéance électorale, qui permettra à notre peuple d'élire un nouveau président qui aura toute la légitimité pour présider aux destinées de notre pays et concrétiser les aspirations de notre peuple ». Nouvelle occasion de propagande pour des médias toujours plus discrédités.



### *Les médias du système contre le peuple*

Les premières victimes de la couverture médiatique en Algérie des premiers mois du *hirak* sont la vérité des faits et la profession de journaliste. Sauf sur les rares sites d'information alternatifs et parfois sur les réseaux sociaux (au milieu d'une invraisemblable cacophonie), huit mois après le début de la révolution, on n'avait vu ou lu dans les médias locaux aucune enquête ni reportage sérieux sur ce bouleversement historique et ses acteurs, malgré les millions de personnes qui manifestaient. Une situation qui a en revanche largement inspiré écrivains, artistes, photographes, peintres et poètes, dont les créations ont alors « explosé », surtout sur Internet, en arabe principalement, mais aussi en français.

La révolution du 22 février a en tout cas mis à nu le système médiatique algérien : tous les citoyens ont compris pourquoi et comment les médias publics sont passés très rapidement de la lecture des lettres attribuées au président à la diffusion de celles du chef d'état-major et d'émissions « expliquant » ses discours. Le journal de 20 heures est passé de journal du président à celui du commandement de l'armée. Face à ces campagnes de désinformation, la rue a vivement critiqué ces médias : elle les a dénoncés comme une partie du problème, les accusant de conspirer contre le peuple. Les manifestants les plus âgés n'ont en effet pas oublié que ceux-ci avaient appelé au coup d'État de janvier 1992, puis avaient été au cœur de la machine de propagande de la guerre contre les civils des années 1990. Et qu'ils ont plus tard applaudi le régime Bouteflika et ses réseaux corrompus.

Depuis le début du *hirak*, ces mêmes médias ont pratiqué toutes les formes de propagande et de désinformation, confirmant qu'ils ne constituaient pas

seulement l'un des obstacles les plus importants à la naissance d'une nouvelle Algérie, mais qu'ils participaient de la menace pesant sur la cohésion sociale et la sécurité nationale, en raison de leur absence de professionnalisme, de la mainmise de l'argent sale et de leurs liens structurels avec les réseaux du pouvoir. Ils rejoignaient ainsi, même à leur corps défendant, les manipulations de «mouches électroniques» fabriquées comme on va le voir par les «geeks» appointés par la police politique.

## **14. Les «mouches électroniques» de la police politique sur les réseaux sociaux**

*par Amine Bendjoudi*

*Les réseaux sociaux, en particulier Facebook, ont joué un rôle essentiel dans le développement du hirak en permettant aux activistes de faire circuler l'information très rapidement. Mais ils ont également été utilisés par les «mouches électroniques» souvent produites par les agents de la police politique pour contrer ces activistes, diffuser des fake news ou tenter de diviser le mouvement. Sans toutefois parvenir à des résultats probants.*

Bien avant la «révolution du sourire» de 2019, les Algériens ont connu le phénomène des *doubab* (mouches) électroniques. C'était en 2014, lors de l'élection présidentielle ayant permis à Abdelaziz Bouteflika de rempiler pour un quatrième mandat. Des personnes m'ont raconté à l'époque comment elles travaillaient pour le compte d'une agence de communication algérienne très connue. Leur mission était d'inonder les réseaux sociaux de commentaires et publications glorifiant le candidat Abdelaziz Bouteflika et diabolisant ses adversaires, essentiellement Ali Benflis. Cette besogne était payée 3 000 dinars par jour. Ils étaient orientés par des superviseurs qui leur donnaient une liste de messages à diffuser et une autre liste de comptes et de pages à signaler.

En 2019, ce phénomène est revenu avant le 22 février, afin de « vendre » le cinquième mandat aux Algériens. Cette technique était censée compléter la propagande des médias écrits ou audiovisuels, qui avaient mis en place une stratégie de communication en faveur du cinquième mandat en collaboration avec des figures politiques corrompues et les oligarques de la galaxie Bouteflika. Alger a ainsi connu, la nuit de 21 février 2019, une forte perturbation d'accès à Internet des différents opérateurs de téléphonie mobile et domestiques. Et chaque vendredi suivant, le débit devenait très faible pendant les manifestations. L'accès à Facebook, devenu le média des manifestants, convertis en reporters avec leur smartphone, était presque impossible. Ces perturbations étaient-elles provoquées ou bien étaient-elles dues à la surcharge des stations eNode B alimentant les utilisateurs de l'accès LTE 4G ?

Je me rappelle par exemple un fameux immeuble de quatre étages à Hydra, dont la façade était habillée de grandes banderoles en faveur de l'ex-président déchu. Il y avait des agents de sécurité en costume noir à l'entrée. Le 2 mars 2019, j'ai posté une photo de ce local sur mon mur Facebook sans savoir qu'il s'agissait du nouveau siège officiel des *doubab* électroniques<sup>109</sup>.

Deux types de mouches électroniques, produites très probablement à l'initiative des agents du fameux service d'action psychologique de la police politique (la SM devenue DRS puis DSS, voir chapitre 3), opèrent sur le terrain : les trolls humains et les bots, automatisés. Ces comptes anonymes mènent une contre-révolution sur les réseaux sociaux, notamment Facebook. On peut distinguer trois méthodes principales dans leurs opérations.

La première : lancer des appels alignés sur les décisions imposées par le système, comme la campagne menée en faveur des élections du 4 juillet 2019. Tous les Algériens se rappellent le fameux slogan alors massivement partagé : « Je voterai le 4 juillet pour mon pays. » Ou le hashtag paru dans un premier temps sur Twitter puis adopté par certaines pages et comptes anti-*hirak* #NeParlePasEnMonNom, qui a été lancé dans le but de discréditer les citoyens manifestant tous les vendredis et mardis et qui rejetaient cette élection. Ce hashtag, qui a connu un énorme échec, est devenu un sujet de moquerie. Marco Owen Jones, professeur adjoint à l'université Hamad Bin Khalifa du Qatar et collaborateur du *Washington Post*, a mené entre le 15 et 28 septembre 2019 une enquête sur cette campagne en analysant plus de 20 000 tweets provenant de 5 796 comptes uniques<sup>110</sup>. Il a conclu qu'il s'agissait d'une campagne de désinformation. Les administrateurs de la plupart des pages connues dépassant les 200 000 abonnés ont été contactés et, selon plusieurs sources, on leur a proposé de l'argent en contrepartie d'une participation dans des opérations de désinformation de masse. Le cas le plus connu est celui de la page Facebook « 1.2.3. Viva l'Algérie » qui regroupait en octobre 2019 plus de 1,6 million d'abonnés<sup>111</sup>. L'administrateur de cette page a joué le jeu à fond, se faisant le porte-voix de l'état-major.

Deuxième méthode : signaler à Facebook les pages, groupes et comptes pro-*hirak*. Plusieurs pages ont ainsi été effacées, comme celle du blogueur polémiste Amir Boukhors, connu sous le pseudonyme AmirDZ. Sa page Facebook est probablement celle qui a connu le nombre de signalements le plus important ces dernières années. D'innombrables fausses pages ont également été créées par les *doubabs* électroniques en utilisant son nom pour détourner le flux des abonnés qui le suivaient depuis des années. On peut

aussi évoquer le cas du groupe Facebook «Algérie debout», qui a subi trois fermetures consécutives à la suite d'un signalement massif, mais dont les animateurs ont réussi à rouvrir un autre groupe avec le même nom<sup>112</sup>. Le 30 septembre 2019, le fondateur du groupe, Sofiane Benyounes, a rendu publique sur son compte Facebook une convocation de la police pour se présenter «dans les plus brefs délais» au service de la cybercriminalité de Bab Ezzouar<sup>113</sup>.

Personnellement, j'ai subi des signalements à plusieurs reprises, même si le contenu que je partage est essentiellement satirique<sup>114</sup>. La pire attaque anonyme dont j'ai été l'objet a causé le blocage d'accès à mon compte pendant plus d'une semaine. Lors d'autres attaques, Facebook m'interdisait les commentaires et les réactions pour quelques heures. Après huit mois du *hirak*, l'activité des mouches électroniques s'est quelque peu calmée, ce qui m'a paru très louche...

La désinformation ou les *fake news* sont les outils magiques sur lesquels repose cet empire du mensonge. La désinformation est diffusée par des journaux électroniques fantômes créés de toutes pièces, ou à travers des médias connus. Les journaux publient dans un premier temps des articles mensongers, injectés par la suite dans toutes les pages ou comptes administrés par le *doubab* opérationnel. Pour combattre la propagation des informations fallacieuses, deux jeunes étudiants algériens installés en France ont lancé le 6 avril 2019 une initiative sur Facebook qui est devenue une page de référence spécialisée dans le *fact checking*, «Fake News DZ»<sup>115</sup>. Leur but est de vérifier les informations qui circulent sur les réseaux sociaux algériens. Ils ont notamment pointé deux cas de désinformation particulièrement odieux orchestrés par la télévision nationale.

Le premier est survenu le 30 juin 2019, quand l'ENTV a porté de graves accusations contre le

*moudjahid* Lakhdar Bouregaâ, quatre-vingt-six ans, enlevé la veille par les services de sécurité pour avoir critiqué les chefs de l'armée. M. Bouregaâ a été faussement accusé d'avoir usurpé l'identité de Mokrani Rabah, le chef de la wilaya IV historique lors de la guerre de libération nationale. Le texte récité par le présentateur du journal télévisé de 13 heures de l'ENTV avait déjà été publié sur les pages du *doubab* et il a fait le tour des réseaux sociaux, y compris sur certains comptes authentiques qui sont devenus à leur corps défendant l'instrument de cette machination visant à justifier l'arrestation d'un grand chef révolutionnaire. L'opération a heureusement complètement échoué, car la riposte du *hirak* a été cinglante. Et Lakhdar Bouregaâ est devenu un héros national pour une seconde fois dans sa vie.

Le second cas renvoie à la même technique de falsification des faits : le 21 juin, les télévisions d'État ont prétendu que le *hirak* avait confié à l'armée le soin de trouver une issue à la crise, une affirmation dénuée de tout fondement<sup>116</sup>. Cette technique ayant échoué, les médias ont carrément cessé de couvrir le mouvement social...

### *Vaines tentatives de division*

Les agents de la police politique derrière le *doubab* électronique ont aussi conduit plusieurs opérations pour tenter de diviser le mouvement. Ils ont ainsi ouvert la boîte de Pandore en ressortant les vieux sujets clivants, comme le féminisme avec l'histoire d'un youtubeur algérien résidant à Londres, « Toutou », qui a menacé dans une vidéo d'asperger d'acide les femmes affirmant des slogans féministes lors des manifestations du vendredi 5 avril 2019<sup>117</sup>. Cette opération a été un fiasco total, car elle a engendré une mobilisation plus importante pour le soutien

à ce mouvement lors de la marche. Il y a aussi les campagnes de diabolisation de certaines figures du *hirak* ou des associations actives, mais elles ont été sans effet sur l'opinion publique.

Les mouches électroniques ont toutefois partiellement réussi l'une de leurs multiples opérations, en l'occurrence celle qui visait l'emblème amazigh. J'ai débattu à plusieurs reprises avec des amis de la signification et de l'histoire de cet emblème, porté dans les manifestations des vendredis depuis le 22 février sans que cela provoque la moindre escarmouche. Mais expliquer que l'emblème amazigh n'est pas un facteur de division a été un combat fastidieux, tant la propagande sur ce thème a été massive en jouant sur le point sensible de l'unité nationale.

L'aspect positif de ces campagnes de division est qu'elles ont permis aux Algériens de réapprendre à dialoguer entre eux sur des sujets devenus tabous depuis plusieurs années. Ces débats ont même renforcé l'engagement des manifestants. Le *hirak* a gagné en maturité très rapidement. Les citoyens connectés ont développé leurs propres armes pour contrer les campagnes anti-*hirak*. On peut distinguer trois types de traitements anti-*doubab* sur les réseaux sociaux.

*La dérision*, utilisée principalement par les jeunes blogueurs qui partagent souvent des blagues écrites ou sous forme de « mèmes » (illustrations photo ou vidéo accompagnées par des commentaires humoristiques) pour ridiculiser les *fake news* ou les déclarations de certaines personnalités opportunistes. J'ai opté quant à moi pour cette méthode, car je crois que l'humour est une façon très efficace pour faire passer des messages. Cela permet de démystifier beaucoup de sujets. Après tout, notre *hirak* est la « révolution du sourire »...

*L'analyse sérieuse*, produite par des experts en communication, certains sociologues et politologues



et quelques journalistes pro-*hirak*. Ces analyses se fondent sur des données et offrent des lectures éclairantes. Nous pouvons citer le professeur en sciences de l'information de la communication à l'université d'Alger-3 et ancien journaliste Redouane Boudjemaa, qui le 18 avril 2019 a résumé en quinze minutes le développement du discours médiatique<sup>118</sup>. Son analyse sert d'outil de combat pour les activistes du Web.

*L'indifférence*, beaucoup d'Algériens connectés appellent à ignorer les commentaires et les publications des trolls pour ne pas les aider à se propager et limiter leur effet.

En septembre 2019, un nouveau mouvement a été lancé par un groupe d'activistes qui se sont qualifiés d'«armée des abeilles», en opposition aux «mouches électroniques», se donnant comme mission de signaler les comptes de *doubab* et les comptes anti-*hirak* sur Facebook. Une initiative qui témoigne, parmi mille autres, de la formidable inventivité du *hirak*.

### **III. LES RÉACTIONS DU RÉGIME ET DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES**



## **15. La spectaculaire et ambivalente offensive anticorruption, une grande victoire du *hirak***

*par Hocine Malti*

*Pris au dépourvu par la puissance du mouvement populaire, les décideurs militaires ont d'abord tenté de sauver leur tête en faisant d'importantes concessions : abandon du cinquième mandat de Bouteflika, démission du gouvernement, report de l'élection présidentielle. Puis en procédant à de très nombreuses arrestations d'hommes d'affaires et d'anciens ministres accusés de corruption, ainsi que de hauts responsables militaires accusés bizarrement beaucoup plus de « complot » que de corruption. Mais cette épuration, restée partielle, a surtout montré que les membres du noyau dur du régime, autour de l'état-major de l'armée, restaient déterminés à préserver l'essentiel du système de gouvernance du régime Bouteflika, largement fondé sur la corruption généralisée.*

Le 11 mars 2019, deux semaines après le déclenchement du *hirak* contre l'annonce d'un cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika, un communiqué de la présidence de la République annonçait que ce dernier renonçait à le briguer, tout en indiquant qu'il resterait en poste au-delà du 27 avril, date de l'expiration de la magistrature en cours. Cette prolongation prendrait fin dès l'élection du nouveau président, y était-il dit, et lui permettrait de conduire certaines réformes politiques. Il était clair pour tout le monde que Saïd Bouteflika, le frère et conseiller du président, était

le véritable auteur du communiqué qui, en guise de réformes, voulait en réalité limoger le chef de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. Prenant tout le monde de vitesse et mettant à profit la puissance du mouvement populaire, ce dernier exigeait alors la mise en application immédiate de l'article 102 de la Constitution proclamant l'incapacité du président à exercer ses fonctions en raison de sa maladie et amenait ainsi Bouteflika à présenter sa démission le 2 avril. Chef de l'état-major et vice-ministre de la Défense, le général Gaïd Salah devenait le nouvel homme fort du régime, véritable président de la République. Afin de s'attirer, pensait-il, les bonnes grâces du *hirak*, il se mit à proclamer que l'armée était du côté du peuple et a ordonné des poursuites judiciaires contre les membres des clans de l'ancien président et du général de corps d'armée Mohamed « Tewfik » Médiène, jadis chef tout-puissant du DRS (la police politique du régime) de 1990 à 2015<sup>119</sup>.

### *Razzia dans les rangs de l'armée*

La campagne d'arrestations a démarré timidement par celle d'Ali Haddad, l'un des plus importants hommes d'affaires du pays, arrêté le 31 mars à la frontière algéro-tunisienne pour une obscure affaire de possession de deux passeports, dont un britannique, et de détention d'une petite somme de devises étrangères non déclarées. Elle s'est poursuivie le 22 avril par l'arrestation des frères Kouninef, chefs d'entreprise et milliardaires, ainsi que de l'industriel Issad Rebrab. À la suite de quoi le chef d'état-major est passé à la vitesse supérieure et a fait procéder, le 4 mai, à l'arrestation et à la mise sous les verrous de ses ennemis mortels, Saïd Bouteflika, Mohamed « Tewfik » Médiène et Athmane « Bachir » Tartag,

ex-coordonateur des services de sécurité de la présidence de la République<sup>120</sup>. Allait les suivre à la prison militaire de Blida Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs. Tous les quatre, la « bande » comme les appelle le chef d'état-major, auraient selon ses dires porté atteinte à l'autorité de l'armée et comploté contre l'autorité de l'État, avec la complicité d'une puissance étrangère, dont il n'a pas cité le nom. Tout le monde a cependant compris qu'il s'agissait de la France. À l'exception de Louisa Hanoune, ce sont tous des anciens comparses d'Ahmed Gaïd Salah au sein de la *cupola*, des piliers du régime Bouteflika comme lui, qui envisageaient de le destituer. En guise de complot contre l'État, c'est donc sa tête que voulait ce quatuor. Si l'on en croit certains sites d'information, le chef d'état-major devait avoir beaucoup d'ennemis au sein de la haute hiérarchie militaire, dont il s'est vengé dès lors qu'il a détenu tous les pouvoirs durant cette crise du régime provoquée par le *hirak*. La vengeance a d'ailleurs été le véritable moteur de son action.

Au moins une dizaine de généraux ont été écroués depuis son déclenchement en raison de « complots contre l'autorité de l'armée » – comprendre contre la personne du chef d'état-major –, parmi lesquels certains très haut placés dans la hiérarchie de l'armée. Il a ainsi fait mettre en détention provisoire le général-major Saïd Bey, ex-commandant de la II<sup>e</sup> région militaire, tout comme il a fait émettre un mandat d'arrêt à l'encontre du général-major Habib Chentouf, ex-commandant de la I<sup>re</sup> région militaire, en fuite en Europe ; il les a accusés tous deux de dissipation et de recel d'armes et de munitions de guerre et d'infraction aux consignes de l'armée ; en clair, cela signifiait que ces deux généraux faisaient eux aussi partie de ce réseau de « comploteurs » qui cherchaient à destituer le chef d'état-major. À

la mi-août, il a fait également incarcérer un autre haut responsable des services secrets, le commandant Tarek Amirat, jusque-là coordinateur général du DRS en France. C'est ce dernier qui aurait été le lien avec cette «puissance étrangère», impliquée dans ce qu'Ahmed Gaïd Salah a considéré être un «complot contre l'autorité de l'État»; il aurait tenu une séance de travail avec ses *alter ego* de la DGSE, dont il n'aurait informé que son supérieur hiérarchique Athmane Tartag et non le chef d'état-major<sup>121</sup>. Cela sans oublier le cas particulier du général-major Khaled Nezzar, ex-ministre de la Défense et le plus important des «janviéristes» encore en vie, contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt international le 6 août. Réfugié depuis en Espagne, il a été lui aussi accusé d'atteinte à l'autorité de l'armée et de complot contre l'autorité de l'État. Ajoutons enfin à cette liste, loin d'être exhaustive, deux autres officiers supérieurs: le patron de la Gendarmerie nationale, le général Ghali Belkecir, limogé le 24 juillet, en fuite en France; et celui de la Direction centrale de sécurité de l'armée (DCSA), organe essentiel de la police politique (ex-DRS), le colonel Nabil Boubekour, dit «Bob», arrêté à la mi-août.

Ce ne sont là que quelques ténors parmi les chefs militaires ayant subi les foudres du chef d'état-major. La presse algérienne, en effet, a multiplié les informations de ce genre. Fin août 2019, certains journalistes rapportaient même que «des arrestations en masse auraient été perpétrées dans les rangs de l'armée», avançant le chiffre incroyable de cent vingt officiers supérieurs interpellés<sup>122</sup>, la plus grande razzia ayant été opérée dans les rangs de l'ex-DRS. Quel que soit le nombre exact des «comploteurs», il est certain qu'Ahmed Gaïd Salah s'est livré à une très vaste opération de nettoyage dans les rangs de l'armée. Il a vu des ennemis, réels ou supposés, tant au sein du *hirak*

que parmi les militaires, y compris parmi ses ex-compagnons d'armes. La paranoïa qui l'a envahi lui a fait croire, voir et dire que le *hirak* était une énorme opération montée contre les intérêts de l'Algérie, de son armée et des « novembristes » (héritiers du 1<sup>er</sup> novembre 1954), trois entités dont il pensait être l'incarnation. Au point qu'il a assimilé toute critique de son point de vue, ou toute opposition à ses faits et gestes, de quelque bord qu'elles viennent, à une atteinte à l'aura de ces trois concepts. Il a notamment manifesté une très grande peur de son plus grand ennemi, Mohammed « Tewfik » Médiène, dont il voyait le fantôme partout, jusqu'à croire dur comme fer que les millions de personnes qui battaient le pavé depuis février 2019 étaient toutes manipulées par l'ex-patron du DRS – y compris depuis le fond de sa geôle de la prison militaire de Blida à partir de mai. Ne sachant pas trop comment s'opposer à la puissance du *hirak*, à ces vagues humaines exigeant son départ tous les mardis et vendredis, il semblait en septembre vouloir dorénavant s'en prendre à certains leaders politiques qu'il considérait comme les meneurs du mouvement et qu'il assimilait également à des comploteurs. Après avoir fait mettre sous les verrous au printemps le général Benhadid, le général Ali Ghediri (ex-candidat à la présidentielle), puis un héros de la guerre de libération le *moudjahid* Lakhdar Bouregaâ, il a fait arrêter à la fin de l'été de nombreuses personnes sans raison valable, si ce n'est celle de manifester, parmi lesquelles un député du RCD, un ex-responsable du FFS (aujourd'hui à la tête de l'UDS), Karim Tabbou, et nombre d'activistes du *hirak*.

On remarquera que les militaires arrêtés (et certains de leurs alliés civils les plus directs), à quelques rares exceptions près, ont été poursuivis en justice plutôt pour des motifs politiques : ils ont été accusés de chercher à destituer le chef d'état-major – de



fait, c'est pour « complot » contre l'autorité militaire que Saïd Bouteflika, Mohammed Médiène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune ont été condamnés à quinze ans de prison le 24 septembre, au terme d'un procès expéditif. Si ses soupçons sont confirmés, si ceux qui veulent sa tête sont si nombreux et qu'ils viennent effectivement de différents horizons, cela signifie qu'il existerait d'importantes fractures dans les rangs de l'armée et que l'on ne peut pas donner cher de sa peau (voir chapitre suivant). Ahmed Gaïd Salah est en effet rejeté par le *hirak*, par la classe politique, par l'Organisation nationale des *moudjahidine* et par nombre de ses compagnons d'armes. On comprend alors pourquoi il a procédé à de si nombreuses promotions et nominations à la tête de différentes unités. Cela voudrait dire également que les nouveaux dirigeants, ceux que le peuple choisira au lendemain de la victoire du *hirak*, auront un vaste travail à conduire pour rétablir l'unité de l'armée. Peut-on dire pour autant qu'il n'y a ni corrupteurs ni corrompus au sein de l'armée ? Certainement pas. On trouve d'importants foyers de corruption dans les rangs des généraux, ceux des janviéristes en particulier.

### *Corruption à tous les étages*

Pour ce qui est de la corruption, quasiment toutes les têtes offertes par le chef d'état-major à la population sont celles de hautes personnalités civiles. En septembre 2019, on estimait que deux cents à trois cents hauts responsables, au niveau national ou local, avaient été placés en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire, parmi lesquels des députés, des sénateurs, des ministres, des walis (préfets), des cadres des institutions d'État, des cadres de sociétés nationales, des hommes d'affaires, des imams ainsi que des membres de leurs familles (épouses,

enfants, frères, etc.)<sup>123</sup>. On retrouvait dans le lot pas moins de seize ministres, dont deux ex-Premiers ministres (Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal), et douze hommes d'affaires ayant tous accumulé d'immenses fortunes en décrochant des marchés d'État qui leur avaient été attribués uniquement en raison de leur soutien à Bouteflika et son clan. À noter que deux ex-ministres très importants, impliqués dans les plus gros détournements dévoilés, ont fait (ou devraient faire) l'objet de mandats d'arrêt internationaux : Chakib Khelil, ex-ministre de l'Énergie et des Mines et ami d'enfance de Bouteflika, et Abdesselam Bouchouareb, ex-ministre de l'Industrie. Tous deux ont fui l'Algérie, l'un pour les États-Unis, l'autre pour la France. Il y a également un nombre élevé, mais inconnu, d'autres prévenus auxquels ont été signifiées des ISTN (interdiction de sortie du territoire national).

Afin de se faire une idée ne serait-ce qu'approximative du nombre de personnes poursuivies en justice, il faut savoir que chacune de ces personnalités a entraîné dans sa chute une dizaine de complices au moins, qui occupaient des postes plus ou moins importants dans les structures de l'État et qui les ont assistés dans l'accomplissement de leurs délits présumés. Quel que soit le pouvoir détenu par l'acteur principal – ministre, général, wali ou autre –, il doit en effet faire appel aux services d'agents activant dans les secteurs financier (banques, administration), douanier, judiciaire, policier et dans bien d'autres encore, qui procéderont aux opérations illégales – ou qui les tairont – pour lui permettre d'atteindre son objectif. Encore que l'étendue de la corruption dévoilée dans les premiers mois ne représente que la partie émergée de l'iceberg – on verra plus loin comment Abdelaziz Bouteflika a fait de la corruption son outil de gouvernance.

Le chef d'état-major a en tout cas poursuivi avec vigueur son offensive anticorruption en faisant tomber sans cesse de nouvelles têtes afin de détourner l'attention du *hirak* vers le spectacle qu'il lui offre, cherchant à la faire passer pour une opération mains propres. Mais le peuple n'est pas dupe. Il a bien sûr été très heureux de voir les apparatchiks du système Bouteflika tomber l'un après l'autre, comme des quilles, et d'enregistrer, après la démission du président, cette autre victoire sur le régime prouvant qu'il avait mille fois raison de le haranguer au cri de : « Vous avez dévoré le pays, bande de voleurs ! » Pour autant, la réponse cinglante du *hirak* n'a pas tardé à venir, avec deux nouveaux slogans clamés par les foules des vendredis et des mardis, l'un désignant le chef d'état-major comme membre de la « bande », le second lui signifiant que sa place était également dans une geôle. On a vu aussi sur de nombreuses pancartes des références à la « justice du téléphone ». Car le peuple a bien compris que, comme du temps de Bouteflika, les juges d'instruction ne traitent que les dossiers qui leur sont transmis par l'homme fort du moment. Il a bien compris qu'Ahmed Gaïd Salah se livrait plutôt à des règlements de comptes et que son opération était une chasse aux sorcières dans les rangs de ses ennemis. Parmi les personnes incriminées, ne figurait aucun politicien, militaire ou oligarque membre du clan dit d'Annaba, celui du chef d'état-major ; bien qu'il ait été annoncé qu'un gros milliardaire et député en fuite jusque-là, arrêté le 16 octobre, qui aurait été autrefois associé à son fils, aurait bientôt affaire à la justice.

Il n'en reste pas moins que les personnes qu'il a mises entre les mains de la justice, pour donner l'impression qu'il ramait dans le sens du *hirak*, sont de grands ennemis du peuple. Celui-ci ne peut donc qu'être satisfait qu'ait été mis fin à leurs sinistres agissements ;

car ce sont des milliards de dollars, piochés dans les caisses du Trésor algérien, que ces mafieux ont transférés vers leurs comptes bancaires. Mais le jour où une justice indépendante se penchera sur les affaires de corruption de l'époque Bouteflika, on verra que plusieurs centaines – voire des milliers – de personnes y ont été impliquées ; tout comme on découvrira qu'au minimum 100 milliards de dollars, et sans doute beaucoup plus, ont été détournés au profit de la mafia qui a gouverné le pays durant vingt longues années.

Cela étant, cette opération est quand même un séisme qui a mis par terre l'édifice qu'Abdelaziz Bouteflika a bâti. Tous ces apparatchiks ont été liquidés à jamais, même si la justice fonctionnant toujours aux ordres du puissant du moment pourrait ne pas aller jusqu'au bout de ses intentions. Il n'est pas dit qu'elle ne sera peut-être pas « clémentine » avec certains, car il faut s'attendre à tout avec les avatars du système Bouteflika. Qu'il s'agisse de Gaïd Salah, des individus persécutés ou des juges, tous pourraient tourner casaque un jour pour aller dans le sens du vent. Reste que la puissance du *hirak*, dès les premiers mois, a été considérable : qui aurait cru en effet avant le 22 février que le Raspoutine algérien (Saïd Bouteflika) serait un jour arrêté et mis sous les verrous et que le « Dieu de l'Algérie » (*Rab Dzayer*, qualificatif que s'était un jour attribué le général Médiène) et Ouyahia, auquel on prédisait un avenir présidentiel, partageraient le même sort ? Le peuple en rêvait depuis des décennies, cela est devenu une réalité.

### *La corruption, technique de gouvernance de Bouteflika*

La corruption généralisée est un phénomène relativement récent en Algérie. Autrefois, l'Algérien se moquait des citoyens, notamment de certains pays

arabes, disposés à vendre leur honneur pour quelques pièces que l'on glissait dans leurs mains ou leurs poches. Avec l'accession de Chadli Bendjedid à la tête de l'État en 1979, la corruption, limitée jusque-là à quelques cercles restreints du régime, a commencé à se propager depuis le sommet du pouvoir vers les couches inférieures. Et depuis l'arrivée de Bouteflika en 1999, d'énormes métastases ont atteint tout le corps de la société et en ont rongé toutes les franges. Peu nombreux, à travers le monde, sont les pays où la corruption a atteint un tel niveau (voir chapitre 4).

Affichant aux yeux du monde entier son avidité pour le pouvoir, Bouteflika s'est placé lui-même, dès le départ, sous la coupe des généraux janviéristes qui lui tendirent un piège lors de la présidentielle d'avril 1999 en portant à la connaissance des six autres candidats que l'élection était jouée à l'avance ; ce qui amena ces derniers à se retirer de la course à la veille du scrutin. Mal élu, Bouteflika a cherché ensuite à échapper à la tutelle de ceux qui l'avaient fait roi en leur tendant à son tour un piège dans lequel ils étaient en revanche heureux de tomber : il pensait les compromettre ou pour le moins en faire des affidés en les incitant, par toutes sortes d'artifices, à s'enrichir en mettant à profit le pouvoir que leur conféraient les postes élevés qu'ils occupaient au sein de la hiérarchie militaire<sup>124</sup>. L'énorme bazar qu'était devenu le marché algérien, dans lequel était importé tout ce que consommait le peuple, la flambée des prix du pétrole enregistrée presque jusqu'à la fin de ses trois premiers mandats et la clémence de la météorologie dont a bénéficié le secteur agricole – des pluies hors normes ont arrosé le pays durant une bonne dizaine d'années – sont autant de facteurs qui ont aidé Bouteflika à mettre en place le traquenard dans lequel il projetait d'entraîner ses protagonistes : corrompre la quinzaine de généraux qui constituaient

le cœur du pouvoir, qu'il a lui-même surnommés M. Céréales, M. Pétrole ou M. Médicaments, etc., puis étendre la technique à toute personnalité civile ou militaire dont le soutien lui était nécessaire, avant d'atteindre un troisième cercle de complices dans lequel on trouvera du « tout-venant » (opposants, chefs islamistes, membres de zaouïas, etc.) et d'utiliser la manne pétrolière pour « arroser » la population entière. Tel fut le schéma mis au point par Bouteflika pour asseoir et renforcer son pouvoir.

Ce sera son système de gouvernance, qui a fonctionné parfaitement – pour lui, bien entendu – tant qu'il était à peu près en bonne santé (jusqu'en 2013) et que le prix du baril de pétrole oscillait entre 80 et 140 dollars. Quel pouvait, en effet, être le plus profond désir des milliers de mafieux qui en ont profité, si ce n'est qu'il demeure président de la République *ad vitam aeternam*? On vit alors les généraux créer chacun sa société d'import-export, destinée en réalité uniquement à l'importation (source de commissions occultes), se répartir entre eux des secteurs entiers de l'économie nationale et s'octroyer ainsi les monopoles d'État qui existaient autrefois. Ils eurent recours à des prête-noms afin de ne pas apparaître au premier plan, des prête-noms qui, avec le temps, créèrent leurs propres affaires; ce sont les oligarques que l'on connaît aujourd'hui. L'activité principale de ces généraux, qui rapporte gros, ne nécessite aucun investissement au départ et n'apparaît dans aucun document officiel, a été celle d'intermédiaires au profit de partenaires étrangers en quête d'affaires ou marchés que leur confieraient l'État ou ses démembrements, dans le secteur pétrolier en particulier.

Quelle a été la technique utilisée par Bouteflika pour entraîner les généraux, puis plus tard ses obligés civils – les oligarques – dans le piège qu'il avait imaginé? Tout comme eux ont fait comprendre au

président qu'il ne détenait que la portion de pouvoir qu'ils avaient bien voulu lui accorder, lui en fera autant en leur signifiant que c'est à lui seul qu'ils devaient leurs fortunes. Il tripotera la loi et fera en sorte que les marchés de l'État, les plus importants tout particulièrement, soient attribués de gré à gré et – disposition essentielle – que le choix du bénéficiaire se fasse en Conseil des ministres, présidé par lui-même. Auparavant, les marchés publics étaient octroyés après appel à la concurrence et examen des soumissions par une commission *ad hoc*. Par décret en date du 24 juillet 2002, Bouteflika a modifié les dispositions du Code des marchés publics et y a introduit la notion du gré à gré. Le décret spécifie bien qu'un marché public ne peut être ainsi octroyé que dans le cas d'un projet «prioritaire et d'importance nationale». Les conditions du choix sont donc, en apparence, rigides. Sauf que l'on trouve, plus loin dans le corps du texte, une autre disposition qui accorde au président de la République le pouvoir de décider quels sont les projets qui remplissent ces conditions. Il y est en effet dit que le recours à ce mode de passation exceptionnel doit être soumis à l'accord préalable du Conseil des ministres. Lors de l'examen de toute affaire présentée au Conseil, Bouteflika sait qui en est le «parrain» parmi les généraux. Il va donc approuver le choix de l'entreprise qui lui est proposée par le ministre concerné, tout en sachant qu'il vient d'ajouter quelques centaines de milliers ou des millions de dollars dans la cagnotte de tel ou tel général. Il ne pouvait se livrer à ce jeu du chat et de la souris avec les janviéristes qu'avec la complicité de l'appareil d'État et dans la mesure où ce mode de passation de marchés exceptionnel devenait la règle.

Le gré à gré fut dès le départ retenu comme unique processus d'attribution des très grosses affaires, telles

que la construction de la grande mosquée d'Alger, ce projet pharaonique dont Bouteflika rêvait de doter le pays et qui restera dans son histoire comme étant «sa» mosquée, ou la réalisation de l'autoroute Est-Ouest de 1 200 kilomètres de long. Ces deux projets, dont on ne connaît toujours pas le coût exact, reviendront probablement à plus de 10 milliards de dollars. En vertu de quel critère une mosquée est-elle un projet prioritaire et d'importance nationale ? L'autoroute est certes grandiose, en ce sens qu'elle relie les frontières est et ouest du pays, mais aucune étude sérieuse n'a été entreprise pour en démontrer l'urgence et la nécessité. Les deux réalisations ont cependant engagé des budgets considérables, qui ne pouvaient qu'attirer les convoitises des mafieux gravitant dans l'orbite du pouvoir. Parmi eux se trouvent les proches du président, des ministres, des chefs de partis politiques, ainsi que le marchand d'armes Pierre Falcone, un Franco-Angolais déjà impliqué dans de nombreuses affaires louches ailleurs dans le monde.

Les affaires ayant fait l'objet de gré à gré, avec la bénédiction de Bouteflika, ont porté sur tous les secteurs de l'activité économique. En tête de liste figure le BTP, avec la construction de dizaines de milliers de logements, de stades de football, de prisons même, des travaux de voirie et de pose de voies ferrées, la réalisation de salles de spectacles, des prestations de services et aménagements d'infrastructures pour des festivals ou d'autres manifestations internationales, culturelles ou sportives, etc. La liste des «projets prioritaires et d'importance nationale» est très longue<sup>125</sup>. On ne possède aucune donnée chiffrée des sommes que cela représente, mais on peut affirmer, sans risque de se tromper, que plusieurs dizaines de milliards de dollars sont en jeu. Et que derrière chacune de ces affaires, on trouvait la main de Saïd Bouteflika, l'ombre d'un oligarque ou les barrettes d'un général.



### *Le secteur des hydrocarbures, foyer majeur des affaires de corruption*

Venons-en maintenant à la plus grosse mine de pots-de-vin, le secteur des hydrocarbures, à la tête duquel se trouvait Chakib Khelil, ami d'enfance de Bouteflika, ministre de l'Énergie et des Mines de 1999 à 2010 et président de la société nationale Sonatrach de 2001 à 2003 ; ainsi qu'Abdelmoumen Ould Kaddour, un autre membre du clan présidentiel, président de Sonatrach de mars 2017 à avril 2019. Tous les grands projets entrepris par Sonatrach et ses filiales ont été pendant longtemps attribués systématiquement à Brown & Root-Condor (BRC), société algéro-américaine (détenue à concurrence de 51 % par Sonatrach et le Centre de recherches nucléaires de Draria et 49 % par Kellogg-Brown & Root, filiale d'ingénierie du géant pétrolier Halliburton), même quand ses offres étaient nettement supérieures à celles des autres soumissionnaires. En s'associant, lors de la création de BRC en 1994, à un partenaire américain, l'objectif de Sonatrach était clair : que ce dernier amène au pot commun la technologie, en contrepartie de quoi la firme algérienne lui amènerait des affaires. Or KBR n'a pas formé le personnel nécessaire pour la réalisation des projets confiés à BRC ; elle s'est contentée de détacher auprès de sa filiale algérienne les équipes de spécialistes exigés, tandis que les études d'engineering, les spécifications et les commandes de matériels se faisaient aux États-Unis. Elle a par ailleurs surfacturé jusqu'à 600 % et 700 % quasiment toutes les prestations fournies ; outre l'enrichissement indu de la maison mère, la cagnotte ainsi constituée servait aussi à rémunérer les « bons services » des hauts responsables algériens et américains, complices de cet énorme trafic. Durant les treize années d'existence de BRC (1994-2007),

elle a versé plusieurs centaines de millions de dollars de commissions aux mafieux des deux bords. L'affaire a été étouffée par Bouteflika, qui a ordonné en 2007 que l'entreprise soit dissoute, mettant ainsi fin à l'affrontement qui, dans cette sombre affaire, l'avait opposé aux chefs du DRS<sup>126</sup>.

Parmi les grandes affaires de corruption médiatisées intervenues dans le secteur pétrolier algérien, il faut mentionner celle dévoilée en 2013 par un tribunal de Milan, liée à l'octroi de plusieurs projets par Sonatrach à une filiale d'engineering de l'entreprise italienne ENI, Saipem<sup>127</sup>. Le montant des commissions versées pour décrocher ces projets, annoncé par le tribunal, s'élève à près de 200 millions d'euros. Y sont impliqués, côté italien, de hauts responsables de l'ENI, tandis que l'on trouve, côté algérien, Chakib Khelil et le neveu de Mohamed Bedjaoui, ex-président de la Cour internationale de justice, dont le nom a déjà été cité dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest. Encore ne s'agit-il là aussi que du sommet d'un iceberg de multiples affaires de corruption, dont seulement une faible partie a été portée à la connaissance du grand public, suite à des règlements de comptes au sein de la coupole mafieuse du pouvoir algérien.

Elles n'en démontrent pas moins à quel point était pourri le système mis en place par Bouteflika et confirment que c'était là sa manière de gouverner, son outil pour «tenir en laisse» ses opposants. Les membres de son clan en ont, eux aussi, tiré profit. Ils connaissaient bien la logique du système, voire les détails de certaines affaires. Et pourtant, par peur ou par intérêt personnel, personne au sein du pouvoir ne l'a jamais condamnée. Même quand la justice italienne a clairement mis en cause l'ex-ministre de l'Énergie et des Mines pour avoir incité le partenaire italien à verser aux intermédiaires qu'il avait

lui-même introduits des commissions qui lui étaient en grande partie destinées, la justice algérienne n'a pas levé le petit doigt.

Ahmed Gaïd Salah faisait partie de cette bande de couards qui ont fermé les yeux sur cette affaire et sur la corruption galopante ayant envahi tous les rouages de l'État, malgré le poste qui était le sien depuis 2004. Pourquoi alors, quinze ans après sa nomination à la tête de l'armée, cette frénésie à dénoncer ceux avec lesquels il a si longtemps partagé le pouvoir ? Pour dire les choses plus crûment, pourquoi soudain traquer ceux qui ont été ses complices dans le détournement de biens du peuple, mais aussi dans des affaires plus graves encore ? Comment dénomme-t-on l'individu qui a partagé avec ses complices le bien et le mal durant une vingtaine d'années et qui vient ensuite leur planter un couteau dans le dos ? Un traître tout simplement. Il est clair que l'on ne peut avoir aucune confiance en lui. Reste que ces dénonciations, qui vont dans le sens des demandes du peuple, ne peuvent que satisfaire ce dernier. Elles renforcent la légitimité du *hirak*, dont c'était une des toutes premières revendications, mais aussi parce qu'elles émanent d'une personnalité qui a été un pilier du régime Bouteflika.

### *Que veulent Ahmed Gaïd Salah et l'état-major ?*

Pourquoi Gaïd Salah n'avait-il traîné en justice, à l'automne 2019, que certains parmi ces voleurs qui ont fait de l'Algérie une immense caverne d'Ali Baba et pas les autres, alors même que, selon ses propres dires, il disposait de beaucoup de dossiers ? Pourquoi n'y avait-il que peu de militaires dans le volet anticorruption de son action ? Et pourtant, tout ce que consomme l'armée en armes, munitions, équipements, matériels ou produits alimentaires, ainsi

que toutes les prestations de services auxquelles elle a recours font l'objet de contrats dont les « par-rains » sont des officiers supérieurs, auxquels sont versés d'importants pots-de-vin. Ceux qu'il a épargnés n'étaient, en effet, pas seulement les membres de son clan d'Annaba ; il y a également tous ceux qui ne se sont pas affichés comme membres de ses deux clans ennemis, ceux de Tewfik Médiène et de Saïd Bouteflika. Qu'il veuille protéger les membres de son clan est dans la logique du système algérien, comme dans celle de toutes les mafias du monde. Mais après le déclenchement du *hirak*, son entourage a été envahi par une nuée de généraux qui ne faisaient pas jusque-là partie de son clan, lesquels ont rapidement tourné casaque après la destitution de Bouteflika et dont le ralliement a constitué pour lui une importante « prise de guerre ». En protégeant cette catégorie de nouveaux alliés, en préservant leurs réseaux d'enrichissement, il en a fait des affidés, qui lui sont redevables de leur sauvetage et de celui de leurs entourages. Tout comme il l'a été lui-même pendant si longtemps du président déchu.

Si Gaïd Salah et les chefs de l'état-major de l'armée, dont il est devenu le porte-parole, ont donc épargné certains au sein de l'immense bande de voleurs dont les affaires ont fleuri durant la magistrature de Bouteflika, pourquoi s'en sont-ils pris particulièrement à d'autres ? Leur raisonnement était simple : ils ont considéré qu'au plan du contrôle du pouvoir, quiconque n'était pas avec eux était contre eux. Leur fil rouge a été la crainte (voire la haine) que leur inspiraient leurs adversaires du clan de l'ancien patron du DRS, le général « Tewfik » Médiène. Pour eux, ce dernier, vu comme un Machiavel algérien, a créé un immense réseau d'affidés, supposé toujours actif. C'est pourquoi la crainte de la « bande » les a amenés à traquer les corrompus du système Bouteflika

d'abord dans la galaxie Tewfik/Saïd. L'opération anticorruption de Gaïd Salah est donc bien un règlement de comptes entre clans devenus adverses d'une coupole mafieuse désormais directement contestée par l'immense majorité de ceux qu'ils tenaient sous leur coupe de violence et de corruption. C'est la raison pour laquelle le chef d'état-major tenait à ce que l'élection présidentielle ait lieu dans les plus brefs délais. Il lui fallait agir vite afin de prendre encore une fois de vitesse Tewfik Médiène, car, pensait-il, une fois que le nouveau président serait élu, toute action éventuelle des partisans de Tewfik deviendrait illégale ; elle serait assimilée à un coup d'État. Il s'est donc employé à imposer son candidat, qui à défaut d'être proche de son clan serait un ennemi du clan Bouteflika.

Une autre raison profonde, déjà évoquée, a certainement poussé Gaïd Salah à déclencher sa spectaculaire offensive anticorruption. Elle a commencé, on l'a vu, par l'arrestation d'Ali Haddad, l'homme d'affaires le plus détesté par le peuple, suivie par celle d'autres oligarques et des membres de la « bande », ce quatuor au sein duquel figure Saïd Bouteflika, également détesté, et celui qui a été l'homme le plus puissant et le plus craint durant vingt-cinq ans, Tewfik « *Rab Dzayer* ». En mettant ensuite sous les verrous deux ex-Premiers ministres, suivis d'une ribambelle de ministres, il a visiblement cherché à s'attirer la sympathie du peuple en lui prouvant, pensait-il, qu'il était de son côté, puisqu'il répondait ainsi à la demande du *hirak* qui réclamait depuis le début le départ de tout le personnel politique ayant servi sous Bouteflika.

Cette campagne n'a donc finalement été qu'un grand show destiné à frapper les esprits. La véritable « opération mains propres » interviendra le jour où les magistrats seront libérés de toute contrainte, où ils cesseront de recevoir des appels téléphoniques de

la part d'une autorité quelconque leur demandant de faire subir la rigueur de la loi à untel et de laisser en paix tel autre. Le peuple algérien ne sera vraiment libre qu'à partir du moment où les magistrats ne jugeront qu'en fonction du droit et uniquement du droit. Le *hirak* en est bien conscient : les millions de personnes qui manifestent depuis février 2019 savent qu'auparavant « tous doivent dégager ». *Yetnahaw gaâ!*

Dans le chapitre qui suit, on verra plus précisément comment les évolutions au sein de l'institution militaire lors des « années Bouteflika » permettent d'éclairer la façon dont le régime a réagi à la révolte populaire.

## **16. Face à la mobilisation populaire, un pouvoir fragilisé par les luttes de clans** *par Habib Souaïdia*

*Comment les responsables du régime ont-ils réagi face au hirak ? Pour répondre à cette question, il est essentiel de revenir sur les très opaques luttes de clans en son sein depuis les années 2000, dont on sait désormais l'essentiel. Habib Souaïdia en donne ici les clés, détaillant les étapes du long conflit entre les chefs de l'état-major de l'armée et ceux de la police politique. Un conflit notamment marqué en 2018 et 2019 par une succession de purges majuscules au sein de leurs directions, visant à préserver l'essentiel du pouvoir des chefs militaires ayant accaparé la rente pétrolière. Mais un conflit qui semblait aussi sans solution face à l'extraordinaire mobilisation de la population.*

Pour comprendre le présent, il faut connaître le passé. Pour comprendre les réactions du régime au *hirak*, il importe donc d'évoquer les évolutions qu'a connues le cercle très restreint des « décideurs » militaires algériens, animés des mêmes passions pour le pouvoir et l'argent, en s'intéressant d'abord aux premières années de la présidence d'Abdelaziz Bouteflika.

*Les luttes de clans par attentats interposés des  
années 2000*

En 2003, une année avant sa réélection pour un deuxième mandat, le nom d'Ahmed Gaïd Salah

(soixante-trois ans) figurait parmi les quelques généraux-major devant être admis à la retraite. Et pourtant, l'année suivante, il devenait chef d'état-major de l'armée en remplaçant le général-major Mohamed Lamari (1939-2012), brutalement limogé en août 2004. Ce dernier a jeté l'éponge après la victoire truquée d'Abdelaziz Bouteflika à l'élection présidentielle du 8 avril, mais l'annonce de sa « démission » a été retardée de quelques mois. Le chef d'état-major avait multiplié les incursions dans la campagne électorale, appelant discrètement à soutenir le candidat Ali Benflis, principal concurrent du président, lequel avait peu apprécié. Mais en réalité, l'ex-chef d'état-major a d'abord été débarqué par ses pairs au sein de la « coupole » militaire, malmenés par son ambition croissante, à commencer par le général Mohammed « Tewfik » Médiène, chef de la police politique (Département de renseignement et de sécurité, DRS), et par les deux « éminences grises » officiellement conseillers du président, les généraux-majors Larbi Belkheir (1938-2010) et Mohammed Touati (soixante-sept ans à l'époque). La chute de Mohamed Lamari a entraîné celle de sept autres généraux-majors qui lui étaient liés, dont Brahim Fodil Chérif (1943-2008), commandant de la I<sup>re</sup> région militaire, remplacé à ce poste par le général-major Habib Chentouf. Une année plus tard, le 5 août 2005, ce sera au tour de Mohammed Touati (surnommé *El-Mokh*, le cerveau) et de Larbi Belkheir, l'homme des réseaux, d'être éjectés de leur poste. Le premier, conseiller à la présidence en matière de sécurité et à l'état-major de l'ANP, est poussé à la retraite. Et le second, directeur de cabinet du président, est nommé ambassadeur extraordinaire au Maroc – une voie de garage.

À coups de mises à la retraite, de promotions et de mutations, le général Gaïd Salah et ses mandants au sein de l'état-major, s'abritant derrière le président



Bouteflika, ont réussi à élargir leur pouvoir pour avoir la haute main sur l'armée. La démission forcée de Mohamed Lamari a fait sauter un verrou, permettant au nouveau chef d'état-major de placer ses fidèles et de se débarrasser de ses adversaires. Du noyau des généraux «janviéristes» de 1992 (voir chapitre 1), ne restaient plus ainsi en 2005 que trois hommes rescapés de cette «guerre des clans», mais toujours puissants : Abdelmalek Guenaizia (1936-2019), ministre délégué à la Défense nationale, mais aussi et surtout les généraux-majors du DRS Mohammed Médiène et Smaïl Lamari, dit «Smaïn» (1941-2007). Autour de Gaïd Salah, d'autres officiers criminels des années de la «sale guerre», en particulier certains anciens commandants des régiments des forces spéciales, vont ensuite monter en grade.

Quand on connaît de l'intérieur le fonctionnement du régime, il n'est pas surprenant que tout au long de ces années, sa gouvernance réelle ait été aux mains d'hommes familiers des crimes et des manipulations, prêts à déchaîner la violence et la terreur pour mieux contrôler la population ou pour régler leurs comptes entre eux. En ont témoigné notamment les terribles attentats «terroristes» de 2006 et surtout de 2007, conséquences directes des très vives tensions opposant alors les chefs du DRS et ceux de l'ANP.

Ainsi, le 10 décembre 2006, l'attaque d'un bus transportant des travailleurs de l'entreprise algéro-américaine Brown & Root-Condor (BRC) fait un mort et neuf blessés. Elle survient à Bouchaoui, un lieu ultra-sécurisé car proche de la résidence d'État du Club des pins. Bien qu'officiellement revendiqué par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), il apparaîtra rapidement que cet attentat s'inscrivait dans la lutte sourde de l'époque entre les deux pôles du pouvoir militaire, à propos des sombres affaires de corruption associées à la firme

BRC (voir chapitre précédent). Mais le pire allait suivre. Le 11 avril 2007, à Alger et dans sa banlieue, trois attentats-suicides simultanés à la voiture piégée, dirigés contre le palais du gouvernement, le siège d'Interpol à Bab Ezzouar et une unité des forces spéciales de la police, font au moins trente-trois morts et deux cents blessés. Le 6 septembre, à Batna, un attentat à la bombe vise le président Bouteflika en visite : au moins vingt-deux morts. En octobre, pendant le ramadan, une série d'attentats fait près de soixante morts. Et le 11 décembre, un double attentat-suicide vise à Alger des bureaux des Nations unies et le siège du Conseil constitutionnel : au moins soixante-dix victimes.

Pour l'opinion publique nationale et internationale, il s'agissait d'actes terroristes perpétrés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI, nouvelle appellation du GSPC depuis janvier 2007). Mais si la machine de désinformation du DRS peut créer le doute dans les esprits, elle ne peut pas transformer le mensonge en vérité. Et les observateurs avertis ont alors confirmé que la violence « islamique » était en l'occurrence manipulée par la police politique pour « lancer des messages » au clan adverse<sup>128</sup>.

L'instrumentalisation de la violence figure en effet dans l'ADN de l'armée et de la police politique, dont les « décideurs » détiennent le pouvoir réel, nomment et dégomment depuis les années 1980 présidents et ministres, organisent la corruption, instrumentalisent la répression et la violence à des fins économiques et idéologiques. Souvent divisés en raison des luttes de clans, ils mènent une guerre très singulière, n'hésitant pas à provoquer des massacres contre la population comme ce fut le cas en 1997 à Bentalha, Raïs ou Sidi-Moussa pour destituer un président (voir chapitre 1), ou comme lors des attentats de 2007 dans leurs disputes pour le partage des richesses nationales.

Le relatif équilibre retrouvé ensuite entre les deux pôles du régime, l'état-major de l'armée et la présidence d'un côté, les chefs du DRS de l'autre, s'est à nouveau rompu à partir de 2010, lorsque ces derniers ont révélé sur la scène médiatique algérienne, largement instrumentalisée, de multiples affaires de corruption impliquant des proches de la présidence comme Chakib Khelil (ministre de l'Énergie et des Mines de 1999 à 2010) et le frère du président, Saïd Bouteflika, en particulier dans divers dossiers concernant Sonatrach (voir chapitre précédent). De 2010 à 2013, date de l'AVC de Bouteflika qui l'a définitivement invalidé, les règlements de comptes au plus haut niveau de l'État se sont traduits par des révélations par médias interposés sur ces affaires de corruption. Telle est la vie politique en Algérie, où chaque groupe constitue des dossiers de corruption sur un autre groupe pour l'affaiblir et prendre sa place, et non pas pour préserver le bien des Algériens – bien au contraire, puisque seuls des seconds couteaux, voire de parfaits innocents, sont en général inquiétés par la justice suite aux révélations médiatiques, comme l'a encore montré dans les affaires Sonatrach de l'époque l'arrestation par les agents du DRS de nombre de ses hauts cadres accusés de corruption et de membres de leur famille.

Ces affaires de corruption accablent alors pourtant autant sinon plus le président de la République et son entourage que l'ancien ministre Chakib Khelil. Bouteflika a été accusé, à demi-mot, d'avoir couvert des agissements antinationaux, pour le compte d'intérêts personnels et étrangers. Devant les enquêteurs du DRS et le juge d'instruction du tribunal d'Alger, certains cadres ont accusé l'ancien ministre de l'Énergie d'avoir trahi le pays en élaborant en 2000 une nouvelle loi sur les hydrocarbures sous la dictée des grands groupes pétroliers internationaux<sup>129</sup>.

Cette série de révélations gravissimes autour de Sonatrach s'est poursuivie jusqu'à la prise d'otages massive menée du 16 au 19 janvier 2013 par les « Signataires par le sang », un groupe djihadiste jusque-là inconnu, sur le site d'exploitation gazière de Tiguentourine (près d'In-Amenas, dans le sud-est de l'Algérie). La gestion de crise de cet événement a donné lieu à un très grave différend entre les officiers de l'état-major et ceux du DRS présents sur place<sup>130</sup>. Un différend qui se soldera par la mort de trente-huit otages occidentaux, un Algérien et vingt-neuf terroristes, tous tués par les tirs des hélicoptères du DRS.

Les services secrets occidentaux sauront très vite par qui leurs ressortissants ont été tués. Et ils comprendront également que l'opération terroriste était très probablement une manipulation du DRS, tant le scénario suivi répétait celui de nombreuses opérations antérieures : avant un attentat « djihadiste », les médias annoncent la création d'un nouveau groupe armé qui aurait été le fruit d'une « dissidence » d'un autre groupe, puis ce groupe est liquidé ou disparaît dans la nature, comme cela a été le cas des « Signataires par le sang », qui a fusionné le 22 août 2013 avec le MUJAO pour former Al-Mourabitoune. De surcroît, le fameux émir Mokhtar Belmokhtar, qui a créé le groupe, était connu pour ses liens étroits avec le DRS.

Furieux de ce crime du DRS, les chefs des services américains et britanniques ont fait savoir aux généraux de l'état-major de l'ANP que cela ne devait plus jamais arriver, et qu'ils devaient impérativement mettre fin aux manipulations des « groupes islamiques de l'armée » par les chefs du DRS. Et ces pressions ont redoublé après la curieuse découverte faite par des militaires tunisiens lors d'opérations contre des maquis islamistes à l'est du pays, à l'automne

2013 : sur les téléphones portables de djihadistes algériens qu'ils avaient tués dans ces maquis, ils ont constaté que plusieurs avaient conservé la trace de communications avec des numéros de téléphone de responsables du DRS à Alger<sup>131</sup>...

D'où le regain de tension entre les deux pôles du pouvoir militaire, aggravé entre-temps par l'hospitalisation à Paris du président Bouteflika, victime le 27 avril 2013 d'un grave accident vasculaire cérébral (AVC). Il revient à Alger le 16 juillet après deux mois et demi de soins intensifs. La brève apparition du président au côté des cinq plus hautes autorités du pays ne rassure guère sur l'avenir du pays : il n'est plus que l'ombre de lui-même et plonge ainsi l'Algérie dans l'incertitude à quelques mois de la présidentielle de 2014. Surgit alors la perspective d'un recours à l'article 88 de la Constitution, qui prévoit une procédure d'empêchement du président en cas de « maladie grave et durable ». Mais l'état-major et le Conseil constitutionnel s'y opposent et soutiennent la candidature de Bouteflika pour un quatrième mandat. Quelques jours auparavant, le général-major Gaïd Salah est officiellement nommé par ce dernier vice-ministre de la Défense.

Commence alors la longue opération d'affaiblissement du DRS, avec la décision du 16 juillet 2013 de limoger le général Chafik, en charge du pôle économique du DRS, ainsi que le colonel Lakhdar Bouzid, dit « Fawzi », directeur depuis douze ans du Centre de communication et de diffusion (CCD) du DRS, qui avait la haute main sur la presse et la publicité d'État permettant de la contrôler (voir chapitre 3). Son tort ? Avoir diffusé des rumeurs à la presse selon lesquelles Bouteflika était dans le coma, voire mort. Dans un deuxième temps, en septembre 2013, l'état-major de l'armée récupère la DCSA, épine dorsale de l'ex-DRS, et nomme à sa tête le général-major

Mohamed Tirèche, dit «Lakhdar»<sup>132</sup>, à la place du général M'henna Djebbar, très proche de Tewfik Médiène. Plus étonnant : en janvier 2014, on apprend que le très discret général Abdelkader Aït-Ourabi, dit «Hacène», bras droit du chef du DRS et chef du Service opérationnel et coordination de renseignement antiterroriste (Socrat) depuis plus d'une dizaine d'années, a été arrêté avec plusieurs de ses collègues par l'état-major. Motif : «constitution de bandes armées, détention et rétention d'armes de guerre, fausses déclarations sur le stock d'armes utilisées ou mises à sa disposition dans le cadre de ses prérogatives (lutte antiterroriste)». C'est la conséquence directe des pressions exercées par les services américains et britanniques, après les affaires de Tiguentourine et de Tunisie, pour que l'état-major de l'ANP mette fin à la gestion par le DRS de «groupes islamiques de l'armée»<sup>133</sup>.

D'où la création, en décembre 2013, d'une «commission spéciale de sécurité» par l'état-major et la présidence pour tenter de venir à bout des officiers du DRS qui conservaient le monopole sur l'information et le renseignement (sur les dossiers de corruption, mais aussi sécuritaires) et entretenaient des liens suspects avec les djihadistes<sup>134</sup>. Cette commission tient sa première réunion le 13 janvier 2014 sous la présidence du chef d'état-major de l'ANP, le général Gaïd Salah, en présence du général Médiène et des commandants des régions militaires. La commission a insisté sur le décret alors signé stipulant que les quatre militaires limogés (Chafik, Fawzi, Djebbar et Hacène) «n'ont plus aucune relation avec l'Armée nationale populaire». Les services de renseignements sont ainsi mis sous l'égide de l'état-major, non pas pour faire diminuer l'influence de la «police politique» au sein de la société, tant s'en faut, puisque le maillage de celle-ci est resté intact

voire renforcé, mais afin que l'état-major contrôle mieux sa direction. Tous ces services dirigés depuis plus de vingt ans par le patron du DRS passeront ainsi sous le contrôle effectif de l'état-major au sein de la DCSA, alors que le DRS (qui a conservé deux directions importantes, la DSI et la DDSE, responsables du contre-espionnage et du renseignement extérieur) reste rattaché à la présidence, en principe sous la houlette du général-major Athmane « Bachir » Tartag, nommé conseiller du président. Tartag avait été débarqué de son poste à la tête de la DSI (ex-Direction du contre-espionnage du DRS) en septembre 2013 suite au massacre de Tiguentourine dont il avait été le responsable direct, mais il avait ensuite été récupéré par la présidence.

### *2015-2018: mutations en série à la tête de la police politique et de l'armée*

Mais ces limogeages n'étaient que le prélude d'une vaste opération de reprise en main des services de renseignements et le début de la fin pour le général-major Mohammed Médiène et le DRS. Gaïd Salah, devenu le maître des horloges depuis sa nomination comme vice-ministre de la Défense, conduit ensuite une nouvelle purge suite à l'énigmatique affaire d'une prétendue « tentative d'attentat » contre la résidence présidentielle de Zéralda le 16 juillet 2015. L'état-major réagit rapidement en débarquant cinq personnes mises en cause dans les rangs de la Garde républicaine, dont le chef de ce corps, le général-major Mouley Melliani, et le chef de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), le général-major Djamel Kehal Medjdoub, qui sera condamné à trois ans de prison ferme par le tribunal militaire de Constantine. D'autres officiers sont aussi limogés, comme le directeur de la justice militaire,

le général-major Guendouz, ainsi que l'inspecteur général de la justice militaire Ahmed Zerrouk et le général-major Ali Bendaoud, directeur de la sécurité intérieure<sup>135</sup>.

Lors des premiers mois de 2015, les hommes du DRS connaissent un profond marasme. De l'aveu de plusieurs d'entre eux alors cités anonymement dans la presse, les choses semblent souvent leur échapper. Depuis vingt-cinq ans, leurs chefs avaient toujours contrôlé l'information, la scène politique et de nombreux réseaux de corruption, mais à partir de 2013, cette prééminence n'a cessé de s'affaiblir : ils ont perdu le monopole sur l'information, tandis que leur influence sur les régions militaires et leur capacité de peser sur les décisions politiques se sont considérablement amoindries. Divisés et démobilisés, les cadres passent davantage de temps à se disputer ou à exécuter les basses œuvres administratives qu'à suivre une ligne directrice.

Le coup de grâce intervient le 13 septembre 2015, avec un communiqué de la présidence de la République indiquant que le président Bouteflika « a mis fin ce jour aux fonctions de chef du Département du renseignement et de la sécurité, exercées par le général de corps d'armée Mohammed Médiène, admis à la retraite ». Ce dernier est remplacé par son ancien adjoint, le général-major Athmane « Bachir » Tartag, tandis que le DRS va changer de nom pour devenir la Direction des services de sécurité (DSS), formellement rattachée à la présidence mais de fait contrôlée par l'état-major<sup>136</sup>.

Parallèlement à l'entreprise de mise au pas progressive du DRS, le général Gaïd Salah et ses proches collègues de l'état-major ont conduit à partir de 2004, et surtout de 2013, d'importantes réorganisations au sein de l'armée elle-même, visant à placer à des postes névralgiques des officiers réputés



fidèles, en privilégiant ceux que le chef d'état-major avait croisés au cours de sa longue carrière dans l'armée. Leurs manœuvres ont conduit dans un premier temps à renforcer au sein de l'état-major et des régions militaires le rôle d'hommes à qui il faisait entièrement confiance. Parmi les nouveaux promus, on trouve les colonels Mohamed Belkheir et Amar Amrani, promus respectivement en octobre 2004 commandant de l'état-major et second adjoint du commandant de la IV<sup>e</sup> région militaire, ou le général Amar Athamnia, nommé en mai 2005 commandant adjoint du chef de la V<sup>e</sup> région. En 2004, le général Saïd Chengriha hérite de la III<sup>e</sup> région militaire et restera à ce poste jusqu'à sa nomination comme commandant des forces terrestres en juillet 2018. La promotion de ce dernier, comme celle à de nombreux postes sensibles d'autres officiers ayant gagné leurs galons de criminels de guerre lors de la guerre contre les civils des années 1990, marque un tournant majeur, confirmant au fil des mutations le rôle croissant de ces officiers à la tête de l'armée<sup>137</sup>.

Celles-ci ont touché pratiquement toutes les régions militaires et les structures transversales de l'ANP. Plus d'une centaine de généraux et d'officiers supérieurs ont fait les frais de cette « restructuration », qui a démarré par les commandements des régions militaires, réputés essentiels pour permettre le contrôle total des chefs d'unités opérationnelles. L'état-major s'est ensuite attaqué aux autres directions majeures : en août 2008, le général-major Ali Akroum a été nommé à celle en charge de la logistique ; le général Hamid Boumaiza au commandement des forces aériennes ; et la direction de l'approvisionnement a été confiée au général Mostafa Debbi. Tous ces changements ont été officiellement décidés par le chef de l'État, en principe chef suprême des forces armées, mais incapable d'exercer cette fonction du

fait de sa santé défaillante. C'est bien le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah et sa garde rapprochée qui ont planifié cette restructuration ayant touché toute l'institution militaire sous couvert du danger terroriste planant sur le Sahel. Le plus vieux général d'active du monde dispose alors d'énormes pouvoirs et ne tolère plus qu'on lui fasse de l'ombre.

### *La purge géante de la tête de l'armée à l'été 2018*

Dès les premiers mois de 2018, les rivalités au sommet gagnent tous les appareils de l'État et s'accroissent dans la perspective de l'élection présidentielle prévue en avril 2019. Les soutiens de Bouteflika, des caciques intéressés davantage par leur carrière et les affaires que par les grands projets qui font des hommes d'État, s'engagent tête baissée dans une honteuse précampagne présidentielle pour faire élire une momie. Les enjeux résident d'une part dans la tenue d'une élection dans de « bonnes conditions » – en d'autres termes la réélection de Bouteflika pour un cinquième mandat – afin d'assurer la pérennité du régime sur laquelle comptaient les « décideurs » militaires et les oligarques ; et d'autre part dans les places que se disputaient les différents clans et personnalités du pouvoir. De plus, cette élection devait moins désigner un président qu'un vice-président, qui serait le successeur possible d'Abdelaziz Bouteflika si celui-ci venait à disparaître avant la fin de son dernier mandat.

C'est dans ce contexte tendu que survient l'extraordinaire affaire du « Cocainagate », qui a secoué l'État ainsi que tous les services de sécurité. Elle est déclenchée en mai 2018 par la saisie de 700 kg de cocaïne au port d'Oran dans un bateau venu du Brésil. Suspecté d'être à la tête de ce trafic, l'homme d'affaires Kamel Chikhi, *alias* « El Bouchi », détenait

chez lui des dizaines de vidéos où il avait filmé ses transactions (notamment foncières et immobilières) avec des hauts responsables qu'il n'hésitait pas à compromettre. Fruit d'une probable manipulation à haut niveau dont les ressorts sont depuis restés inconnus, cette affaire est apparue comme un cadeau tombé du ciel pour le chef d'état-major, lui donnant les mains libres pour éliminer le puissant général-major Abdelghani El-Hamel, directeur général de la police nationale (DGSN), qui sera incarcéré en mai 2019. C'est le prélude à une nouvelle purge majuscule au sommet de l'armée<sup>138</sup>, qui touche plusieurs hauts gradés : le général-major Menad Nouba, commandant de la gendarmerie nationale ; le général-major Saïd Bey, commandant de la II<sup>e</sup> région militaire (incarcéré lui aussi en avril 2019 et remplacé par le général-major Souab Meftah, commandant de la VI<sup>e</sup> région militaire, lui-même remplacé par le général-major Mohamed Adjroud) ; le commandant de la I<sup>e</sup> région militaire, Habib Chentouf (en fuite en Espagne depuis avril 2019), sera remplacé par le général-major Ali Sidane ; le général-major Cherif Abderrezak, commandant de la IV<sup>e</sup> région militaire, par son adjoint Hassan Alaïmia ; le général-major Boudjemaâ Boudouaour, directeur des finances au ministère de la Défense nationale, ainsi que plusieurs autres généraux-majors sont placés à la retraite d'office. Le général-major Ahcène Tafer, commandant des forces terrestres, est remplacé à ce poste par un proche du chef d'état-major, le général-major Saïd Chengriha. Et sont également limogés le général-major Abdelkader Lounes, commandant des forces aériennes et son chef d'état-major, le général-major Mohamed Hamadi, le général-major Ali Bekkouch, chef d'état-major des forces de défense aérienne du territoire, le général-major Remili, directeur de la caisse de sécurité sociale (militaire) et

plusieurs autres responsables (officiers, walis, juges, procureurs...).

Le climat malsain à la tête de l'État avec l'absence d'un président, conjugué au malaise vécu par le peuple qui découvrait abasourdi que les hautes autorités chargées de sa sécurité n'étaient que des bandits et des trafiquants de drogue, pouvait – beaucoup le pressentaient – déboucher sur une révolution. Avec bien d'autres, l'affaire du « Cocainegate » a du coup fourni aux décideurs de l'état-major des arguments pour se débarrasser de nombre de leurs adversaires au sein de l'armée, des renseignements, de la gendarmerie et de la police nationale, mais aussi de la magistrature et de l'administration. Cette situation a permis à ce clan, après six années de conflit avec l'« État-DRS », d'affirmer spectaculairement son hégémonie. L'état-major tient désormais sa force de cette longue période de purges et de la réorganisation qu'il a conduite des rouages sensibles des différents services de sécurité. Ses membres ont aussi su déjouer les tentatives de manipulations ou de retour des anciens du système à travers le *hirak*. Tout se passe en effet comme si la pression du mouvement populaire avait accéléré les initiatives de l'état-major visant à s'attribuer la totalité des pouvoirs.

### *Automne 2019 : un régime acculé*

On va le voir avec les réactions des ténors du régime face à la révolution citoyenne du 22 février, quand les chefs de l'état-major, pourtant étroitement liés à la présidence (leur principal « paravent » public) depuis deux décennies, vont s'en dissocier de façon spectaculaire. Alors que la rue demande le départ de Bouteflika et du système qu'il incarne, son frère entend contourner ces revendications. L'armée était supposée soutenir le président, mais l'anarchie ambiante et une

rencontre discrète le 27 février entre Saïd Bouteflika et l'ex-chef du DRS, Mohammed «Tewfik» Médiène, ont poussé le chef d'état-major à lancer plusieurs avertissements à l'adresse des «comploteurs».

Lors de cette réunion, dont seront ensuite informés le général-major Bachir Tartag, la présidente du Parti des travailleurs Louisa Hanoune et l'ex-président Liamine Zéroual, ses interlocuteurs ont admis la nécessité de renoncer au cinquième mandat et ont avancé «trois noms de personnalités nationales pour succéder au président : Ali Benflis, Ahmed Benbitour et l'ancien ministre de la Santé Abdelhamid Aberkane ; et l'idée que Zéroual devrait gérer la période de transition en qualité de chef du gouvernement avec les prérogatives d'un président<sup>139</sup>». Le général Tartag et Saïd Bouteflika ont fait ensuite état de leurs craintes au regard des événements et du fait que «Gaïd Salah est devenu incontrôlable et peut agir d'un moment à l'autre». À l'issue de ces échanges, les officiers supérieurs ont chargé Saïd Bouteflika de révoquer Gaïd Salah par un décret présidentiel et de nommer à sa place le général-major Saïd Bey. Le 29 avril, l'ancien ministre de la Défense Khaled Nezzar, toujours influent, a révélé quant à lui sur le site *Algérie patriotique* que lors d'une conversation téléphonique avec Saïd Bouteflika le 30 mars, ce dernier lui avait dit que «si le mouvement populaire persiste à rejeter les propositions de la présidence, ce sera l'état d'urgence ou l'état de siège».

Au soir de ce même 30 mars, Gaïd Salah préside une réunion d'urgence au siège de l'état-major, en présence des commandants de forces, du général Ben Ali Ben Ali, commandant de la Garde républicaine, du commandant de la I<sup>re</sup> région militaire et du commandant de la Gendarmerie nationale, pour dénoncer des «parties malintentionnées qui préparent un plan visant à porter atteinte à la crédibilité de l'armée

par la préparation d'une campagne médiatique virulente». Un plan visant à faire croire, selon lui, «que le peuple algérien rejette l'application de l'article 102 [ex-article 88] de la Constitution» (permettant de constater l'état d'empêchement du président de la République). Cette première réunion pour faire face aux manœuvres du frère du président et à la tentative de retour sur la scène politique du général Tewfik montre bien que les membres de l'état-major étaient déterminés à faire bloc pour affronter toutes les éventualités.

Leur réaction à cette tentative avortée de coup d'État a aussi témoigné des forts liens de solidarité unissant certains d'entre eux, noués pour l'essentiel lors de leurs expériences partagées, notamment au sein des unités de l'armée stationnées au cours des années 1970 aux frontières du Maroc, où officiaient à l'époque le commandant Gaïd Salah, les capitaines Chengriha et Zerrad, les lieutenants Athamnia et Alaïmia, etc. On ne s'étonnera donc pas de retrouver parmi eux, plus de quarante ans plus tard au sein de l'état-major, des adversaires intransigeants du DRS, considéré par nombre de militaires et par le peuple comme une véritable plaie. Ce sentiment, profondément intériorisé depuis les années 2000, a conduit de nombreux membres de l'état-major à s'engager fortement dans le soutien à Bouteflika contre Tewfik et ses services, refusant l'attitude arrogante et méprisante de leurs responsables qui s'étaient approprié les pleins pouvoirs.

Dans les mois incertains qui ont suivi le déclenchement du *hirak*, les cerveaux de l'état-major étaient d'abord habités par le risque de retour de la «bande» (*issaba*): même si ses principaux dirigeants et alliés supposés ont été incarcérés, beaucoup d'autres restaient libres ou en fuite, gardant une capacité de nuisance. D'autant que nombre de

leurs affidés ralliés depuis plus de vingt ans étaient toujours actifs, certains n'hésitant pas à faire leurs slogans du *hirak* (comme « Qu'ils partent tous ! ») dans le but de préserver leurs privilèges : un mélange funeste de journalistes obéissants, d'éradicateurs médiatiques, d'hommes politiques et de magistrats aux ordres, ainsi que d'associations de la « société civile », de partis et de syndicats manipulés ou clonés, et autres organisations créées au fil des années par le système DRS.

Pour les têtes de l'état-major, un autre enjeu essentiel de cette période a été d'éliminer ceux qu'ils qualifiaient d'agents de la « France-Algérie » dans l'armée, les services de renseignements, l'administration et tous les autres secteurs névralgiques. Dans tous ses discours, le chef d'état-major a ainsi joué sur la fibre nationaliste, promettant de sévir contre les « traîtres » et les « résidus du colonialisme qui ont bradé la souveraineté nationale ». Une propagande à travers laquelle lui-même et ses pairs se sont campés comme des « novembristes » et des « badissites » (voir lexique) en lutte contre d'imaginaires « ennemis intérieurs » hostiles aux valeurs nationales du 1<sup>er</sup> Novembre et du cheikh Abdelhamid Ben Badis. Dont feraient également partie ceux qui brandissent le drapeau berbère dans les manifestations, ou ceux qu'ils désignent dans leurs discours comme *cher-dima*<sup>140</sup> ou « traîtres au principe de novembre 1954 ». La notion d'« ennemi intérieur » évoque la période de la guerre froide et de ses « cinquièmes colonnes » communistes dans les pays capitalistes. C'est d'abord cet ennemi que l'état-major a désigné dans les discours de son porte-parole et entendait « combattre jusqu'à la fin ». Sa stratégie a consisté à ériger la protection de la population comme une fonction essentielle de son rôle, en la mettant en garde contre l'« ennemi intérieur » qui s'activerait en son sein.

Mais ces discours de circonstance n'ont aucunement convaincu les millions d'Algériens ayant occupé des mois durant les rues du *hirak* dans toutes les villes du pays. Lesquels ont d'abord mis en avant toutes les questions qui fâchent, comme l'absurdité de la façade parlementaire du régime, la responsabilité des crimes de guerre des années 1990, le très rétrograde code de la famille de 1984 et tant d'autres sujets de société restés tabous. D'où la raideur radicale des généraux de l'état-major, rigoureusement imperméables à ces revendications démocratiques basiques, face auxquelles ils n'ont su opposer que la nécessité d'« organiser l'élection présidentielle dans les plus brefs délais ».

À l'automne 2019, à la veille de cette élection annoncée pour le 12 décembre (après l'annulation des échéances initialement prévues en avril et juillet), la mobilisation populaire pour « dégager » le régime, police politique et état-major confondus, restait impressionnante. En a témoigné l'ampleur inédite du trente-septième vendredi, coïncidant le 1<sup>er</sup> novembre avec le soixante-cinquième anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, qui a mobilisé plus de 5 millions de citoyens. Et l'état-major de l'ANP, fragilisé, semblait commencer à se diviser sur les politiques à suivre face à la crise<sup>141</sup>. Mais ces éventuelles divisions, toujours très opaques, n'ont pas empêché le déroulement de l'élection présidentielle du 12 décembre, largement boycottée par la population (à peine 10 % de votants) et largement truquée. Elle s'est soldée par la désignation du très morne Abdelmajid Tebboune à la tête de l'État, chargé par l'état-major de procéder au lifting de la façade civile du régime. Objectif maintenu par le général Saïd Chengriha, désigné nouveau chef de l'état-major suite au décès brutal du général Gaïd Salah, victime d'un infarctus le 23 décembre 2019.



## **17. La périlleuse mise à nu d'un ordonnancement mafieux**

*par José Garçon*

*L'ampleur des ébranlements provoqués par le hirak dans les hautes sphères du régime a notamment eu comme conséquence majeure de mettre à nu la réalité de sa nature militaire, auparavant méthodiquement occultée. Avec comme effet la fin du consensus entre les clans du pouvoir, jusque-là garant de sa force, ouvrant donc une phase de grande incertitude.*

« Nous avons gagné, mais ils ne le savent pas encore ! » Ce slogan, comme la plupart de ceux inventés par le *hirak*, ne relève pas d'un triomphalisme puéril. Bien sûr, une certaine inquiétude s'est fait jour au sein d'une partie de la population troublée par le durcissement sécuritaire et la multiplication des arrestations. Cela ne change rien aux avancées irréversibles permises par la contestation populaire. Malgré leurs différences et leurs divergences, les Algériens ont su déjouer toutes les tentatives de manipulations et les provocations visant à les diviser en réinstallant les clivages idéologiques et identitaires les plus éculés. Le tout sans jamais renoncer à la non-violence, singularité novatrice dans un élan populaire d'une telle ampleur.

La société a par ailleurs repris confiance en elle-même en participant à un mouvement aux allures de grande fête populaire et familiale. Elle s'est libérée de la peur, celle héritée de la décennie noire en Algérie

comme celle des guerres en Syrie et en Libye brandies par le pouvoir pour tuer dans l'œuf tout soulèvement à caractère politique. Cela a favorisé le réveil politique de tout un peuple qui n'a pas seulement repris la parole. Il s'est réapproprié, au sens propre du mot, l'espace public. Multipliant les débats, il recrée du lien social, espère, revendique et se projette à nouveau dans l'avenir. Surtout, la société affiche une volonté de « refaire nation » avec une vitalité, une énergie et une créativité impressionnantes.

Une troisième mutation est tout aussi décisive : les Algériens se sont réapproprié leur Histoire. Les portraits des « vrais » héros de la révolution brandis partout et dans tous les cortèges signifient leur détermination à reprendre le cours de leur histoire là où celle-ci aurait dû commencer : l'indépendance en 1962 (voir chapitre 10). Cette résolution s'est manifestée de manière fulgurante le 1<sup>er</sup> novembre lors du trente-septième vendredi du *hirak* qui, symbolique très forte, coïncidait avec le soixante-cinquième anniversaire du début de la guerre de libération.

*« Vous n'êtes pas le premier colonisateur, vous partirez comme eux »*

L'affichage des figures historiques de la révolution, et plus encore les cris de « Indépendance ! Indépendance ! » rythmant les manifestations de ce 1<sup>er</sup> novembre ne constituent pas seulement un message cinglant à ceux qui ont confisqué la souveraineté du pays et trahi les idéaux de la révolution. Les pancartes proclamant « 1<sup>er</sup> novembre 1954-1<sup>er</sup> novembre 2019. Vous n'êtes pas le premier colonisateur, vous partirez comme eux sont partis » consacrent la lucidité d'un peuple qui ose désormais comparer tout haut le régime à un nouveau colonisateur. L'abolition publique d'un tel tabou est redoutable pour un

système qui, depuis soixante ans, fait de son identification à la révolution le principal outil de légitimation de son pouvoir. Cette confiscation de la « légitimité historique » par une petite minorité avait un objectif : prétendre à un commandement à vie au nom de la révolution et d'une légitimité historique qui lui fait cruellement défaut. En témoigne le fait que le chef d'état-major, le général Ahmed Gaïd Salah, et la revue de l'armée *El Djeich* annoncent systématiquement leurs décisions en présentant l'armée actuelle, l'ANP, comme la « digne héritière de l'ALN »<sup>142</sup>.

Cette réappropriation de l'héritage de la guerre de libération par les contestataires prive *de facto* le régime de ce qui lui a permis pendant plus d'un demi-siècle de verrouiller toute critique, et pas seulement quand elle vient de l'ancien colonisateur. En la matière, c'est sans doute le colonel Lakhdar Bouregaâ qui lui a porté le coup de grâce. Le 22 octobre en effet, ce vétéran de la guerre de libération, détenu pour « atteinte au moral de l'armée » (voir chapitres 10 et 11), a refusé catégoriquement de répondre à un juge d'instruction. En précisant : « Je ne reconnais pas la justice qui émane d'un pouvoir illégitime »<sup>143</sup>.

Le quatrième acquis du *hirak* est tout aussi fondamental. Passé plus inaperçu, il marque un changement sans précédent dans le fonctionnement même du système. Il touche en effet aux deux constantes qui ont permis à un ordonnancement véritablement mafieux de se maintenir et de se perpétuer depuis près de soixante ans : une discrétion des chefs militaires proche de la clandestinité et une capacité à ne jamais laisser les luttes de clans atteindre un point de non-retour.

La suprématie de l'armée – qui, depuis l'indépendance en 1962, exerce la réalité du pouvoir sans partage, sauf avec les services de renseignements – était bien sûr un secret de polichinelle. Son affichage

public est en revanche totalement inédit. Cette armée-État s'est en effet toujours dissimulée derrière une apparence de pouvoir civil qui joue les fusibles en cas de nécessité (voir chapitres 2 et 3). Ce paravent, indispensable pour que les vrais « décideurs » restent toujours dans l'ombre, aura été décisif pour garantir l'impunité des hauts gradés.

Le *hirak* a bouleversé cette donne. En précipitant la désintégration d'un système et d'institutions à bout de souffle<sup>144</sup>, il a laissé le régime adossé sur sa seule et véritable colonne vertébrale : l'armée. Désormais en première ligne, le haut commandement militaire est apparu pour ce qu'il s'était toujours défendu d'être : le seul vrai détenteur du pouvoir. La gestion de l'après-Bouteflika a anéanti des décennies d'acharnement des états-majors successifs à crédibiliser le pouvoir civil censé diriger l'Algérie. En effet, l'obstination des hauts gradés à imposer leur feuille de route envers et contre tous – un scrutin présidentiel dans des conditions iniques et avec des candidats tous issus du sérail – démontrait, si besoin en était, qui décidait vraiment en Algérie en 2019. L'omniprésence du général Ahmed Gaïd Salah<sup>145</sup>, qui apparaissait toujours en treillis militaire, en est l'illustration parfaite. Surtout quand *El Djeich*, la revue de l'armée, a homologué et précisé régulièrement les oukases du chef d'état-major et ses condamnations lourdes de menaces à l'égard de ceux qui contestaient la tenue de cette élection dans de telles conditions. Les manifestants ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, défilant tous les vendredis aux cris de : « État civil et non militaire ! »

### *Les généraux dans l'impasse*

Les condamnations à quinze ans de prison du général Toufik Médiène, ex-tout-puissant patron des

services secrets pendant un quart de siècle, et de son successeur Bachir Tartag pour « complot contre l'autorité de l'État » a marqué le second tournant. Bien sûr, la (pseudo-)opération « mains propres » qui, à un rythme accéléré, a d'abord frappé des personnalités enrichies sous l'ère Bouteflika, puis d'extradignitaires du régime avait un objectif immédiat : faire diversion et donner des gages aux contestataires en leur jetant des gens en pâture dans l'espoir d'occulter leur revendication première, à savoir le changement de système (voir chapitre 15).

Mais cette justice spectacle offrant des têtes au peuple était bien plus prosaïque. Elle était la conséquence d'une guerre ouverte au sommet dans une ambiance de sauve-qui-peut (voir chapitre 16). Cette purge interne a consacré l'explosion de l'autre règle d'airain du régime : l'obligation de trouver au final – et quelle que soit la férocité des conflits interclaniques – un consensus, fût-il *a minima*, entre les différents clans du système. Pour une seule raison : la nécessité de rester solidaire face à l'adversité, c'est-à-dire face à la rue, condition *sine qua non* pour se reproduire et se perpétuer (voir chapitre 2).

Certes, l'absurde tentative de reconduire un Bouteflika subclaquant faute d'accord sur son successeur avait déjà montré que ce consensus avait vécu. Tout comme d'ailleurs l'homogénéité des services de sécurité, traversés eux aussi par les luttes de clans qui n'ont cessé de déchirer l'Algérie indépendante. Mais, avec l'emprisonnement du général Médiène et de ses soutiens, c'est toute la digue qui, pour la première fois, a cédé – publiquement de surcroît –, donnant l'impression que « le régime ne survit plus que par amputations successives », pour reprendre une expression de l'opposant historique Hocine Aït-Ahmed.

Alors qu'il était en première ligne, seul face au peuple – et donc fragilisé –, l'état-major a pris un

gros risque : il s'est entêté à vouloir, ce qui ne résoudrait rien, replâtrer un système que les Algériens rejetaient en bloc. Au lieu de négocier une transition politique donnant des garanties à l'armée et permettant enfin l'ouverture du système politique<sup>146</sup>. C'est sans doute la seule manière de ne pas exacerber plus encore le mécontentement populaire et la crise de légitimité du pouvoir. Dans le cas contraire, toute fuite en avant sécuritaire et dans la répression sera imputée au commandement militaire. Avec des risques pour la cohésion de l'armée qu'on sait divisée, surtout depuis les arrestations de plusieurs généraux à l'été 2018. La fin du consensus entre les clans qui l'ont toujours traversée, ajoutée à la pression du soulèvement populaire, favoriserait alors sans doute des règlements de comptes au sein de l'état-major et, plus largement, parmi les officiers de haut rang.

En décembre 2019, le général Gaïd Salah se retrouvait sur la sellette. Et pas seulement dans les cortèges qui continuaient à réclamer son départ après l'élection (frauduleuse) à la présidence, le 12 décembre, d'Abdelmajid Tebboune (soixante-quatorze ans). Rien n'assurait en effet qu'il ne serait pas tenu pour responsable de l'impasse d'une Algérie de plus en plus ingouvernable. Et qu'il ne soit du coup « mis à la retraite ». Encore faudrait-il que l'état-major s'entende sur un successeur qui garantirait un nouvel équilibre de ses composantes. C'est la condition pour espérer que le commandement militaire cherche enfin une porte de sortie digne de ce nom au lieu de tenter de faire passer une alternance clanique pour une réforme qu'il n'a nulle intention de mener. Au lieu aussi de ressasser à l'infini ses condamnations d'un « complot », comme si l'existence (réelle ou supposée) d'une conspiration avait pour corollaire son maintien perpétuel au pouvoir. Le décès brutal

du général Gaïd Salah, victime d'une crise cardiaque le 23 décembre 2019, n'a pas sensiblement changé cette donne : le général Saïd Chengriha, immédiatement nommé par ses pairs à la tête de l'ANP, était un proche de son prédécesseur et s'inscrivait dans la même logique.

Une chose est sûre : l'insurrection populaire n'a pas seulement fragilisé le système en mettant à nu son ordonnancement mafieux. Elle a rendu irréversible l'évidence de la question qui se pose depuis l'indépendance du pays et que l'état-major a toujours feint d'ignorer : celle du rôle des institutions. Et de l'armée.

## **18. Le *hirak* sur la scène internationale**

*par Omar Benderra*

*Le hirak a replacé l'Algérie sous le feu des projecteurs médiatiques. La place et le rôle du pays sur l'échiquier politico-diplomatique sont cependant assez peu évoqués, l'intérêt de la presse internationale se concentrant surtout sur le caractère massif et pacifique d'une mobilisation populaire aux formes inédites. Ce mouvement, par son originalité et son ampleur, contredit directement un certain nombre de représentations et d'idées reçues sur la société algérienne, perçue communément comme repliée sur ses conservatismes. Quid des effets du hirak sur la place de l'Algérie dans le concert des nations ?*

Quand elle n'en tait pas purement et simplement l'actualité, l'essentiel de la presse occidentale, française au premier chef, contribue activement à véhiculer une image tronquée de l'Algérie. Pour ces médias, le régime aussi autoritaire que corrompu, massivement rejeté par la population, est essentiellement considéré comme un pis-aller face à l'islam politique, assimilé au djihadisme et au terrorisme. La guerre contre les civils des années 1990, ses manipulations, ses massacres et ses distorsions ont orienté l'opinion internationale vers une perception lourdement erronée, mais diffuse et persistante, d'une conflictualité manichéenne opposant des islamistes barbares à une armée, certes sanguinaire, mais « républicaine » et



certainement mieux disposée à l'égard de l'Occident que les partisans d'une théocratie médiévale (voir chapitre 3).

Le *hirak*, ce n'est donc pas le moindre de ses mérites, a contraint les médias à questionner les lieux communs et les idées reçues sur une société aux réalités beaucoup plus complexes et nuancées. Cet éclairage renouvelé, qui relativise nettement le prêt-à-penser néocolonial d'une large fraction de l'expertise occidentale, française en particulier, situe avec davantage de précision l'Algérie sur la carte des enjeux stratégiques contemporains.

### *La politique étrangère de l'Algérie : le poids déterminant de l'histoire*

L'image internationale de l'Algérie, endommagée depuis le coup d'État militaire du 11 janvier 1992, a longtemps été, au moins depuis l'indépendance du pays en 1962, celle d'un pays pétrolier non aligné, jaloux de sa souveraineté et développant des orientations socialisantes et panarabes plus ou moins marquées. Cette représentation a subi des ajustements négatifs du fait de la « guerre contre les civils » à la charnière des <sup>xx</sup>e et <sup>xxi</sup>e siècles. Le poids de l'histoire est déterminant : la politique internationale de l'Algérie est modelée aujourd'hui encore par les conditions d'émergence de l'État national moderne au cours de sa guerre de libération. Les orientations fondatrices de politique étrangère du pays, qui font consensus dans la société, ont été fixées aux premiers jours de la lutte armée et portées sur les fonts baptismaux lors de la conférence de Bandung en 1955<sup>147</sup>.

Face à un État impérialiste et dans la situation d'une colonie de peuplement raciste, les relations internationales de la Révolution algérienne se sont constituées dans leur expression inaugurale sur le

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'indépendance nationale hors de toute hégémonie, sur le rejet de toutes les formes de colonialisme et de racisme. Ce triptyque est le socle, le code source de la diplomatie algérienne. De son indépendance à la fin des années 1970, l'Alger est bien la « capitale de la révolution<sup>148</sup> », membre agissant du Front de la fermeté<sup>149</sup> antisioniste et anti-capitulation. L'Algérie se situe à l'avant-garde des luttes anti-impérialistes et de libération nationale, que ce soit en Afrique ou en Asie. Cette phase militante est révolue depuis le début des années 1980, mais le soutien officiel et populaire à la cause du peuple palestinien, à la résistance antisioniste et au peuple sahraoui n'a pas été remis en cause.

Dans le contexte d'un monde bipolaire structuré autour de la guerre froide entre les blocs de l'Est et de l'Ouest qui prévaut jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1990, le non-alignement<sup>150</sup>, « inventé » à Bandung en 1955, est la clef de voûte du dispositif diplomatique de l'Algérie. Le refus de la vassalisation à l'un ou l'autre des camps politico-militaires prend très tôt dans l'histoire de l'indépendance la forme d'un équilibre plutôt original. En effet, si les échanges économiques et commerciaux du pays sont orientés vers la France et l'Occident en général, l'inclination stratégique est nettement orientée vers l'URSS, fournisseur très largement dominant de l'armée algérienne. En dépit des crises et convulsions internes, le cap diplomatique fondateur est maintenu, notamment dans le soutien aux peuples palestinien et sahraoui. Ainsi, la période de déstabilisation qui a suivi les émeutes d'octobre 1988<sup>151</sup> n'a pas empêché la proclamation de l'État de Palestine à Alger en novembre de la même année.

La conduite de la politique extérieure n'est pas uniquement influencée par les options idéologiques, une

forte dose de *realpolitik* caractérise également l'approche diplomatique algérienne. Le souci d'équilibre et d'autonomie est nettement affiché. Très tôt, avant même l'indépendance du pays, s'est posée la question de la concomitance des velléités de leadership idéologique de l'URSS et de l'hégémonisme agressif des États-Unis. D'un côté, le collectivisme et l'athéisme d'État de Moscou ne font pas recette auprès des nationalistes algériens, même s'il existe une proximité avec l'égalitarisme soviétique et une communauté de vues dans le rejet de la domination impériale. De l'autre côté, des canaux de communication sont préservés avec la première puissance mondiale y compris dans la période de rupture des relations diplomatiques après la guerre israélo-arabe de juin 1967. Des *missi dominici*, au croisement du business et du renseignement, à l'image de Messaoud Zeggar<sup>152</sup>, sont chargés de maintenir des relations de haut niveau, notamment dans le domaine pétrolier où les compagnies américaines sont très bien accueillies.

### *Carrefour stratégique : de la Méditerranée au Sahel*

Quatre pays, la France, la Russie, les États-Unis et la Chine, forment la colonne vertébrale des relations internationales de l'Algérie. Pour ces acteurs majeurs des relations internationales, celle-ci est un partenaire significatif compte tenu de sa situation géostratégique et de son influence potentielle, déclinante depuis le début des années 1990, en Afrique et au Moyen-Orient. L'Algérie au centre du Maghreb, entre Afrique saharo-sahélienne et Méditerranée occidentale, est le plus grand pays du continent.

Entre diaspora algérienne en France, poids de l'histoire et intérêts bien compris, l'Algérie entretient des relations multidimensionnelles avec l'ancienne métropole qui reste le partenaire majeur en dépit des

vicissitudes de l'histoire. Malgré un effort de diversification sensible, la Fédération de Russie, succédant à l'URSS, demeure de très loin le principal fournisseur de l'armée algérienne depuis l'indépendance ; et la majorité des officiers supérieurs de l'ANP passent encore par les académies militaires russes. Les États-Unis, superpuissance militaire garante auto-proclamée de la sécurité des flux d'hydrocarbures et leader de la guerre universelle contre le terrorisme, sont l'interlocuteur obligé. Les généraux veillent à maintenir ouverts les canaux de communication avec Washington, restant des collaborateurs actifs en termes de renseignement et jouant autant que nécessaire les intermédiaires dans des situations de négociations complexes, notamment lors de l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979<sup>153</sup>. Quant à la Chine, alliée historique de la révolution algérienne<sup>154</sup>, elle est devenue le premier fournisseur de l'Algérie : les entreprises chinoises ont conquis d'importantes parts de marché durant la décennie d'« embellie » financière entre 2003 et 2013. Signe d'une relation jugée importante par Pékin, les deux pays ont signé un mémorandum d'entente en juin 2019, en plein *hirak*, dans le cadre du mégaprojet des « Nouvelles routes de la soie ».

Avec les autres pays de l'Union européenne, le groupe des partenaires de second plan de l'Algérie comprend l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et dans une moindre mesure le Qatar. Ces pays ont émergé sur le plan international avec leur rôle essentiel de soutien aux « *freedom fighters* » afghans à partir de l'invasion soviétique en 1979. Peu peuplés et très riches, ils jouent depuis un rôle décisif dans la propagation du wahhabisme, superstructure du djihadisme, dans le monde arabe et en Afrique, notamment dans la région sahélo-saharienne. Leur poids politique, tant à l'intérieur de la Ligue arabe

que sur un plan plus global, a considérablement augmenté compte tenu de leurs ressources financières et à mesure de leur implication dans les jeux de puissances orchestrés par les Occidentaux et Israël.

Dernier État – tous les autres ont été détruits – du Front du refus constitué par opposition à ce groupe de pays soutenant les accords de capitulation de Camp David<sup>155</sup>, l'Algérie s'est progressivement rapprochée des pays du Golfe sous l'impulsion d'Abdelaziz Bouteflika. Dans les années 1980 et 1990, ce fondateur du régime algérien avait passé une partie de sa traversée du désert à Abu Dhabi sous la protection fort généreuse des princes locaux.

### *La longue prépondérance, progressivement affaiblie, des réseaux franco-algériens*

Même si son influence s'est progressivement affaiblie, la France, ancienne puissance coloniale, restait à la fin des années 2010 le principal tuteur international du régime d'Alger, en particulier depuis le coup d'État militaire du 11 janvier 1992. En 2019, les patrimoines immobiliers – mais aussi les fortunes – en France des caciques du régime étaient encore un des secrets d'État les plus jalousement préservés de la République.

De fait, derrière un discours officiel parfois très critique, le régime algérien a toujours maintenu des relations étroites avec les différents centres de pouvoir à Paris. Cette coopération oblique a commencé avant même la fin de la guerre de libération. Cette entente s'est très tôt concrétisée, aux premiers jours de l'indépendance en 1962, lorsque l'armée coloniale a mis ses casernes à la disposition de l'armée des frontières commandée par le colonel Boumediene, en rébellion contre le GPRA. Ainsi le nationalisme « ombrageux » du président Houari Boumediene (1965-1978) et les

tensions récurrentes avec la France, notamment lors de la nationalisation du pétrole en 1971, n'ont nullement empêché la poursuite d'un accord secret permettant à l'armée française de mener des recherches de guerre chimique et bactériologique jusqu'en 1978 (voire jusqu'en 1986 selon certaines sources) sur la base B2 Namous, dans le Sud-Ouest algérien<sup>156</sup>.

L'accession au pouvoir de Chadli Bendjedid en 1979 signe la mainmise des officiers issus de l'armée coloniale, les « DAF » (démissionnaires ou déserteurs de l'armée française), sur les appareils d'État et l'ANP<sup>157</sup>. Ces hommes très proches des cercles décisionnels français – directement la présidence ou d'autres centres de pouvoir via des intermédiaires financiers<sup>158</sup> –, qui défendent une réorientation libérale infitahiste et autoritaire de l'économie, pèseront de tout leur poids pour mettre un terme aux réformes politiques et économiques du gouvernement Hamrouche (1989-1991)<sup>159</sup>.

Ce groupe d'officiers assume l'entière responsabilité du coup d'État militaire du 11 janvier 1992. L'interruption brutale d'un processus démocratique, avec la bénédiction de l'Élysée<sup>160</sup>, plonge le peuple algérien dans la terreur et dans un « fleuve de sang » selon la formule de Hocine Aït-Ahmed (voir chapitre 1). C'est au cours de cette période que le régime, à bout de ressources faute d'avoir mené à bien le moindre programme de réhabilitation de l'économie, accepte le rééchelonnement de la dette. Sur les conseils de Paris et de Michel Camdessus, alors directeur général du Fonds monétaire international, l'Algérie demande le rééchelonnement de sa dette extérieure (option auparavant rejetée par les « réformateurs », d'où la rancœur des généraux janviéristes) en acceptant les conditionnalités de deux accords de *stand-by* (avril 1994 et mars 1995). Des accords totalement inefficaces, mais qui aboutissent, sous couvert de privatisation, à une

appropriation délinquante massive de patrimoine public. Si elle a pu donner des marges de manœuvre financières au régime, la libéralisation sous les auspices du FMI a en effet enclenché un processus de désindustrialisation, d'aggravation de la dépendance économique du pays, d'appauvrissement des catégories les plus fragiles et d'accentuation, jusqu'à l'absurde, du caractère rentier de l'économie.

Les massacres de la décennie sanglante culminent dans l'horreur en 1997 et 1998, dans des circonstances particulièrement troubles<sup>161</sup>. Ces atrocités suscitant une forte émotion internationale, le huis clos algérien est brièvement levé. Mais la couverture médiatique et diplomatique assurée par les amis français du régime parvient efficacement à étouffer les cris des suppliciés et à faire retomber l'indignation des opinions européennes<sup>162</sup>. L'éteignoir français sur l'actualité algérienne est renforcé par le contexte international, marqué par la guerre de démembrement de la Yougoslavie et par les suites de la première guerre d'Irak déclenchée en 1990. Le redéploiement stratégique occidental, qui profite de l'effondrement soviétique, marginalise alors la crise algérienne, perçue comme un conflit interne sans implications sur l'agenda global. Ainsi, à la fin des années 1990, l'Algérie, à la satisfaction de sa dictature militaro-policière, n'est pas au centre des préoccupations internationales. La faible visibilité politique du pays est davantage altérée par sa fragilité économique et sa faible attractivité.

*Le jackpot des généraux et de Bouteflika :  
les attentats du 11 Septembre et la hausse  
des prix pétroliers*

Les divisions au sommet du pouvoir contribuent aussi à brouiller l'image internationale du régime.

En effet, une grave crise couve entre généraux jusqu'au-boutistes de l'éradication, représentés par le chef d'état-major Mohamed Lamari, et les partisans d'une réconciliation politique *a minima*, comme le président de la République, le général Liamine Zéroual. Le conflit est tranché en septembre 1998 par la démission d'un chef d'État sans envergure, peu apprécié par le pouvoir français. Les décideurs sont isolés sur la scène internationale. L'image du pouvoir est gravement entachée par les exactions qui lui sont imputables et qu'il est impossible de dissimuler. En effet, les soupçons qui pèsent sur le régime dans la commission de nombreuses atrocités se précisent, avec en filigrane une mise au ban de la communauté internationale. Le régime d'Alger, plus que suspect de la commission de crimes de masse, est largement infréquentable. Jusqu'à l'avènement d'Abdelaziz Bouteflika en 1999.

La désignation du ministre des Affaires étrangères de Houari Boumediene en tant que président de la République par le collège des décideurs militaires répond précisément à cette relégation au ban des nations, prélude éventuel à des mises en accusation et à des poursuites judiciaires devant les instances internationales. Abdelaziz Bouteflika, qui a présidé l'Assemblée générale des Nations unies en 1974, est un diplomate expérimenté qui dispose d'un solide entegent. Sa feuille de route consiste donc à ravalier une façade très dégradée par la « sale guerre ».

Dès son arrivée au pouvoir en avril 1999 à la suite d'élections truquées, il pose le premier jalon de sa stratégie de sauvetage par une mesure préparée de longue date par les généraux de la police politique, la loi de « concorde civile » adoptée en juillet, qui accorde l'amnistie aux auteurs, islamistes ou relevant des corps de sécurité, de violences durant la période de « tragédie nationale »<sup>163</sup>. C'est sur cette



base que Bouteflika entreprend de reconstruire l'image internationale des relations de l'Algérie avec ses principaux partenaires, avec à leur tête les États-Unis. Deux facteurs vont contribuer décisivement au succès de la mission qui lui a été assignée par les généraux : les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, puis la hausse spectaculaire et durable des prix pétroliers en 2003.

Les attentats entraînent une révision drastique des priorités de politique globale des États-Unis. L'ordre du monde et donc des relations internationales de l'Algérie s'en ressent directement. Le terrorisme islamiste étant devenu l'ennemi principal de la Maison-Blanche, les droits de l'homme et les libertés fondamentales ne sont plus des paramètres d'évaluation politique des régimes avec lesquels elle traite. Le retournement est rapide et les organisations américaines de défense des droits de l'homme dans le monde, plus ou moins proches du Département d'État, réduisent alors très nettement leurs activités algériennes. Dans ce contexte, les généraux algériens ont beau jeu de se présenter comme les pionniers de la guerre contre l'hydre djihadiste et en alliés engagés. La coopération entre services de renseignements et diplomates des deux pays passe à un niveau supérieur, les États-Unis mettant une sourdine définitive à leurs critiques des méthodes expéditives et à la gestion fort peu démocratique du régime d'Alger. Le réajustement américain est officialisé le 9 décembre 2002, lors d'une visite à Alger de William Burns, secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, dans une déclaration lourde de significations : « Washington a beaucoup à apprendre de l'Algérie sur la façon de combattre le terrorisme » (assertion qui sera ensuite répétée à maintes reprises par les successives administrations étatsuniennes). Pour conforter le renouveau des

relations bilatérales, Chakib Khelil, un ingénieur à la moralité douteuse notoirement proche des pétroliers américains, est nommé ministre de l'Énergie et des Mines en novembre 1999. Al-Qaïda a ainsi rendu un service insigne au système algérien : les États-Unis ne représentent plus pour lui une menace politique directe et peuvent être considérés, avec une certaine prudence, comme un allié dans la gestion sécuritaire de la région sahélienne<sup>164</sup>.

La hausse très importante des prix pétroliers entre 2003 et 2013 a par ailleurs coïncidé avec la dynamisation de la stratégie chinoise vis-à-vis de ses partenaires extérieurs, en Afrique particulièrement. Et en Algérie, la manne providentielle a eu pour effet de renforcer massivement les réseaux de commissions occultes, avec les traditionnels partenaires français mais également avec la Chine (et les pays du Golfe). Pékin a alors comme on l'a vu rapidement supplanté Paris comme fournisseur principal, en élargissant aux domaines militaires et scientifiques une coopération jusqu'alors essentiellement commerciale. Les entreprises chinoises, dont la politique en matière de pots-de-vin est moins encadrée que celle de leurs homologues occidentales, ont été les grandes bénéficiaires de l'éphémère prospérité algérienne. Les marchés d'infrastructures, comme l'autoroute Est-Ouest ou les systèmes d'adduction d'eau au sud du pays, ont fait l'objet de dessous-de-table de niveaux inédits, se comptant en milliards de dollars (voir chapitre 15). Sans aucun risque médiatique ou légal, le système judiciaire chinois étant encore loin derrière celui d'un pays comme l'Italie, où les scandales de corruption font régulièrement la une des journaux, notamment ceux impliquant les contrats énergétiques avec l'Algérie.

L'embellie pétrolière des années 2000 a également contribué à orienter les relations avec la Russie, dont

le complexe militaro-industriel a hérité du portefeuille algérien autrefois géré par l'Union soviétique : 15 milliards de dollars de contrats ont été signés entre 2005 et 2007. Une coopération fortement stimulée – et appelée à se maintenir – par l'accord stratégique signé lors de la visite de Vladimir Poutine à Alger en mars 2006<sup>165</sup>. Cela en dépit des contraintes financières croissantes qui n'épargneront pas l'ANP, même si les budgets alloués à la défense seront les derniers à être impactés. L'intérêt manifeste de Moscou pour le continent africain a en effet renforcé l'importance de l'Algérie dans le dispositif russe de redéploiement dans la région<sup>166</sup>. À côté de la France, garant international du régime, des États-Unis pour la sécurité des approvisionnements pétroliers et la lutte antiterroriste, la Russie reste le partenaire stratégique par excellence.

Mais au cours des « années Bouteflika », la principale évolution de la politique étrangère de l'Algérie a sans doute été l'importance croissante accordée aux relations avec un État membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG), celui des Émirats arabes unis (EAU). Ce dernier a amorcé sa pénétration du marché algérien au début des années 2000, en rachetant des installations portuaires et en investissant dans des projets de spéculation immobilière. Pour un régime rentier et ses clientèles prédatrices en quête permanente de recyclages, les EAU présentaient un avantage non négligeable, car ils disposaient d'un système financier performant, épargné de surcroît par les mécanismes internationaux de lutte anti-blanchiment. Sous le règne de façade d'Abdelaziz Bouteflika, Abu Dhabi et Dubaï ont été des destinations particulièrement appréciées par les acteurs algériens des réseaux de corruption<sup>167</sup>.

Les EAU ont opéré depuis les années 2000 une pénétration spectaculaire dans le secteur de la défense

algérien. Cet État wahhabite policier est avant tout un client de l'industrie militaire française. Les EAU, membre actif de la Coalition militaire islamique pour combattre le terrorisme<sup>168</sup> à laquelle l'Algérie ne participe pas, s'associent pourtant à l'ANP dans des joint-ventures pour l'acquisition de matériel stratégique. Développé hors de toute base objective par l'état-major, cet étonnant partenariat peine à être justifié. Du point de vue émirati, il est clair en revanche que ce rapprochement avec le centre névralgique du pouvoir algérien répond à un agenda politique. Sous la direction de Mohamed Ben Zayed, les EAU, vortex belliciste de la réaction arabe, sont le sous-traitant notoire d'Israël et des Occidentaux. Les EAU participent pleinement à l'agression contre le Yémen aux côtés de l'Arabie saoudite et sont activement impliqués, engageant leur aviation notamment<sup>169</sup>, auprès du maréchal Khalifa Haftar dans la crise libyenne. L'axe politique principal des monarchies du Golfe, EAU en tête, est construit sur la volonté de contre-carrer par tous les moyens la propagation démocratique dans le monde arabo-musulman. Dans un environnement sécuritaire dangereux, le cheval de Troie wahhabite dans la défense algérienne est devenu une menace contre la souveraineté nationale.

### *Le consensus global pour le statu quo face à la volonté du peuple*

L'irrésistible désir de liberté des populations est en opposition directe avec les objectifs et les intérêts, dissimulés ou avoués, des principaux partenaires de l'Algérie. La France entend maintenir ses réseaux néocoloniaux, le prétexte de son soutien à Alger étant la crainte d'un afflux de réfugiés en cas d'effondrement de la dictature, alors même que les facteurs favorisant cette immigration hors contrôle

sont le résultat de la gestion du régime. L'Union européenne a vassalisé le régime, réduisant celui-ci à un rôle subalterne et honteux de garde-frontières contre l'immigration subsaharienne ; et elle déploie *mezza voce* le même argumentaire. La Russie n'entend pas abandonner ses liens stratégiques avec l'ANP, même si ses dirigeants ne se font aucune illusion sur la qualité politique de la direction algérienne actuelle<sup>170</sup>. La Chine, qui dispose d'un cadre de coopération avec l'Algérie, n'a pas d'appétence pour les révolutions de couleur et met en avant le précédent libyen de 2011 où des milliers de ses ressortissants se sont retrouvés dans une situation périlleuse<sup>171</sup>. Les monarchies médiévales du Golfe redoutent davantage la contamination démocratique. Les États-Unis connaissent quant à eux la vulnérabilité du régime et savent qu'une représentation populaire authentique imposerait des positions diplomatiques défavorables à leurs visions et à leurs alliances. Il existe donc bien un consensus silencieux de ces puissances favorable au maintien de la dictature.

Ébranlé dans ses fondements par le *hirak*, le régime s'est rapidement délesté d'un Bouteflika depuis longtemps impotent et a entrepris un ravalement de façade partiel par l'élimination de certains réseaux de corruption attachés à des dirigeants disgraciés (voir chapitres 15 et 17). Si le *hirak* a surpris les décideurs de l'ombre, il est clair qu'il a décontenancé les observateurs extérieurs. Les diplomates en poste à Alger et davantage encore leurs gouvernements n'ont rien vu venir et n'ont en aucun cas anticipé les formes civiles et ordonnées, souvent teintées de poésie et d'humour, de la protestation populaire.

Cette maturité générale et ce sens des responsabilités marquent un point de rupture politique. Le peuple algérien souhaite se défaire d'un régime libricide et corrompu. Mais pas de manière anarchique

ou brutale. Les révolutions de couleur et les manipulations ethnico-culturelles n'ont pas de prise sur une opinion qui a pu mesurer concrètement le caractère criminel des aventures occidentales en Libye, en Syrie et en Irak. De fait, l'unité du *hirak*, son pacifisme et sa détermination sont également une réponse claire aux théories du « chaos créatif » développées par les géopoliticiens de l'Axe du bien. Les Algériens rejettent l'immixtion extérieure, les interventions armées étrangères et les bombardements « démocratiques ». Sur le principe et parce qu'ils sont instruits par les développements régionaux et au Moyen-Orient. En Libye comme aux frontières méridionales, au Sahel, où la présence militaire extracontinentale, loin de toute stabilisation, n'a d'autre effet que d'aggraver une situation désastreuse et d'élargir les théâtres de conflits.

Le décryptage des alliances, des zones de rupture et des intérêts communs est parfaitement lisible pour toutes celles et ceux qui se mobilisent vendredi après vendredi. Il n'est pas donc pas vraiment surprenant que les trois pays conspués par les manifestants soient la France, les États-Unis et les Émirats arabes unis. Le *hirak* du peuple algérien inaugure-t-il l'ère des peuples dans les relations internationales ? En réaffirmant l'aspiration aux libertés et à l'indépendance, le rejet des ingérences, la souveraineté effective sur les ressources du pays et le soutien aux causes justes, le mouvement a confirmé avec force que le droit de la paix ne peut être garanti et consolidé hors de la démocratie et du respect des expressions populaires. À l'avant-garde des luttes universelles des peuples pour la justice et le droit face à des élites de pouvoir partout asservies à l'argent-roi et aux privilèges de caste, les Algériennes et les Algériens ont depuis le 22 février 2019 renoué avec leur histoire. Nul ne peut prédire l'avenir à moyen et long terme, mais ce

## **Hirak en Algérie**

qui ne fait guère de doute est que les instrumentalizations de propagande ne sont plus opérantes, tous ont compris la nature des enjeux et identifient les acteurs. Les manifestants du *hirak* refondent dans l'actualité des luttes politiques et dans un souffle renouvelé l'esprit libérateur du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

**Février-novembre 2019 : chronologie de la  
révolte populaire contre le régime algérien**  
*par Salima Mellah*

**Dimanche 10 février.**– Un communiqué officiel annonce qu'Abdelaziz Bouteflika, âgé de quatre-vingt-un ans et très malade, est candidat à un cinquième mandat présidentiel de cinq ans.

**Mercredi 13 février au vendredi 22 février.**– Plusieurs manifestations ont lieu en réaction à cette annonce, d'abord à Bordj Bou Arreridj, puis à Kherrata (Béjaia) et devant l'APC de Khenchela le 16 février, où un poster géant de Bouteflika est arraché par les manifestants et piétiné. Deux jours plus tard, la même scène se déroule à Annaba.

**Vendredi 22 février.**– Dans une vingtaine de villes, des centaines de milliers de manifestants défilent suite à un appel anonyme lancé sur Facebook. C'est l'acte 1 de la contestation populaire.

**Dimanche 24 février.**– Bouteflika se rend à Genève pour des « examens médicaux périodiques ». À Adrar, des dizaines de manifestants perturbent le meeting électoral en faveur du président, organisé par l'UGTA en coordination avec la Sonatrach.

**Mardi 26 février.**– Rassemblement inédit des journalistes de la radio publique pour dénoncer la censure et réclamer la possibilité de couvrir les manifestations. Les étudiants investissent les rues de plusieurs villes avec les slogans « Bouteflika dégage ! » et « Non au cinquième mandat ! ».



**Jeudi 28 février.**— Rassemblement à Alger de journalistes de médias privés et publics, pour dénoncer la censure et l'entrave à la liberté de l'information.

**Vendredi 1<sup>er</sup> mars.**— Acte 2 : la presse indique la participation de plus de 5 millions de manifestants dans tout le pays.

**Dimanche 3 mars.**— Abdelghani Zaâlane, directeur de campagne de Bouteflika, dépose le dossier de candidature de ce dernier à la présidentielle du 18 avril 2019 et mentionne 5 millions de signatures en sa faveur. Le général à la retraite Ali Ghediri dépose un dossier de candidature, alors qu'Ali Benflis (président de Talaie El Houriat), Abderrazak Makri (président du Mouvement de la société pour la paix) et Louisa Hanoune (secrétaire générale du Parti des travailleurs) annoncent leur retrait de la candidature. Dans la soirée, des centaines de protestataires marchent pacifiquement en dénonçant une « provocation », une « insulte » et une « mascarade ». Le lendemain, de nombreux étudiants boycottent les cours. L'opposition politique se réunit et appelle les candidats à se retirer du scrutin.

**Lundi 4 mars.**— Une grève générale est partiellement suivie dans plusieurs wilayas : fermeture de commerces et arrêt de transports, boycottage de cours à l'université.

**Jeudi 7 mars.**— Un millier d'avocats marchent à Alger pour protester contre la candidature de Bouteflika et l'acceptation de son dossier par le Conseil constitutionnel.

**Vendredi 8 mars.**— Acte 3 : dans tout le pays, les marches sont plus imposantes que les précédents vendredis. Il est question de 17 millions de manifestants avec une importante participation de femmes ce vendredi, qui coïncide avec la journée des droits des femmes.

**Dimanche 10 mars.**— Protestation des lycéens dans plusieurs wilayas. Les travailleurs de la fonction publique se joignent eux aussi à la contestation. Bouteflika revient de Genève. Le chef d'état-major de l'ANP et vice-ministre de la Défense, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, déclare que «l'armée et le peuple partagent la même vision de l'avenir».

**Lundi 11 mars.**— Les juges rejoignent les avocats dans la protestation. Dans un message lu à la télévision attribué à Bouteflika, celui-ci déclare l'abandon du projet du cinquième mandat : « Il n'en a jamais été question pour moi. » Le message annonce l'annulation de l'élection présidentielle du 18 avril et l'organisation d'une conférence nationale « inclusive », un référendum sur la Constitution et la formation d'un gouvernement de « compétences nationales ». Nouredine Bedoui est nommé Premier ministre en remplacement d'Ahmed Ouyahia, démissionnaire, et Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères. Lakhdar Brahimi est chargé de mener les « consultations » à propos d'une « conférence nationale ».

**Vendredi 15 mars.**— Acte 4 : mobilisation record contre la « prolongation » du quatrième mandat de Bouteflika avec plus de 20 millions de manifestants dans une quarantaine de wilayas (soit près de la moitié de la population, bébés et vieillards compris). « Vous partez tous ! », lancent les manifestants. Dans un discours au siège de la 4<sup>e</sup> région militaire (Ouargla), le général Gaïd Salah demande aux institutions de déclarer Abdelaziz Bouteflika inapte à l'exercice de ses fonctions de président de la République, en application de l'article 102 de la Constitution.

**Mercredi 20 mars.**— Seddik Chihab, porte-parole du RND, le parti de l'ancien Premier ministre

## Hirak en Algérie

Ahmed Ouyahia, affirme que le pays est dirigé par des forces «non constitutionnelles» depuis cinq à sept ans. Le RND et le FLN disent rejoindre le mouvement.

**Vendredi 22 mars.**— Acte 5 : les manifestants exigent le départ de «tout le régime» et des «comptes à ceux qui ont volé». Le général Bachir Tartag, chef des services de renseignements depuis 2015, est démis de ses fonctions et placé aux arrêts par l'état-major.

**Mardi 26 mars.**— Le général Gaïd Salah appelle à nouveau à déclarer l'empêchement de Bouteflika en invoquant l'article 102 de la Constitution. Le lendemain, les partis de l'ex-Alliance présidentielle, dont le FLN et le RND, soutiennent cet appel.

**Vendredi 29 mars.**— Acte 6 : une fois encore, des millions de manifestants sortent dans les rues de toutes les villes du pays, dont un million à Alger.

**Samedi 30 mars.**— Réunion à l'état-major de l'ANP. L'application de l'article 102 de la Constitution est considérée comme l'«unique garantie» de la stabilité du pays. Le général Gaïd Salah dénonce la tenue de «réunions suspectes» par des individus «dont l'identité sera dévoilée» pour faire «croire à l'opinion publique que le peuple rejette l'application de l'article 102».

**Dimanche 31 mars.**— Arrestation d'Ali Haddad à un poste-frontière vers la Tunisie. Homme d'affaires à la tête de la plus grande entreprise privée de travaux publics, il présidait le Forum des chefs d'entreprise de novembre 2014 jusqu'à sa démission le 28 mars 2019. Le 17 juin, il sera condamné à six mois de prison ferme.

Formation du gouvernement Bedoui avec des personnes très peu connues. Le ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra, nommé vingt jours plus tôt, quitte le gouvernement et

Ahmed Gaïd Salah est maintenu à son poste de vice-ministre de la Défense.

**Mardi 2 avril.**— L'état-major de l'ANP, par la voix de Gaïd Salah, exige l'application « immédiate » de l'article 102. Peu après, Bouteflika annonce sa démission.

**Mercredi 3 avril.**— Le Conseil constitutionnel se réunit pour constater la vacance à la présidence de la République.

**Vendredi 5 avril.**— Acte 7 de la contestation : le départ des « 3 B » (Bensalah, Bedoui et Belaïz) est exigé.

**Mardi 9 avril.**— Abdelkader Bensalah est désigné chef d'État par intérim.

**Mercredi 10 avril.**— Le général Gaïd Salah déclare dans un discours : « La période de transition destinée à la préparation des élections présidentielle se fera avec l'accompagnement de l'armée. »

**Vendredi 12 avril.**— Acte 8 : pour la première fois, la police utilise des bombes lacrymogènes et des canons à eau contre les manifestants.

**Mardi 16 avril.**— Les étudiants marchent dans de nombreuses villes. Le général Gaïd Salah garantit que l'armée protégera les marches pacifiques et lance un avertissement au général Mohammed Médiène, dit « Tewfik », ex-patron du DRS, qui agirait contre les aspirations au changement politique du peuple. Il affirme que « toutes les perspectives possibles restent ouvertes ». Le président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaïz, démissionne.

**Mercredi 17 avril.**— Des milliers de syndicalistes appellent Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général du syndicat officiel, l'UGTA, à démissionner.

**Jeudi 18 avril.**— Le Premier ministre Abdelkader Bensalah lance les consultations avec des personnalités pour préparer l'élection présidentielle fixée au 4 juillet. De nombreux partis déclinent l'invitation.

**Dimanche 21 avril.**— On apprend que le général-major Saïd Bey, ex-commandant de la II<sup>e</sup> région militaire, a été incarcéré ; et que le commandant de la I<sup>re</sup> région militaire, le général-major Habib Chentouf, démis de ses fonctions, est en fuite en Espagne. Tous deux sont accusés d'avoir fourni des armes et des munitions de guerre à des oligarques.

**Lundi 22 avril.**— Les frères Kouninef, chefs d'entreprise et milliardaires, appartenant aux réseaux Bouteflika, ainsi que l'industriel Issad Rebrab, opposant de Bouteflika, sont arrêtés.

**Mardi 23 avril.**— Abdelmoumen Ould Kaddour, président de Sonatrach, est limogé et remplacé par Rachid Hachichi.

**Samedi 4 mai.**— Saïd Bouteflika est arrêté en même temps que l'ancien chef de la police politique (le DRS), le général Mohammed « Tewfik » Médiène, et son ex-adjoint qui l'avait remplacé, le général Athmane « Bachir » Tartag (de son vrai nom El-Bachir Sahraoui).

**Mardi 7 mai.**— Hamid Melzi, qui avait été limogé de la direction des résidences d'État (dont le fameux « Club des pins », abritant les villas de la plupart des hiérarques du régime), est arrêté pour « espionnage ».

**Jeudi 9 mai.**— La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, est convoquée devant le tribunal militaire puis placée en détention provisoire dans le cadre d'une enquête pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État », qui vise aussi le frère de l'ancien président Saïd Bouteflika et les deux anciens hauts responsables du DRS Mohammed Médiène et Athmane Tartag.

**Dimanche 12 mai.**— Le général à la retraite Hocine Benhadid est arrêté au motif d'« atteinte au moral

de l'armée et à la sécurité de l'État», pour avoir publié une lettre ouverte au chef de l'armée.

**Jeudi 16 mai.**— Nombreux limogeages de hauts responsables : les procureurs d'Alger, des responsables des agences de lutte anticorruption, etc.

**Samedi 18 mai.**— Trois personnalités reconnues, Ahmed Taleb Ibrahimi, Ali Yahia Abdenmour et Rachid Benyelles, appellent à reporter l'élection présidentielle prévue le 4 juillet et à engager un dialogue entre l'armée et les représentants des manifestants pour mettre en place une transition.

**Dimanche 26 mai.**— Les anciens chefs de gouvernement Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia, les ex-ministres Abdelghani Zaalane, Amar Tou, Boudjemaa Talaï, Amar Ghoul, Amara Benyounès, Abdelkader Bouazghi, Karim Djoudi et Abdeslam Bouchouareb, et les anciens walis Abdelkader Zoukh et Mohamed Khanfar Djamel sont renvoyés devant la Cour suprême.

**Fin mai.**— À différentes occasions, les manifestants rendent hommage au militant des droits de l'homme Kamel Eddine Fekhar, mort le 28 mai en détention à la suite d'une grève de la faim.

**Samedi 1<sup>er</sup> juin.**— Le Conseil constitutionnel reporte l'élection présidentielle et prolonge en conséquence la période d'intérim d'Abdelkader Bensalah à la tête de l'État, qui devait s'achever le 9 juillet. L'homme d'affaires Mahieddine Tahkout et plusieurs membres de sa famille sont arrêtés.

**Mercredi 12 juin.**— Arrestation de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia. Abdelghani Zaâlane, ancien ministre des Travaux publics et des Transports puis directeur de campagne d'Abdelaziz Bouteflika, est placé sous contrôle judiciaire.

**Jeudi 13 juin.**— Arrestation d'Abdelmalek Sellal, ancien Premier ministre, et de Mourad Oulmi,

P-DG du groupe automobile Sovac, tous deux accusés de corruption.

**Vendredi 14 juin.**— Arrestation d'Amara Benyounès, ministre du Commerce de 2014 à 2015, accusé de corruption. L'ancien candidat à la présidentielle Ali Ghediri est emprisonné, accusé de divulgation de documents à des puissances étrangères.

**Dimanche 15 juin.**— Organisation d'une « conférence de la société civile » regroupant une centaine de personnes. Trois grands groupes sont présents : la Confédération des syndicats autonomes constituée de treize syndicats et groupements professionnels, le Forum civil pour le changement, composé de soixante-dix associations locales et nationales, et le Collectif de la société civile qui réunit une vingtaine d'organisations et de syndicats. Ils proposent une transition de six mois à un an, la nomination d'un gouvernement consensuel ainsi que d'un exécutif transitoire, peut-être collégial.

**Samedi 16 juin.**— Les anciens ministres Amar Tou et Karim Djoudi sont placés sous contrôle judiciaire.

**Mi-juin.**— Dans plusieurs discours, le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah ordonne aux services de sécurité de poursuivre les personnes portant d'autres drapeaux que l'emblème national algérien.

**Mardi 19 juin.**— L'ancien ministre de l'Énergie et des Mines Youcef Yousfi (d'août 2017 à avril 2019) est renvoyé devant la Cour suprême.

**Mercredi 20 juin.**— Le Groupe Media Temps nouveaux, propriété d'Ali Haddad, est proposé à la vente ; il comprend les deux chaînes de télévision Dzair TV et Dzair News, ainsi que les quotidiens *Al Waqt* et *Le Temps d'Algérie*. Hacène Arbaoui, propriétaire de l'usine d'assemblage de véhicules de la marque KIA, et le DG de la BNA sont placés sous mandat de dépôt par le procureur général de la Cour d'Alger.

**Samedi 23 juin.**– Dix-huit manifestants sont incarcérés pour avoir brandi lors des marches du dix-huitième vendredi à Alger un « emblème autre que le drapeau national », en l'occurrence la bannière amazighe.

**Dimanche 30 juin.**– Arrestation de Lakhdar Bouregaâ, ancien maquisard de la lutte de libération et opposant au régime.

**Mardi 2 juillet.**– Mouad Bouchareb, membre du FLN et président du Parlement, démissionne de ce poste après deux mois de pressions.

**Vendredi 5 juillet.**– Les marches du *hirak* coïncident avec la fête nationale célébrant l'indépendance de 1962. Plusieurs millions de personnes manifestent dans tout le pays.

**Samedi 6 juillet.**– Nouvelle réunion des organisations de la « conférence de la société civile » qui débouche sur un appel à la mise en place d'une « période préélectorale » de six mois et d'un dialogue de ces dernières avec les représentants officiels de l'État. Les manifestations continuent tout au long de l'été, le mardi pour les étudiants et le vendredi pour tous. Si elles sont moins fréquentées en raison de la canicule et des vacances, elles ne s'arrêtent jamais et reprendront en intensité dès la fin août.

**Lundi 8 juillet.**– Djamel Ould-Abbès, ex-secrétaire général du FLN et plusieurs fois ministre, est placé en détention provisoire pour corruption.

**Jeudi 18 juillet.**– Le Forum civil pour le changement (qui a organisé la rencontre du 6 juillet) propose un « panel pour le dialogue » composé de treize personnes, parmi lesquelles Ahmed Taleb Ibrahimi, Mouloud Hamrouche et Djamila Bouhired. Cette dernière dit aussitôt ne pas avoir été sollicitée et refuse de faire partie d'un groupe composé d'individus « dont certains ont servi le pouvoir ». Elle



dénonce les arrestations (dont celle de Lakhdar Bouregaâ) et les intimidations de manifestants. Mostafa Bouchachi et Smaïl Lalmas conditionnent leur participation à la libération des détenus – ainsi qu’au départ de Bensalah pour Bouchachi.

**Mercredi 24 juillet.**– Le général Ghali Belkecir, patron de la Gendarmerie nationale, est limogé.

**Jeudi 25 juillet.**– Karim Younes, ancien ministre et ancien président de l’Assemblée nationale (de 2002 à 2004), est désigné par le gouvernement intérimaire comme « coordinateur général » d’une « Instance nationale de dialogue et de médiation » chargée de préparer la prochaine élection présidentielle. Il est également prévu d’organiser une conférence nationale et d’émettre des décisions contraignantes pour les pouvoirs publics.

**Vendredi 26 juillet.**– Les manifestants rejettent le dialogue proposé par le pouvoir. Plusieurs membres de la commission nouvellement désignée démissionneront.

**Mardi 27 août.**– Les autorités n’autorisent pas la réunion des forces du Pacte de l’alternative démocratique prévue pour le lendemain. Ces « forces » sont constituées de partis, associations et personnes parmi lesquels la Ligue algérienne de défense des droits de l’homme (LADDH), le Rassemblement action jeunesse (RAJ), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front des forces socialistes (FFS), l’Union pour le changement et le progrès (UCP), le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), le Mouvement démocratique et social (MDS), le Parti des travailleurs (PT), le Parti socialiste des travailleurs (PST).

**Samedi 31 août.**– Karim Younes propose que le Parlement vote une loi sur la modification du code électoral et une autre portant création d’une autorité nationale d’organisation des élections.

**Lundi 2 septembre.**— Le général Gaïd Salah appelle à convoquer le corps électoral le 15 septembre, pour une élection présidentielle qui devra se dérouler le 12 décembre, et rejette une modification de la loi électorale.

**Mardi 3 septembre.**— Les étudiants manifestent comme toutes les semaines et s'opposent à l'élection présidentielle annoncée par le chef d'état-major.

**Vendredi 6 septembre.**— Les manifestants rejettent l'organisation d'une présidentielle tant que le chef d'état-major, le chef d'État et le gouvernement restent au pouvoir. Tous les mardis et vendredis qui suivront, les manifestants appelleront à la libération des prisonniers politiques arrêtés durant les marches ou en marge de celles-ci.

**Dimanche 8 septembre.**— Le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, désigne Karim Younes pour la mise en place d'une instance d'organisation des élections. Les projets de loi sont adoptés le 13 septembre par le Parlement. Mohamed Charfi est désigné le 15 septembre président de l'Autorité nationale indépendante des élections. Bensalah convoque le scrutin, fixé au 12 décembre.

**Mercredi 11 septembre.**— Karim Tabbou, une des figures de proue du *hirak*, est arrêté pour « atteinte au moral de l'armée ».

**Mardi 17 septembre.**— Samir Belarbi, un des membres les plus actifs du *hirak*, est placé en détention provisoire à la prison d'El-Harrach.

**Mercredi 18 septembre.**— Dans un discours, le général Gaïd Salah appelle à bloquer les entrées de la capitale aux manifestants venus des autres provinces. Le même jour, l'ancien ministre des Télécommunications Moussa Benhamadi, accusé de corruption, est arrêté. Le journaliste et activiste Fodil Boumala est arrêté et emmené à la Brigade

## Hirak en Algérie

de recherche et d'intervention (BRI). Deux étudiants sont également arrêtés.

**Jeudi 19 septembre.**— Le secrétaire général du FLN, Mohamed Djemaï, et son épouse sont incarcérés.

**Vendredi 20 septembre.**— Pour défier le pouvoir qui a ordonné de bloquer les entrées d'Alger, des centaines de milliers de manifestants marchent dans les rues de la capitale.

**Lundi 23 septembre.**— Salima Ghezali, députée du FFS, démissionne de son mandat. Boudjemaâ Talai, ancien ministre des Travaux publics et des Transports, est placé en détention provisoire.

**Mercredi 25 septembre.**— Saïd Bouteflika, Mohammed Médiène, Athmane Tartag et Louisa Hanoune, accusés de « complot » contre l'autorité militaire, sont condamnés à quinze ans de prison après trois jours d'un procès expéditif. Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense (de 1990 à 1993) et l'un des organisateurs du coup d'État de janvier 1992, en fuite en Espagne, est condamné à vingt ans de prison par contumace, ainsi que son fils Lotfi.

**Vendredi 27 septembre.**— Des millions de manifestants contestent dans tout le pays les candidatures à l'élection présidentielle des anciens chefs du gouvernement Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune.

**Samedi 28 septembre.**— La commission des droits de l'homme du Parlement européen fait état de quatre-vingt-trois activistes arrêtés et dénonce cette répression.

**Vendredi 4 octobre.**— Hakim Addad, fondateur du Rassemblement action jeunesse (RAJ) et figure du *hirak*, est arrêté.

**Samedi 5 octobre.**— Un rassemblement pour commémorer les révoltes du 5 octobre 1988 est empêché par la police et cent vingt et une personnes sont arrêtées, parmi lesquelles des journalistes. La

plupart seront relâchées. Le même jour, des avocats manifestent à Bouira.

**Dimanche 6 octobre.**— Le rassemblement en soutien aux personnes déférées devant le tribunal de Sidi M'Hamed est empêché par les forces de sécurité, qui procèdent à de nombreuses arrestations. La Ligue algérienne de défense des droits de l'homme dénonce l'«escalade de la répression» et une «justice à double vitesse».

**Mardi 8 octobre.**— La police empêche la manifestation des étudiants et treize d'entre eux sont arrêtés.

**Vendredi 11 octobre.**— Le nombre de participants aux marches est fortement accru. Ils dénoncent le projet de loi de finances et celui sur les hydrocarbures.

**Lundi 14 octobre.**— Marche à Alger de plusieurs dizaines de milliers de personnes pour protester contre le projet de loi sur les hydrocarbures approuvé la veille en Conseil des ministres ; son envoi au Parlement pour adoption est suspendu. Le même jour, le tribunal de Tamanrasset condamne les activistes Dahmane Zenani, Boukhari Amhmed et Yacine Benmansour à un an de prison ferme.

**Mardi 15 octobre.**— Plusieurs personnalités, dont l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour, l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmed Taleb Ibrahim, l'ancien ministre de la Culture Abdelaziz Rahabi, l'ancien ministre de l'Éducation Ali Benmohamed, les avocats Ali Yahia Abdennour et Abdelghani Badi et les universitaires Nacer Djabi et Louisa Aït-Hamadouche appellent à une «nouvelle lecture de la réalité», proposant des mesures d'apaisement et d'ouverture démocratique, le départ des dignitaires du régime et la tenue de la présidentielle après un dialogue. Le général Gaïd Salah accuse les manifestants d'être payés par de

## Hirak en Algérie

l'«argent sale» et menace de poursuites ceux qui tenteraient de perturber la tenue du scrutin ou d'inciter les électeurs à le boycotter.

**Jeudi 17 octobre.**– Marche des avocats à Bejaia.

**Lundi 21 octobre.**– Le général-major à la retraite M'henna Djebbar, qui a dirigé de 2005 à 2013 la Direction centrale de la sécurité de l'armée et proche du général-major Mohammed Médiène, est arrêté pour «enrichissement illégal» et «abus de pouvoir».

**Jeudi 24 octobre.**– Marche imposante des avocats à Alger aux cris de «Libérez la justice!» et «Non à la justice du téléphone!».

**Vendredi 25 octobre.**– Grandes manifestations dans toutes les villes du pays à la veille de l'expiration du délai de dépôt de candidatures à l'élection présidentielle.

**Lundi 28 octobre.**– À l'appel de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), journée de protestation suivie de marches. La grève est assez largement suivie dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Poursuite de la grève massive des magistrats, déclenchée la veille pour protester contre un très important mouvement de postes, et toujours suivie à 98 %.

**Vendredi 1<sup>er</sup> novembre.**– Coïncidant avec le soixante-cinquième anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, ce trente-septième vendredi du *hirak* mobilise à nouveau pacifiquement, dans les rues de toutes les villes du pays, au moins 5 millions de manifestant.e.s. Une mobilisation impressionnante et déterminée, à l'égal de celle des premières semaines du mouvement, huit mois auparavant.

## **Le lexique du *hirak* : la bataille des mots**

*par Rafik Lebджаoui*

*Le hirak s'est distingué par un foisonnement rarement vu de slogans, de chansons et d'humour. Les Algériens ont su trouver les mots pour formuler clairement leurs revendications et pour riposter au discours du régime. Pour autant, il faut se garder de prendre tous les slogans pour argent comptant. Car, comme le montre ce « lexique » non exhaustif des mots du hirak, les laboratoires de la police politique<sup>172</sup>, toujours actifs et au service de l'état-major, se sont surpassés à leur tour pour distiller le poison de la suspicion dans les rangs du mouvement. Il faut reconnaître qu'ils ont acquis de très longue date un savoir-faire indiscutable en matière de désinformation et de manipulation des foules. Devant la détermination des manifestants, ils ont usé de nombreuses méthodes visant à fragmenter le mouvement et à l'affaiblir, puisant dans les archives de l'histoire ou inventant des concepts douteux pour frapper l'imaginaire des Algériens.*

*El Issaba* : la « bande » ou le « gang ». Scandé dès les premiers vendredis, ce mot dénonçait initialement le président Bouteflika et son entourage (famille, ministres, députés, militaires). Mais au fil des semaines, le cercle ainsi désigné a été élargi aux membres de l'état-major de l'armée et à tous ceux qui œuvrent pour eux, gouvernement, militaires,

journaux... Devenu très populaire, le terme exprime de façon fort simple la réalité du pouvoir : une « bande » qui s'est approprié un pays. Il s'est parfois transformé en pluriel après le départ de Bouteflika et l'annonce quelques semaines après de nouvelles élections présidentielles : « *Makach intikhbates maâ el issbates* » (« Pas d'élections avec les bandes ! »), visant les clans du pouvoir toujours à l'œuvre malgré le départ du président.

*Klitou lebled ya saraqines* : « Vous avez bouffé le pays, bande de voleurs ! » Ce slogan, apparu dès le début du mouvement, est clairement dirigé contre les dirigeants plongés jusqu'au cou dans la corruption et la prédation. Ce que savaient les Algériens depuis de longues années s'est traduit par cette simple phrase chantée par des millions de manifestants.

*Ghar Hirak* : dès le 22 février, les manifestants ont emprunté le Tunnel des facultés, au centre d'Alger, et en ont fait un lieu emblématique. Des jeunes ont escaladé le mur et y ont accroché une banderole sur laquelle on pouvait lire : « *Ghar Hirak*. » Un jeu de mots subtil faisant référence à *Ghar Hira* (la grotte de Hira), qui se trouve à quelques kilomètres de La Mecque et où le Prophète Mohammed a reçu la révélation.

*El Mendjel* : la faucille. Ce terme a fait son apparition après la vague d'arrestations qui a touché d'anciens Premiers ministres, des ministres, des députés, des oligarques et des généraux. Il a été utilisé au début par les manifestants, mais par la suite, il s'est avéré qu'il avait été introduit par les agents de Gaïd Salah pour tenter de lui donner une image d'impitoyable redresseur de torts, répondant aux revendications du peuple. Au fil du temps, *el mendjel* s'est de ce fait transformé en objet de dérision, notamment sur les réseaux sociaux. Les

manifestants ont même rétorqué : « Votre *mendjel* est mal aiguisé, puisqu'il épargne beaucoup de membres d'*el Issaba* qui sont toujours en liberté ! »

Ou : « Le peuple est le seul *mendjel* ! »

*Ya hna ya ntouma* : « C'est soit nous, soit vous ! » Ce slogan répété tous les vendredis montre la détermination des Algériens à en finir avec ce régime.

*Wellah Ma rana habssine* : « Par Allah, nous n'allons plus nous arrêter ! »

*Dawla madania machi aâskaria* : « État civil et non militaire ! » Ce slogan a signifié de façon radicale le refus de l'hégémonie militaire. Il a été introduit à partir d'avril-mai, après la succession des discours télévisés du chef d'état-major Gaïd Salah, qui prononçait un discours par semaine, voire deux.

*Les généraux à la poubelle wa al djazaïr teddi l'istiqlal* : « Les généraux à la poubelle et l'Algérie aura son indépendance ! » Ce slogan à forte charge symbolique montre au grand jour que les Algériens se sentent colonisés par les généraux qui dirigent le pays.

*Sahafat el aâr* : la presse de la honte. Les médias, journaux et chaînes de télévision (privées et publiques) sont rejetés par les manifestants pour leur parti pris de défense du régime, leurs manipulations grossières contre le mouvement et la non-couverture des manifestations du vendredi et du mardi. Le *hirak* a de fait acté la rupture définitive entre les Algériens et les médias, considérés comme instruments des « décideurs ».

*Chiyatines* : brosseurs. Ce terme désigne les thuriféraires du pouvoir – anciens ministres, intellectuels ou journalistes – qui saturent avec zèle l'espace médiatique pour défendre et « vendre » les décisions du régime. L'écrasante majorité d'entre eux a accompli la même mission durant les années Bouteflika.



*Yetnahaw Gaâ* : « Qu'ils dégagent tous ! » Cette formule prononcée spontanément le 11 mars par un jeune manifestant devant une caméra de télévision est devenue le mot d'ordre du *hirak*.

*Badissiya-novembriya* : cette formule répétée par certains manifestants fait référence à Abdelhamid Ben Badis (1889-1940), fondateur de l'Association des oulémas au temps du colonialisme et chantre de l'identité nationale, et à la déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954, date du début de la guerre d'indépendance. Il s'agit en réalité d'une mystification introduite par la police politique pour signifier que la nouvelle direction de l'armée représenterait le courant nationaliste qui aurait défait le clan de Bouteflika et des généraux anciens officiers de l'armée française, tous vendus à la France et aux puissances étrangères. Encore une fois, cette ruse a échoué et a été tournée en dérision dans les manifestations et sur les réseaux sociaux.

*Baâtou lebled ya khaouana* : « Vous avez vendu le pays, bande de traîtres ! » Après qu'a été annoncé un projet de loi sur les hydrocarbures en octobre 2019, visant à offrir plus d'avantages aux multinationales, ce slogan est apparu lors d'une manifestation devant le Parlement où le projet devait être discuté. C'était la première fois que les Algériens manifestaient contre un projet de loi de cette nature.

*Istiqlal* : indépendance. Ce mot cher aux Algériens est revenu en force dans les manifestations, pour affirmer le désir du peuple de retrouver sa dignité et sa souveraineté.

*Gherbal* : tamis. Ce terme est associé à la dynamique du *hirak* qui a réussi au fil des semaines à révéler aux citoyens les faux opposants et les zéloteurs du pouvoir. Pour la population, le mouvement est en effet un processus de décantation salubre pour l'avenir du pays.

*Doubab el electroni*: les mouches électroniques.

Cette formule a désigné les trolls, les fausses pages Facebook et les opérations des agents de la police politique visant à contrer l'activisme des participants du *hirak* sur les réseaux sociaux. Entre autres méthodes, les pages des activistes les plus populaires ont été «signalées» afin d'être fermées par Facebook. Les séances Facebook Live de certaines personnalités populaires ont été régulièrement brouillées ou envahies par des régiments de trolls diffusant des messages haineux ou insultants.

*Mberdaâ*: celui qui sert de selle. Terme péjoratif introduit par les officines du régime en mai-juin (lorsque ses dirigeants ont constaté que leur projet d'élection annoncé pour le 4 juillet était un échec) pour dénigrer les manifestants des vendredis, en prétendant que l'état-major de l'armée aurait pris les choses en main pour sauver le pays et qu'il n'y aurait donc plus lieu de manifester. Par conséquent, tous ceux qui participaient encore au *hirak* seraient des marionnettes de la «bande» de Bouteflika et de la fameuse «main de l'étranger», à qui ils serviraient de «selle».

*Zouaves*: mot ancien désignant les «indigènes» algériens recrutés par l'armée française au début de la colonisation en 1830. Le terme a été mis en avant par les hommes du régime pour cibler les activistes du *hirak*, les classant ainsi dans la catégorie des «traîtres à la nation», suppôts de la France et des puissances étrangères.

## Pour en savoir plus sur l'Algérie et son histoire

### *Livres*

Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'États*, La Découverte, Paris, 2004 ; rééd. en poche, La Découverte, 2005.

Saphia AREZKI, *De l'ALN à l'ANP. La construction de l'armée algérienne, 1954-1991*, Barzakh, Alger, 2018.

Youcef BEDJAOU, Abbas AROUA, Méziane AÏT-LARBI, *An Inquiry into the Algerian Massacres*, Hoggar, Genève, 1999.

Abderrahmane BOUCHÈNE, Jean-Pierre PEYROULOU, Ouanassa SIARI TENGOUR et Sylvie THÉNAULT (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, La Découverte, Paris, 2012.

Redouane BOUDJEMA, *Histoire et évolution du système médiatique en Algérie de 1962 à 2016*, Forum des alternatives, Le Caire, 2017 (en arabe).

Raphaëlle BRANCHE, *La Guerre d'Algérie, une histoire apaisée ?*, Seuil, Paris, 2005.

Ghazi HIDOUCI, *Algérie, la libération inachevée*, La Découverte, Paris, 1995.

Amine LARTANE, *L'Envol du faucon vert*, Métailié, Paris, 2007 (rééd. en poche, 2019).

Hocine MALTI, *Histoire secrète du pétrole algérien*, La Découverte, Paris, 2010.

Elaine MOKHTEFI, *Alger, capitale de la révolution. De Fanon aux Black Panthers*, La Fabrique, Paris, 2019.

## Hirak en Algérie

Jake RAYNAL et David SERVENAY, *La Septième arme. Une autre histoire de la République*, La Découverte, Paris, 2018.

Annie REY-GOLDZEIGUER, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.

Serge QUADRUPPANI, *Madame Courage*, Le Masque, Paris, 2012.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES (dir.), *Le Drame algérien. Un peuple en otage*, La Découverte, Paris, 1994.

Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang. Algérie: comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003.

Benjamin STORA, *Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance, 1962-1988*, La Découverte, Paris, 1994.

Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre. Le témoignage d'un ancien officier des forces spéciales de l'armée algérienne*, La Découverte, Paris, 2001.

—, *Le Procès de «La Sale Guerre». Algérie: le général-major Khaled Nezzar contre le lieutenant Habib Souaïdia*, La Découverte, Paris, 2002.

Sylvie THÉNAULT, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, Paris, 2005.

Nesroulah YOUS (en collaboration avec Salima MELLAH), *Qui a tué à Bentalha?*, La Découverte, Paris, 2000.

## Articles

Mehdi ABBAS, «L'ouverture commerciale de l'Algérie: apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme», *Tiers monde*, 2012, p. 51-68, <[frama.link/cY-7mGD->](http://frama.link/cY-7mGD->)>.

Lahouari ADDI, François GÈZE, Salima MELLAH, «Les attentats d'Alger: une population prise en otage par

- les luttes de clans», *Algeria-Watch*, 16 décembre 2007, <[algeria-watch.org/?p=45335](http://algeria-watch.org/?p=45335)>.
- ALGERIA-WATCH, «Le général Smaïl Lamari et les massacres de 1997», 3 septembre 2007, <[algeria-watch.org/?p=45388](http://algeria-watch.org/?p=45388)>.
- , «De Tewfik à Tartag : un criminel contre l'humanité en remplace un autre à la tête des services secrets algériens», 4 octobre 2015, <[algeria-watch.org/?p=45374](http://algeria-watch.org/?p=45374)>.
- Marwan ANDALOUSI, «La presse algérienne, vraiment libre?», *Liberté. Art & politique*, n° 318, décembre 2017, <[algeria-watch.org/?p=64323](http://algeria-watch.org/?p=64323)>.
- Omar BENDERRA, «Économie algérienne, 1986-1998 : les réseaux aux commandes de l'État», *Algeria-Watch*, octobre 2002, <[algeria-watch.org/?p=54524](http://algeria-watch.org/?p=54524)>.
- , «L'Algérie des oligarques : l'alliance des baïonnettes et des coffres-forts», *Algeria-Watch*, 10 décembre 2014, <[algeria-watch.org/?p=5126](http://algeria-watch.org/?p=5126)>.
- , «Quelques clés pour comprendre les manifestations du 22 février 2019 en Algérie», interview par Marwan Andalussi, *Algeria-Watch*, 25 février 2019, <[algeria-watch.org/?p=71144](http://algeria-watch.org/?p=71144)>.
- CISA, «Entre répression et manipulations : le courageux combat des syndicats autonomes algériens», *Algeria-Watch*, 20 décembre 2009, <[algeria-watch.org/?p=46067](http://algeria-watch.org/?p=46067)>.
- Faouzi EL MESTARI, «La non-émergence économique de l'Algérie : l'échec des réformes menées depuis 2000», *Moyen-Orient*, 3 janvier 2019, <[frama.link/\\_4B5B1Tz](http://frama.link/_4B5B1Tz)>.
- François GÈZE, «Le terrible aveu d'un dirigeant algérien : "Nous sommes les derniers pieds-noirs"», *Algeria-Watch*, 24 janvier 2014, <[algeria-watch.org/?p=65560](http://algeria-watch.org/?p=65560)>.
- François GÈZE et Salima MELLAH, «Les attentats du 11 avril 2007 à Alger : luttes de clans sur fond de

- conflits géopolitiques», 21 avril 2007, <algeria-watch.org/?p=5142>.
- , « “Al-Qaida au Maghreb”, ou la très étrange histoire du GSPC algérien », 22 septembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45389>.
- , « Algérie. L'impossible justice transitionnelle », *Algeria-Watch*, 22 février 2019 (version française de l'article à paraître in Nadya NEDELSKY et Lavinia STAN (dir.), *The Encyclopedia of Transitional Justice*, Cambridge University Press, New York, 2020), <algeria-watch.org/?p=71139>.
- Moussaab HAMMOUDI, « Mobilisation civile algérienne : des mouvements sans protestation pour une protestation sans mouvements ? », *Hoggar*, 13 avril 2014, <algeria-watch.org/?p=40457>.
- Hocine MALTI, « Les Américains en Algérie : pétrole, magouilles et terrorisme », *Algeria-Watch*, 13 octobre 2007, <algeria-watch.org/?p=5367>.
- , « Algérie : la fin de règne pitoyable et dangereuse d'un régime décadent », *Algeria-Watch*, 10 janvier 2015, <algeria-watch.org/?p=45408>.
- , « Le gaz de schiste en Algérie : un mouvement de contestation inédit », *Algeria-Watch*, 21 juin 2015, <algeria-watch.org/?p=9417>.
- Salima MELLAH, « Algérie 2003 : l'affaire des “otages du Sahara”, décryptage d'une manipulation », 22 septembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45418>.
- Olivier PIRONET, « Algérie : chronologie historique », *Manière de voir/Le Monde diplomatique*, n° 86, avril-mai 2006, <frama.link/ZXnR8kza>.
- Habib SOUAÏDIA, « Révélations sur le drame d'In-Amenas : trente otages étrangers tués par l'armée algérienne, au moins neuf militaires tués », *Algeria-Watch*, 11 février 2013, <algeria-watch.org/?p=45434>.
- , « De l'assassinat d'Hervé Gourdel à la déstabilisation tunisienne : manipulations et intox des services

secrets algériens», *Algeria-Watch*, 27 avril 2015, <algeria-watch.org/?p=5492>.

- , « Le séisme politique au sein de la “coupole” des décideurs algériens de l'été 2018 », *Algeria-Watch*, 21 octobre 2018, <algeria-watch.org/?p=69775>.

### *Rapports*

ALGERIA-WATCH et Salah-Eddine SIDHOUM, *Algérie : la machine de mort*, octobre 2003, <algeria-watch.org/?p=52437>.

Ghazi HIDOUCI et Omar BENDERRA, *Algérie, économie, prédation et État policier*, TPP Algérie, avril 2004, <frama.link/mgdSGnws>.

Rapports de la 32<sup>e</sup> session du Tribunal permanent des peuples, *Les Violations des droits de l'homme en Algérie (1992-2004)*, 5-8 novembre 2004, disponibles sur le site <www.algerie-tpp.org>.

### *Sites*

*Algeria-Watch* (<<https://algeria-watch.org>>) : association de défense des droits humains en Algérie créée en 1997 dont le site publie des informations permettant de mieux comprendre les ressorts complexes de la guerre qui a déchiré l'Algérie pendant les années 1990.

*Anthropologie du présent* (<<https://berthoalain.com/>>) : site où l'anthropologue Alain Bertho recense les émeutes du monde entier, dont « Émeutes en Algérie 2007-2017 », <frama.link/dgV0ZSJ>.

*Association des anciens appelés en Algérie et leurs ami(e)s contre la guerre* (4ACG, <[www.4acg.org](http://www.4acg.org)>).

*Collectif des familles de disparus en Algérie* (CFDA <[www.algerie-disparus.org](http://www.algerie-disparus.org)>) : créé en 1998, le CFDA a pour but de lutter contre les disparitions

## Hirak en Algérie

forcées et contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme commises en Algérie. *Contredit* (<<http://contredit.blogspot.com>>) : blog de Khaled Satour, juriste et analyste de la situation en Algérie.

*Histoire coloniale et postcoloniale* (<<https://histoirecoloniale.net>>) : site traitant à la fois de l'actualité des droits de l'homme et de la connaissance de l'histoire coloniale, tout particulièrement en Algérie.

*Hoggar* (<<http://www.hoggar.org>>) : institut de recherche sur le Maghreb qui se donne pour mission de contribuer à approfondir la compréhension des problèmes des peuples du Maghreb et à faire entendre leurs luttes et leurs idées.

*Le Quotidien d'Algérie* (<<https://lequotidienalgerie.org/>>) : tribune d'opinions et d'actualités.

*Tibhirine, vérité et justice* (<<https://tibhirine-tibhirine.tumblr.com>>) : blog du journaliste Jean-Baptiste Rivoire, recensant l'ensemble des informations disponibles sur l'assassinat des moines de Tibhirine en 1996.

### *Les films algériens de 2008 à 2019 (par Rafik Lebджаoui et Hassan Mezine)*

La production cinématographique algérienne a connu son heure de gloire dans les années 1970. Par la suite, les films se faisaient de plus en plus rares et les salles de cinéma fermaient les unes après les autres. Seule la cinémathèque algérienne a continué à diffuser des films dans tout le pays. Au début des années 2000, une nouvelle génération de réalisateurs a émergé, tentant de refléter la réalité du pays avec très peu de moyens. Certains de ces réalisateurs se sont distingués en produisant des films de grande qualité, à l'image de *Dans ma tête un rond-point*, de Hassen Ferhani. Fait notable, la place accordée



depuis les années 2010 à l'histoire de la guerre de libération, notamment des films traitant des leaders qui l'ont menée. Un thème longtemps monopolisé par le régime. L'autre raison réside dans le fait que de nombreux leaders du FLN historiques ont été liquidés au lendemain de l'indépendance, ou sont passés dans l'opposition.

On remarquera par ailleurs la rareté des films traitant de la guerre contre les civils des années 1990. Il faudra certainement attendre encore quelques années avant que cette période traumatisante puisse être portée à l'écran.

**2008** : *Inland*, de Tariq Teguia ; *Mascarades*, de Lyès Salem ; *Si Mohand u M'Hand, l'insoumis*, de Lyazid Khodja, Rachid Benallal ; *Mostefa Ben Boulaid*, d'Ahmed Rachdi ; *Arezki, l'insoumis*, de Djamel Bendeddouche.

**2009** : *Harragas*, de Merzak Allouache ; *Z'Har*, de Fatma-Zohra Zamoum ; *Le Prof. Benyekhlef et le MALG*, d'Amine Kais ; *Le Voyage à Alger*, d'Abdelkrim Bahloul ; *L'Épopée de la bataille de Tīmimoun*, d'Amine Esseghir.

**2010** : *Taxiphone : El Mektoub*, de Mohammed Soudani ; *Garagouz*, d'Abdenour Zahzah ; *Africa Is Back*, de Salem Brahimi, Chergui Kharroubi.

**2011** : *Kedach ethabni*, de Fatma Zohra Zamoum ; *Demain, Alger ?*, d'Amin Sidi-Boumediene ; *Procrastination*, d'Étienne Kaleb ; *Andalucia*, d'Abdenour Zahzah ; *J'ai habité l'absence deux fois*, de Drifa Mezenner.

**2012** : *Yema*, de Djamila Sahraoui ; *Fidaï*, de Damien Ounouri ; *Zabana !*, de Saïd Ould Khelifa ; *Le Repenti*, de Merzak Allouache ; *Bouts de vies, bouts de rêves*, de Hamid Benamra ; *Yidir*, de Tahar Houchi ; *Parfums d'Alger*, de Rachid Benhadj.

**2013** : *Loubia hamra*, de Narimane Mari ; *Tarzan*,

*Don Quichotte et nous*, de Hassen Ferhani ; *Harraga Blues*, de Moussa Haddad ; *Révolution Zedj*, de Tariq Tegua ; *Chantier A*, de Lucie Dèche, Karim Loualiche, Tarek Sami ; *El oued, el oued*, d'Abdenour Zahzah ; *La Preuve*, d'Amor Hakkar.

**2014** : *Fadhma N'Soumer*, de Belkacem Hadjadj ; *L'Oranais*, de Lyès Salem ; *Crépuscule des ombres*, de Mohammed Lakhdar-Hamina ; *Rani miyet*, de Yacine Benelhadj ; *Cinema Chkoui*, de Bahia Allouache ; *J'ai 50 ans*, de Djamel Azizi ; *Krim Belkacem*, d'Amed Rachedi ; *Madame Courage*, de Merzak Allouche.

**2015** : *Au rythme du temps*, d'Elias Djemil ; *Lotfi*, d'Amed Rachedi ; *Samir dans la poussière*, de Mohamed Ouzine ; *Azib Zamoum, une histoire de terres*, de Fatma-Zohra Zamoum.

**2016** : *Le Puits*, de Lotfi Bouchouchi ; *Atlal*, de Djamel Kerkar ; *Dans ma tête un rond-point*, de Hassen Ferhani ; *10 949 femmes*, de Nassima Guessoum ; *Le Patio*, de Sid Ali Mazif ; *El Achiq*, de Sifodil Amar.

**2017** : *Chfawat Ghef Tagrawla: Semmache-Bouira*, de Mohamed Baouch ; *Jusqu'à la fin des temps*, de Yasmine Chouikh ; *Fanon hier, aujourd'hui*, de Hassane Mezine.

**2018** : *Rih rabani*, de Merzak Allouache ; *Reconnaissance*, de Slim Hamdi.

**2019** : *Matares*, de Rachid Benhadj ; *Parkour(s)*, de Fatma Zohra Zamoum ; *Abou Leila*, d'Amin Sidi-Boumediene.

## Les auteurs

**Zineb Azouz**, née en 1969 à Constantine, est diplômée en statistique mathématique et enseigne cette discipline à l'université de Constantine. Elle est l'auteure de nombreux articles sur la politique algérienne, la biométrie et la vaccination, publiés sur *Algeria-Watch*, *Hoggar*, *AlgeriaNetwork* et sur son site.

**Abdelghani Badi**, né en 1973, avocat à la Cour d'Alger depuis 1999, est le président du bureau d'Alger de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme depuis 2013, et vice-président de la Fédération arabe des centres des droits de l'homme.

**Houari Barti**, né en 1973 à Oran, est journaliste au *Quotidien d'Oran* depuis 2004.

**Omar Benderra**, né en 1952, économiste, ancien président de Banque publique en Algérie, a été chargé de 1989 à 1991 de la renégociation de la dette nationale. Consultant indépendant, il est l'auteur de nombreux articles sur la politique et l'économie algériennes. Il est membre de l'association *Algeria-Watch* et a publié de nombreux articles sur son site.

**Amine Bendjoudi**, né en 1989 à Alger, titulaire d'un master en intelligence artificielle de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), est photographe indépendant, scénariste et *digital manager*.

**Hocine Dziri**, né en 1972, journaliste à Alger, a publié plusieurs articles en Algérie et à l'étranger.

**José Garçon**, née en 1949, membre de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à la Fondation Jean-Jaurès, journaliste à *Libération* de 1974 à 2008, est spécialiste du Maghreb et plus particulièrement de l'Algérie.

**Hadj Ghermoul**, né en 1981, père de deux enfants, milite au sein du comité national pour la défense des droits des chômeurs.

**François Gèze**, né en 1948, éditeur, a dirigé de 1982 à 2014 les Éditions La Découverte, où il a notamment publié de nombreux livres consacrés à l'histoire de l'Algérie coloniale et à l'Algérie contemporaine. Il est membre depuis 1998 de l'association Algeria-Watch et a publié de nombreux articles sur son site.

**Rafik Lebджаoui**, né en 1966, journaliste, est membre de l'association Algeria-Watch.

**Hocine Malti**, ingénieur des pétroles, a participé au lancement de la Sonatrach (créée en décembre 1963), dont il a été vice-président de 1972 à 1975. Aujourd'hui consultant pétrolier, il est l'auteur de *Histoire secrète du pétrole algérien* (La Découverte, 2010) et de nombreux articles sur l'économie algérienne.

**Hassina Mechai**, née en 1978, journaliste franco-algérienne, travaille pour différents médias internationaux et français, dont *LePoint.fr*, *Middle East Eye*, *Ehko*, *Ballast*, *Middle East Monitor*. Elle s'intéresse à la gouvernance mondiale, à la société civile et au *soft power* médiatique et culturel.

**Mohamed Mehdi**, né en 1965, est le pseudonyme de Lazhar Djeziri, journaliste au *Quotidien d'Oran*. Ingénieur de formation, il a commencé le journalisme fin 1994 à *L'Hebdo libéré*, avant de rejoindre l'équipe de *La Nation* puis de *Libre Algérie*.

**Salima Mellah**, née en 1961, journaliste, a créé en 1997 l'association Algeria-Watch (et son site Internet <Algeria-Watch.org>), consacrée à la dénonciation des violations des droits humains en Algérie, qu'elle anime depuis lors. Elle est l'auteure de nombreux rapports et études sur les violations des droits humains dans les pays arabes.

**Ahmed Selmane**, né en 1957, politologue et journaliste, est l'auteur de plusieurs études dans des revues spécialisées sur le système politique et les médias algériens, et a notamment collaboré à l'hebdomadaire *La Nation*.

**Habib Souaïdia**, né en 1969, ancien militaire, est l'auteur de *La Sale Guerre. Le témoignage d'un ancien officier des forces spéciales de l'armée algérienne* (La Découverte, 2001) et de nombreux articles publiés sur le site Algeria-Watch. Il vit en France depuis 2000, où il est réfugié politique.

## Notes

### Introduction

**1.** Créée en Europe en 1997, cette association anime depuis lors le site Web <algeria-watch.org> (en français, allemand et anglais), où sont disponibles en accès libre de très nombreux rapports et documents relatifs aux violations des droits humains dans ce pays, ainsi que des dizaines de milliers d'articles et témoignages.

**2.** Le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), qui avait succédé en 1990 à la Sécurité militaire (la fameuse SM) créée à l'indépendance. Depuis 2015, le DRS a lui-même été remplacé par la Direction des services de sécurité. Mais les changements d'appellation n'ont pas modifié la fonction de contrôle et de maillage de la population de cette institution.

**3.** Une mise en cause non dénuée d'ironie. Car certaines informations assez crédibles attribuent en effet le déclenchement imprévu du *hirak* à un « complot ». En Algérie même, beaucoup d'observateurs sérieux se sont en effet étonnés de la nature anonyme des multiples appels à manifester dans tout le pays le 22 février 2019, lancés de façon identique quelques jours avant sur des milliers de pages Facebook et d'autres réseaux sociaux. Pour eux, seuls les hommes de la police politique (ex-DRS) étaient techniquement en mesure de lancer une telle opération ; et, en l'occurrence, très probablement des agents restés fidèles au général Médienne, évincé en 2015 par l'état-

major. Lesquels auraient ainsi tenté de déclencher des émeutes populaires pour déstabiliser ce dernier, dans le but de répéter ainsi le scénario de manipulation (pourtant mal contrôlé à l'époque) qui avait conduit aux émeutes d'octobre 1988 (voir chapitres 1 et 4). Cette hypothèse plausible reste incertaine, sans aucune preuve formelle à la fin 2019 faute d'enquêtes indépendantes qui seraient à mener par des spécialistes des manipulations informatiques. Et quoi qu'il en soit, la question reste relativement secondaire, dès lors que le mouvement social ainsi déclenché a pris une ampleur historique, dépassant totalement les éventuels calculs de médiocres comploteurs qui auraient ouvert cette très imprévue boîte de Pandore.

**4.** Cité par M. AZIZA, « 35<sup>e</sup> marche du vendredi : la mobilisation ne faiblit pas », *Le Quotidien d'Oran*, 19 octobre 2019.

**5.** Précisons que nous sommes seuls responsables de la rédaction des « chapeaux » ouvrant chacun des chapitres du livre.

### *1. Le rôle majeur du traumatisme de la « sale guerre » des années 1990*

**6.** Voir ALGERIA-WATCH, « De Tewfik à Tartag : un criminel contre l'humanité en remplace un autre à la tête des services secrets algériens », <algeria-watch.org/?p=45374>. Cet article comporte de nombreuses références documentaires sur le DRS et son histoire.

**7.** Voir Ghazi HİDOUCI, *Algérie, la libération inachevée*, La Découverte, Paris, 1995.

**8.** Sur les événements ayant conduit au coup d'État de janvier 1992 et ceux qui ont suivi, se reporter au récit très documenté des journalistes Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'États*, La Découverte, Paris, 2004 ; rééd. en poche, La Découverte, 2005 (sommaire et introduction accessibles sur Algeria-Watch, <algeria-watch.org/?p=22590>).

9. Voir Jake RAYNAL et David SERVENAY, *La Septième Arme. Une autre histoire de la République*, La Découverte, Paris, 2018.

10. Voir aussi Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'États*, op. cit., chapitres 13 à 29; et pour des analyses plus fouillées, les dix-neuf dossiers très détaillés établis en 2004 par le Comité justice pour l'Algérie, organisateur à Paris de la 32<sup>e</sup> session du Tribunal permanent des peuples consacré aux « Violations des droits de l'homme en Algérie, 1992-2004 », dossiers accessibles sur le site Web consacré à cette session du TPP, <algerie-tpp.org>.

11. ALGERIA-WATCH et Salah-Eddine SIDHOUM, *Algérie: la machine de mort*, octobre 2003, <algeria-watch.org/?p=52437>.

12. ALGERIA-WATCH, « Le général Smaïl Lamari et les massacres de 1997 », 3 septembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45388>.

13. C'est l'hypothèse que nous avons précisément argumentée dès octobre 2000, dans notre postface au bouleversant témoignage d'un rescapé du massacre de Bentalha en septembre 2007: François GÈZE et Salima MELLAH, « Crimes contre l'humanité », postface à Nesroulah YOUS, *Qui a tué à Bentalha ?*, La Découverte, Paris, 2000.

14. Voir François GÈZE et Salima MELLAH, « Algérie. L'impossible justice transitionnelle », *Algeria-Watch*, 22 février 2019 (version française de l'article à paraître in NADYA NEDELSKY et LAVINIA STAN (dir.), *The Encyclopedia of Transitional Justice*, Cambridge University Press, New York, 2020), <algeria-watch.org/?p=71139>.

## 2. Un régime opaque et corrompu, habité d'un profond mépris du peuple

15. Ce slogan a surgi en 2001, quand le meurtre d'un adolescent dans une gendarmerie a déclenché le « printemps noir » de Kabylie, dont la répression fera cent trente-deux morts et plus de 5 000 blessés.

16. Voir aussi, sur ce point, François GÈZE, « Le terrible aveu d'un dirigeant

algérien: "Nous sommes les derniers pieds-noirs" », *Algeria-Watch*, 24 janvier 2014, <algeria-watch.org/?p=65560>.

17. Cité par Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang. Algérie: comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003, p. 162, <algeria-watch.org/?p=22567>.

18. Cité par Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre. Le témoignage d'un ancien officier des forces spéciales de l'armée algérienne*, La Découverte, Paris, 2001.

19. Dans les années suivant l'indépendance, Mohammed Khider et Krim Belkacem, deux des chefs historiques de la révolution qui s'opposèrent au système, furent à leur tour assassinés.

20. Voir à ce sujet le livre remarquablement documenté de la jeune historienne Saphia AREZKI, *De l'ALN à l'ANP. La construction de l'armée algérienne, 1954-1991*, Barzakh, Alger, 2018.

21. Mohammed HARBI, « La confiscation de l'histoire », in REPORTERS SANS FRONTIÈRES (dir.), *Le Drame algérien. Un peuple en otage*, La Découverte, Paris, 1994, p. 69.

22. D'autres assassinats « ciblés » ont suivi, dont ceux de Kasdi Merbah, ancien chef de la Sécurité militaire de Houari Boumediene puis Premier ministre, soupçonné de préparer une alternative incluant les islamistes (en 1993); d'Aboubakr Belkaïd, ancien ministre de l'Intérieur et « idéologue » de l'un des clans du régime (en 1995); d'Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA, qui prétendait constituer un nouveau parti politique (en 1997).

23. Jusqu'en 1988, les fameux BSP (bureaux de sécurité et de prévoyance), œil de la SM dans toute l'administration et la société, quadrillaient tout le pays, espionnant et rapportant tout et n'importe quoi.

24. Les dépenses militaires sont passées de 2,7 milliards de dollars en 2000 à 10,6 milliards en 2016, niveau sans égal en Afrique.

25. Voir aussi: Samira IMADALOU, « La dépense publique, un canal pour

la dilapidation des ressources», *El Watan*, 18 mars 2019, <frama.link/GkZsCcT\_>.

**26.** « Corruption et dilapidation des deniers publics: les chiffres alarmants de la DGSN », *Liberté*, 10 février 2019, <frama.link/RrEaDGFu>.

**27.** Amine LARTANE, *L'Envol du faucon vert*, Métailié, Paris, 2007 (rééd. en poche, 2019). Un livre indispensable pour comprendre les arcanes du régime algérien contre lequel la révolte populaire s'est mobilisée depuis février 2019.

**28.** En 2007 déjà, Robert S. Ford, ambassadeur américain à Alger de 2006 à 2008, décrivait dans un câble cité par WikiLeaks un «gouvernement à la dérive et un régime fragile comme il ne l'a jamais été, en proie à un manque de vision et atteignant des niveaux de corruption sans précédent».

### 3. Une démocratie de façade, une société verrouillée

**29.** Pour une relation synthétique et très documentée de cette période, voir le chapitre 30 de Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, op. cit. – où figurent toutes les sources des citations données dans cette section.

**30.** Jusqu'au déclenchement du *hirak* en 2019, ce service du DRS a joué un rôle majeur dans la fabrication des *fake news* avant l'heure, visant notamment à manipuler l'opinion algérienne et à légitimer le régime auprès de l'opinion internationale, à commencer par les journalistes occidentaux chargés de «couvrir» l'actualité du pays. D'abord dirigé par le colonel Salah Meraou, assassiné en 1995, il l'a été ensuite jusqu'en 1997 par le colonel Lakhdar Bouzid, dit «Fawzi», puis par le fameux colonel Tahri Zoubir, dit «Hadj» (décédé en 2011), qui a été le principal chef d'orchestre de la désinformation méthodique sur les crimes du régime à la fin des années 1990. Ce dernier a été remplacé

en 2001 par son prédécesseur, le colonel «Fawzi», à qui a succédé en juillet 2013 le colonel Bouzidi, dit «Okba». D'autres changements, restés secrets, sont sûrement survenus depuis à la tête de ce service, toujours en première ligne dans la production de désinformation sur le *hirak*.

**31.** Sur ces deux événements, voir les études documentées publiées par Algeria-Watch: Salima MELLAH, «Algérie 2003 : l'affaire des "otages du Sahara", décryptage d'une manipulation», 22 septembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45418>; François GÈZE et Salima MELLAH, «"Al-Qaïda au Maghreb", ou la très étrange histoire du GSPC algérien», 22 septembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45389>; François GÈZE et Salima MELLAH, «Les attentats du 11 avril 2007 à Alger: luttes de clans sur fond de conflits géopolitiques», 21 avril 2007, <algeria-watch.org/?p=5142>.

**32.** Voir sur cette affaire le formidable roman à clés d'Amid LARTANE, *L'Envol du faucon vert*, op. cit.

**33.** Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, op. cit.

**34.** Voir sur le sujet l'article aussi précis qu'informé publié par une revue québécoise: Marwan ANDALOUSI, «La presse algérienne, vraiment libre?», *Liberté. Art & politique*, n° 318, décembre 2017, <algeria-watch.org/?p=64323>.

**35.** Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, op. cit., p. 90.

**36.** CISA, «Entre répression et manipulations: le courageux combat des syndicats autonomes algériens», *Algeria-Watch*, 20 décembre 2009, <algeria-watch.org/?p=46067>.

**37.** Voir Moussaab HAMMOUDI, «Mobilisation civile algérienne: des mouvements sans protestation pour une protestation sans mouvements?», *Hoggar*, 13 avril 2014, <algeria-watch.org/?p=40457>.

**38.** Nesroulah Yous, avec la collaboration de Salima Mellah, *Qui a tué à Bentalta?*, op. cit.

**39.** Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre*,



*op. cit.*

**40.** Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, *op. cit.*, p. 569.

**41.** Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, *op. cit.*

**42.** Dix-sept ans après, ces dépositions restent des références essentielles; voir Habib SOUAÏDIA, *Le Procès de «La Sale Guerre». Algérie: le général-major Khaled Nezzar contre le lieutenant Habib Souaïdia*, La Découverte, Paris, 2002 (le texte intégral de ce livre est accessible sur le site d'Algeria-Watch, à cette adresse: <frama.link/08PbCL9s>).

**43.** Voir mes recensions des trois premiers titres cités sur mon blog de *Mediapart*: *L'Envol du faucon vert*, <frama.link/7LpZmbrU>; *Madame Courage*, <frama.link/Tjm0xgnz>, *Paix à leurs armes*, <frama.link/qP1U0SDR>.

#### 4. La banqueroute au bout de la dictature

**44.** Voir Omar BENDERRA, «L'Algérie des oligarques: l'alliance des baïonnettes et des coffres-forts», *Algeria-Watch*, 10 décembre 2014, <algeria-watch.org/?p=5126>.

**45.** Mostafa KHAROUFI, «L'"infittâh" et l'envers du décor», *Tiers monde*, 1990.

**46.** Sur cette période, voir Omar BENDERRA, «Économie algérienne, 1986-1998: les réseaux aux commandes de l'État», *Algeria-Watch*, octobre 2002, <algeria-watch.org/?p=54524>.

**47.** Sur les réformes et la situation politique après octobre 1988, voir le précieux témoignage de Ghazi HIDOUCI, *Algérie, la libération inachevée*, *op. cit.*

**48.** Sur cette séquence complexe, particulièrement riche en rebondissements et manipulations, voir le récit remarquablement documenté de Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'États*, *op. cit.*, chapitres 7 à 9.

**49.** Voir Habib SOUAÏDIA, *Le Procès de «La Sale Guerre»*, *op. cit.*, p. 384.

**50.** Olivier PIRONET, «Algérie:

chronologie historique», *Manière de voir/Le Monde diplomatique*, n° 86, avril-mai 2006, <frama.link/ZXnR8kza>.

**51.** Mehdi ABBAS, «L'ouverture commerciale de l'Algérie: apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme», *Tiers monde*, 2012, p. 51-68, <frama.link/cY-7mGD>.

**52.** Ghazi HIDOUCI et Omar BENDERRA, *Algérie, économie, prédation et État policier*, TPP Algérie, avril 2004, <frama.link/mgdSGnws>.

**53.** Estimation, parmi d'autres, de l'ancien gouverneur de la Banque centrale: Ouramdane MEHENNI, «Badreddine Nouioua: "850 milliards de dollars issus des hydrocarbures entre 2000 et 2018"», *Algérie Éco*, 15 octobre 2019, <frama.link/PypHLak2>.

**54.** Le coût total de cette autoroute se situe entre 17 et 20 milliards de dollars selon les sources au lieu des 7 milliards initialement budgétés. Encore faut-il préciser que des travaux nécessaires (sorties et connexions avec le réseau routier, aires de station-service...) n'ont pas été pris en compte dans ce faramineux coût «final».

**55.** Faouzi EL MESTARI, «La non-émergence économique de l'Algérie: l'échec des réformes menées depuis 2000», *Moyen-Orient*, 3 janvier 2019, <frama.link/\_4B5B1Tz>.

**56.** *Ibid.*

**57.** «Son poids est estimé à 45 % du produit intérieur brut (PIB) national. Économie informelle: une énième étude lancée», *Le Soir d'Algérie*, 4 mars 2017.

**58.** Younès DJAMA, «Mohamed Achir: "La position financière du pays ne permet pas de répondre à ses engagements de fonctionnement et d'équipement"», *TSA*, 25 juin 2019, <frama.link/h3JtJret>.

#### 5. Une insurrection qui n'est pas tombée du ciel

**59.** Voir Annie REY-GOLDZEIGUER, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.

**60.** Pour en avoir un aperçu, on pourra se reporter à la méticuleuse revue de presse établie par l'anthropologue Alain Bertho sur son site *Anthropologie du présent* (<<https://berthoalain.com/>>), où il recense les émeutes du monde entier : « Émeutes en Algérie 2007-2017 », <[frama.link/dgVOZSJJ](https://berthoalain.com/)> ; cette page comporte également des cartes et des statistiques par motifs d'émeutes (logement – de loin les plus nombreuses –, électricité, football, chômage, commerce informel, élections, autres) pour les années 2010-2011.

**61.** « Les atteintes à l'ordre public en nette augmentation en Algérie », *Liberté*, 5 décembre 2010, <[frama.link/cWAZKfB](https://frama.link/cWAZKfB)>.

**62.** Des dizaines de milliers de cadres supérieurs ont quitté le pays, un mouvement entamé dans les années 1990 et qui s'est amplifié dans les années 2000 malgré le « retour à la paix ». Pour le seul secteur de la santé, voir par exemple : Yazid ALILAT, « Santé : hausse des départs des médecins algériens à l'étranger », *Le Quotidien d'Oran*, 10 mai 2017, <[frama.link/RyPuQg\\_o](https://frama.link/RyPuQg_o)> ; son auteur explique : « C'est une véritable hémorragie dans le secteur de la santé en Algérie, qui perd chaque année au moins 50 % des étudiants ayant achevé leurs études. Ce phénomène du départ massif des médecins algériens vers d'autres pays, dont la France, le Canada et maintenant les pays arabes du Golfe, est devenu inquiétant. Selon le docteur Bekkat Berkani Mohamed, président du Conseil national de l'ordre des médecins, ces départs de jeunes médecins s'expliquent par une "espèce de désespérance des médecins algériens dans le système de santé national, d'abord par rapport à la formation, ensuite par rapport à la médecine en général". »

**63.** Ali BOUAZIN, « L'Algérie et les droits humains. À la recherche des "disparus" », *Le Monde diplomatique*, mars 1996, <[frama.link/ERLsNNRH](https://frama.link/ERLsNNRH)>.

**64.** Voir Hocine MALTI, « Le gaz de schiste en Algérie : un mouvement de contestation inédit », *Algeria-*

*Watch*, 21 juin 2015, <[algeria-watch.org/?p=9417](http://algeria-watch.org/?p=9417)>.

**6.** À Constantine, le réveil politique de la cité

**65.** Abdelhamid Ben Badis (1889-1940), né à Constantine, est le fondateur en 1931 de l'Association des oulémas, figure du mouvement nationaliste. La propagande du régime a toujours cherché à manipuler à son profit l'œuvre et l'image du cheikh en présentant la ville comme la gardienne de valeurs « traditionnelles » dont il serait l'inspirateur.

**8.** Quand les artistes deviennent partie prenante du hirak

**66.** *Casa del Mouradia*, YouTube, 14 avril 2018, <[frama.link/S1b8yyvr](https://frama.link/S1b8yyvr)>. Voir Mickaël CORREIA, « En Algérie, les stades contre le pouvoir », *Le Monde diplomatique*, mai 2019, <[frama.link/6BHGDK26](https://frama.link/6BHGDK26)>.

**67.** *Libérez l'Algérie*, YouTube, 1<sup>er</sup> mars 2019, <[frama.link/rG-YHTod](https://frama.link/rG-YHTod)>.

**68.** *Système dégage*, YouTube, 1<sup>er</sup> août 2019, <[frama.link/8vVdRUfv](https://frama.link/8vVdRUfv)>.

**69.** *Samidoun*, YouTube, 25 septembre 2019, <[frama.link/d9Gd6nPv](https://frama.link/d9Gd6nPv)>.

**70.** *Libérez zouâma*, YouTube, 12 octobre 2019, <[frama.link/ADzYS8rE](https://frama.link/ADzYS8rE)>.

**71.** *Mademoiselle Algérie*, YouTube, 15 novembre 2018, <[frama.link/49-TX15d](https://frama.link/49-TX15d)>.

**72.** *1 000 milliards*, YouTube, 6 avril 2019, <[frama.link/rzvoySdH](https://frama.link/rzvoySdH)>.

**73.** *Soud aâmlek intikhabate*, YouTube, 15 septembre 2019, <[frama.link/CdrHvQW](https://frama.link/CdrHvQW)>.

**74.** *Allo système*, YouTube, 4 mars 2019, <[frama.link/4soKadwj](https://frama.link/4soKadwj)> ; *Toxic* : YouTube, <[frama.link/TrKERBbc](https://frama.link/TrKERBbc)>. Les vidéos de ces deux chansons comportent des sous-titres, en anglais ou en français.

**75.** *Rebelle*, YouTube, 15 septembre 2019, <[frama.link/Loqe2ZeR](https://frama.link/Loqe2ZeR)>.

**76.** *Liberté*, YouTube, 14 mars 2019, <[frama.link/P7Hhtfgh](https://frama.link/P7Hhtfgh)>.

**77.** <[frama.link/6szj2vZv](https://frama.link/6szj2vZv)>.

**78.** TIMOH et EL MOUSTACH, « Les gens veulent », YouTube, 31 octobre 2019,

<frama.link/0Co5fFoF>.

*10. La résurgence de la mémoire de la lutte contre le colonialisme français*

**79.** Voir Iddir NADIR, « Ses promoteurs veulent faire main basse sur le *hirak* : “Badissia-Novembria” : l’imposture », *El Watan*, 20 juin 2019, <frama.link/Be6C0fAG>. Un journaliste algérien, participant au *hirak* qu’il a observé dans de nombreuses villes, s’étonne ainsi : « J’ai pris l’initiative de parler à un étudiant brandissant le portrait d’un membre des oulémas que je ne reconnaissais pas. Il ignorait qui c’était, un autre étudiant plus informé s’est approché et m’a donné le nom du savant. C’est un phénomène préfabriqué à mon avis. »

**80.** Article 7 : « Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple. » Article 8 : « Le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple exerce sa souveraineté par l’intermédiaire des institutions qu’il se donne. Le peuple l’exerce aussi par voie de référendum et par l’intermédiaire de ses représentants élus. Le président de la République peut directement recourir à l’expression de la volonté du peuple. »

**81.** Article 4 : « Tamazight est également langue nationale et officielle. L’État œuvre à sa promotion et à son développement dans toutes ses variétés linguistiques en usage sur le territoire national. »

*11. Entretien : une répression ciblée, la justice instrumentalisée*

**82.** Propos recueillis (et traduits de l’arabe) par Rafik Lebджаoui le 15 octobre 2019.

**83.** Voir Fayçal MÉTAOUI, « Des manifestantes déshabillées dans un commissariat à Alger », *TSA*, 14 avril 2019, <frama.link/1AjKhm1->.

**84.** Une manifestation des avocats était prévue à Alger le 24 octobre. Celle-ci sera de fait massive (voir Younès DJAMA, « Imposante marche des avocats à Alger : “Non à la justice du téléphone” », *TSA*, 24 octobre 2019,

<frama.link/u7KwAcxk>).

*12. Entretien : « Ce peuple ne rentrera pas chez lui tant qu’il n’aura pas trouvé sa dignité »*

**85.** Propos recueillis (et traduits de l’arabe) par Rafik Lebджаoui le 26 octobre 2019, avec l’aide de M.E.K.

*13. La couverture très orientée du hirak par les médias algériens*

**86.** Traduit de l’arabe par Rafik Lebджаoui.

**87.** Voir Redouane BOUDJEMA, *Histoire et évolution du système médiatique en Algérie de 1962 à 2016*, Forum des alternatives, Le Caire, 2017 (en arabe).

**88.** MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, *Les Cahiers de la communication*, mai 2015.

**89.** Redouane BOUDJEMA et alii, *De la réforme des médias dans la région arabe. Professionnalisme et institution*, Le Caire, 2018 (en arabe).

**90.** *Ibid.*

**91.** Voir la chronologie détaillée du *hirak* dans le présent ouvrage, p. 251.

**92.** Dont l’audience est de loin la plus importante avec plus de 400 000 exemplaires vendus en 2015, avant de connaître de 2016 à 2019 une baisse de tirage de plus de 60 % en raison de la crise économique et publicitaire.

**93.** « Ali Fodil explique comment *Echorouk* est revenu aux kiosques » (en arabe), *Liberté*, 13 février 2019, <frama.link/sMwkJv21>. Ali Fodil est décédé le 24 octobre 2019 à Cannes, à l’âge de soixante-trois ans.

**94.** « En protestation contre la non-couverture des manifestations du 22 février, la journaliste Mariam Abdou démissionne » (en arabe), *Atlas Time*, 23 février 2019, <frama.link/oqw4BAwn>.

**95.** Voir « Bouteflika annonce le report de l’élection présidentielle et une période de transition », *TSA*, 11 mars 2019, <algeria-watch.org/?p=71443> (en arabe : *AlJazair.com*, <frama.link/DB0rGqRn>).

**96.** Voir la vidéo de la scène (en arabe) où le jeune prononce la

## Hirak en Algérie

phrase : *YouTube*, 11 mars 2019, <frama.link/xRYSFNlb>.

**97.** Cela nous a été confirmé par plusieurs journalistes préférant garder l'anonymat, rencontrés en avril, mai et juin.

**98.** « Un général français aux Algériens : "Méfiez-vous de Bernard-Henri Lévy!" », *Algérie patriotique*, 25 mars 2019, <frama.link/pbN\_qn2L>.

**99.** Voir Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie. Crimes et mensonges d'États*, op. cit., chapitre 28.

**100.** Voir ce reportage (en arabe) : *YouTube*, 29 mars 2019, <frama.link/Edd5pWfV>.

**101.** Un des journalistes rencontrés nous a montré une copie de cette correspondance.

**102.** Voir cette vidéo (en arabe) qui illustre les mensonges et la propagande du régime, relayée par des journalistes, députés et universitaires : « Nouvelles concernant le président Bouteflika dans le coma », *EchorouknewsTV*, mars 2019 (*YouTube*, <frama.link/D2tW020\_>).

**103.** Voir l'interview (en arabe) d'Ali Fodil, *EchorouknewsTV*, avril 2019 (*YouTube*, <frama.link/ntXuQMm5>).

**104.** Voir ce reportage (en arabe), illustration typique de cet épisode : « Le séparatiste Ferhat Mehenni donne une conférence à l'université de Tizi Ouzou », *El Bilad TV*, 28 avril 2019 (*YouTube*, <frama.link/1h3\_sxd>).

**105.** Voir par exemple ce reportage (en arabe) de la chaîne Ennahar, qui vise à apeurer la population en brandissant le souvenir des années 1990 et en diffusant à répétition les slogans du FIS : « Aux funérailles du regretté moudjahid Abbasi Madani », *Ennahar TV*, 27 avril 2019 (*YouTube*, <frama.link/BRgB7Aen>).

**106.** « Nouveau directeur à *El Watan* », *El Watan*, 6 mai 2019, <frama.link/UVHG7pDR>.

**107.** Voir par exemple cette vidéo (en arabe) : « Mohamed Selim Guellala raconte l'histoire du "parti de la France" », *Al Hiwar*, 28 mai 2019 (*YouTube*, <frama.link/fUttMUC>).

**108.** Voir cette émission (en arabe) :

« Mohamed El Amine Belghith : l'histoire vraie du drapeau algérien », *Ennahar TV*, 24 juin 2019 (*YouTube*, <frama.link/G9K--NoU>).

*14. Les « mouches électroniques » de la police politique sur les réseaux sociaux*

**109.** La photo du local est accessible à cette adresse *Facebook* : <bit.ly/2JxLHjJ>.

**110.** Voir l'enquête de Marc OWEN JONES, « #Thread on #Algeria », *Thread reader*, 28 septembre 2019, <bit.ly/2pqhaNX>.

**111.** « 1.2.3. Viva l'Algérie », *Facebook*, <bit.ly/32XPdf7>.

**112.** Adresse du nouveau groupe « Algérie Debout » en octobre 2019 : <bit.ly/32Wl0gh>.

**113.** La convocation de la police au nom de Sofiane Benyounes : <bit.ly/2WrvNNd>.

**114.** Voir ma page : <bit.ly/2q0sUGY>.

**115.** « Fake News DZ », *Facebook*, <bit.ly/32SRl0l>.

**116.** Cette couverture médiatique du journal télévisé de 20 heures de l'ENTV du dix-huitième vendredi à Alger a beaucoup fait parler d'elle. Selon le reportage de la télévision publique, les manifestants seraient sortis le vendredi 21 juin, du côté de la Grande-Poste, en arborant « l'emblème national et des pancartes demandant d'aller au plus vite vers des élections présidentielles », les manifestants auraient aussi appelé à « s'éloigner du régionalisme » et à « s'unir autour de son armée » (voir le JT du 21 juin 2019 : <youtu.be/Pa3PgdbpOfc>).

**117.** La vidéo de la menace publiée le 3 avril 2019 : <youtu.be/xXyQbsbKgM>.

**118.** Redouane Boudjemaa était l'invité de l'émission « L'entretien » à « Radio M » et son analyse de la couverture médiatique du *hirak* commence à partir de la seizième minute : <youtu.be/mcj7rnWB9iM>.

*15. La spectaculaire et ambivalente offensive anticorruption, une grande victoire du hirak*

**119.** Sur le rôle historique du général Médiène, voir notamment Hocine

MALTI, «Algérie: la fin de règne pitoyable et dangereuse d'un régime décadent», *Algeria-Watch*, 10 janvier 2015, <algeria-watch.org/?p=45408>.

**120.** Pour une chronologie détaillée de ces arrestations et des événements du *hirak*, voir dans le présent ouvrage, p. 251.

**121.** Abdou SEMMAR, «De Paris à la prison militaire de Blida: l'incroyable histoire du commandant Tarek Amirat, le coordinateur général du DRS en France», *Algérie Part*, 27 août 2019, <frama.link/UXJS86s0>.

**122.** Voir Abdou SEMMAR, «Incroyable purge dans les rangs de l'armée algérienne: plus de cent vingt officiers incarcérés en quelques semaines», *Algérie Part*, 31 août 2019, <frama.link/QHAGW4.U>.

**123.** Le nombre de personnes incarcérées, qu'il s'agisse de civils ou de militaires, de membres de la nomenklatura ou de simples citoyens, a augmenté en permanence. Les chiffres indiqués ici sont ceux de septembre 2019.

**124.** Signalons que lui-même avait une certaine «expérience» en la matière: en 1983, il avait été traduit devant la Cour des comptes pour détournements de crédits prévus pour la construction d'un nouveau bâtiment destiné à abriter le ministère des Affaires étrangères.

**125.** Voir Djilali HADJADJ, «Comment Bouteflika a manipulé le Code des marchés pour alimenter la corruption», *El Watan*, 15 juillet 2019.

**126.** Voir François GÈZE et Salima MELLAH, «Les attentats du 11 avril 2007 à Alger: luttes de clans sur fond de conflits géopolitiques», *Algeria-Watch*, 21 avril 2007, <algeria-watch.org/?p=5142>.

**127.** Voir Liès SAHAR, «Chakib Khelil, Sonatrach et Saipem. Aux origines des scandales», *El Watan*, 3 avril 2013, <algeria-watch.org/?p=7508>.

*16. Face à la mobilisation populaire, un pouvoir fragilisé par les luttes de clans*

**128.** Voir Lahouari ADDI, François GÈZE, Salima MELLAH, «Les attentats d'Alger: une population prise en otage par les luttes de clans», *Algeria-Watch*, 16 décembre 2007, <algeria-watch.org/?p=45335>.

**129.** Voir Hocine MALTI, «Les Américains en Algérie: pétrole, magouilles et terrorisme», *Algeria-Watch*, 13 octobre 2007, <algeria-watch.org/?p=5367>.

**130.** Comme je l'ai rapporté un mois après ce drame: Habib SOUAÏDIA, «Révélations sur le drame d'In-Amenas: trente otages étrangers tués par l'armée algérienne, au moins neuf militaires tués», *Algeria-Watch*, 11 février 2013, <algeria-watch.org/?p=45434>.

**131.** Voir Habib SOUAÏDIA, «De l'assassinat d'Hervé Gourdel à la déstabilisation tunisienne: manipulations et intox des services secrets algériens», *Algeria-Watch*, 27 avril 2015, <algeria-watch.org/?p=5492>.

**132.** Lequel a été désigné par le bras droit de Gaïd Salah à l'état-major, le général-major Cherif Zerrad. Ce dernier avait été nommé en 2004 à la III<sup>e</sup> région militaire comme adjoint de son commandant, le général-major Saïd Chengriha. Cherif Zerrad a rejoint ensuite l'état-major de l'ANP en juillet 2008, pour y prendre la tête du département emploi-préparation. Une importante promotion. Son nom sera désormais intimement lié à toutes les décisions du chef d'état-major Gaïd Salah, la plus importante étant certainement celle de mettre au pas le DRS. Après le départ de M'henna Djebbar, la DCSA est devenue une instance dépendant du département emploi-préparation de Cherif Zerrad. Lequel prend donc en charge cette direction importante, qui sera progressivement dotée de moyens colossaux et fonctionne comme une super-machine de sécurité contrôlant l'ensemble des structures dédiées au renseignement (CPMI, CTRI, CMI...).

**133.** Incarcéré, le général Hacène sera rapidement libéré. Mais le 30 août 2015, il sera à nouveau arrêté et incarcéré à la prison militaire

de Blida avec deux colonels. Et le 26 novembre 2015, mis en examen pour « destruction de documents et infraction aux consignes militaires », mais aussi pour « insubordination », « création d'une organisation armée », « rétention d'informations » et « détention d'armes à feu », il sera condamné par le tribunal militaire d'Oran à cinq ans de prison. Son service opérationnel, qui avait opéré à Tiguentourine, le Groupe d'intervention spéciale (GIS), sera dissous et plusieurs officiers supérieurs mis aux arrêts.

**134.** Voir ALGERIA-WATCH, « Algérie : explications sur la crise au sommet du pouvoir », 10 février 2014, <algeria-watch.org/?p=45384>.

**135.** « Affaire de la résidence d'État de Zéralda. Limogeages, peines de prison et zones d'ombre », *El Watan*, 21 septembre 2015, <algeria-watch.org/?p=23672>.

**136.** Voir ALGERIA-WATCH, « De Tewfik à Tartag : un criminel contre l'humanité en remplace un autre à la tête des services secrets algériens », 4 octobre 2015, <algeria-watch.org/?p=45374>.

**137.** J'ai eu à servir sous les ordres du colonel Chengriha en 1993 et 1994 et j'ai témoigné dans mon livre *La Sale Guerre* (La Découverte, 2001) des atrocités qu'il avait alors organisées contre nos adversaires islamistes et contre la population. J'y relate également les sinistres « exploits » du général-major Amar Athamnia, qui commandait à l'époque (avec le grade de colonel) le 12<sup>e</sup> régiment de para-commando (12<sup>e</sup> RPC), que j'ai appelé le « régiment des assassins », et qui a été nommé en 2005 par Gaïd Salah à la tête de la V<sup>e</sup> région militaire (poste qu'il occupait encore en 2019).

Parmi les autres officiers criminels de la sale guerre promus par le chef d'état-major, on peut citer le général-major Mohamed Tlemçani, nommé en 2018 au poste de chef d'état-major des forces terrestres, qui avait commandé dans les années 1990 le 4<sup>e</sup> RPC, unité des forces spéciales ayant également commis alors des crimes de guerre dans l'Algérois et dans d'autres régions. La direction de la IV<sup>e</sup> région

militaire a quant à elle été confiée en août 2018 à un autre parachutiste acteur de la sale guerre, le général-major Hassan Alaïmia, ex-commandant du 18<sup>e</sup> RPC installé dans les années 1990 à Boufarik (Blida) et d'autres régions de l'Algérois, là où ont eu lieu les pires exactions des forces spéciales de l'armée et des « groupes islamistes de l'armée » contrôlés par le DRS.

**138.** Voir Habib SOUAÏDIA, « Le séisme politique au sein de la "coupole" des décideurs algériens de l'été 2018 », *Algeria-Watch*, 21 octobre 2018, <algeria-watch.org/?p=69775>.

On trouvera dans cet article une chronologie détaillée de la purge au sein de l'armée et des services de sécurité de juin à octobre 2018.

**139.** M<sup>e</sup> Farouk Ksentini, cité par Nissa HAMADI, « Ce que disent les avocats sur la rencontre Toufik-Saïd Bouteflika », *Liberté*, 23 septembre 2019, <frama.link/kRfX9j74>.

**140.** Mot d'arabe algérien stigmatisant un ambitieux insignifiant, équivalent dans ce cas à un « malfaiteur ».

**141.** C'est sans doute ainsi qu'il fallait interpréter l'étonnant limogeage, le 13 octobre 2019, de l'un des officiers les plus proches de Gaïd Salah, le général-major Cherif Zerrad, chef du département emploi-préparation de l'état-major. Motif avancé par la presse du régime, sans preuve évidemment : ses relations « troublantes » avec le député milliardaire Baha Eddine Tliba, qui venait de fuir le pays.

### *17. La périlleuse mise à nu d'un ordonnancement mafieux*

**142.** Là encore, la convocation de l'Histoire est quelque peu fallacieuse, car l'armée des frontières – ainsi nommée car basée aux confins du pays, au Maroc et en Tunisie – fut bien moins impliquée dans la lutte armée contre le colonisateur français que les maquisards de l'intérieur.

**143.** Cette attitude renvoie là encore à la guerre de libération et à la fameuse « défense de rupture » adoptée à l'époque par les prisonniers algériens des forces françaises.

**144.** Sous la pression du soulèvement, les relais électoraux et politiques du régime (FLN, RND, le syndicat UGTA...) sont très clairement apparus pour ce qu'ils étaient : des coquilles vides. L'offensive contre les réseaux Bouteflika a fait le reste.

**145.** Le général Ahmed Gaïd Salah cumulait alors *de facto* les fonctions de chef d'état-major, chef d'État et chef des services de renseignements.

**146.** C'est par un compromis donnant des garanties aux armées que les transitions politiques ont pu avoir lieu en Amérique latine – Brésil, Chili, Argentine, Uruguay. C'est aussi le sens des analyses publiées depuis le début du *hirak* par l'ancien Premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche.

### 18. Le *hirak* sur la scène internationale

**147.** Omar BENDERRA, «De Bandung au BRICS : de la décolonisation à la multipolarité», *Algeria-Watch*, 2 juillet 2014, <algeria-watch.org/?p=5159>.

**148.** Elaine MOKHTEFI, *Alger, capitale de la révolution. De Fanon aux Black Panthers*, La Fabrique, Paris, 2019.

**149.** Créé en décembre 1977 à Tripoli (Libye) et regroupant Algérie, Irak, Libye, Syrie, Yémen du Sud et OLP, ce front de la fermeté devient Front du refus lors du sommet de Bagdad en mars 1979 (voir Annie LAURENT, «Chronologie des événements du Proche-Orient, 1977-1983», *Politique étrangère*, vol. 48, n° 3, 1983, <frama.link/cgNxfG\_>).

**150.** Vijay PRASHAD, *Une histoire politique du tiers monde*, ÉcoSociété, Montréal, octobre 2019.

**151.** Sur les événements d'octobre 1988, voir Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, op. cit., chapitre 5, <algeria-watch.org/?p=19249>.

**152.** Seddik LARKÈCHE, *Si Zeghar, l'iconoclaste algérien*, European North African's, Vaux-en-Velin, 2014.

**153.** Patrick JUILLARD, «Le rôle joué par la République populaire et démocratique d'Algérie dans le règlement du contentieux entre les

États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran», *Annuaire français de droit international*, 1981, p. 19-44.

**154.** La République populaire de Chine a reconnu le GPRA dès décembre 1958, deux mois après sa formation.

**155.** Voir Dominique VIDAL, «17 septembre 1978 : les accords de Camp David», *Association France Palestine Solidarité*, 15 janvier 2007, <frama.link/4MzbB0Xd>.

**156.** Sur cette sombre histoire de base secrète de guerre bactériologique et chimique, voir Hamdi BAALA, «Révélation de Rachid Benyelles : les tests français à B2 Namous ne se sont pas arrêtés en 1978 mais en 1986», *HuffPost Maghreb*, 18 mai 2017, <frama.link/fvNuayvm>.

**157.** Voir François GÈZE, «Armée et nation en Algérie : l'irréversible divorce?», *Hérodote*, n° 116, 2005, <algeria-watch.org/?p=5291> ; et Flavien BOURRAT, «L'armée algérienne : un État dans l'État?», *Les Champs de Mars*, n° 23, 2012, <frama.link/qDd3\_K-C>.

**158.** Joan TILOUINE et Simon PIEL, *L'Affairiste. L'incroyable histoire d'Alexandre Djouhri, de Sarcelles à l'Élysée*, Stock, Paris, 2019.

**159.** Voir Ghazi HDOUCI, *Algérie, la libération inachevée*, op. cit.

**160.** «Arrêt du processus électoral en 1992 : "Mitterrand avait donné son feu vert"», *El Watan*, 21 novembre 2005, <algeria-watch.org/?p=32557>.

**161.** Sur ces épisodes atroces et leur impact sur la société, voir ALGERIA-WATCH, «Décembre 1997-janvier 1998 : les terrifiants massacres de Relizane», 4 janvier 2016, <algeria-watch.org/?p=45412>.

**162.** On peut citer comme exemples caricaturaux de cette couverture grossièrement biaisée et favorable au régime les reportages de Bernard-Henri Lévy publiés par *Le Monde* en janvier 1998, les émissions d'Arte produites à la même époque par Daniel Leconte sous l'autorité de Jérôme Clément, ou les articles de Jean-François Kahn dans l'hebdomadaire *Marianne*.

**163.** Sur cette loi, voir chapitre 1 ; et aussi : Rachid TAHA, «Concorde civile



et crimes universels», décembre 2009, <[algeria-watch.org/?p=55414](http://algeria-watch.org/?p=55414)>.

**164.** Les États-Unis ont maintenu par la suite une présence militaire permanente au Sahel (base de drones au Niger, interventions ponctuelles au Mali), en Libye (trois sites permanents) et en Tunisie (base de Sidi Ahmed). La base de Morón de la Frontera en Andalousie accueille une force américaine portée à 3 000 militaires et quarante avions suite à l'accord en 2015 du gouvernement espagnol. Si l'on ajoute à ce dispositif la base de Sigonella en Sicile (drones de combat), l'encerclement stratégique de l'Algérie était complet en 2019. À cela s'ajoutent diverses autres interventions dans la région, comme la participation en mars 2018 et mars 2019 de l'armée américaine par des intercepteurs F15 et d'un bombardier B52 de l'US Air Force aux manœuvres annuelles «*African Lion*» des Forces armées royales marocaines, ce qui n'a qu'un lointain rapport avec la lutte antiterroriste...

**165.** Voir Kamal LOUADI, «Entre la Russie et l'Algérie, un partenariat stratégique prometteur», *Sputnik France*, 19 février 2018, <[frama.link/bDNo-q2j](http://frama.link/bDNo-q2j)>.

**166.** Alida TAPSOBA, «Sotchi accueille le sommet Russie-Afrique», *Deutsche Welle*, 23 octobre 2019, <[frama.link/Uns2tV9j](http://frama.link/Uns2tV9j)>.

**167.** Comme le délinquant financier Farid Bedjaoui, associé au ministre Chakib Khelil dans un réseau de corruption, recherché depuis 2014 par la justice italienne et qui coule depuis des jours paisibles à Dubaï (voir Farid ALILAT, «Algérie: Farid Bedjaoui, passeport libanais et cage dorée à Dubaï», *Jeune Afrique*, 3 juillet 2018, <[frama.link/Uns2tV9j](http://frama.link/Uns2tV9j)>).

**168.** Voir «L'Arabie saoudite lance une coalition militaire islamique contre le terrorisme», *SaphirNews*, 27 novembre 2017, <[frama.link/H\\_xct-Qm](http://frama.link/H_xct-Qm)>.

**169.** «Bombardement de migrants en Libye: des enquêteurs de l'ONU soupçonnent un avion étranger», *BBC News*, 6 novembre 2019, <[frama.link/Vs\\_nM46t](http://frama.link/Vs_nM46t)>.

**170.** On l'a vu à l'occasion de la visite

du ministre des Affaires étrangères Ramtane Lamamra à Moscou au début de la crise en mars 2019 et lors de celle du «président de l'État» Abdelkader Bensalah à Sotchi fin octobre 2019: le rappel des positions traditionnelles de Moscou contre les ingérences étrangères et l'importance du partenariat stratégique était empreint d'une certaine froideur vis-à-vis de la direction algérienne. Les termes soigneusement pesés des communiqués officiels russes, comme le traitement des images des rencontres, le confirment nettement.

**171.** Sébastien LE BELZIC, «En Algérie, la Chine n'investit pas beaucoup, mais elle compte énormément», *Le Monde Afrique*, 18 mars 2019, <[frama.link/rE590UKX](http://frama.link/rE590UKX)>.

*Le lexique du hirak: la bataille des mots*

**172.** Pour être plus précis, il s'agit du service d'action psychologique du DRS, la police politique héritée en 1990 de l'ancienne Sécurité militaire de 1962, prétendument dissoute en 2015, mais toujours très active depuis sous une autre appellation et complètement contrôlée par l'état-major de l'ANP depuis 2019 (voir chapitre 3).



## Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*  
Zahra Ali (dir.), *Féminismes islamiques.*

Grey Anderson, *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS.*

Sophie Auoullé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portatif.*

Alain Badiou, *L'aventure de la philosophie française. Depuis les années 1960.*

Alain Badiou, *Petrograd, Shanghai. Les deux révolutions du xx<sup>e</sup> siècle.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane, « *Toi aussi, tu as des armes* ». *Poésie & politique.*

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS*

*contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.*

Jean Baumgarten, *Un léger incident ferroviaire. Récit autobiographique.*

Marc Belissa & Yannick Bosc, *Le Directoire. La république sans la démocratie.*

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle.*

Omar Bendorra, François Gèze, Rafik Lebdaoui, Salima Mellah (dir.), *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Walter Benjamin, *Baudelaire.* Édition établie par Giorgio Agamben, Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle.

Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible. Entretiens avec Fred Hilgmann.*

Marc Bernard, *Faire front. Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934.* Introduction de Laurent Lévy

Jacques Bidet, *Foucault avec Marx.*

Bertrand Binoche, « *Écrasez l'infâme !* ». *Philosophe à l'âge des Lumières.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes. Textes présentés par Dominique Le Nuz.*

Matthieu Bonduelle, William Bourdon, Antoine Comte, Paul Machto, Stella Magliani-Belkacem & Félix Boggio Évangé-Épée, Gilles Manceron, Karine Parrot, Géraud de la Pradelle, Gilles Sainati, Carlo Santulli, Evelyne Sire-Marín, *Contre l'arbitraire du pouvoir. 12 propositions.*

Félix Boggio Évangé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire.*

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une trajectoire polémique.*

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire.*

Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf.*  
Présentation de Sabrina Berkane.

Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine.*

Laurent Cauwet, *La domestication de l'art. Politique et mécénat.*

Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire.*

Grégoire Chamayou, *Théorie du drone.*

Grégoire Chamayou, *Les chasses à l'homme.*

Louis Chevalier, *Montmartre du plaisir et du crime.* Préface d'Eric Hazan.

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tevanian, *Les filles voilées parlent.*

George Ciccariello-Maher, *La révolution au Venezuela. Une histoire populaire.*

Cimade, *Votre voisin n'a pas de papiers. Paroles d'étrangers.*

Comité invisible, *À nos amis.*

Comité invisible, *L'insurrection qui vient.*

Comité invisible, *Maintenant.*

Angela Davis, *Une lutte sans trêve.* Sous la direction de Frank Barat.

Joseph Déjacque, *À bas les chefs! Écrits libertaires.* Présenté par Thomas Bouchet.

Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*

Alain Deneault, *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle.*

Raymond Depardon, *Images politiques.*

Raymond Depardon, *Le désert, allers et retours.* Propos recueillis par Eric Hazan.

Yann Diener, *On agit un enfant. L'État, les psychothérapeutes et les psychotropes.*

Cédric Durand (coord.), *En finir avec l'Europe.*

Dominique Eddé, *Edward Said, le roman de sa pensée.*

Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard, Aurélie Windels, *Roms & riverains. Une politique municipale de la race.*

Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme. Jacobi. Dostoïevski, Heidegger, Nietzsche.*

Silvia Federici, *Le capitalisme patriarcal.*

Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs.*

Charles Fourier, *Vers une enfance majeure. Textes présentés par René Schérer.*

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946.*

Françoise Fromonot, *La comédie des Halles. Intrigue et mise en scène.*

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée.*

Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan.*

Christophe Granger, *La destruction de l'université française.*

Daniel Guérin, *Autobiographie de jeunesse. D'une dissidence sexuelle au socialisme.*

Chris Harman, *La révolution allemande.*

Amira Hass, *Boire la mer à Gaza, chroniques 1993-1996.*

Eric Hazan, *Chronique de la guerre civile.*

Eric Hazan, *Notes sur l'occupation. Naplouse, Kalkilya, Hébron.*

Eric Hazan, *Paris sous tension*.

Eric Hazan, *Une histoire de la Révolution française*.

Eric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*.

Eric Hazan, *La dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir*.

Eric Hazan, *Pour aboutir à un livre*.

Eric Hazan, *À travers les lignes. Textes politiques*.

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France*.

Victor Hugo, *Histoire d'un crime. Déposition d'un témoin*.

Hongsheng Jiang, *La Commune de Shanghai et la Commune de Paris*.

Raphaël Kempf, *Ennemis d'État. Les lois scélérates des anarchistes aux terroristes*.

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*.

Stathis Kouvelakis, *Philosophie et révolution*.

Yitzhak Laor, *Le nouveau philisémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël*.

Georges Labica, *Robespierre. Une politique de la philosophie*.

Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune. 26 mars 1871*.

Gustave Lefrançais, *Souvenirs d'un révolutionnaire*. Préface de Daniel Bensaid.

Lénine, *L'État et la révolution*. Présentation de Laurent Lévy.

Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*.

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz (2006-2009)*.

Laurent Lévy, *"La gauche", les Noirs et les Arabes*.

Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*.

Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*.

Frédéric Lordon, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent*. Conversation avec Félix Boggio Éwanjé-Épée.

Herbert Lottman, *La chute de Paris*.

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault, la force des normes*.

Pierre Macherey, *La parole universitaire*.

Gilles Magniont, Yann Fastier, *Avec la langue. Chroniques du « Matricule des anges »*.

Andreas Malm, *L'Anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*.

Karl Marx, *Sur la question juive*. Présenté par Daniel Bensaid.

Karl Marx, Friedrich Engels, *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune*. Précédé de « Politique de Marx » par Daniel Bensaid.

Joseph A. Massad, *La persistance de la question palestinienne*.

Albert Mathiez, *La Réaction thermidorienne. Introduction de Yannick Bosc et Florence Gauthier*.

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (février-juin 1848)*. Présenté par Maurizio Gribaudi.

Jean-Yves Mollier, *Une autre histoire de l'édition française*.

Marie José Mondzain, *K comme Colonie. Kafka et la décolonisation de l'imaginaire*.

Elfriede Müller & Alexander Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire*.

Alain Naze, *Manifeste contre la normalisation gay*.

Olivier Neveux, *Contre le théâtre politique*.

Dolf Oehler, *Juin 1848, le spleen contre l'oubli. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen Marx*.

François Pardigon, *Épisodes des journées de juin 1848*.

La Parisienne Libérée, *Le nucléaire, c'est fini*.

Karine Parrot, *Carte blanche. L'État contre les étrangers*.

Nathalie Quintane, *Les années 10*.

Nathalie Quintane, *Ultra-Proust. Une lecture de Proust, Baudelaire, Nerval*.

Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*.

Jacques Rancière, *Le partage du sensible. Esthétique et politique*.

Jacques Rancière, *Le destin des images*.

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*.

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé*.

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions, 1977-2009*.

Jacques Rancière, *Les écarts du cinéma*.

Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser*.

Jacques Rancière, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne*.

Jacques Rancière, *En quel temps vivons-nous ? Conversation avec Eric Hazan*.

Jacques Rancière, *Les temps modernes. Art, temps, politique*.

Jacques Rancière, *Le temps du paysage. Aux origines de la révolution esthétique*.

Textes rassemblés par Jacques Rancière & Alain Faure, *La parole ouvrière 1830-1851*.

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite*.

Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*.

Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis*.

Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école)*.

Christian Ruby, *L'Interruption Jacques Rancière et la politique*.

Alain Rustenholz, *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'Ivry à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton*.

Malise Ruthven, *L'Arabie des Saoud. Wahhabisme, violence et corruption*.

Gilles Sainati & Ulrich Schalchli, *La décadence sécuritaire*.

Saint-Just, *Rendre le peuple heureux*. Textes établis et présentés par Pierre-Yves Glasser et Anne Quennedey.

Julien Salingue, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*.

Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes*.

André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs*.

André Schiffrin, *Le contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite*.

André Schiffrin, *L'argent et les mots*.

Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza. Pour une éthique hors la Loi*.

Ivan Segré, *Judaïsme et révolution*.

Ella Shohat, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël*.

Eyal Sivan & Eric Hazan, *Un État commun. Entre le Jourdain et la mer*.

Eyal Sivan & Armelle Laborie, *Un boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel d'Israël*.

Jean Stern, *Les patrons de la presse nationale. Tous mauvais*.

Syndicat de la Magistrature, *Les Mauvais jours finiront. 40 ans de combats pour la justice et les libertés*.

Marcello Tarì, *Autonomie ! Italie, les années 1970*.

N'gugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit*.

E.P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme!*

Alberto Toscano,  
*Le fanatisme. Modes d'emploi.*

Enzo Traverso, *La violence nazie, une généalogie européenne.*

Enzo Traverso,  
*Le passé : modes d'emploi.*  
*Histoire, mémoire, politique.*

Françoise Vergès, *Un féminisme décolonial.*

Louis-René Villermé, *La mortalité dans les divers quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich, *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski (dir.),  
*La révolution sioniste est morte. Voix israéliennes contre l'occupation, 1967-2007.*

Michel Warschawski,  
*Programmer le désastre.*  
*La politique israélienne à l'œuvre.*

Eyal Weizman,  
*À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine.*

Slavoj Žižek,  
*Mao. De la pratique et de la contradiction.*

Collectif,  
*Le livre : que faire ?*

Cet ouvrage a été reproduit et achevé  
d'imprimer par l'Imprimerie CPI Firmin-Didot  
à Mesnil-sur-l'Estrée en janvier 2020.  
Numéro d'impression : XXXXXXXX

Dépôt légal : février 2020.  
Imprimé en France.